

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE JUGE UNIQUE EN MATIÈRE PÉNALE

CONTRIBUTION A LA RÉFORME JUDICIAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 9 mars 1935, à 14 heures

PAR

Jacques-François MESTRE

Président : M. DONNEDIEU DE VABRES, Professeur.

Suffragants { MM. HUGUENEY. } *Professeurs.*
 { DEMOGUE. }

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot, 13

1935

LE JUGE UNIQUE
EN MATIÈRE PÉNALE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE JUGE UNIQUE EN MATIÈRE PÉNALE

CONTRIBUTION A LA RÉFORME JUDICIAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 13 mars 1935, à 14 heures

PAR

Jacques-François MESTRE

Président : M. DONNEDIEU DE VABRES, Professeur.

Suffragants { MM. HUGUENEY. } *Professeurs.*
 { DEMOGUE. }



PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, Rue Soufflot, 13

1935

*37069



INTRODUCTION

Faire une thèse sur le juge unique peut sembler à première vue une gageure. En effet, le premier juge institué que l'histoire nous fera connaître, est le juge unique. A Rome, le premier juge répressif fut sans aucun doute le *pater-familias* qui avait droit de vie et de mort sur tous les membres de la *domus*. Pour ces citoyens romains, il fallait aussi une justice et ce fut une étrange dualité qui rendit la justice ; un magistrat unique indiquait la sentence à rendre dans le cas où le juge, qui n'était en somme qu'une sorte de juré à qui il renvoyait l'affaire, se prononcerait pour la culpabilité et celle qu'il devrait donner, s'il répondait à la question posée en affirmant l'innocence du prétendu coupable ; mais ce n'était même pas là une procédure répressive, mais une procédure civile, qui ne pouvait guère servir qu'à réparer des torts injustement commis. Quelques délits publics, que nous appellerions crimes maintenant, étaient punis de la peine de mort, mais avec appel possible aux *comices*. Sous le Bas-Empire, le nombre des délits publics a augmenté dans des proportions considérables, le juge officiel et le juge non officiel ont été remplacés par un juge unique qui semble mieux convenir pour un pays aussi civilisé qu'est la Rome de cette époque.

Nous voyons donc que si l'histoire nous montre un juge unique au début de la justice répressive, celle-ci ne semble pas beaucoup se modifier par la suite tout au moins à Rome. Le juge unique fut considéré à Rome comme pouvant donner les meilleurs résultats et c'est pour cela qu'il fut choisi et institué.

Avec les barbares, la confusion entre le pouvoir personnel du seigneur sur ses vassaux et la justice se forma et demeura lorsque la royauté avec l'unité de l'État sut manœuvrer de façon à faire de l'exercice de la justice un instrument de propagande royale. Avec la Révolution des idées plus claires et plus nettes s'affirmeront avec la séparation des pouvoirs législatif, judiciaire et exécutif. Après différentes expériences, nos tribunaux adoptèrent la forme collégiale qui semblait devoir donner le plus de garanties aux citoyens.

Depuis plusieurs années, un grand nombre de thèses, une masse importante de projets et de propositions ont semblé indiquer qu'une question du juge unique se posait devant les hommes désireux de faire profiter leurs semblables d'une bonne justice. Dire que toutes ces manifestations n'avaient qu'un but aussi élevé serait certainement exagéré ; beaucoup pensaient que, substituer un juge unique à une collégialité de juges présentait une économie assurée pour un budget, alourdi chaque année par de trop nombreux fonctionnaires, et que si la justice était mal rendue, cela ne changerait pas grand chose, d'autant plus qu'un contrôle sévère des magistrats permettrait d'éliminer les incapacités trop notoires. D'autres, continuateurs de Bentham, reprenaient la vieille querelle des partisans de la collégialité et de ses adversaires résolus, ne trouvant qu'un nouvel argument dans l'impécuniosité des États. — Il faut dire aussi qu'une question se posait, il y a quelques années, lorsque la vie était chère et les situations industrielles et commerciales profitables, pour arriver à pourvoir tous les postes de magistrats qui n'étaient retribués qu'avec des traitements misérables, en comparaison des efforts demandés avant d'entrer dans cette aride carrière. Malheureusement avec la crise, les traitements de magistrats, aussi peu intéressants qu'ils

soient, le sont encore suffisamment pour une jeunesse qui ne trouve pas à prendre place dans une société, qui l'a couverte de diplômes sans s'occuper de savoir ce qu'on pouvait faire de tant de diplômés. — Si bien qu'à l'heure actuelle, si une réforme remplaçait la collégialité par le juge unique, il n'y aurait probablement aucun changement dans le niveau des traitements ou une majoration si minime qu'il serait inconvenant d'en parler comme d'une amélioration du sort des magistrats. Ainsi il peut sembler tout à fait nécessaire d'examiner avec soin cette question du juge unique avant de s'y rallier et de proposer une réforme qui pourrait être dangereuse pour la société toute entière.

S'il peut sembler aventureux de proposer le juge unique, comment appeler alors le fait de limiter la portée et l'étendue de cette réforme à la matière pénale, où les lois peuvent compromettre l'honneur et la liberté des citoyens ! Comment pouvoir admettre qu'un seul individu détienne une puissance si considérable qu'il lui soit possible de jeter l'infamie et la honte dans une famille sans en avoir délibéré avec d'autres magistrats scrupuleux et désireux de faire une bonne justice. — Il est certain que si on laisse au magistrat répressif le rôle particulièrement ingrat de distribuer uniquement la honte et l'infamie sur les individus qui se présentent devant lui pour des faits délictueux ou criminels, il est parfaitement discutable de laisser ainsi l'arbitraire d'un homme s'exercer sans autre limite que la loi ou une autre juridiction plus élevée. Pourtant il nous semble que dans de nombreuses matières le délit puisse se contenter d'être jugé par un seul magistrat lorsqu'il paraît indiscutablement occasionnel ou sans grande portée, et que le juge unique ne peut appliquer son arbitraire que sur une très petite peine. Cette façon de concevoir cette thèse l'aurait réduite d'une façon considérable, si nous

n'avions voulu tenir compte que de ce qu'il est possible de faire en France. Aussi nous n'avons pas voulu borner là notre effort et si nous avons choisi ce sujet du juge unique en matière pénale, c'est que des raisons supérieures guidaient notre choix. Longtemps le juge répressif n'a eu qu'à appliquer les peines prévues dans le Code Pénal aux différents délinquants que le Parquet citait devant lui et toute l'individualisation résidait dans la diminution apportée à cette sanction par les circonstances atténuantes, si l'individu semblait digne d'intérêt, ou dans la sévérité supplémentaire des circonstances aggravantes, si le coupable avait accompli son délit avec des moyens rendant plus dangereuse et plus efficace son action ou s'il était récidiviste ou interdit de séjour. Après sa condamnation, l'individu allait purger sa peine et à sa sortie de prison, reprenait tant bien que mal une place dans la société. On a pu se demander à quoi correspondait cette peine de prison à laquelle aboutissaient toutes les condamnations graves. On ne saurait prétendre au relèvement de l'individu, sauf peut-être pour l'ivrogne qui évidemment ne peut plus boire de vin ou d'alcool, et par conséquent peut perdre sa fâcheuse habitude. Mais l'ivrogne n'use que rarement de la prison, parce que cette sanction est une peine sévère qui n'est réservée qu'aux délinquants présentant un certain danger pour la société et que, d'autre part, les contraventions d'ivresse ne sont relevées par les représentants de l'ordre public que lorsqu'ils ne peuvent pas faire autrement. En fait, la prison est une punition infligée à celui qui a commis un délit ou, dans certains cas, une contravention, mais comment la justifier en droit ? On peut dire que la prison est la privation de liberté, considérée comme un des plus importants de nos droits, et que cette punition est donnée à l'individu, coupable de ne pas avoir respecté les

droits d'autrui et d'avoir violé les lois en usage, qui lui assuraient cette liberté, pour lui montrer l'inconvénient que l'on peut éprouver à ne pas respecter les droits des autres et que, s'il veut que l'on respecte les siens, il doit d'abord prendre garde à ceux des autres.

Maintenant ce juge répressif condamnant toujours et quand même à la prison nous semble un peu démodé et contraire au rôle que la société aurait dû lui fixer. Autrefois on punissait les délinquants en espérant ainsi les inciter à redevenir honnêtes ou tout au moins on espérait inciter les autres à le rester dans la crainte de châtimens terribles ; aujourd'hui on cherche à les ramener au bien par des mesures de sécurité prises à leur égard, parce qu'ils se sont montrés dangereux, mais qui disparaîtront aussitôt qu'ils se seront amendés. La société se rend compte que les délinquants et les criminels n'ont pas toujours tous les torts et que parfois la commission des crimes et des délits tient à sa négligence et à son manque de cohésion. Aussi la société demande au juge répressif de ne conserver ce titre que pour les incorrigibles, mais de réserver pour ceux que l'on peut encore sauver de vices certains, un nom plus doux : celui de juge rééducateur. La Justice pénale alors n'est plus du tout semblable à celle envisagée ci-dessus ; il ne s'agit plus de l'honneur des familles et de la liberté des citoyens, mais des mesures à prendre pour éviter que certains individus, s'étant révélés dangereux, puissent continuer une activité pernicieuse dans la société ; pour protéger ces débiles, il faut les préserver contre eux-mêmes, et c'est en cela que consistent les mesures de sûreté. Ce n'est pas une punition physique, mais une guérison morale que l'on cherche. Et alors il n'est plus question que de prendre les mesures les meilleures pour empêcher l'individu de recommencer et cela

parce qu'il aura compris l'illogisme de son action ou qu'il aura appris à lutter contre ses mauvais penchants, et pour cela, sans aucun doute, un seul juge clairvoyant est suffisant.

Dans ces conditions, il semble évident que le juge unique pourra satisfaire amplement au but que les nouvelles tendances criminalistes assignent au juge répressif moderne. Ce n'est pourtant pas une raison suffisante pour admettre le juge unique et il est nécessaire que, dans une discussion nous puissions dresser en face les uns les autres les avantages de la collégiale et ceux du juge unique et, d'autre part, leurs inconvénients, afin de pouvoir choisir celui qui nous semblera le plus capable d'assurer la justice nouvelle. Avant d'aborder cette grande discussion, il serait peut-être nécessaire de dépouiller du plus d'éléments possibles la controverse de l'unicité ou de la collégialité, qui est trop compliquée et encombrée d'une masse de questions annexes et complexes, lesquelles viennent trop souvent s'enchevêtrer avec le problème principal pour le compliquer inutilement. Pour faire une étude intéressante, il faut d'abord nous demander quelles sont les qualités nécessaires pour faire un bon magistrat et aussi quelles sont les connaissances que l'on doit exiger d'un magistrat répressif. En effet, avant de discuter de la valeur du juge unique par rapport à celle de la collégialité, il est absolument nécessaire de connaître quelles sont les qualités que nous nous attendons à rencontrer chez le juge répressif. — De là nous sommes normalement amenés à examiner si ces qualités se rencontrent plus souvent chez un juge professionnel que chez un juge non professionnel. Une dernière question à résoudre à laquelle les différents pays ont répondu en se riant des théoriciens et en faisant une

justice plus ou moins bonne, mais toujours acceptée des justiciables qui semblent n'avoir de dédain que pour les réformes, est celle de savoir si le juge doit être spécialisé ou non dans les questions répressives, c'est-à-dire s'il doit faire toute sa carrière dans les fonctions de juge en matière pénale. — Ayant éclairci cette dernière question, nous saurons comment sera notre magistrat siégeant comme juge unique, lorsque nous connaîtrons les qualités qu'il doit avoir, les connaissances requises, s'il est professionnel ou non, s'il est spécialisé ou non dans les affaires pénales ; et alors nous pourrons discuter utilement de ses avantages par rapport à un collège de juges spécialisés ou non, qu'ils soient ou non professionnels.

Ensuite, il nous faudra limiter la compétence de ce juge unique en bas et en haut, car il est impossible de soumettre à un même magistrat toutes les infractions se produisant dans une même portion de territoire, à moins de limiter dangereusement cette étendue de terre. Aussi pour éviter un morcellement de la puissance judiciaire répressive, qui maintenant doit être considérée comme la plus importante, puisqu'elle doit protéger efficacement la société en lui permettant de vivre sans les heurts du crime et de l'injustice, il est nécessaire de limiter la compétence du juge unique dans l'espace et dans la loi. Sans aucun doute le juge unique ayant subi une préparation spéciale n'a pas à s'occuper d'infractions non intentionnelles qui ne peuvent que lui faire perdre un temps précieux, lequel serait mieux employé à résoudre des cas plus importants et plus graves. De toute façon c'est une tâche inférieure qu'il n'y a aucune raison de lui donner et, d'autre part, pour les crimes ou les délits très graves assimilables aux crimes, le laisser seul pour terrifier les agresseurs de la société, semblerait

insuffisant et il faut lui apporter tout l'appui moral de la Société représenté par des jurés jugeant avec lui, afin de lui donner la force nécessaire pour repousser victorieusement le crime. Après avoir ainsi établi le juge unique dans son domaine et dans sa compétence, nous devons nous occuper de déterminer la valeur des jugements qu'il rendra et indiquer quelles seront les voies de recours qui pourront être utilisées contre la décision prise par le juge unique. Il nous faudra étudier rapidement du point de vue pénal l'appel, le recours en Cassation, la prise à partie et la responsabilité du juge unique. Indépendamment du sort qui sera fait aux décisions prises par le juge unique, nous aurons à exposer les conditions nécessaires pour rendre acceptable et même enviable la fonction de juge qui, ainsi que nous l'examinerons à ce moment-là, aura des charges spéciales en rapport avec les besoins de son rôle répressif. — Le recrutement, l'avancement et le traitement du juge unique seront l'objet d'une étude qui nous permettra de fixer les meilleurs moyens capables de répondre aux besoins soulevés par chacune de ces questions, et de donner ainsi au magistrat une situation d'autant plus respectable et forte qu'il est nécessaire que les justiciables n'oublient pas à l'audience qu'ils n'ont plus en face d'eux un homme, mais un juge, leur juge.

Une telle étude peut sembler purement théorique et sans grande utilité, bien que cette thèse utilise les différentes organisations judiciaires et leurs résultats pour les comparer et en tirer quelques vérités et possibilités de réforme pratique. Il n'en est pas moins vrai que ce système est quelque peu idéal. Il est celui d'une justice répressive qui se développe de plus en plus, qui bientôt dépassera cette individualisation purement fractionnaire de la peine

au coupable et qui arrivera à une individualisation plus parfaite et plus complète suivant chaque individu et chaque infraction commise. Cette justice théorique pourra servir et devenir pratique lorsque le désir des hommes sera non plus de punir les individus coupables d'infractions, mais de les guérir, de les réadapter pour les accepter à nouveau parmi eux avec toute l'égalité conférée à ceux qui ont eu une très grave maladie, mais qui ont su trouver en eux assez de force pour se sauver de l'emprise du mal.

Malgré les constatations tirées de la confrontation des différentes organisations, pour que cette étude ne paraisse pas infructueuse, nous avons tenu, dans une seconde partie, à montrer les réformes que notre vieille organisation judiciaire pénale pourrait faire pour se rajeunir quelque peu et donner à la justice une figure moins inutilement sévère. Pour cela nous montrerons la psychologie pénale du peuple français et son opinion sur la magistrature ; puis nos différents tribunaux seront examinés du point de vue pénal et des réformes simples seront proposées pour le Tribunal correctionnel, le Tribunal pour enfants, la Cour d'Appel et la Cour de Cassation. Enfin les conditions de vie faites au magistrat français seront reprises et examinées, de façon à voir s'il ne serait pas possible de ne pas oublier que le malheureux juge suppléant est tout de même un magistrat aussi fier que les autres de l'honneur de la magistrature et qu'il doit avoir la possibilité de tenir honorablement son rang. Ainsi une œuvre pratique viendra après la théorie apporter son concours à la grande pensée d'assurer une justice répressive véritablement utile pour le maintien de l'ordre si nécessaire à la vie précaire de notre société actuelle.

TITRE PREMIER

ÉTUDE ET RECHERCHES GÉNÉRALES

CHAPITRE PREMIER.

Rôle et qualités essentielles du magistrat répressif

Rôle du magistrat répressif

Ainsi que nous l'avons montré rapidement dans notre introduction, le rôle du magistrat répressif a changé d'une façon très nette avec le nouveau but qu'il se propose. Nous voyons maintenant dans le juge répressif un homme chargé d'une mission spéciale, particulièrement sociale, qui est de chercher à réadapter l'individu coupable à la société, dont il ne semble comprendre ni l'utilité, ni l'intérêt. C'est une œuvre de reclassement qui tient au fait que la société prend intérêt de plus en plus aux individus qui la composent, qu'elle se sent un peu responsable de leurs actes et qu'en tout cas, elle estime qu'un acte contraire à la loi ne peut provenir que de l'ignorance de la loi ou d'une faiblesse physique, intellectuelle ou morale, qu'il convient de chercher à corriger chez l'individu. En droit, l'infraction à la loi serait l'acte d'un anormal que le juge répressif serait chargé de traiter pour amener le reclassement de cet individu qui s'est révélé dangereux à l'ordre prévu par la société. Ce qui ne veut pas dire que tous les individus pourront être reclas-

sés. Hélas ! Parmi les individus condamnés, il y a les incorrigibles qui ne parviendront jamais à comprendre le bien-être résultant d'une vie normale, organisée dans une société compréhensive et unie ; il y a les demi-déments que l'on ne peut laisser libres dans la société sans faire courir un danger à chacun, si l'idée fixe, inhumaine, atroce, qui s'est emparée d'eux un moment, les resaisissait à nouveau ; il y a enfin les intelligences malades qui ne pourront jamais s'adapter à la situation sociale qui leur est faite dans une organisation rationnelle où chacun a le droit de vivre. Pour les premiers, il y aura des mesures de sûreté qui consisteront en une rééducation de l'individu tant au point de vue physique qu'au point de vue moral, avec ou sans privation de liberté, de plus une surveillance active de chaque sujet sera faite pour éviter le retour des fâcheuses tendances qu'il aura montrées. Pour les seconds, ils seront privés de liberté pendant aussi longtemps qu'il le faudra. C'est-à-dire que la plupart seront séparés de la société jusqu'à la fin de leurs vies, mais il n'y seront pas pour cela traités d'une façon inhumaine et pourront vivre d'une façon presque normale, mais sous une surveillance de chaque instant, qui les obligera à vivre dans des locaux communs, où la liberté d'aller et venir s'arrêtera au mur de clôture qui les séparera à jamais de la société. Nous voyons que les peines seront réduites à des mesures de sûreté ou à une obligation de séjour perpétuel dans des camps spéciaux. Si ces peines, faites dans l'intérêt des individus, peuvent sembler douces, il ne faut pas pourtant oublier que les mesures de sûreté peuvent être essentiellement pénibles et que peut-être la correction, qui s'est révélée si efficace en Angleterre dans les milieux vivant du commerce des femmes ou des faiblesses de nos compagnes, pourrait fort bien être employée comme

mesure de rééducation, si le juge croyait nécessaire ou même utile ce châtiment pour le relèvement du coupable. Nous sommes pourtant bien loin des peines faites uniquement dans l'intérêt de la société comme celles se trouvant dans le Code Pénal français à l'exception des lois concernant l'enfance coupable. Dans notre code pénal encore actuel, bien qu'il y ait un projet de réforme qui, espérons le, se montrera plus libéral et plus individualiste, nous ne voyons que des peines terribles et inhumaines : mort, travaux forcés, réclusion, prison, interdictions de séjour, que les juges doivent s'efforcer d'individualiser au moyen des circonstances atténuantes. Ce sont certainement des moyens de peu de valeur pour arriver à individualiser la peine de façon à en faire un moyen de relèvement moral du coupable. Combien semblent supérieures à côté de ces misérables appareils de peur, les sentences indéterminées dont le juge reste maître jusqu'à la guérison morale du coupable et à son reclassement dans la société. Il en est le maître absolu et selon les effets produits, il peut raccourcir la peine qui semble suffisante, allonger celle qui ne paraît pas avoir produit l'effet attendu et nécessaire. Le Professeur Donnedieu de Vabres écrit dans son livre « la Justice Pénale » à propos du juge pénal : « C'est le délinquant lui-même qu'il prend sur le vif, tel que l'ont défini son passé, son milieu, l'acte qu'il vient de commettre. Son jugement ne concerne pas une entité, mais un être vivant, dont il préviendra les écarts futurs. Le juge n'est donc pas dessaisi par sa sentence. Responsable de ses conséquences, il lui appartient, le cas échéant, de les corriger ».

Nous voyons donc ainsi se préciser d'une façon beaucoup plus nette le rôle du juge pénal qui maintenant, loin de condamner uniquement dans l'intérêt de l'individu lésé,

comme au temps de la composition du « wergelt » où le barbare touchait le prix de son proche assassiné, d'après un tarif courant, loin de punir sévèrement tout individu en infraction volontaire à la loi, pour l'inciter, par la crainte d'un châtiment douloureux, à respecter les lois existant dans la société, doit au contraire s'occuper de l'individu spécial, anormal qui lui est confié, parce que son état actuel le met en dehors des cadres de la société, et trouver les mesures nécessaires pour le réadapter et amener par la suite son reclassement. Individualiser la mesure de sûreté au coupable présenté ne veut pas dire que l'infraction commise passe au second plan, derrière la personnalité pénale de celui que l'on a tout lieu de supposer être un anormal. Bien au contraire, il ne faut pas oublier que c'est l'infraction, pour laquelle il a été amené devant le juge répressif, qui a révélé l'état anormal de cet individu qui, souvent, ne se sera pas fait remarquer avant cet acte antisocial. Il peut fort bien n'exister aucun rapport entre la faute commise et l'état mental, moral ou physique révélé par le coupable ; mais il y a beaucoup de probabilités pour qu'il y ait un rapport de cause à effet. Et dans ce cas, si l'infraction est beaucoup moins grave que l'état révélé, il ne faut pas s'étonner si la mesure prise par le juge est sévère, beaucoup plus sévère que celle qui aurait été prise, si on avait simplement voulu par la crainte empêcher le délinquant de recommencer. Le juge cherche en effet à réadapter l'individu à la société, de façon à ce qu'il puisse redevenir un membre actif de la communauté. L'infraction a révélé l'existence d'une personnalité malfaisante pour la société, dangereuse pour l'ordre, il apparaît nécessaire que le juge l'examine avec l'aide d'experts médicaux pour prendre une décision à son égard : apprécier s'il vaut mieux l'envoyer dans une maison de sûreté pour se corriger

et se réadapter, ou si, au contraire, une simple surveillance est nécessaire pour réprimer ses mauvais penchants. Ce qui ne veut pas dire que le juge répressif ne devra jamais utiliser la crainte pour faire rentrer dans le droit chemin certains individus désireux de chercher, à côté des règles normales d'une société, des moyens d'existence qu'ils n'ont pas grand désir d'obtenir par leur travail. Pour ceux-là, c'est par un châtement sévère qu'il faut les traiter, car ils ne sauraient y résister. Toutes les mesures méprisantes, pénibles et brutales doivent être prises à leur égard. Contre certains délinquants habitués à abuser d'une force discutable contre des gens plus faibles qu'eux, les châtements physiques, ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, semblent même particulièrement efficaces. D'autres peuvent s'amender, si les analyses médicales n'indiquent aucune tare physique ; mais si leur nature trop sauvage ou si la guérison a commencé trop tard et que toutes leurs pensées sont tournées vers des idées anti-sociales, il y a lieu de les supprimer définitivement de notre société et de les écarter pour toujours, en les obligeant à vivre une existence à part dans des camps de concentration. — Le rôle du juge pénal s'est donc considérablement modifié. S'il n'est plus obligé de proportionner la peine à la faute, c'est que, dans la plupart des cas, il n'y aura pas faute et que même quand il y aura faute, le but à atteindre pour le juge répressif sera de vaincre l'état moral qui a permis à l'individu de commettre cette faute. Il doit toujours empêcher l'individu nuisible et non susceptible d'amendement de s'introduire dans la société où sa présence est une cause continuelle de danger. Quant à l'exemple montré par le châtement subi par les délinquants ou les criminels, il n'y faut point trop compter, car la publicité devra être restreinte de façon à permettre un contrôle de l'opinion pu-

bligue sans compromettre l'œuvre de relèvement moral entreprise par le juge.

L'individu enfin adapté ne pourrait pas se relever moralement, se réadapter, puis se reclasser dans la société, si une publicité l'avait fait connaître, avait donné des détails sur son crime, avait montré toute l'horreur qu'il pouvait inspirer et décrit le châtement qui l'attendait. Il faut, sans aucun doute, permettre à l'individu de se reclasser, d'autant plus que souvent celui-ci sera un anormal qui ne sera pas complètement responsable de son action criminelle. La trop grande publicité ne peut que nuire à cette action de reclassement dans la société d'un individu figurant trop longtemps en premières pages des journaux pour un crime affreux, sans que cela puisse servir d'une façon efficace à la diminution du nombre des délits et des crimes. Les gens s'attachent moins au châtement qui, pour eux ne représente rien, puisqu'ils ne connaissent pas les souffrances que cette peine suppose et qui constituent essentiellement le châtement, et ne s'occupent guère que des circonstances du crime qui ne peut qu'armer par réflexe ou par réflexion malade d'autres bras en augmentant ainsi l'armée du crime. Le juge répressif, s'il ne doit pas craindre la publicité de l'audience, c'est-à-dire que le public puisse assister à l'audience où le coupable est condamné pour empêcher qu'une suspicion légitime de l'opinion publique entoure toutes ces condamnations, doit éviter que des compte-rendus inutilement abondants pour ne pas dire nuisibles, ne permettent à chacun de connaître le héros du crime par des photographies le représentant à son procès dans des poses plus ou moins avantageuses. Son rôle est essentiellement de prendre les mesures nécessaires pour amener le relèvement moral de l'individu, et il ne doit en aucune façon compromettre le

couronnement de son œuvre, qui est le reclassement social du coupable pour des raisons de politique criminelle, qui se sont depuis longtemps avérées comme discutables.

Maintenant que nous avons précisé d'une façon suffisante le rôle du juge répressif, nous allons nous demander quelles sont les qualités qui lui sont nécessaires pour mener à bien cette tâche.

Qualités essentielles du magistrat répressif.

De tous temps les qualités demandées au juge répressif furent la compétence et l'impartialité, et cela semble indispensable. Comment faire une bonne justice sans connaître les lois réglementant les peines, indiquant les faits constitutifs de l'infraction, les règles de procédure évitant la nullité de la condamnation et enfin les mesures les meilleures pour assurer le but poursuivi. Il en est de même pour l'impartialité qui est la condition nécessaire pour que le juge reste au-dessus de ces deux forces qui s'affrontent : Le Ministère public accusant et le présumé coupable se défendant. Ces conditions furent toujours requises des juges pour qu'ils ne rendent pas une justice aveugle, par suite de l'ignorance, et injuste, du fait de la partialité. Quoique ces deux qualités aient toujours été exigées chez le juge répressif, pouvant compromettre l'honneur des familles et la liberté des individus, avec plus de force encore que chez le juge civil qui n'a guère d'action que sur le patrimoine, il y a lieu de remarquer que la compétence et l'impartialité doivent être d'autant plus fortes chez le juge répressif que par son but, il est placé plus haut dans l'échelle sociale et que, par ses moyens, il possède plus de puissance. Nous devons donc examiner attentivement l'impartialité et la compétence pour parer de cette double cuirasse notre juge répressif.

L'impartialité consiste à juger en son âme et conscience, à ne tenir compte d'aucun autre élément, à ne pas considérer son intérêt, son amitié ou toute autre circonstance extérieure au cas présenté. On peut dire que tous les magistrats possèdent cette qualité et on sera bien près d'avoir raison. Presque tous les magistrats s'imaginent être impartiaux, et ne juger que sur des raisons bonnes et valables. Malheureusement n'est pas nécessairement impartial celui qui juge sur des raisons qui semblent honnêtes pour tout le monde. Trouver de bonnes raisons pour épauler une thèse n'est pas très difficile et dire que pour cela la solution trouvée est la seule acceptable et impartiale peut sembler risible. La différence entre un jugement impartial et une sentence qui ne l'est pas, c'est que le premier est l'effet des raisons indiquées comme motifs, tandis que l'autre a pour effet les motifs indiqués. Il est bien difficile en conséquence de savoir par l'examen du jugement si le juge est impartial ou non. Parfois, il ne le sait pas lui-même ; il agit dans un sens ou dans l'autre sur une inspiration quelconque que l'opinion publique ne saurait percevoir et ainsi fixe sa décision en remettant à plus tard la recherche des motifs légaux. La difficulté réside dans ce que le magistrat peut subir toutes sortes d'influences et que si contre certaines il est possible d'être sûr de sa résistance victorieuse, contre d'autres, la plupart des magistrats de certains pays sont faibles et leur impartialité soumise à une sérieuse épreuve. Il y a d'ailleurs lieu de remarquer que ceux qui sont impartiaux vis-à-vis des influences de groupes politiques ne sont pas les magistrats essentiellement insensibles aux influences des autres magistrats et du Corps de la Magistrature. Les juges des Etats américains auraient plutôt une sensibilité politique qui résulterait de leur mode de nomination provenant d'une

élection et comportant par conséquent des questions essentiellement politiques, d'autant plus influentes que certains sont nommés pour très peu de temps, trois mois parfois, et que cela les oblige à ne pas rester indifférents aux désirs de leurs électeurs. La magistrature française au contraire ne semble pas avoir grand mal à se défendre contre l'emprise du monde politique. M. de Monzie dans « Grandeur et Servitudes Judiciaires » écrit à ce propos « Mais leurs arrières petits neveux, (il vient de parler des Présidents à mortiers qui pour leurs idées politiques ou religieuses ne craignaient pas d'aller en exil) inamovibles et impassibles, ne compromettront plus dans les avatars de la chose publique l'impeccable correction de leur loyalisme qui n'a d'égal que leur scepticisme — un scepticisme de sportifs ». Malheureusement M. de Monzie constate un peu plus loin « Ni par affinité d'esprit, ni par calcul d'avancement, les magistrats ne subissent une servitude politique. Ils en subissent assez d'autres — mondaines, sociales, hiérarchiques, mentales, vestimentaires — sans qu'il y ait lieu d'alourdir leur charge des rappels du passé ». Et en effet, il est assez fâcheux en France, que notre magistrature ne comprenne pas que l'impartialité, en dehors d'une fermeté nécessaire devant l'exécutif, exige aussi de ne pas se préoccuper des recommandations des autres magistrats et de l'opinion du corps de la magistrature, pouvant avoir des préoccupations de préséance tout à fait en dehors de la saine justice. En France, la magistrature dans l'ensemble jouit d'une bonne renommée d'impartialité, bien que certaines affaires aient fâcheusement impressionné le public dans ces tous derniers temps. La magistrature française semble s'être acquittée à peu près convenablement de son devoir d'impartialité malgré le grand nombre de recommandations dont il faut tenir

compte. Heureusement pour nos juges répressifs que la plupart de ces recommandations se font au Parquet et qu'en conséquence, le juge répressif n'a pas à en connaître, l'affaire ne venant pas jusqu'au Tribunal. Evidemment la justice française ne présente pas le caractère inattaquable de la justice anglaise quand il s'agit de l'impartialité, mais certainement, le Français n'a pas le sens inné de l'équité et de la justice comme l'Anglais. Les Etats-Unis seraient sans aucun doute les moins bien partagés sur ce point, mais il ne faut pas oublier que pour parer à cette partialité des Tribunaux d'Etat, il est toujours possible pour le citoyen américain d'invoquer la compétence de la Cour Fédérale de Circuit lorsqu'il se voit refuser par le Tribunal d'Etat la protection de ses droits civiques. Donc en définitive, nous voyons que notre juge répressif doit être impartial vis-à-vis de l'exécutif et vis-à-vis de ses Collègues ou du Corps de la Magistrature en général.

L'impartialité est une qualité essentielle, mais elle ne peut pas, à elle seule, donner au juge répressif les moyens de faire une bonne justice et de répondre au but que nous nous proposons de lui faire jouer. Pour répondre pleinement à ce but, le juge répressif doit être compétent, c'est-à-dire être capable par ses connaissances de remplir parfaitement sa tâche. Il est tout à fait nécessaire que le juge répressif connaisse parfaitement les mesures de sûreté qu'il doit appliquer au coupable et les résultats qu'il peut en attendre. Il est plus que fâcheux pour la justice française, ainsi que l'écrit M. Donnedieu de Vabres « qu'un procureur qui demande, un juge qui ordonne l'infliction d'une peine n'aient qu'une vague notion de son régime, n'ayant pénétré que fort rarement dans une prison ». Autrement dit, la justice française a fait de la fonction du juge répressif un métier qui consiste

à appliquer des peines que le magistrat ignore et ne cherche pas à connaître sans s'inquiéter de ce qui pourra advenir par la suite pour le condamné. Nous savons, d'après le but que notre juge répressif doit atteindre, qu'il lui est absolument nécessaire de connaître à fond le système des mesures de sûreté, leurs usages et leurs effets. Mais pour appliquer ces peines, il est nécessaire d'avoir des renseignements précis sur l'individu, sur sa mentalité coupable, sur les gens qui l'entourent, sur son instruction, son éducation civile, ses idées. Pour individualiser, il faut nécessairement connaître l'individu que l'on doit juger. Dans tous les pays des inspecteurs de police sont chargés de faire des rapports sur les inculpés. Les déclarations vagues ou sans valeur de la concierge ou des co-locataires ou des voisins forment le fond sans solidité de ces rapports.

Cette méthode, utilisée dans tous les pays, nous semble totalement insuffisante et on se demande pourquoi les juges n'exigent toujours pas des rapports aussi détaillés et aussi scrupuleux que ceux employés pour l'enfance coupable. L'individu doit être connu le mieux possible de celui qui va le juger et le juge répressif doit, indépendamment de la manière de vivre de l'inculpé et de ses habitudes, s'assurer de son état physique, avant de prononcer n'importe quelle condamnation, Comment peut-on encore admettre dans de grands États civilisés, que les coupables soient jugés sans avoir été examinés médicalement sous prétexte qu'ils n'ont commis que de petites infractions. Devant le crime, devant l'horreur de l'acte commis par l'individu, devant l'importance du châtiment que risque de supporter cet homme, la société éprouve alors un doute sur la responsabilité des prévenus et fait subir à tous les prétendus criminels un examen médical. Cet examen médical est rédigé par des experts légistes,

qui sont des médecins spécialistes dans la matière où ils sont consultés. Malheureusement ces médecins spécialistes ont une trop grande habitude de ce qu'ils font et si le corps de leurs rapports est soigneusement étudié, ils semblent irrésistiblement attirés vers une conclusion qui est toujours la même et assure au malheureux criminel, aussi pourvu de tares physiques, morales, héréditaires qu'il soit, une entière responsabilité et l'envoient d'une main sûre, à une mesure définitive. Et ces conclusions absolues sont d'autant plus pénibles que le tribunal est bien obligé de les croire, puisqu'il ne peut en aucune façon discuter d'une science qu'il ne connaît pas. M. Donnedieu de Vabres écrit à ce sujet : « Il est choquant que les éléments de la médecine légale ou de la psychiatrie soient étrangers aux membres du Tribunal qui entendent les dépositions des experts ». Il est absolument nécessaire que le juge répressif puisse critiquer les rapports des experts médicaux et en tirer des conclusions qui ne soient pas obligatoirement copiées sur celles qui leur sont présentées par les médecins légistes. Sans cela, on peut se demander avec quelque inquiétude comment il se fait que l'honneur et la liberté des hommes puissent être placés entre les mains de prétendus juges qui n'ont même pas la compétence nécessaire pour apprécier la responsabilité du coupable qu'ils doivent juger. D'autre part, tous les délinquants intentionnels ont droit à ce qu'on examine leur responsabilité pour en tirer une atténuation possible, ou pour prévenir plus facilement leurs écarts futurs, qu'on se place dans le régime répressif existant actuellement dans le monde ou dans notre régime éducatif.

Le juge répressif, moderne, éducateur, aura aussi besoin de connaître la sociologie et notamment celle qui a trait aux questions pénales, d'avoir une culture générale étendue qui

lui permette de comprendre avec un peu de travail, toutes les questions techniques qui pourront être soulevées devant lui. Il est certain que les questions financières devront être étudiées par lui avec beaucoup de soins, car il ne semble pas spécialement glorieux pour un tribunal, quel qu'il soit, qu'un accusé puisse venir lui dire : « Vous n'y comprenez rien ». Cet ensemble de connaissances générales lui permettra d'imposer son autorité aux experts et de juger selon son bon sens et non à travers la science d'auxiliaires n'offrant pas en réalité les mêmes garanties que lui.

Ainsi pourvu d'une telle compétence et d'une impartialité aussi complète, le magistrat moderne en matière pénale pourra mener à bien sa délicate mission. Mais ces qualités que nous exigeons chez notre magistrat, les trouverons-nous plus facilement chez un juge professionnel ou chez un juge non professionnel ? C'est la question que nous allons traiter maintenant.

CHAPITRE II

Juge professionnel ou non professionnel

Il peut sembler inutile à première vue de nous poser cette question, après avoir indiqué ce que nous attendions du juge éducateur, et ce que nous lui demandions de présenter comme garanties d'indépendance et d'impartialité. Pourtant de nombreux pays ont cru trouver indépendance et compétence suffisantes dans des juges non professionnels, aussi nous faut-il étudier les uns et les autres pour arriver à une solution plus motivée.

Le plus souvent et pour la plupart des infractions, les pays ont fait appel à des juges professionnels ; pourtant dans certains pays, on a préféré ne pas faire choisir les juges par le pouvoir exécutif et on a compté sur la sagesse du peuple pour élire des professionnels ou des personnes offrant toute garantie au point de vue de la compétence. Dans le cas où les conditions exigées pour être candidat seront sérieuses et bien établies, nous aurons un juge professionnel ; au contraire, lorsque les conditions seront trop larges ; qu'aucun examen sérieux ne sera exigé ou que celui qui le sera ne représentera aucune garantie de science, alors le juge obtenu par le suffrage universel sera le plus souvent un juge non professionnel. A côté de cette forme de juge non professionnel, il en existait une autre en France au temps de la Monarchie, lorsque la Magistrature correspondait à des charges confiées à quelques gens fortunés. A cette époque, par suite de l'hérédité des charges, on pouvait fort bien avoir pour magistrat un individu dont les connaissances

juridiques étaient plus que rudimentaires. On ne peut pas dire que ce fut un non professionnel, mais ses connaissances étaient si faibles que nous avons scrupule à le ranger parmi les professionnels.

Enfin il est nécessaire d'étudier la combinaison du juge professionnel et des juges non professionnels, qui peut rassurer sur la compétence quand on regarde le juge professionnel et sur l'impartialité quand on se tourne vers les juges non professionnels. Il existe deux formes de ce système : d'abord celui où un très grand nombre de jurés non professionnels discutent du fait et où le juge ou les juges fixent, avec ou sans les jurés, la peine. Au contraire dans la seconde forme, le juge, entouré de deux assesseurs non professionnels, prend en collaboration avec ceux-ci, toute décision sur le fait et sur la peine.

Juge professionnel

Nous allons, tout d'abord, préciser ce que nous entendons par un juge professionnel — c'est un homme qui, par ses titres universitaires, par les connaissances techniques que l'obtention de ces diplômes suppose, connaissances qui pourront d'ailleurs être vérifiées par un concours, semble pouvoir remplir avec compétence la fonction de juge. C'est le système employé dans la plupart des Etats pour choisir les magistrats. Dans certains pays comme la France et l'Allemagne, les diplômes ont été jugés insuffisants pour donner accès à la situation importante de magistrat. Il a paru nécessaire d'ajouter un contrôle efficace aux connaissances prétendues des candidats par un concours en France, par deux en Allemagne, et de ne faire passer le concours définitif qu'à la fin d'un stage dans les services de la magistrature, permettant de vérifier l'aptitude pro-

fessionnelle du candidat par sa science technique et son bon sens juridique. De cette façon on a cru pouvoir garantir d'une façon sérieuse la compétence des magistrats nouvellement institués. Il est certain que toute la valeur des magistrats dépendra des matières sur lesquelles porteront les questions posées à l'occasion de ce concours, mais nous n'avons pas pour l'instant à nous demander ce que vaut le magistrat professionnel institué dans la plupart des pays à l'heure actuelle, mais s'il vaut mieux qu'un magistrat non professionnel. Un autre moyen de choisir les magistrats consiste à nommer des gens ayant acquis une assez grande compétence dans les matières juridiques par leur travail passé et s'étant fait remarquer par la haute valeur qu'ils ont su montrer en maintes occasions. C'est le système pratiqué en Angleterre et dans un tout petit nombre d'Etats de la République Américaine. En Angleterre (1), les magistrats sont choisis par le Chancelier de la justice parmi les Avocats réputés par leur science et par leur talent qui terminent ainsi leur carrière comme juges. On ne peut certes douter en aucune façon de leur valeur, de leur compétence, de leur intégrité, de leur impartialité et de la haute estime dans laquelle ils sont tenus. Les juges américains (2), dans cinq Etats, sont nommés par le gouverneur, avec ratification du Sénat ou des deux Chambres ou d'un Conseil de nomination dans sept Etats, et ils sont choisis parmi des avocats. Malheureusement ils sont pris dans la clientèle politique du gouverneur, ce qui ne peut être considéré comme une garantie de compétence ni comme une certitude d'impartialité.

(1) de Franqueville, *Le système judiciaire de la Grande-Bretagne*.

(2) Nérinx, *L'organisation judiciaire aux Etats-Unis*.

Pour les juges de la République s'occupant des litiges entre Etats ou entre individus et Etats, ce qui peut intéresser la juridiction répressive, le choix est fait par le Président de la République avec agrément du Sénat. Ce choix présente beaucoup plus de valeur par suite de l'intervention du comité judiciaire du Sénat qui a tout intérêt à faire nommer des hommes particulièrement dignes d'estime à ces hautes fonctions, où ils restent tant qu'ils en sont dignes, c'est-à-dire pratiquement toute leur vie. — Il y a d'ailleurs lieu de mentionner que la Cour Suprême a une compétence répressive très importante ; puisqu'elle connaît de tous les pourvois contre les sentences criminelles des cours fédérales portant condamnation du chef d'un crime capital ou autrement infamant — On entend ainsi les infractions punissables de l'emprisonnement proprement dit qui ne s'applique pas à la détention dans un établissement pénitentiaire secondaire tel qu'une prison de police ou une maison de correction. Nous comprenons tout l'intérêt que les Etats-Unis ont eu à chercher de bons juges, puisqu'ils leur réservaient une mission aussi importante. — Malheureusement la plupart des Etats de la Grande République ne se sont pas inspirés de ces sages principes et ont adopté l'élection comme moyen de choisir leurs juges.

Nous avons déjà expliqué que l'on devait considérer le juge élu comme un professionnel lorsque les diplômes ou les connaissances exigés des candidats peuvent nous rassurer quant à leur compétence. Malheureusement l'impartialité restera encore plus douteuse qu'avec la nomination par un personnage politique comme le Gouverneur ou le Président de la République. Ces derniers, en effet, prennent tout de même une responsabilité devant l'opinion publique

tandis que l'électeur lui, ne risque rien, ne craint pas les reproches et peut voter sans aucun danger pour celui qui lui sera le plus favorable. C'est ce qu'écrivait Jefferson à Kircheval « la nomination a cela de bon qu'elle fixe la responsabilité du choix au lieu que l'élection la détruit en la divisant entre les membres d'une législature ou en l'éparpillant sur la masse d'un corps électoral ». On peut même craindre qu'avec l'élection, le juge peu fortuné puisse être susceptible de se faire acheter par un client trop riche. Mais il faut concevoir toutes ces hypothèses dans le cadre américain, où le parti politique qui présenterait un juge susceptible de vendre ses sentences serait définitivement méprisé et incapable de jouer un rôle dans la vie du pays. Aussi finalement si l'intervention d'un parti politique dans l'élection d'un juge peut amener le juge élu à des décisions d'une générosité outrée en matière répressive vis-à-vis des membres de ce parti, il ne faut pas conclure qu'une sévérité excessive poursuivra ses adversaires politiques. Contre ces derniers, il jugera ainsi qu'il devrait le faire d'une façon générale sans un excès de sévérité que ne permettrait pas le jury. — De cet ensemble de constatations il se dégage la certitude de l'incapacité du moyen de l'élection à fournir des juges impartiaux, puisque nous assisterons à l'élection d'agents politiques élus avec l'appui d'un parti et qui devront se montrer indulgents pour leurs partisans, alors qu'ils resteront sévères pour leurs anciens adversaires aussi bien en matière répressive que pour les affaires civiles. Quant à leur compétence, elle est misérable. La plupart des Etats se contentent d'exiger des candidats aux fonctions judiciaires une instruction en droit élémentaire. Il faut qu'ils soient « *barned in the law* » c'est-à-dire qu'ils aient suivi les cours d'une Ecole de droit durant un

certain temps. Or ces écoles n'ont qu'une valeur éducative des plus restreintes. Les cours sont rares, les professeurs insuffisants et l'enseignement superficiel, sauf pour un petit nombre d'Ecoles de droit comme l'Université d'Harvard, où la science juridique pratiquée peut rivaliser avec celle de nos grandes écoles européennes. Comme la plupart des candidats juges profitent de ce qu'il n'est pas nécessaire de sortir d'une école de grand renom pour se présenter aux élections, on peut dire, sans grand risque de se tromper, que les juges élus des États américains n'ont le plus souvent aucune compétence, sauf pour les postes élevés où ils ont généralement l'expérience d'une carrière déjà longue. Nous pouvons donc dire qu'en fait, le juge électif des U. S. est un juge non professionnel, car ses connaissances sont si petites, si infimes que l'on ne peut vraiment pas déclarer qu'il est un juge professionnel. D'ailleurs le Chancelier Kent de New York ne disait-il pas : « Les hommes les plus propres à remplir les fonctions judiciaires ont trop de réserve dans les manières, trop de sévérité dans les mœurs, trop de rectitude dans les principes, pour qu'ils puissent jamais obtenir la majorité dans une élection au suffrage universel ». — Evidemment, on peut difficilement ne pas considérer ces juges élus, munis de titres inexistants, mais ayant tout de même une vague notion de droit, comme des juges professionnels. Sans aucun doute il est très différent du juré qui, sortant de sa boutique de commerçant de quartier, vient rendre la justice. Il nous faut donc déclarer que chaque fois qu'un minuscule diplôme sera demandé au candidat, nous nous trouverons en présence d'un juge professionnel, bien qu'il n'ait pas la compétence que semble garantir ce nom. Et pourtant le juge élu en principe, qu'il soit professionnel ou non,

devrait posséder de grandes qualités, puisqu'il reste sous la surveillance de l'opinion publique qui, à sa réélection, pourra lui faire sentir douloureusement ce qu'elle pense de sa compétence et de son impartialité. Il est certain que l'ordre étant désiré par la plus grande partie de la population, qui veut le calme sans lequel ne peuvent se développer une honnête prospérité et un sage bonheur, les juges pourraient être choisis par le suffrage universel sans aucun dommage pour la société. Malheureusement, tout le monde sait à l'heure actuelle le peu de valeur réelle des consultations populaires. Il faut une campagne électorale pour être élu juge, et n'est-ce pas déjà là enlever au magistrat cette impartialité que nous pouvions justement trouver dans le vote anonyme, où le juge est l'élu de tous, et doit par conséquent chercher à satisfaire tout le monde. — Du fait même qu'il est obligé de faire campagne électorale, il doit faire appel au concours d'équipes politiques organisées depuis longtemps. Et après son élection, due à ce groupement politique, que pourra-t-il lui refuser ?

Nous voyons alors que cette impartialité que l'on pouvait espérer trouver dans l'élection disparaît. Pourtant en Suisse (1) les résultats obtenus du juge élu furent bons, mais il y a lieu de tenir compte de l'exiguité des cantons, du petit nombre de votants, du minuscule nombre des candidats et enfin des qualités propres du peuple suisse qui est connu pour conserver un bon sens politique extraordinaire et qui a su fort justement ne pas mélanger la justice et la politique.

Dans l'Union des Républiques Soviétiques (2), les juges élus n'auraient pas rendu une mauvaise justice, mais il est

(1) Routin ; *L'élection des Juges*.

(2) Renseignements fournis par M. Tchlenoff.

bien difficile d'en avoir la certitude. Certains diplômes juridiques sont exigés pour remplir la fonction de magistrat, mais il est délicat de savoir exactement la valeur de cette science. Ce qui semble certain, c'est l'impossibilité pour un juge dans un pays de dictature d'être véritablement impartial et de ne pas être soumis au Gouvernement dans des conditions telles que cela lui enlève toute indépendance. C'est le Gouvernement qui ratifie le choix du suffrage universel (?) en vue de vérifier les qualités de compétence du juge élu. Les résultats seraient moyens et puisqu'on veut bien nous dire cela, nous aurons tendance à les croire mauvais, ce que l'on peut considérer comme normal dans un pays de dictature.

Dans cette étude, jusqu'à présent nous nous sommes trouvés en présence de professionnels nommés par le Gouvernement après concours ou sans concours et de gens élus que l'on a cherché à nous faire prendre pour des professionnels, parce qu'ils avaient des titres juridiques sans grande valeur. Il est vrai que selon la confiance et l'estime dans lesquelles on tient la magistrature élue, celle-ci peut changer de niveau et ne pas être, comme aux Etats-Unis, la récompense d'agents électoraux incapables de remplir la fonction de juge. Pourtant le fait même d'une magistrature élective suppose un grand choix de candidats, écarte les compétences en réduisant considérablement le niveau des diplômes exigés et abaisse sans aucun doute la fonction de juge sans assurer une impartialité promise qui devient, en fait, une sécurité pour les partisans politiques du juge. Sauf en Angleterre nous ne rencontrons pas de juges véritablement non professionnels, c'est-à-dire n'ayant aucun diplôme juridique et par suite aucune notion de droit.

Juge professionnel collaborant avec de non professionnels.

Lorsqu'on a voulu utiliser le juge non professionnel : homme du peuple sortant de son commerce, de son travail quotidien, on a pensé simplement à le mettre en collaboration avec le juge professionnel. Cette collaboration possible a été étudiée de très près par Monsieur Jules Michel dans sa thèse « Le juge non professionnel dans la juridiction civile, pénale, administrative ». Dans cette recherche d'une magistrature meilleure par la collaboration d'éléments professionnels et d'autres qui ne le sont pas, on a voulu faire la division des qualités demandées à un tribunal et généralement exigées de tous les magistrats qui siègent à un tribunal. La compétence et l'impartialité restent les qualités cherchées. Grâce à cette combinaison ingénieuse de professionnels apportant la science et par conséquent la compétence et de non professionnels arrivant pour siéger aux côtés du juge professionnel avec toute l'impartialité que leur confèrent leur situation temporaire de jurés, leur origine différente et leur désir de bien remplir cette tâche nouvelle qui leur a été confiée, on pouvait espérer avoir une bonne justice. Les juges non professionnels n'auront pas cette sévérité ordinaire, cette sécheresse de cœur et de sentiments que l'habitude donne aux magistrats. Ils examineront chaque cas en lui-même, pour lui-même, portant leur sympathie ou leur antipathie à l'accusé suivant ce qu'il paraîtra être, d'après son attitude, son instruction, son allure, l'infraction qu'il aura commise, et ne chercheront pas à le classer dans une catégorie déjà connue, déjà jugée, comme le ferait le juge professionnel volontairement pour simplifier sa tâche et aller plus vite dans les différentes affaires qui lui sont soumises, ou involontairement parce que sa pensée a pris ce détour

pour arriver à ce qu'il croit la justice. Ce système ne cherche pas spécialement la collégialité pour connaître les différentes affaires répressives, mais devant les difficultés rencontrées pour réunir les qualités de compétence et d'impartialité exigées d'un bon magistrat, certains auteurs ont pensé à réunir quelques personnes, dont aucune ne pourrait véritablement être appelée juge, mais dont quelques-unes, par leur nombre, par leur différence d'origines et de milieux, apportent la qualité d'impartialité à un individu qui possède des connaissances techniques de droit et qui trouve ainsi le moyen de juger avec compétence et impartialité. En supposant même que l'on ne veuille pas pousser si loin l'idée de séparation des qualités entre les différents éléments composant le tribunal, ce fut l'idée première de ceux qui préconisèrent ce système. On pouvait trouver ainsi un reflet de l'opinion publique dans les jugements des tribunaux de ce genre. Malheureusement qui rendait la décision définitive ? Qui intervenait en dernier lieu pour réunir les avis des éléments non professionnels et du juge ? Qui tenait le dossier de l'affaire ? Qui connaissait les pénalités encourues ? Qui avait l'expérience de ces affaires ? Seul, l'élément professionnel du tribunal possédait tout cela et le juge imposait ainsi sa volonté aux autres. Le juge jouit du prestige de sa situation sociale, de ses connaissances techniques, de son expérience. Les juges non professionnels, gênés d'être à cette place dont ils n'ont pas l'habitude, malhabiles à comprendre ce qui se dit et ce qui se fait, sont tous enclins à suivre l'avis du président qui leur est trop supérieur pour qu'ils puissent discuter avec lui. Le fait de se réunir autour d'une même table pour rendre la justice ne fait pas régner l'égalité entre les membres du tribunal, et celui qui a la compétence possède sur les autres juges une supériorité certaine qui ne peut

que s'affirmer au cours des débats. Alors les juges non professionnels ne sont plus là que pour affirmer au juge professionnel que sa conviction est la seule possible et pour donner à ses décisions le paravent commode de l'opinion publique représentée par ses deux collègues certainement impartiaux, mais incapables de jouer le rôle qui leur a été confié. En Allemagne (1), le tribunal d'échevins appelé « Schaeffengericht » fonctionne ainsi. Des échevins siègent au côté du juge de baillage tout au long de l'audience. Ensuite, ils délibèrent tous ensemble sur le fait et le droit, le juge professionnel leur apportant tous les éclaircissements nécessaires ; puis s'il y a lieu, ils choisissent la peine convenable qui constituera la condamnation du coupable. C'est un tribunal du premier degré, qui a une compétence assez étendue puisqu'il juge, outre les contraventions ou infractions non intentionnelles, laissées en France au juge de simple police, la plupart des délits qui sont de la connaissance de notre Tribunal correctionnel. Ce système parut certainement très acceptable et on crut qu'il pouvait rendre de grands services, puisque de nombreux pays l'adoptèrent ensuite, notamment le canton de Genève, la Tchéco-Slovaquie et la Russie. Il ne faudrait pas cependant juger trop rapidement le système de l'échevinage à l'extension de cette formule, parce qu'il est probable que dans l'adoption de cette organisation des tribunaux est intervenue la question d'économie. C'est une justice à bon marché, puisqu'il n'y a en fait qu'un juge professionnel rétribué. D'autre part, s'il faut en croire certains auteurs allemands, l'échevinage n'a pas donné des résultats aussi satisfaisants que certains se plaisent à le dire. Mittermaier (2) écrit en effet : « Les échevins ne sont pas

(1) Loi sur l'organisation judiciaire du 22 janvier 1877.

(2) Mittermaier (W). Le Jury et l'Echevinage. *Revue Pénitentiaire*, 1900.

indépendants vis-à-vis du juge, qui l'emporte sur eux par sa supériorité technique. La procédure par jurés permet à tout auditeur d'acquérir la connaissance précise et pratique de l'affaire, qui rend possible la prononciation d'un jugement sans la connaissance d'un dossier, alors qu'avec l'échevinage le juge explique le fait aux échevins et peut ainsi affermir sa prépondérance ». Ce sont justement là les critiques que théoriquement on pouvait faire à l'échevinage et nous voyons qu'un auteur après avoir examiné son fonctionnement et sa façon de procéder, indique justement les défauts que nous avions prévus.

Et pourtant on songea à remplacer le jury par l'échevinage et la question en fut discutée au Congrès de Droit Pénal International de Palerme en 1933. Car, en effet, si le procédé de l'échevinage semble inférieur à celui d'un ou plusieurs juges professionnels jugeant les individus et prononçant les mesures de sûreté les plus propres à provoquer leur relèvement moral et leur reclassement social, il peut sembler encore supérieur à la Cour d'Assises avec jury quand il s'agit de crimes. En matière correctionnelle, l'infraction commise, le préjudice subi par la société sont trop inférieurs à l'avantage qu'aurait cette société à amender un délinquant, pour que l'opinion publique puisse s'émouvoir des mesures de sûreté prises tant dans son intérêt que dans celui du coupable. Mais lorsqu'il s'agit de meurtres, de crimes assez dangereux pour la société pour en menacer son existence même, lorsqu'il y a lieu de prendre des mesures de sûreté presque définitives, écartant l'individu d'une organisation sociale, pour laquelle il ne peut être qu'un danger, par suite de son état physique ou moral auquel la science médicale ne peut rien faire, alors on peut désirer louablement que l'opinion publique vienne sanctionner

l'œuvre des magistrats professionnels en déclarant, par ses représentants, la culpabilité de l'accusé, comme cela se passe avec le jury, ou, au contraire, participe avec les magistrats à la discussion des questions de droit, de fait et se prononce avec eux sur la peine à infliger. — Dans la plupart des pays à l'heure actuelle, le jury discute seul du fait et se réunit à la Cour pour discuter la peine à infliger. Mais en fait, qu'en matière de crimes particulièrement graves, on ait besoin de l'appui de représentants du peuple pour prendre une sanction parfois définitive à l'égard du coupable, cela dépasse certainement le cadre de la question examinée dans ce chapitre, car dans de semblables affaires, l'individualité du coupable disparaît devant le danger qu'il fait, a fait ou peut faire courir à la société, et le magistrat répressif n'intervient plus que pour éclairer les juges non professionnels, ces représentants du peuple, ces pairs du coupable qui prendront une décision en conformité avec l'opinion publique. Alors au lieu de voir le jury participer au jugement du coupable pour assurer les garanties de la défense contre une accusation d'autant plus forte qu'elle trouve une aide active dans l'impartialité prétendue du président, notre juge professionnel n'aura d'autre but que d'éclairer le jury, pour freiner cette opinion publique trop facilement haletante, à la lecture de journaux peut-être intentionnellement mal informés. C'est parce que les mesures à prendre en face de certains crimes sont très graves qu'il a paru nécessaire d'adjoindre au juge professionnel des hommes ordinaires, sortis du peuple par tirage au sort, qui peuvent donner au jury la force de ne plus être un homme par le soutien de leurs convictions. Nous examinerons plus tard, lorsque nous étudierons la compétence de notre juge répressif, ce délicat problème de l'échevinage ou du jury aidant notre magistrat dans un rôle qui est sans

aucun doute au-dessus de celui qu'il doit avoir ordinairement. Son but étant le relèvement moral et le reclassement social, il ne faut pas évidemment qu'il heurte, dans cette tâche, l'opinion publique, ou, qu'il fasse courir des dangers à la société, et pour cela son action doit être soigneusement limitée. Pour l'instant, nous ne pouvons le faire exactement ; mais nous pouvons indiquer qu'il exercera, essentiellement, ses sanctions sur les coupables d'infractions qui correspondent sensiblement, à l'heure actuelle, aux délits.

Dans certains pays, on a cru bon de faire juger les actes délictueux par un juge professionnel aidé d'un jury. La justice est rendue de cette façon aux Etats-Unis (1) où le mauvais recrutement du juge soi-disant professionnel ne pouvait nous apporter qu'une compétence douteuse et une partialité certaine pour le groupe politique qui l'avait fait élire. En effet tous les délits importants passent devant les Cours de district ou les Cours de Circuit ou les Superior Cours ou enfin devant les Cours de Comtés, quand il y en a, qui sont des juridictions criminelles de première instance fonctionnant avec le jury. Elles ont un rôle très étendu, puisque la compétence des juges de paix, n'ayant point le concours des jurys, ne va dans les Etats où on leur fait la plus large place que jusqu'aux infractions punies d'un an de prison et 500 dollars d'amende. Donc tous les délits punis de peine supérieure seront de la compétence de ces cours où le juge professionnel, surveillé par le jury, ne sera guère là que pour éviter les nullités et pour veiller à la bonne ordonnance de l'audience. Il doit faire aussi un résumé de l'affaire, mais très souvent les dispositions lui accordant ce droit sont si ambiguës que le juge ne peut plus exercer

(1) Nérinx, *L'organisation judiciaire aux Etats-Unis*.

aucune influence sur le jury ; parfois les lois lui demandent de le faire par écrit, ce qui est inconstitutionnel ; d'autrefois, on a cherché à contrebalancer cette influence du juge professionnel et pour cela la défense peut faire un résumé écrit, sur lequel le juge indiquera s'il l'accepte ou le rejette, et que le jury emportera lorsqu'il se rendra à la salle des délibérations. Dans certains Etats, on a même été jusqu'à laisser à la défense le droit de poser un certain nombre de questions à l'accusation qui doit y répondre. Dans ces Etats américains nous voyons donc que ce faux juge professionnel a le minimum de pouvoir et que pourtant il connaît de la plus grande masse des délits et des crimes, puisque dans certains Etats on ne laisse le juge de paix compétent que jusqu'à des peines de 7 dollars d'amende et 30 jours de détention. Le mince pouvoir de ce juge trop souvent politicien ne peut en aucune façon conduire le jury vers une solution conforme aux théories nouvelles du droit pénal. Les questions du reclassement social après le relèvement moral sont laissées aux mains des directeurs de prison, qui semblent avoir hérité en partie des pouvoirs que nous voulions donner au juge quant à l'indétermination des sentences. D'ailleurs, la justice américaine opère d'une façon certaine le reclassement social du coupable, si elle ne peut obtenir son relèvement moral, en acquittant autant qu'il lui plaît. Et malheureusement elle acquitte sans arrêt, ce qui fait que de nombreux criminels et de nombreux délinquants non rééduqués, parce qu'ils ont eu la chance d'être acquittés par un jury trop bon, ont tout le loisir de préparer les mauvaises actions auxquelles leurs malades pensées anti-sociales les poussent. Dans ces conditions, il nous semble impossible de baser une justice pénale moderne sur la combinaison ingénieuse de ce juge professionnel, qui ne connaît que ses amis politiques, et de

ces juges non professionnels, qui ne semblent avoir que le désir de soustraire le coupable aux rigueurs nécessaires des mesures répressives. Quand une peine est prononcée, elle ne peut en tout cas, en aucune façon, répondre aux besoins d'une justice répressive éclairée et c'est un procédé qui doit certainement être écarté pour rendre une bonne justice.

Si nous examinons sur le plan théorique la valeur de cette combinaison, elle nous semble encore plus néfaste que l'échevinage. En principe, le jury est moins impressionné par les déclarations du président que les échevins. Il répond sur les questions de fait, hors la présence du magistrat qui ne peut que l'influencer, et décide de la peine, en collaboration avec les magistrats qui peuvent l'éclairer sur les meilleures mesures à prendre pour le relèvement du condamné. Tout d'abord, dans ces délits ou dans ces petits crimes, une raison nous fait repousser cette manière d'opérer, c'est la lenteur de la procédure. D'autre part, si ce système permet d'espérer une certaine impartialité dans le jugement, par suite du peu de possibilité d'emprise du président sur les jurés, et de l'égalité plus grande existant entre l'accusation et la défense, un terrible danger, un terrible risque d'incompétence couvre la décision prise. Les jurés ne comprennent pas toujours le sens des questions et leur valeur juridique, et les magistrats ont souvent le tort d'oublier de les leur expliquer. De même, les jurés ne connaissent pas les peines auxquelles ils condamnent le coupable ; ils en ignorent tout, leur force répressive, leur valeur éducatrice, la façon dont elles se pratiquent. Et malheureusement les magistrats ne peuvent guère les éclairer sur ce point, étant parfois aussi ignorants qu'eux. Mais même si nous les supposons avertis et éclairés, s'ils savent choisir la peine convenable pour l'amélioration morale de l'individualité criminelle, ils devront, avant de

pouvoir mettre en pratique leur science et leur expérience, réussir à gagner le jury à des idées qui lui sont totalement étrangères. Le plus souvent ainsi les connaissances professionnelles du magistrat ne serviront à rien et, à l'introduction du jury à côté de ce magistrat, la société ne pourra gagner qu'une lenteur désespérante d'une action répressive gênée par ce collaborateur inutile. En conséquence, il nous semble absolument nécessaire d'écarter ce système pour obtenir la compétence et l'impartialité de notre juge répressif.

Exceptions

Il ne nous reste plus qu'à étudier deux systèmes, inapplicables sans aucun doute dans d'autres régions ou dans d'autres temps que ceux dans lesquels on les a employés. Tout d'abord nous allons examiner le système anglais (1). Dans les cours de sessions trimestrielles, le juge de paix connaît, avec l'aide du jury, des crimes peu graves et des délits sérieux. Les juges de paix ne sont pas des magistrats professionnels, mais de grands propriétaires, des hommes jouissant d'une certaine situation sociale ou, dans les villes, de notables habitants, de grands négociants qui reçoivent le titre de magistrat dans le texte de la commission de paix. — Ils ne peuvent exercer ces fonctions qu'après trois serments : celui de qualification, de fidélité au Souverain et enfin le serment professionnel. Un seul magistrat est exigé pour tenir la Cour de Sessions Trimestrielles. En fait comme aucun des éléments jugeant ne possède de connaissances juridiques, il a bien fallu adjoindre à cette Cour composée d'un juge non professionnel appelé juge de paix et d'un jury également non professionnel,

(1) de Franqueville, *Le système judiciaire de la Grande-Bretagne*.

un élément légiste ayant la connaissance des lois et pouvant guider tout ce monde, obligé à rendre justice. C'est le greffier de paix (*Clerk of the Peace*) qui joue le rôle de légiste dans cette Cour et il faut avouer que cela suffit à condamner ce système, où la compétence ne se trouve que chez celui qui ne juge pas. Ces greffiers sont élus par les magistrats assemblés en sessions trimestrielles et ne peuvent être choisis que parmi des avocats exerçant depuis quatorze ans leur profession, les solicitors de la haute Cour de Justice que l'on rencontre le plus souvent ou les greffiers de cours de police en fonctions depuis sept ans. Il est normal qu'on ne puisse pas révoquer trop facilement le seul élément légiste se trouvant dans l'enceinte de la Cour de Sessions Trimestrielles et, en effet, si la Cour peut révoquer son « *Clerk of the Peace* », ce dernier a le droit de déférer cette décision au lord chancelier, qui peut ne pas accepter la révocation. — Ce « *Clerk of the Peace* » joue officieusement le rôle du Ministère public auprès de la Cour des Sessions Trimestrielles. Il prépare, suit l'affaire et fait exercer les poursuites. — Cette Cour, aussi mauvaise que soit sa composition au point de vue de la compétence, dont on semble ne s'être soucié en aucune façon, a rendu les services que l'on attendait. L'opinion publique anglaise n'a pas recherché le redressement moral du coupable ni son reclassement social. Elle n'a point visé si haut, et n'a désiré qu'un prompt châtiment pour punir l'individu ayant commis une faute sociale, de façon à ce que la répression calme l'opinion publique inquiète de sa sécurité, et apporte la crainte d'une expiation pénible aux individus susceptibles de commettre des infractions. Dans ce but limité ce système des Cours de Sessions Trimestrielles a réussi. Cela ne tient nullement à l'institution, mais aux hommes qui composent cette Cour. Dans la race anglo-saxonne et

chez le peuple anglais plus particulièrement, le sentiment de justice et d'honneur est plus répandu qu'ailleurs, et c'est pour cela que ces magistrats non professionnels peuvent arriver à rendre une justice sensiblement égale, à l'heure actuelle, à celle des autres pays. Mais si nous voulions étendre cette institution à d'autres pays, même dans le cadre limité que cette justice répressive s'est fixée, nous rencontrerions de terribles mécomptes. Et si nous voulions donner un but plus élevé à cette justice anglaise, nous arriverions alors à l'injustice la plus flagrante par suite de l'incompréhension totale que les juges manifesteraient pour la tâche nouvelle qui leur serait fixée. Ce nouveau but à atteindre exigerait une compétence qu'ils n'ont pas et que leur recrutement peut difficilement assurer.

Ayant écarté ce procédé anglais, qui pouvait nous apporter la garantie de l'impartialité, mais non celle de la compétence, nous allons terminer l'étude des tribunaux professionnels ou non et des magistrats professionnels ou non, en examinant l'organisation judiciaire de la Monarchie Française avant 1789.

Deux principes dominaient alors la fonction de juge, d'une part, la patrimonialité des offices de judicature et en second lieu, la rémunération des juges au moyen des épices. L'office de judicature exigeait la finance, qui était un bien patrimonial, un droit sur l'état et le titre, qui était personnel au juge possédant la finance, lorsqu'il remplissait les conditions d'âge et de capacité. Des bourgeois moyens ayant quelque fortune et désirant sortir de leur roture achetaient un office de juge. Par conséquent, il ne pouvait être question de les rémunérer, puisque c'était au contraire eux qui payaient pour avoir l'honneur de rendre la justice. Comme il fallait bien qu'ils trouvent une rétribution de leurs efforts, de leurs peines

et de leurs frais, ils faisaient payer aux justiciables la justice qu'ils leur rendaient. Sans aucun doute, une justice de cette sorte ne pouvait être impartiale et les épices entachaient ce système d'une suspicion légitime. Et comme il est absolument nécessaire que la justice ne soit en aucune sorte suspecte de partialité, ce système, dès le premier examen, nous semble inférieur. Pour ce qui est de la compétence, le système n'était guère mieux protégé contre la calomnie et aussi contre l'ignorance. Il y avait un examen de pure forme devant un jury de futurs collègues, qui ne pouvaient vraiment pas refuser l'entrée de leur honorable corporation au candidat. En effet, si un seul refus s'était produit, qui aurait pu assurer que ce fâcheux précédent n'aurait pas servi contre les descendants du magistrat trop soucieux de réclamer une compétence inutile de ses futurs collègues ? On pensait que l'argent étant à la base de cette institution judiciaire, l'homme riche ne serait pas influencé par la fortune pour rendre son jugement. On croyait que l'hérédité de cette fonction de juge apporterait une tradition qui remplacerait une compétence dont certains ne voyaient pas la nécessité. Malgré les traditions d'honneur que ces magistrats ont prétendu se transmettre de génération en génération, il est hors de doute que la mauvaise justice fut une des causes de la Révolution française, qui opéra une réforme complète de l'organisation judiciaire.

Ces systèmes ne peuvent plus nous suffire et nous voyons que seul, le juge professionnel peut nous apporter la garantie de la compétence avec celle de l'impartialité pour satisfaire aux nouvelles obligations de la justice répressive.

CHAPITRE III

Juge spécialisé ou non spécialisé.

Il nous reste encore à préciser la qualité de la compétence de ce juge que nous allons placer dans nos tribunaux répressifs. Nous venons de montrer que nos préférences et la logique nous amenaient à admettre un juge professionnel chez lequel il nous semblait possible de trouver plus de sécurité, tant au point de vue de la compétence que de celui de l'impartialité. Ce point étant acquis, il nous faut déterminer d'une façon logique et aussi expérimentale la nécessité ou non d'avoir un juge répressif spécialisé dans ces fonctions pénales.

Il y a tout d'abord lieu de préciser ce que nous entendons par un juge spécialisé. En effet, il peut y avoir deux façons de comprendre la spécialisation. L'organisation judiciaire de tous les pays comprend les représentants du Ministère public, les juridictions d'instruction, les juridictions de jugement. On peut dire qu'il n'y a aucune spécialisation, lorsqu'un juge peut devenir représentant du Ministère public ou vice versa, ou encore quand un juge d'instruction peut être nommé à une juridiction de jugement. Il y aura au contraire, spécialisation lorsque les carrières seront distinctes et qu'il ne sera pas possible d'aller de l'une à l'autre, pour satisfaire au besoin d'avancement, si considérable dans les corps organisés de la nation. Cependant, cette spécialisation peut encore sembler bien réduite et bien étroite, si l'on considère qu'aucune cloison étanche ne vient séparer le civil du pénal et qu'ainsi l'honneur et la liberté du justiciable, sans parler de son relèvement

moral et de son reclassement, peuvent se trouver entre les mains d'un juge sans expérience. Ainsi une dernière spécialisation s'offre à nous : celle où le juge répressif est spécialisé dans ces fonctions pénales, et cela, naturellement, sans qu'il puisse venir d'un poste de représentant du ministère public, ce qui ne l'aurait nullement préparé à sa fonction de rendre la justice dans un but d'amendement du coupable et, encore moins, à la tâche primaire de déceler, s'il est en face d'un innocent ou d'un délinquant. Il nous faut donc maintenant étudier ces différents systèmes pour découvrir le plus apte à donner satisfaction dans la tâche que nous avons fixée à notre juge pénal, et par conséquent celui qui donnera le plus de garantie pour assurer les qualités de compétence et d'impartialité nécessaires.

Juge non spécialisé.

Le juge non spécialisé est à la base de l'organisation judiciaire française. Le jeune magistrat français tout fier de sa récente victoire au concours, est promu au poste de juge suppléant dans une ville lointaine où sa jeunesse impétueuse sera rapidement étouffée. Il occupera son temps à siéger comme assesseur au Tribunal civil, puis au Tribunal correctionnel ; ce sera souvent le même tribunal, qui changera de nom une fois par semaine pour examiner les peines à infliger aux délinquants ; ou il tiendra les services du Parquet, instruisant les affaires peu compliquées et les renvoyant par citation directe devant le tribunal répressif et l'après-midi ou le matin, selon les cas, assurera le rôle de Ministère public en tous genres à l'audience. Parfois, rare distinction !, il sera mis à l'instruction où il tiendra le rôle fatigant de juge moyennant un léger supplément de traitement. Dans de rares occasions, le juge suppléant aura à requérir aux Assises, lorsque l'affaire sera

sans intérêt et que le Procureur de la République et son substitut seront absents. De toute façon, le juge suppléant prendra ainsi une formation judiciaire générale qui lui permettra de connaître, avec un égal bonheur et une compétence problématique, de toutes les affaires qui lui seront présentées et d'occuper, avec une impartialité de sceptique, toutes les places que la carrière pourra lui offrir. Si le juge suppléant n'est pas spécialisé au départ, et s'il peut sembler logique de lui faire essayer les diverses branches de la magistrature au moment où il entre dans cette carrière, pour que ses tendances puissent s'affirmer avec le contact de l'expérimentation et pour qu'il puisse choisir, en connaissance de cause, la fonction judiciaire qui lui plaît le plus et où, par ses qualités personnelles et ses connaissances techniques, il aurait la possibilité de rendre le plus de services, cette non spécialisation du magistrat français peut être considérée comme dangereuse, si elle se poursuit durant toute sa carrière. Il passe des fonctions de l'instruction à celles de substitut, puis à celles de juge, sans autre raison que celle de faire profiter d'un avancement plus ou moins justifié un magistrat qui a plu à ses chefs pour quelque motif que ce soit. M. Donnedieu de Vabres écrit dans « la justice pénale d'aujourd'hui » : « Mais le maintien des cadres actuels s'accommoderait aisément d'un respect plus respectueux des vocations, de l'observation plus attentive d'une spécialisation nécessaire à la bonne administration de la justice. Quels spectacles nous offre chaque jour le cursus actuel de la carrière judiciaire ? Le juge d'instruction, qu'une expérience de trois ans vient d'initier à ses fonctions délicates, est soudain récompensé de son zèle par un siège de Conseiller à la Cour. La société gaspille le profit d'une connaissance des hommes, d'un tact, d'un doigté qu'il n'a pu acquérir que lentement. Elle lui impose une

mission nouvelle à laquelle rien peut-être ne l'a préparé ».

Nous le voyons donc d'une façon très nette, le magistrat, en France, n'est nullement préparé à occuper les fonctions diverses que le remplacement et l'avancement lui font prendre successivement sans avoir souci de ses préférences et des connaissances acquises. Avec de tels juges, il est bien difficile d'avoir des tribunaux capables de rendre de bons jugements. Les tribunaux actuels s'occupant d'affaires civiles changent de nom, une ou deux fois par semaine, pour connaître des affaires correctionnelles, à cause de la pénurie du personnel ; et dans les tribunaux importants pour éviter que quelques-uns des magistrats n'arrivent à acquérir une spécialisation pouvant les rendre utiles, à la place qu'ils occupent, on a créé le roulement qui consiste à opérer chaque année un changement dans les magistrats composant les différentes chambres du tribunal et à obliger ainsi les juges à connaître des matières civiles et des questions répressives. Dans les Cours d'Appel, nous assistons au même fonctionnement du roulement et nous devons nous demander si ce système présente des avantages en regard de ces inconvénients certains. M. Jules Simon, dans un article publié en 1931 dans « la Revue de droit pénal et de criminologie », a essayé de montrer les avantages du roulement qu'il a cherché à perfectionner dans son tribunal de Bruxelles. Il espère, grâce à ce procédé, développer la valeur professionnelle des magistrats qui avant, devront, d'après lui, par suite des conditions exigées pour leur recrutement, connaître les textes juridiques de jour en jour plus nombreux, avoir des notions de psychologie normale et pathologique, de biologie, de médecine légale, de criminalistique, de comptabilité, avoir étudié la psychologie du témoignage et la technique des interrogations, pour être capable de faire un bon juge pénal pouvant appliquer judicieusement les mesures de

sûreté aux inadaptables sociaux. Il craint, avec la spécialisation, de multiplier les questions préjudicielles, d'une part, et ne peut admettre de dépouiller de l'action civile les tribunaux répressifs, au cas où une séparation étanche entre la justice civile et la justice pénale existerait. Il redoute des condamnations quasi automatiques et suivant un tarif immuable pour les malheureux justiciables jugés par des magistrats spécialisés. La sécheresse de cœur des juges spécialisés dans les questions répressives, provenant de l'indifférence professionnelle, se dégageant peu à peu d'un travail manquant de variété, amènerait plus difficilement le relèvement moral désiré. Aussi, pour éviter tous ces maux aux malheureux délinquants, Monsieur Jules Simon propose une modification importante au roulement : le jeune magistrat serait juge pendant les cinq premières années à une Chambre correctionnelle, mais serait obligé, en outre, de siéger durant un certain nombre d'audiences à une Chambre civile. Inversement les magistrats de la Chambre civile devraient connaître d'affaires correctionnelles durant un certain nombre d'audiences. Enfin, pour compléter ce système, tous les juges devraient être désignés à tour de rôle comme juge d'instruction, ce qui apprendrait au magistrat à connaître les hommes et à exercer son sens critique sur les témoignages. Il est curieux de constater que Monsieur Jules Simon en arrive à considérer comme le meilleur de tous le système employé dans nos petits tribunaux pour pallier la pénurie de magistrats et consistant à faire des mêmes magistrats, des juges du civil ou du pénal selon les jours. Nous ne pouvons vraiment pas comprendre ce système proposé par Monsieur Jules Simon, s'il n'avait pour but, à notre avis, que d'enrayer l'ignorance trop souvent manifestée par les juges du pénal venant siéger après une longue carrière répressive dans les tribunaux civils

ou vice-versa. D'ailleurs, cette théorie nous indique très sagement les conditions qui devraient être exigées des candidats aux fonctions répressives et expose ensuite que le magistrat ainsi formé, au contact de la pratique et avec les fruits de l'expérience, ne peut gagner qu'une indifférence professionnelle le laissant se désintéresser des mesures propres au relèvement moral du coupable, s'il se spécialise dans les matières pour lesquelles il a fait de longues études. Nous ne pouvons nous empêcher de penser en lisant cela que si quelqu'un d'aussi préparé, d'aussi instruit de l'importance de son rôle et de sa tâche, se laisse gagner par une indifférence professionnelle, lui faisant oublier son devoir, c'est qu'il n'y a rien à espérer d'une juridiction répressive ayant pour fin le relèvement moral du coupable ! Car ce n'est certainement pas cette justice de roulement, bonne aux affaires pénales, supposant toutes les connaissances, qui nous éloignera des peines tarifées propres à couvrir toute ignorance et nous rapprochera des mesures de relèvement, qui ne peuvent être que l'apanage de gens instruits et pratiquant sans arrêt leur science. Il est, d'autre part, bien difficile de supposer que des jeunes gens, ayant réussi à acquérir de telles connaissances sur les questions pénales, acceptent de grand cœur de s'occuper d'affaires civiles, pour lesquelles ils n'auront été qu'insuffisamment préparés. Et il est malheureusement certain pour M. Jules Simon que parmi les jeunes magistrats, il y en a certains qui sont plus attirés vers la magistrature répressive que vers les affaires civiles et que pour ceux-là, les questions civiles ne seront jamais qu'une corvée nécessaire pour atteindre leur but, qui est de réussir dans la justice répressive à laquelle les destinent leurs goûts et leurs études.

Par conséquent, nous voyons à quelles difficultés insurmontables, nos tribunaux répressifs arrivent par suite d'une

magistrature non spécialisée et de la pratique néfaste du roulement qui ne permet pas au juge de conserver la vague spécialité juridique provenant de l'expérience. Cette non spécialisation est faite dans l'intérêt des juges et c'est pour cela qu'ils cherchent à la justifier par tous les moyens. L'Etat y trouve aussi son compte, car le recrutement est ainsi plus facile. On trouve plus aisément des gens sachant un peu de tout que des individualités connaissant à fond une matière, tout en ayant, malgré cela, une instruction générale très complète. Et ensuite, les magistrats recrutés avec une compétence trop étendue et pas assez profonde, trouvent un avancement plus rapide avec la non spécialisation qui leur ouvre évidemment plus de débouchés. Le gouvernement trouve aussi là un moyen moins visible de récompenser ses créatures.

Spécialisation des juridictions d'instruction de jugement et d'accusation

S'il n'y avait en droit qu'une non spécialisation des fonctions de juge civil et de juge pénal, peut-être aurait-on pu estimer que le mal n'était pas très grand pour le justiciable, le but poursuivi par le juge répressif se limitant à appliquer une peine au coupable, sans s'occuper de son relèvement moral. Cela aurait été possible avec une non spécialisation des justices pénales et civiles, cela ne l'est plus et est même impossible avec la confusion du personnel des juridictions d'accusation, d'instruction et de jugement. En effet, il n'y a pas de personnel véritablement spécial pour chacune de ces juridictions. Le jeune magistrat a tendance à prendre les juridictions d'accusation ou d'instruction suivant son talent et ses goûts, parce que l'avancement est plus rapide. Ce ne sera que lorsqu'il sera persuadé qu'il n'a plus grande pos-

sibilité d'avancer de cette façon, qu'il pensera à s'asseoir aux juridictions de jugement pour profiter du seul avancement dont il soit toujours sûr de bénéficier : celui à l'ancienneté. Maintenant nous pouvons nous demander si pour le justiciable, c'est véritablement une garantie de compétence et d'impartialité que de se voir juger par des magistrats sortant des fonctions de juge d'instruction ou de ministère public. Comment admettre, en effet, que le juge d'instruction, devenu Conseiller à la Cour et président des Assises, puisse se montrer impartial vis-à-vis de l'accusé, alors qu'il n'a pour se documenter, pour diriger ce long et pénible interrogatoire du prétendu coupable que les notes de l'instruction, sur lesquelles est basée l'accusation ? Comment prétendre qu'en quelques mois, cet ancien juge d'instruction, dont le rôle était de réunir les preuves pour confondre les coupables, puisse devenir un homme impartial, désireux de présenter au jury avec un même poids les accusations du Ministère public et la défense de l'accusé ?

Mais malheureusement pour le coupable il y a plus et que pourrions-nous écrire de plus net contre notre institution que cette page de M. Donnedieu de Vabres dans son livre la « Justice pénale d'aujourd'hui ». « Or, ce président de la Cour d'Assises, qui est-il ? Un conseiller à la Cour d'Appel que les hasards de la carrière ont arraché, pour un moment, à ses occupations de magistrat civil. Le Garde des Sceaux, ou plus souvent, le premier président de la Cour l'a désigné suivant les suggestions du Parquet. Et c'est un membre du Parquet, un haut représentant du Ministère public, procureur général, avocat général mieux rémunéré que lui, mieux situé que lui dans la hiérarchie judiciaire, qui, assis près de lui, figure l'accusation... C'est ce magistrat qui, plus tard, le notera, entravera ou favorisera son avancement... Si

l'histoire de la Cour d'Assises impute à des présidents trop ardents à plaire, tel interrogatoire captieux, tel résumé d'une partialité fameuse, la faiblesse humaine porte sans doute en partie la responsabilité de ces excès... Mais aussi les erreurs d'une tendance inquisitoire et répressive qui, par ses exagérations, a manqué son but... » Nous devons d'ailleurs remarquer que le désir de plaire au Ministère public n'existe pas toujours seulement pour les raisons indiquées plus haut. Malheureusement on trouve toujours une sympathie certaine des juges du tribunal pour leurs collègues de l'accusation, qu'ils connaissent depuis longtemps, qu'ils fréquentent toujours, pour lesquels ils ont de l'estime et de l'intérêt et, sans aucun doute, de cet ensemble complexe qui ne détache pas assez le juge de l'accusateur, le justiciable conservera le souvenir d'une mauvaise justice.

D'ailleurs dans les pays anglo-saxons, où la liberté et l'honneur de l'homme sont mieux défendus, on a évité tout ce qui pouvait justifier une idée de non protection de ses droits chez le justiciable.

Le Ministère public se trouve sur le même plan que la défense en Angleterre (1) et aux Etats-Unis et ne semble pas avoir cette situation privilégiée qui lui est réservée en France. Il se met à la place qu'occupe le demandeur dans les affaires civiles, et n'est considéré en fait que comme un demandeur d'une nature spéciale. Il ne peut pas avoir d'influence sur le juge, car il ne le note jamais ; il ne dépend pas et ne dépendra pas de son avancement. Le Ministère public est élu aux Etats-Unis (2) comme les autres représentants de la justice et cette élection est une garantie pour le justiciable, car, s'il

(1) De Franqueville : *Le système judiciaire de la Grande-Bretagne*.

(2) Nerinx : *L'organisation judiciaire aux Etats-Unis*.

peut devoir quelque chose à ses électeurs, cela même lui enlève l'autorité qu'il montrerait, s'il représentait non une majorité, mais l'Etat même. En Angleterre (1) il est nommé par le Chancelier pour ses hautes qualités connues et appréciées depuis longtemps et ceci est aussi une garantie, car ce choix sera le plus souvent judicieux, et, en tout cas, jamais le Ministère public ne prendra la responsabilité d'agir de quelque façon secrète et non connue du public, sur le juge qui écoutera son réquisitoire. — Dans une circulaire du 24 novembre 1930, M. Alfredo Rocco (2), Garde des Sceaux du Royaume d'Italie, notait : « La spécialisation des fonctions, qui a son importance dans la distinction entre Parquet, juge d'instruction et juge de condamnation, ne doit pas être exagérée ». Mais elle doit exister sans nul doute, surtout si l'on tient compte du rôle réservé au nouveau juge répressif. Le juge pénal a pour but d'appliquer des mesures de sûreté aux individus anormaux qui se sont rendus coupables d'infractions intentionnelles pour amener leur relèvement moral et préparer leur reclassement social. Nous ne voyons vraiment pas en quoi les fonctions de Ministère public et de juge d'instruction pourraient donner au magistrat de la juridiction répressive l'expérience nécessaire pour juger de la culpabilité d'un individu. Leurs fonctions précédentes leur auraient donné au contraire la tendance fâcheuse de considérer chaque prévenu comme un coupable. Le magistrat devra comme juge chercher à condamner l'individu aux mesures de sûreté les plus aptes à le relever moralement et à le reclasser socialement, alors que comme Ministère public, il se sera contenté de demander l'application de la loi et que

(1) De Franqueville : *Le système judiciaire de la Grande-Bretagne.*

(2) Maas Geesteranus : *La spécialisation du juge pénal.*

comme juge d'instruction, il ne se sera occupé que de démontrer la culpabilité de l'individu renvoyé devant le Tribunal ou la Cour. Nous voyons donc qu'en aucune façon la compétence du magistrat, nommé ainsi aux différentes fonctions de la carrière judiciaire, ne peut nous apporter la confiance qu'une suspicion légitime nous fait au contraire écarter. Et comme nous avons vu plus haut comment en Cour d'Assises l'impartialité du Président pouvait être discutée et que nous voyons maintenant que cette impartialité du Président se trouve malheureusement aussi discutable dans les Cours et Tribunaux répressifs, à cause du désir légitime d'avancement de tout magistrat et de cette hiérarchie poussée jusqu'à l'extrême, qui va jusqu'à faire noter par l'Accusation les membres de la juridiction de jugement, nous sommes fondés à penser que l'impartialité du Président nécessite la séparation entre les juridictions de jugement, d'instruction et d'accusation.

Spécialisation des juridictions répressives de jugement.

Seulement si le principe de la séparation des différentes juridictions doit trouver sa place dans un système moderne ayant des buts élevés et humains, il y a encore lieu de se demander si la spécialisation doit s'arrêter là et s'il n'y aurait pas intérêt à mettre une cloison étanche et définitive entre les juges s'occupant des affaires civiles et ceux poursuivant le relèvement des coupables et leur reclassement social. Cette question a déjà été étudiée au Congrès de Droit Pénal International de Palerme de 1933 et nous pourrons nous servir des travaux faits à cette occasion. Bien avant Garofalo avait écrit : « Même aujourd'hui que l'on considère strictement unies la matière civile et la matière pénale, ce sont peut-être les doctes civilistes qui sont les fonctionnaires publics les moins

aptes pour servir de juges en matière pénale. Habités par la nature de leurs études à faire une complète abstraction de l'homme, ils ne donnent de l'importance qu'à la forme. Le droit civil est absolument distinct en ce qui concerne la partie physique et morale de l'individu, il s'occupe seulement de ses intérêts privés ; la bonté ou la perversité du créancier n'exerce aucune influence sur son crédit ». Il existe, en effet, de grandes différences entre la matière pénale où le juge a pour but d'annihiler la volonté coupable d'un individu, au moyen d'une mesure appropriée, tendant à protéger la société, alors que le juge civil n'a d'autres buts que de fixer des droits sur la tête d'un individu. Dans le droit pénal le juge doit se prononcer sur la culpabilité et fixer les mesures propres au relèvement du coupable. Le juge civil doit dire le droit, c'est-à-dire indiquer quel est celui qui a raison dans une contestation où deux individus prétendent avoir un droit. Dans le premier cas, la connaissance de l'individu fait tout, déterminant les conditions de la mesure à prendre. Pour le deuxième, les individus ne font rien, le jugement se fait *in concreto* et la science du droit seule indique la solution. Le système des preuves est différent par suite de l'usage fréquent, en matière pénale, des présomptions et indices graves, de l'importance capitale des témoignages, appareils délicats dont seule l'expérience sait se servir avec un résultat appréciable. Le juge civil ne fait usage que rarement de ces moyens d'affirmer sa conviction, et ne peut certes pas en avoir une pratique suffisante. C'est d'ailleurs pour cela que le roulement avait été créé, mais, ainsi que le fait remarquer Maas Gesteranus (1), « celui-ci peut devenir pernicieux, s'il oblige un magistrat à abandonner un travail auquel il est entièrement préparé pour céder la place à un

(1) Maas Gesteranus ; *La spécialisation du juge pénal*.

collègue dont l'aptitude pour ce même travail soit insuffisante ». D'ailleurs, d'après Gesteranus, ce roulement gêne les vocations et les compétences, parce que dans certains tribunaux, le travail pénal est entouré de peu de considération et parce que l'unité de personnel empêche de nommer à un poste supérieur un magistrat qui s'est confiné dans une seule branche et qui a perdu contact avec l'autre. Cet auteur a pensé à l'avancement sur place, mais se trouve gêné pour remplacer les titulaires de certaines fonctions. En fait on se heurte à chaque instant aux défauts provenant d'une non spécialisation, et le seul véritable avantage que l'on ait pu trouver à la non spécialisation des juges, c'est que, « si on refusait au juge le droit de porter, de temps à autre, la pensée sur des problèmes différents de ceux qui font l'objet de ses préoccupations quotidiennes, on risquerait d'affaiblir l'intérêt que lui inspire le droit pénal ».

Cette idée de Maas Gesteranus nous semble absolument fausse; en effet, comment admettre qu'un spécialiste se lasse de la spécialité qu'il a choisie en raison de ses goûts et de ses préférences. Il ne saurait y avoir de lassitude pour celui qui a choisi la magistrature répressive, connaissant quels seraient sa tâche et son devoir. Et s'il se fatigue de son travail, le magistrat se fera un honneur de surmonter ce moment de faiblesse. La magistrature n'est pas une carrière plus ou moins agréable, c'est une fonction. Aussi la crainte d'une lassitude du magistrat spécialisé ne doit pas nous arrêter dans notre recherche du système le plus sûr pour obtenir une justice offrant à la fois compétence et impartialité.

Le juge civil, comme nous l'avons vu plus haut, n'a pas l'habitude d'étudier l'individu; aussi son incompétence des causes pénales va se traduire par un manque d'initiative complète, par un désir de se mettre à couvert derrière les articles

du code, par la volonté de ne rien chercher à discerner chez l'individu à juger, pour pouvoir faire rentrer son cas particulier dans les cas ordinaires et lui donner la condamnation tarifée qui permet de se débarrasser des séances de correctionnelle et des cas de conscience inutiles. Avec de tels juges, nous avons la pratique des courtes peines et, ses résultats néfastes. Châtiment trop faible pour les uns, trop fort pour les autres que, loin d'éduquer, cette peine va contaminer dangereusement par suite de la promiscuité épouvantable de nos prisons. Si, avec le faible arsenal de notre vieux code pénal, les civilistes n'ont pas réussi à organiser la répression et n'arrivent en aucune manière à proportionner la peine avec la faute, comment peut-on espérer leur confier un jour des mesures de sûreté ayant le but, non de punir l'individu coupable d'une faute contre la société, mais de relever moralement ce délinquant, et de préparer son reclassement social ? Devant le nouveau but que nous nous sommes posé, il ne peut être question d'un juge non spécialisé, qui serait, en fait, un juge civil et, à l'occasion, un juge répressif. En effet ainsi que le disait Garofalo : « La science pénale, comme l'a démontré Mr. Verri, sort du domaine des sciences juridiques et prend son rang parmi les sciences sociologiques ». Mr. E. Carnevale (1) au Congrès de Palerme de 1933 a précisé d'une façon particulièrement nette le fossé séparant les juges civils de la tâche répressive qui leur est imposée et pour laquelle ils ne se sentent aucun goût. « Ces considérations tendent à affirmer deux choses : que le juge non spécialisé manque de la culture qui lui serait nécessaire et que celle qu'il possède presque exclusivement, loin de lui être utile, contribue au contraire à le rendre inapte à exercer les fonctions de juge pénal ». Peut-

(1) Congrès de Palerme ; *Revue internationale de droit pénal* 1933.

être est-ce là une cause majeure de cette désaffection, de ce mépris montré par les magistrats pour les fonctions répressives. Peut-être se sentent-ils si étrangers à la tâche qui leur incombe et qu'ils ne comprennent pas, qu'ils ont considéré définitivement cette justice pénale comme un des à-côté de la justice, comme une justice inférieure, qui est laissée aux juges qui ne savent pas le Droit, c'est-à-dire le seul Droit civil ? Et cette tendance est si nette dans tous les pays sans spécialisation judiciaire, que dans ceux où l'on a adopté de nouveaux procédés répressifs, se rapprochant sensiblement des mesures de sûreté, les pouvoirs publics ont cru nécessaire de dénoncer cette fâcheuse tendance et de relever le prestige de la magistrature pénale, ainsi qu'en fait foi la circulaire de Mr. Alfredo Rocco (1). « Qu'on sache que le magistrat criminel est considéré, par l'Etat fasciste, comme le premier défenseur de l'ordre public, dont il est la personnification et que l'exercice des fonctions pénales constituera, désormais, la partie la plus difficile et la plus importante de la tâche du juge ». Aussi, il nous semble maintenant indiscutable que le juge professionnel, spécialisé dans les questions pénales, est seul qualifié pour rendre la justice répressive.

Malheureusement certaines difficultés se présentent et ont été présentées par les partisans de l'unité de l'organisation judiciaire. Dans certains pays, en France notamment, les victimes des infractions commises peuvent présenter devant la juridiction répressive une action, dite civile, qui a pour objet une allocation de dommages-intérêts. Notre tribunal pénal se trouve alors obligé de juger deux actions différentes, l'une l'action publique, intentée par le Ministère public réclamant un juste châtiment pour la commission de

(1) Maas Gesteramus ; *La spécialisation du juge pénal*.

l'infraction, et l'autre cette action civile qui n'a pour but que de réparer le dommage moral ou matériel subi par la victime. Ces deux actions sont coordonnées par le législateur pour éviter toute contradiction de jugements. La décision prise au pénal lie les magistrats statuant ensuite sur la demande en dommages-intérêts de la victime. Le législateur les a solidarisées dans leur durée et ainsi elles s'éteignent dans le même laps de temps. Et c'est cette solidarité, cette coordination des actions qui, d'après de nombreux auteurs, imposeraient l'unité d'organisation judiciaire et empêcherait toute cloison étanche, tout compartimentage dans le personnel administrant la justice. Mais il y a peut-être lieu d'examiner sérieusement cette action dite civile qui exigerait la plus mauvaise organisation judiciaire qui puisse exister. En fait cette action civile n'est qu'une action en dommages-intérêts de la victime intentée pour obtenir réparation du préjudice moral ou matériel causé par l'infraction du délinquant. La valeur de ce préjudice, qui pose exactement la question soumise à l'appréciation et à la sagacité du juge, est le plus souvent estimée par un rapport provenant du demandeur, et par les conclusions de l'expertise faite par un homme de l'art, et ainsi nous voyons que la question si délicate posée au juge n'est qu'une vulgaire question de fait, où la victime, sa situation, son milieu et les répercussions de la lésion qu'elle a subie ont une immense importance. Cette action civile, que l'on oppose trop souvent à l'action publique et qui ne doit devoir son nom qu'à son origine, est sans aucun doute plus facilement résolue par le juge pénal que par le juge civil. Cette action civile dépend aussi de la sociologie, de la connaissance des hommes, lorsqu'il s'agit de savoir si le demandeur a réellement subi un préjudice. Et le juge répressif, qui a fait des études pour connaître les hom-

mes, pour les juger à leur valeur sociale, semble tout indiqué et mieux placé que le juge civil pour connaître de ces actions. Et même si quelques difficultés sérieuses se posaient au point de vue civil, ne pourrait-il pas remettre le jugement sur l'action civile à huitaine ou à quinzaine, et demander des éclaircissements à ses collègues du civil, documentés en la question très spéciale à résoudre. Cette action civile, accessoire en définitive, ne nous semble nullement un empêchement à la séparation des juridictions civiles et pénales et il est à déplorer que l'on ait pu faire tant de place à de tels arguments lorsqu'il s'agit de protéger la liberté et l'honneur des citoyens.

Maintenant que nous savons que le juge siégeant dans un tribunal répressif sera un professionnel spécialisé dans les affaires pénales, nous pouvons aborder l'étude particulièrement difficile de la pluralité ou de l'unicité des juges composant ce tribunal.

CHAPITRE IV

Juge Unique ou Pluralité de Juges

Nous avons maintenant suffisamment précisé la compétence et l'impartialité des juges qui siégeront dans nos tribunaux répressifs pour aborder la discussion nous conduisant à admettre comme préférable le système de la pluralité de juges ou celui de l'unicité. Nous savons que ces juges seront des magistrats professionnels, spécialisés dans les questions répressives et nous nous demandons s'il vaut mieux les réunir en assemblée de trois magistrats pour rendre la justice, ou au contraire s'il est préférable de laisser à un seul juge le soin d'indiquer la peine convenant le mieux au cas présenté. Il est certain que le but que nous nous proposons de donner au tribunal répressif, peut avoir des résultats tout à fait différents de ceux qu'une justice pénale, n'employant que l'intimidation et la crainte d'un châtement terrible pour faire régner l'ordre social, aurait obtenus en utilisant la même organisation du tribunal. Cependant même pour atteindre ce but que les partisans de la pluralité des juges s'étaient donné, nous allons voir combien douteuse fut leur réussite et comment peu à peu le domaine du juge unique augmente pendant que celui des tribunaux à plusieurs juges se limite de plus en plus aux grosses affaires et à un travail de contrôle. Il y a d'ailleurs lieu de séparer très nettement la valeur de la pluralité de juges en tant que Tribunal de première instance et comme Cour d'Appel. Il va nous falloir examiner les avantages de la justice collégiale, ses inconvénients réels et fictifs, c'est-à-dire ceux tenant à une mauvaise

organisation de la collégialité. Il faudra retenir que les expériences, que nous avons sous les yeux, ont été faites par des juges professionnels malheureusement non spécialisés ; qu'enfin le but poursuivi par ces tribunaux fut totalement différent de celui que poursuivront nos nouvelles juridictions répressives. Nous étudierons de même les systèmes judiciaires ayant fait une place au juge unique, et nous nous inquiéterons de rechercher quel rôle lui fut laissé et quelles inspirations ont conduit à élargir sa compétence. Nous verrons les avantages et les inconvénients du juge unique dans une justice répressive à but intimidant et dans une justice à but de relèvement moral. Après cette longue étude nous conclurons pour le tribunal qui, par sa composition, nous semblera le plus capable de satisfaire les nouvelles aspirations de la justice répressive, en assurant à chacun le minimum de justice sociale auquel il a droit.

Avantages de la collégialité

La collégialité est le système le plus employé pour réprimer les principaux délits, bien que certains pays comme la Yougoslavie et l'U. R. S. S. aient suivi l'exemple de l'Allemagne avec l'échevinage que nous avons discuté et rejeté et que les pays anglo-saxons ne connaissent que le juge avec jury ou sans jury, et ne puissent concevoir la juridiction de première instance avec plusieurs magistrats. Il nous faut limiter d'une façon nette et précise le cadre de la discussion entre l'unicité et la pluralité des magistrats. Cette discussion portera sur le tribunal répressif de première instance, s'occupant des infractions de gravité moyenne commises avec intention coupable. Nous allons, tout d'abord examiner le système existant actuellement en France où trois magistrats

professionnels non spécialisés rendent la justice au Tribunal correctionnel en matière de délits. Quels avantages pouvait-on trouver et espérer d'une semblable organisation ? On avait pensé que la compétence serait ainsi mieux garantie. Un magistrat pouvait commettre une erreur. Trois magistrats, se contrôlant les uns les autres, avaient peu de chance de laisser passer une de ces violations de la loi annulant la procédure faite ou le jugement, ce qui est toujours une source de longueur et par suite d'injustice. De plus, un magistrat, aussi éclairé qu'il fut, pouvait ne voir le coupable et son infraction que sous un angle personnel, le conduisant à une conception fausse du délit commis par l'accusé et à un jugement qui, sans être injuste, aurait pu présenter un caractère excessif, soit dans l'indulgence, soit dans la sévérité. Enfin, le magistrat a un caractère personnel, sa façon de voir, de juger les hommes qui peut être juste, mais qui doit, a priori, ne pas correspondre à l'idée moyenne que les gens se font de la justice. Au contraire, lorsque les trois magistrats délibèrent sur le fait et sur le droit, ils s'éclairent de leurs connaissances juridiques, de leurs points de vue particuliers. Ils peuvent considérer le fait délictueux sous toutes ses faces, rétablir par la correspondance et la diversité de leurs avis la véritable physionomie, la mentalité du coupable. Et lorsque le moment de prononcer la peine arrive, les magistrats, par la confrontation de leurs différentes opinions, ont une connaissance parfaite du cas qui leur est soumis. La peine moyenne, dictée par la discussion de leurs estimations personnelles, ne peut, sans aucun doute, être une expression trop rigoureuse ou trop bienveillante de la justice. Cette délibération des magistrats serait alors la suprême garantie du justiciable contre une sévérité exceptionnelle. Elle devrait conduire à une peine se rapprochant

sensiblement de la véritable justice où les opinions humaines disparaissent pour faire place au résultat moyen de leurs idées personnelles, déjà assouplies par leur longue expérience. Le justiciable est encore protégé par la collégialité contre le résultat certain d'une pression politique exercée par un gouvernement, désireux de punir spécialement un adversaire et de lui appliquer une justice particulièrement rigoureuse. Il est difficile, en effet, de supposer que les trois magistrats composant le tribunal accepteront de se plier à cette discipline et, presque toujours, de cette façon, la répression ordonnée ne sera pas exercée par la juridiction chargée de l'administrer. La décision collective du tribunal, le jugement anonyme lui permettront de braver un gouvernement désireux d'utiliser la justice répressive pour des fins politiques. Ne pouvant établir de causalité entre la décision prise et la seule volonté d'un juge, puisque le secret des délibérations ne lui permet pas de connaître le nom de celui ayant eu l'indépendance de soutenir une théorie contraire à la sienne et de convaincre les autres magistrats, le gouvernement ne peut prendre aucune sanction contre le juge honnête, qui a ainsi la possibilité de rester juste sans compromettre son avancement. De même le juge, sur lequel une personnalité politique ou une amitié sérieuse ont cherché à faire pression, peut éviter de se servir de son influence de magistrat dans la délibération du tribunal pour satisfaire une inimitié ou une haine. Il fera état de la délibération et de son secret pour expliquer une décision contraire à ses amis qui voulaient faire échapper à un juste châtiment des individus coupables. Et, sous le couvert de cette délibération des trois magistrats, du secret qui en est tenu, de la sentence collective, nous voyons se dégager de la justice

collégiale une impartialité certaine, une indépendance sûre, après avoir constaté une compétence éprouvée et contrôlée. Pour donner plus de force à cette indépendance, l'inaltérabilité est accordée aux magistrats pour que le juge puisse être certain que chacun des membres du tribunal, ayant rendu une décision non conforme au goût du gouvernement, ne sera pas frappé individuellement. Nous devons indiquer que l'inaltérabilité semble plutôt une garantie supplémentaire, donnée aux magistrats au cas où le secret de la délibération ne serait pas bien tenu et où le ministre de la Justice rechercherait le responsable d'une décision non conforme à ses idées. Par la collégialité aussi, les erreurs seront moins grandes, même si les trois magistrats ne sont que médiocres, car leur décision, moyenne de trois opinions, ne sera pas une solution extrême, qui peut être dangereuse pour la judiciaire. Peut-être est-ce aussi dans cette pluralité des juges, dans leur jugement collectif que nous devons chercher l'infailibilité que l'on attribue à leur décision, d'une façon relative, puisque cette infailibilité n'existe que si le condamné le veut bien et s'il accepte sa condamnation sans user de son droit d'en appeler à la Cour. Un juge pourrait se tromper, plusieurs ne le peuvent pas. Cette pluralité donne un décor, une atmosphère d'autorité que le juge unique ne peut rendre. D'ailleurs cette autorité n'est pas entièrement fictive. Certainement lorsque trois magistrats ont participé à la formation d'une décision judiciaire répressive, il y a, sans aucun doute, pour le justiciable des raisons de croire que cette condamnation offre certaines garanties de compétence et d'impartialité. Cela explique aussi l'irresponsabilité de chacun des juges en face de cette sentence, qui n'est qu'une opinion moyenne reflétant très diversement l'opinion

personnelle de chacun des magistrats y ayant participé. Enfin, pour terminer cette étude des avantages de la justice collégiale, nous ne pouvons oublier que dans la plupart des pays et notamment en France, le président est un magistrat plus élevé que les autres dans la hiérarchie judiciaire, et qu'en conséquence, pour ses assesseurs, l'audience est une véritable école pratique où ils apprennent leur métier de juge.

Inconvénients de la collégialité

Mais malheureusement, en énumérant ces différents avantages sur lesquels tant d'auteurs ont appuyé, nous voyons déjà s'élever une certaine contradiction entre ces éléments disparates qui les font se heurter et vont nous faire douter de la collégialité. Nous allons tout d'abord laisser de côté les contradictions provenant du fait que le président est plus compétent que les autres magistrats du tribunal et surtout qu'il est supérieur en grade à ses assesseurs. Nous allons supposer, pour faciliter l'étude du problème, que le Président est seulement le juge le plus ancien dans cette fonction et que son avis a exactement la même valeur que celui des autres magistrats. En principe, c'est ce qui devrait se passer. Malgré le grade plus élevé du président, sa voix ne devrait pas avoir plus de poids que celle de ses assesseurs. C'est pour cela que les juges composant un tribunal sont au nombre de trois, de façon que l'opinion du président n'outrepasse pas en importance celles de ses collègues. Malgré cela, nous verrons combien détestable peut être ce système, qui fait siéger trois juges inégaux dans un même tribunal lorsqu'arrive la discussion sur la peine à appliquer au coupable.

Aussi ne nous arrêtant pas, pour l'instant, à ce défaut qui ne provient pas essentiellement de la collégialité, mais de l'inégalité des juges composant le tribunal, nous allons examiner les inconvénients réels de la collégialité, c'est-à-dire ceux qui sont inhérents au système d'une pluralité de juges rendant une sentence collective.

Tout d'abord nous devons remarquer que si trois juges semblent devoir être plus compétents qu'un seul, peuvent conjuguer leur science et leur expérience personnelle et s'éclairer mutuellement de leurs opinions et de leurs réflexions, il n'en reste pas moins vrai que ces juges ne peuvent malheureusement pas être des magistrats d'élite. Les hommes instruits, capables de faire de bons juges, sont rares et c'est certainement augmenter considérablement les difficultés du recrutement que d'exiger trois fois plus de juges pour assurer les avantages de la collégialité au justiciable se présentant devant le Tribunal répressif. En fait, le recrutement d'un grand nombre de magistrats ne peut provoquer que l'abaissement de la science juridique des juges. S'il n'y a que très peu de magistrats de valeur et s'il faut beaucoup de juges, on sera obligé de demander beaucoup moins de connaissances juridiques à ceux qui se présenteront pour devenir juges. La facilité de l'examen n'attirera certainement pas beaucoup les grands juristes et ainsi des hommes de valeur désertent les fonctions qu'ils devraient normalement occuper. Le traitement alloué à une magistrature nombreuse les éloignera aussi de ces postes. Il est, en effet, certain qu'un pays ne peut allouer qu'une certaine somme de crédits au service de la justice et que plus il y aura de participants, moins la somme revenant à chacun sera forte. Aussi les grands juristes connaissant leur valeur n'accepteront pas

des traitements de famine dans des sièges qu'ils disputeraient à des médiocres auxquels ils risqueraient d'être assimilés, alors que les emplois privés leur apporteront une gloire plus sûre et une rétribution plus forte. La rétribution éloignera les dernières bonnes volontés et les capacités qui demanderont l'accès de la magistrature deviendront de plus en plus faibles à mesure que le choix tendra à devenir impossible par suite du trop grand nombre de sièges à pourvoir et du petit nombre de candidats à solliciter de tels postes. Nous voyons alors que si selon Mr Ruben de Couder « Les grandes intelligences ont leurs faiblesses, leurs lacunes ; le moindre concours à ces natures d'élite les relève et les fortifie en leur donnant ce qui leur manque », il faudrait encore que la pluralité, assurant ce concours nécessaire aux natures d'élite, ne supprime pas les hommes de valeur de nos tribunaux par l'institution de ce système.

Et alors, la collégialité nous semble bien moins supérieure lorsque nous savons que ce ne sont que des opinions de médiocres qui collaborent au jugement. Et cependant ces médiocres peuvent suffire, non que le nombre remplaceât jamais la qualité, mais parce qu'ainsi que le disait Bentham (1) : « La grande masse des affaires étant de pure routine n'admet aucune diversité d'opinion et n'exige même aucun effort d'attention de la part du juge ». La plupart des affaires correctionnelles sont extrêmement simples. En principe il y a deux questions qui se posent à la sagacité des juges : le fait : « L'individu est-il coupable du fait reproché » ? et le droit : « L'individu étant coupable, quelle peine faut-il lui

(1) Bentham, *de l'organisation judiciaire*.

appliquer ? » Pour certaines affaires le Tribunal correctionnel n'a même pas besoin de réfléchir sur la première question, qui est résolue d'avance, soit parce que le coupable a fait des aveux, soit parce qu'il s'agit d'un flagrant délit. Il ne reste plus aux trois magistrats qu'à fixer la peine, mais cette recherche n'exigera pas une longue délibération. — Le délit étant tarifé par le Code d'une part, par la tradition de ce tribunal d'autre part, il n'y aura pas beaucoup matière à délibérer. Les jeunes assesseurs, ou même les vieux, apprennent la tradition, appelée vulgairement l'usage par certains, qui supprime l'effort d'individualiser la peine au coupable, la délibération et la pluralité pratique des juges du tribunal.

Cette tendance à la tarification a d'autres avantages pour les magistrats de la correctionnelle. Trop souvent, par suite du personnel nombreux exigé pour chaque chambre du Tribunal correctionnel, celui-ci, dans les agglomérations importantes, n'a pas assez de juges pour constituer des chambres en nombre suffisant pour répondre d'une façon satisfaisante aux exigences du rôle des affaires délicates. Aussi les juges, ayant beaucoup plus d'affaires qu'ils ne peuvent en examiner, sont obligés de juger sans aucun soin les malheureux inculpés qui se présentent, ou de ne pas négliger les droits des justiciables se présentant à l'audience, mais d'apporter un long retard au règlement des dossiers. Dans cette dernière éventualité il y a préjudice, et pour le coupable, qui attend, souvent en prison, une condamnation ou la déclaration de son innocence, et pour la société, qui a intérêt, d'après les anciennes théories répressives, à ce que le châtiment suive de très près la faute pour que l'opinion publique ne s'émeuve pas de l'impunité du coupable et de la lenteur de la répression.

Aussi de ce besoin de juger rapidement pour écouler le plus vite possible les affaires inscrites au rôle, est née une sorte de tarification des peines prévoyant un minimum d'individualisation, selon que l'on applique ou non les circonstances atténuantes, mais l'abaissement de la peine par l'application des circonstances atténuantes est alors tarifé. Du moment qu'il s'agit d'un certain délit, la sanction sera telle durée d'emprisonnement avec ou sans sursis, et il sera décidé ainsi pour chaque délit.

Par cette façon de procéder on arrive à la fixation de certaines peines courtes qui peuvent être jugées néfastes par le criminaliste. D'une part, elles sont assez longues pour vicier le sujet par la promiscuité des individus dangereux dans les prisons et de plus elles sont trop brèves pour que la prison produise un effet salulaire. La délibération est alors réduite à rien ou presque rien : quelques mots, parfois quelques chiffres sur le temps de prison à appliquer au coupable. Il faut ajouter que l'irresponsabilité des magistrats ne les conduit certainement pas à chercher les solutions les meilleures pour les coupables qui se présentent. Les magistrats disent « ça vaut tant » sans que l'on puisse savoir exactement où ils vont chercher la peine correspondant au délit, en dehors du Code. Notre Code Pénal leur offrait des possibilités de bienveillance ou de sévérité, ils ont préféré, ils ont été poussés par la fausse délibération à une tarification qui ressemble, certes, à la collégialité, mais s'éloigne sans aucun doute du rôle d'un juge répressif dans quelque théorie que ce soit. Ce n'est pas l'irresponsabilité provenant du secret des délibérations qui donnerait quelque force réelle à la collégialité pour individualiser les peines aux délinquants qui lui sont présentés. Si l'irresponsabilité couvre les magistrats et se trouve être le complément de la délibération et de

son secret, si elle peut assurer l'impartialité des juges contre des pressions extérieures, difficiles à écarter comme elles le mériteraient, si elle peut garantir l'indépendance des magistrats contre un gouvernement plus soucieux de sauver ses amis que de faire rendre la justice, il ne faut pas non plus qu'elle soit une raison de paresse pour les magistrats et une certitude d'impunité pour des négligents. La collégialité couvre une mauvaise justice, provenant de délibérations insuffisantes, conduisant à une tarification des peines dans les tribunaux des grandes villes, où la justice répressive a un rôle important à jouer en raison du grand nombre des délinquants. Elle protège en outre les mauvais magistrats qui, descendant au-dessous du médiocre, n'hésitent pas à cacher leur incompétence en se faisant paresseux. Les chefs ne font que des rapports élogieux, aussi ce n'est pas de cette façon que le mauvais juge peut se reconnaître. Il pourra donc jouir longtemps d'une impunité certaine. Pour les bons juges qui, par principe, ne doivent pas être les plus nombreux, puisque certaines qualités sont absolument nécessaires pour mériter un tel qualificatif et que le traitement proposé ne répond guère à cette valeur, cette irresponsabilité est un désavantage puisqu'elle empêche le choix des meilleurs pour un avancement plus rapide. La délibération est secrète et le bon juge, autant que le mauvais ou le paresseux, est l'auteur présumé de la décision collective, même s'il l'a combattue. La recherche des responsables d'une mauvaise décision ne pouvant se faire, étant contraire au secret de la délibération et de l'irresponsabilité en résultant, le bon juge ne peut montrer sa valeur et la faiblesse du mauvais juge ne peut se découvrir. La collégialité deviendrait, à ce moment, néfaste pour la société, d'autant plus qu'il y aurait alors dans la magistrature plus de mauvais juges ou de juges inexpé-

rimentés que de bons juges, ces derniers préférant des carrières où le mérite est plus favorisé. Aussi il a paru nécessaire de transformer cette collégialité, cette pluralité des magistrats où les membres étaient égaux en une collégialité mitigée où en fait, le président fait tout et où les assesseurs ne sont là que pour le contrôler ou le conseiller. Les assesseurs ne sont plus des égaux, mais des sortes de confidents, des gens de bons conseils, dont l'avis mérite d'être pris en considération dans les cas difficiles. Ceci d'ailleurs le résultat normal auquel doit conduire la collégialité. Il est certain que parmi les trois magistrats composant un tribunal, il y en aura toujours un plus actif, plus habile, plus compétent que les autres et celui-là prendra peu à peu une autorité croissante sur ses collègues. Pour éviter que ce juge occupant ainsi le commandement du tribunal ne soit en fait le plus hardi, le plus mauvais, le plus sévère ou le plus bienveillant réussissant à faire ce qu'il veut parce qu'il est le plus actif, on a préféré désigner par une nomination, par un grade hiérarchiquement plus élevé, par une rémunération plus importante, celui qui devait tenir l'audience et recueillir l'avis des autres magistrats. Il était le chef du tribunal et c'était ainsi consacrer une sorte d'unicité de juge dans un tribunal collégial.

Pour maintenir la collégialité dans son essence, et malgré cette énorme dérogation, le secret des délibérations et la décision collective furent conservés. L'irresponsabilité, conséquence directe de cet état de choses, demeura pour le plus grand mal de la justice. Et pourtant la plus grande partie du travail est faite par le président, qui possède le dossier de l'affaire, dans lequel se trouvent tous les renseignements utiles (?) pour connaître l'accusé, qui interroge en connaissance de cause et, pour certaines raisons précises, les témoins

qui ont été appelés. La plupart des affaires sont vivement menées, l'interrogatoire de l'inculpé et des témoins se fait rapidement, les avocats ont la « patience » d'être brefs, le Ministère public ne dit mot, le président indique une peine à voix basse à ses assesseurs, qui ne peuvent qu'approuver, ne connaissant l'affaire que par ce trop bref raccourci, puis la répète à voix haute : l'affaire est jugée ! Il y a trop d'affaires pour perdre son temps et de plus les affaires sont le plus souvent trop simples pour mériter une délibération que tout semble désirer supprimer, aussi seul le président agit, détruisant une pluralité de façade. Déjà Bentham (1) écrivait : « Un des membres du corps, sous le nom de chef ou de président, expédie à lui seul en réalité la majeure partie des causes dans le train des affaires communes : il fait tout et les autres n'ont qu'à laisser faire ». En amenant des affaires trop peu importantes devant le Tribunal correctionnel, on oblige le Président à les liquider seul. En effet, elles ne peuvent nécessiter un grand développement d'une part, et de l'autre leur trop grand nombre empêcherait une grande extension de chaque affaire, même si elle était possible. Ainsi de toute façon, il y a toute une série d'affaires qui doivent, par suite de leur manque d'importance, passer trop vite devant les assesseurs pour qu'ils puissent se faire une opinion de quelque valeur. Le Président, possédant le dossier et l'ayant étudié, peut aller au contraire assez rapidement à régler les affaires. Il est certain alors que ce ne sont plus les trois magistrats qui jugent, mais seulement le Président et la collégialité n'est véritablement plus qu'un mot couvrant en fait l'unicité d'action et de jugement du chef du Tribunal.

Pour les affaires véritablement délicates, les assesseurs

(1) Bentham, *De l'organisation judiciaire*.

peuvent être d'un précieux concours pour leur Président. Malheureusement, s'ils peuvent être de bon conseil, n'oublions pas qu'ils s'adressent à leur chef, très respectueusement, pour lui donner leur avis, et que le souci d'une bonne justice et le désir d'un proche avancement peuvent les inciter à une prudente réserve, qui n'approuve, ni ne désapprouve. M. de Monzie dans son livre « Grandeur et servitude judiciaires » n'alla-t-il pas jusqu'à dire : « Je soutiens que le juge suppléant au Tribunal de Carcassonne, ne saurait, sauf pour une parade, pour une prime d'audience, confronter son opinion avec celle d'un gradé, à l'avis duquel son avenir se trouve lié par les règles de l'avancement judiciaire. Je soutiens qu'il y a pour une âme probe une singulière amertume dans cette contrainte de l'intérêt privé, dans cette obligation de conformisme, dans la contradiction entre le droit théorique et le pouvoir effectif qui sont dévolus à l'assesseur du tribunal, — suivante du théâtre classique ».

Cette question de qualités différentes des juges siégeant au même tribunal cause certainement une sorte de malaise quand on songe que ces différents magistrats qui contrôlent, soi-disant, leurs opinions et les confrontent, sont divisés par une hiérarchie qui fait que deux des juges sont dominés par le troisième qui, non content de leur être supérieur, leur donne encore des notes dont dépend leur avancement. Cela certainement renforce le Président dans son rôle de juge unique, se contentant d'un hochement de tête des assessesseurs comme acquiescement. D'ailleurs, de toute façon, le contrôle et la délibération ne peuvent être qu'assez incomplets, puisque le dossier se trouve toujours entre les mains du Président et que dans ce dossier se trouvent les renseignements sur l'inculpé. Il y a notamment le rapport de police, mal fait généralement, qui éclaire, sous un faux jour, l'homme

que l'on va condamner, mais enfin qui renseigne tout de même un peu sur sa vie passée, sur son milieu, sur ses habitudes. Le malheureux assesseur ne trouvera pas tous ces éléments en suivant attentivement l'audience rapide qui se déroule sous ses yeux, et il pourra avec d'autant plus de force, d'autant plus d'énergie, hocher respectueusement la tête à la décision du Président qu'il n'a pas d'éléments suffisants pour la contredire. D'ailleurs, à quoi lui servirait une contradiction inutile avec ce Président qui peut faire ce qu'il veut, ayant les renseignements et prétendant avoir l'expérience, et en outre le mal noter, le classer comme esprit indiscipliné, n'ayant aucune des qualités nécessaires pour tenir sa place dans la Magistrature. Aussi la solution la meilleure semble d'approuver autant qu'il le faudra et autant qu'il le voudra. Pourtant, lorsque, dans une affaire grave, des détails délicats pourront se présenter, l'assesseur sera consulté et donnera avec profit son avis. Cependant ce ne sera pas une véritable délibération, car si chacun des assesseurs pourra donner son avis et le développer, il n'en est pas moins vrai que c'est l'avis du président qui prévaudra dans presque tous les cas, un des assesseurs finissant toujours par se ranger aux raisons du chef. Dans ces conditions d'existence larvée, l'assesseur est poussé à ne regarder l'audience que de très loin et à ne penser qu'à ses affaires personnelles à travers le bruit de l'audience, l'interrogatoire de l'inculpé qui ne lui apprend presque rien, le résumé et les questions du président, les explications embrouillées de cet individu qui comprend mal ce qu'on lui demande, les plaidoiries des avocats, défendant avec un talent parfois discutable, une cause qui les intéresse plus ou moins. Une douce paresse le gagne, faite de la sécurité de son emploi, de son avancement certain, et de son irresponsa-

bilité non moins certaine. L'assesseur trouve alors que l'audience est longue, car lorsqu'on ne fait rien, le temps paraît toujours plus long. N'est-il pas d'ailleurs l'élève de ce professeur qu'est le Président? Si c'est là ce qu'il apprend, nous dirons que c'est insuffisant et qu'il est bien fâcheux de donner aux magistrats de telles tendances et une telle formation. Plus tard, lorsqu'il sera président d'un tribunal dans une ville importante, il lui faudra oublier son rôle passif, ses habitudes de scepticisme souriant pour chercher à faire à lui seul une justice digne des trois magistrats composant le tribunal. Les assessesseurs ne peuvent être qu'occasionnellement utiles, lorsque l'affaire est particulièrement délicate et prend un développement susceptible d'éclairer les assessesseurs au cours duquel le président aura le loisir en quelques mots de les mettre au courant des points importants du dossier. Il peut d'ailleurs arriver que ce Président, qui fait tout, se tire à merveille de sa tâche répressive, qui n'est heureusement pas trop difficile, puisque tout consiste à découvrir la peine se trouvant dans le Code pénal à l'article punissant l'infraction commise, et à l'adapter à l'individu suivant une tarification indiscutée depuis longtemps. Cette tarification varie d'ailleurs suivant les tribunaux, ce qui est tout à l'honneur de l'indépendance des magistrats. Mais, du point de vue de la justice, ce tribunal collégial devenant unique, par la volonté non exprimée de tous ses membres, est tout à fait néfaste. Ce président, n'étant pas contrôlé par ses assessesseurs, restant protégé par l'irresponsabilité s'attachant à sa décision qui n'est plus collégiale que pour l'opinion publique, pouvant se dire que s'il commettait une injustice, elle serait réparée en appel, est un magistrat redoutable pour la liberté et l'honneur des justiciables. Et dans les cas où la justice

n'est pas spécialisée comme en France, cette justice peut être tout à la faveur de substituts anciens collaborateurs du Président actuel ou du Procureur qui lui est hiérarchiquement supérieur. — Cette justice a été déplorable, qu'on en juge par Mr. Donnedieu de Vabres écrivant dans « La justice pénale d'aujourd'hui » : « Engourdi dans son insensibilité créée par l'habitude, le juge se résigne à son rôle médiocre de distributeur de courtes peines. La peine devient l'application d'un prix courant après vérification sommaire de la marchandise. Ainsi se multiplient les petites erreurs de la correctionnelle, erreurs petites par le taux des condamnations prononcées, mais combien fécondes en tristes effets ».

On a cherché des palliatifs à cette puissance du Président se dégageant d'une collégialité mal appliquée. Dans les tribunaux importants on a inventé le roulement, qui empêche les magistrats de se spécialiser dans une branche et de perdre contact avec l'autre, ce qui peut être considéré comme nécessaire, si l'on songe que le juge civil peut devenir pénal, ou que l'inverse peut se produire. Ce roulement des magistrats d'autre part, cherche à lutter contre l'influence que peut chercher à prendre le Président sur ses assesseurs. On a pensé que des assesseurs nouveaux auraient tout au moins dans les premiers temps, une indépendance plus certaine, un intérêt plus soutenu pour essayer de comprendre les affaires leur passant sous les yeux à l'audience. Le contrôle exercé sur le Président ne devait plus être aussi théorique et la délibération ne serait plus une formalité, un geste vague, interprété comme une approbation. On avait espéré que le Président chercherait à initier ses nouveaux assesseurs à son travail, à les charmer par sa largeur d'esprit et qu'ainsi une collaboration fructueuse pourrait se produire.

Hélas ! le rôle est plein à craquer, les affaires doivent être expédiées rapidement, les assesseurs sont inexpérimentés et parfois boudent d'avoir été envoyés à une chambre correctionnelle, autant de raisons pour le Président de ne pas changer ses méthodes et ses pratiques. La justice répressive est rendue alors aussi rapidement qu'il est possible de le faire, et aussi bien que le Président le peut, c'est-à-dire assez mal. Et pourtant, il ne s'agit pas d'atteindre un but bien difficile. Il faut simplement à la faute commise par l'individu proportionner une peine que le législateur a pris soin de spécifier et de limiter en fixant un maximum. Le minimum ne sert à rien par suite de la possibilité du juge d'accorder les circonstances atténuantes. Il est nécessaire d'individualiser grossièrement cette peine prévue par le Code pénal. Le Président le pourrait, mais n'a pas le temps et la tarification remplace l'individualisation, qui ne se montre plus que par l'octroi ou le refus des circonstances atténuantes. Le but n'est pas atteint.

Et comment supposer, si un but aussi simple n'a pu être atteint, qu'il sera possible à cette fausse collégialité d'arriver à un résultat beaucoup plus difficile à obtenir et exigeant des recherches et des efforts plus considérables ? L'individualisation de la peine est absolument nécessaire lorsqu'on a le désir d'appliquer à un délinquant une mesure de sûreté susceptible de préparer son reclassement social. Comment arriver à une solution avec la pluralité des juges au tribunal, délibérant à perte de vue des moyens qu'ils connaîtraient, puisque ce seraient nécessairement et indispensablement des juges spécialisés et professionnels qui rendraient la justice répressive. Les résultats obtenus avec les juges non spécialisés peuvent nous renseigner sur ceux que pourrait nous donner un tribunal

composé de magistrats spécialisés. Il y a tout d'abord lieu de remarquer que la spécialisation ne serait certainement pas très forte, par suite de la faiblesse des diplômes demandés aux futurs juges répressifs, si ceux-ci devaient être aussi nombreux que la collégialité l'exige. Il est vrai que certains peuvent faire le raisonnement qui a déjà été fait pour les juges non spécialisés. Le nombre doit remplacer les qualités de compétence qui semblent manquer à chacun des éléments de ce tribunal et doit donner une réelle valeur à la juridiction ainsi composée. Malheureusement il est à prévoir que ces juges spécialisés retomberont dans les mêmes errements que leurs collègues non spécialisés de tout à l'heure. Il y avait des raisons, des causes certaines aux défauts relevés et devant ces obligations de célérité dans le cours de la justice, tout tribunal à la forme collégiale doit trébucher. S'il y a des tribunaux également encombrés de magistrats répartis en quelques chambres insuffisantes et un grand nombre de causes à juger, ces chambres ne pourront arriver à donner une décision à chaque affaire qu'en allant très vite et pour aller vite, il faut qu'un seul décide, agisse sans avoir besoin d'abord d'expliquer l'affaire à ses collègues, puis de délibérer avec eux sur la mesure de sûreté, nécessitée par l'état moral du coupable après être arrivé à un accord sur la culpabilité. Et alors il faudra à nouveau que ce soit le Président qui possédant le plus de renseignements sur le coupable, prenne la décision rapidement et au petit bonheur. Or, combien néfaste deviendrait une justice qui, chargée du relèvement moral de l'individu, pourrait prendre cette décision avec une rapidité dangereuse pour le but même de cette institution. Vouloir relever moralement un individu pour le reclasser socialement exige évidemment un très

grand soin et une très grande compétence pour déterminer la mesure de sûreté nécessaire. — Nous avons vu que la collégialité, si elle pouvait nous accorder au besoin une spécialisation, ne pouvait en tout cas nous donner la compétence cherchée et nous nous apercevons maintenant que nous ne trouvons même pas chez elle le soin désiré pour mener à bien cette œuvre de justice. Il est vrai que certains pourront objecter que la délibération peut avoir lieu en augmentant le nombre des tribunaux et en faisant attendre un peu plus longtemps les justiciables. Cela ne nous semble nullement réalisable. Il y a déjà trop de magistrats et augmenter leur nombre risquerait encore d'abaisser leur compétence qui n'est déjà pas toujours suffisante. De plus nous pensons que ce système ne peut être adopté sans amener encore une baisse du traitement, qui serait aussi inacceptable pour les magistrats qu'une diminution de la qualité de leurs juges pour les justiciables. D'ailleurs même en supposant que l'on puisse mettre une organisation semblable de la justice en service, avec des juges capables, nous ne voyons pas très bien à quoi mèneraient les interminables délibérations de ces magistrats consciencieux, confiants chacun dans leurs méthodes, dans leurs opinions sur le coupable. Il est en effet à remarquer que, plus on s'éloignera des constatations grossières, et plus on trouvera de divergences dans les opinions des différents juges, et sur la valeur morale du coupable et sur les moyens à employer pour le relever. La délibération pouvait encore s'admettre lorsque les points sur lesquels les juges avaient à s'étendre, étaient soigneusement limités, mais lorsque les pouvoirs des magistrats s'étendent, par suite de la confiance qui leur est faite et du but considérable qu'ils ont à remplir, a délibération devient non seulement inutile, mais encore

nuisible par le compromis auquel elle conduit. La solution moyenne, résultat d'une longue délibération, ne peut chercher à lutter efficacement contre certains points faibles relevés chez le coupable, par suite du désaccord des juges sur ces défauts à constater. Et s'il n'y a pas délibération, admettre ensuite qu'aucune responsabilité ne pourra incomber au Président, ayant seul décidé de la peine à prendre, parce que, seul, il possédait des renseignements pouvant le guider sur le délinquant, sur son état moral, sur ses qualités et sur ses vices, nous semble une injustice peu commune. L'irresponsabilité ayant pour base une délibération-fantôme, ne peut être admise lorsqu'il s'agit d'une condamnation ayant un tel but social. Le juge doit prendre une mesure de sûreté et doit en être responsable. La société ne peut pas lui confier un pouvoir si considérable et si large sans exiger de lui un certain nombre de garanties de compétence et d'impartialité et sans se réserver une sanction efficace en cas de manquement à ces conditions indispensables de juge. Pour cela il faut nécessairement que la responsabilité du juge puisse être cherchée et trouvée. Il ne faut pas qu'elle se heurte à un mot talisman « secret de la délibération » protégeant le juge contre les fureurs d'un gouvernement excédé de ses fautes, mais couvrant le corps entier de la magistrature de la défaveur de l'opinion publique.

Nous voyons donc que la collégialité ne peut en aucune façon tenir le rôle que nous avons fixé au tribunal répressif, et que, par ses faiblesses, par ses lenteurs, elle ne pourrait être que nuisible au bon fonctionnement de la justice pénale. Ce que la collégialité n'a pu nous apporter, peut-être le réaliserons-nous avec le juge unique qui serait un juge siégeant seul dans un tribunal et rendant seul ses sentences.

Le juge unique

Avant d'étudier les différents systèmes et applications du juge unique, qui ont été faites dans les tribunaux répressifs, il convient d'indiquer que nous nous trouvons plutôt en face d'une tendance que d'une réalisation définitive. Dans la plupart des pays dont nous allons examiner les tribunaux répressifs, nous verrons que nous sommes en présence d'un essai de juge unique quand il s'agit d'une compétence correspondant aux délits jugés par nos Tribunaux correctionnels. Cet essai n'a rencontré que peu d'opposition et a même remporté un certain succès dans quelques pays. Avant d'étudier ces essais, il convient de faire remarquer que si le juge unique est très ancien, puisqu'il existait à Rome, il ne faut pas en conclure que la pluralité de juges est un progrès. Le juge unique existe, en effet, dans toutes les législations pour juger les infractions simples, qui n'impliquent pas une volonté délictuelle chez le coupable. Mais ces infractions simples comprennent souvent non seulement toutes les infractions que nous rangeons parmi les contraventions, mais encore un certain nombre de délits graves ou n'entraînant pas de peines considérables. Il y a toujours lieu de tenir compte dans cette étude que les juges, dont nous allons nous occuper, sont toujours des juges ayant pour but de condamner à un châtiment punissant l'individu coupable, en proportion de l'infraction commise et du trouble causé dans la société. L'élément intentionnel ne jouait déjà tout à l'heure qu'un petit rôle, puisqu'il ne servait qu'à préciser la responsabilité de l'individu fautif et à lui faire accorder ou non les circonstances atténuantes. Nous voyons alors qu'il n'y a pas une bien grande différence entre le juge de simple police et le tribunal correctionnel, d'autant plus que le juge unique des contraventions, c'est-à-dire le juge de paix a même l'usage des circonstances atténuantes pour

éviter d'avoir à prononcer trop fréquemment des peines de prison. Pourtant en France, il y a une énorme différence entre la compétence du juge de paix jugeant en simple police, et celle du Tribunal correctionnel. Le juge de paix français ne connaît que de toutes petites affaires. Le tribunal correctionnel juge au contraire presque tout : d'abord les infractions dans lesquelles se trouvent une intention coupable, ensuite des crimes que l'on correctionnalise pour en assurer la répression, enfin des contraventions visant des industries ou des commerces que la loi a voulu spécialement protéger en classant les infractions commises à leur préjudice dans la catégorie des délits.

Les anglo-saxons, plus logiques que nous, ont fait une distinction entre faits graves appelant la compétence d'un juge, aidé d'un jury, et infractions bénignes laissées à un juge de paix.

Aux Etats-Unis (1), nous avons vu que les juges de paix des Etats peuvent donner aux prévenus, convaincus de petites infractions, qui seraient classées en France comme délits, des peines dont le maximum varie de 7 dollars d'amende et trente jours de prison à 500 dollars et 1 an de prison, suivant la compétence plus ou grande du juge unique dans les différents États. Il est vrai que leurs décisions peuvent être frappées d'appel devant la juridiction de 1^{re} instance. Notre juge de simple police peut aussi voir faire appel de ses décisions dans certaines conditions, et pourtant, les peines qu'il peut donner ne vont pas jusqu'à six jours de prison et seize francs d'amende, qui sont déjà des peines correctionnelles.

De même en Angleterre (2) nous voyons une compétence

(1) Nerinx ; *L'organisation judiciaire aux Etats-Unis*.

(2) de Franqueville ; *Le système judiciaire de la Grande-Bretagne*

beaucoup plus étendue des magistrats des cours de police, qui siègent seuls et sont de véritables juges uniques. D'après l'act. de 1879 sur la juridiction sommaire, ils peuvent juger indépendamment des enfants, pour lesquels leurs pouvoirs sont très étendus, les adultes pour des vols de peu de valeur. Ils connaissent aussi des voies de fait n'ayant pas entraîné de graves blessures, de l'ivresse, du tapage, du vagabondage et même des délits contre la propriété, des délits et contraventions aux lois sur l'assistance publique et sur l'instruction élémentaire, des infractions aux lois relatives à la chasse et à la pêche, à l'obligation de se vacciner, à la protection des animaux, aux repos du dimanche, aux mesures sanitaires, au recel et à combien d'autres encore. Le maximum de la peine encourue est de trois mois de prison avec travail pénible. Lorsque le délinquant ou contrevenant plaide coupable, cette peine peut aller jusqu'à six mois de prison. Pour les accusés de moins de 16 ans, les juges des cours de police peuvent aller jusqu'à l'infliction de 12 coups de verge. Toutes les décisions prises ainsi peuvent être déférées aux cours de sessoins trimestrielles qui ne peuvent les casser pour vice de forme, s'ils sont motivés en fait.

Nous nous apercevons combien sont différents et plus importants les pouvoirs de ces juges anglais des cours de police par rapport à ceux de notre misérable juge de paix dans son tribunal de simple police. Ce dernier ne peut condamner qu'à des peines si modestes qu'elles sembleraient dérisoires, si certains renseignements curieux et déjà anciens ne nous avaient été fournis par un ancien Greffier du Tribunal de simple police de Paris. A la séance de la société générale des prisons du 21 juin 1905 (1) le Greffier Bonnefoy venait

(1) *Bulletin de la Société Générale des Prisons*, 1905.

déclarer que par la récidive ou par le cumul des peines, le juge de simple police pourrait avoir à condamner à des peines considérables. Il citait différents cas, à l'appui de cette idée et indiquait notamment que le 10 août 1892, un individu avait été condamné à 291 jours de prison, que le 18 janvier 1893, un autre contrevenant avait eu 218 jours de la même peine. Le 25 janvier 1893, le juge de simple police avait porté une condamnation de 654 jours de prison et le 22 février de la même année, une peine de 662 jours. Ce sont des exceptions sans aucun doute et c'est pour cela qu'il convient de les citer. La compétence du juge de simple police semble en effet très limitée, ne portant que sur les contraventions et sur quelques très rares délits comme les infractions à la loi sanitaire sur les animaux.

Nous venons de voir que quelques Etats n'avaient pas hésité à confier à un juge unique certains délits que nous réservons aux Tribunaux correctionnels et par conséquent à la collégialité. En 1926, des décrets-lois essayèrent même d'instituer une réforme de la compétence du juge de paix français. La compétence des tribunaux de simple police était considérablement étendue, puisque le juge unique connaissait, en plus des contraventions, de tous les délits contraventionnels, c'est-à-dire des infractions aux lois sur la chasse, à la police des chemins de fer, à la loi du 8 août 1893, aux lois sur le séjour des étrangers en France, au Code du Travail, à la loi du 8 octobre 1919 visant le défaut de carte de voyageur de commerce. Cette extension de la compétence du juge de simple police ne dura que jusqu'en 1929, où les décrets-lois furent rapportés, non que les magistrats aient rendu une justice prêtant à la critique, mais pour des raisons de pure politique.

Après les pays utilisant le juge unique pour connaître des délits, en étendant sa compétence jusqu'à ces infractions, il

y a d'autres Etats qui ont préféré conserver une division nette en délits et contraventions, les premiers exigeant une intention délictuelle, alors que les secondes n'en auraient nullement besoin pour faire encourir une peine. Cette séparation permet sans aucun doute d'établir un double recrutement, l'un pour les juges inférieurs connaissant des toutes petites infractions non intentionnelles qui n'exigent pas une grande science juridique et l'autre pour les magistrats qui ont à prononcer des peines graves touchant à l'honneur et à la liberté des citoyens. Pour les justices collégiales, c'est certainement un moyen d'éviter d'abaisser exagérément le niveau de la valeur des magistrats, qui deviendrait excessivement bas, s'il fallait pourvoir tous les postes de juges de paix de véritables magistrats ayant une grande compétence et une impartialité à toute épreuve. De cette façon aussi, on peut se contenter d'une justice économique, en faisant appel aux gens impartiaux, ayant quelques connaissances de droit et peu de prétentions. La justice collégiale ayant déjà un personnel trop nombreux, trouvait un grand avantage à cette séparation très nette entre les juges des contraventions et les autres magistrats. Mais comme il fallait lutter contre la lenteur des tribunaux collégiaux à juger les affaires qui leur étaient soumises, lenteur qui provenait essentiellement d'un gonflement excessif du rôle, on décida dans certains pays de décharger le tribunal collégial en soumettant les affaires particulièrement simples à un seul magistrat, faisant partie du personnel ordinaire des Tribunaux correctionnels. Les autres affaires, plus délicates ou entraînant des conséquences plus graves pour le délinquant, étaient laissées à l'appréciation du tribunal collégial qui, évidemment, pour un si mince soulagement, ne modifiait guère sa façon de juger qu'en écourtant un peu la trop longue audience.

En Belgique, où l'organisation judiciaire est sensiblement correspondante à celle existant en France, on a fait cet essai et, bien que l'institution du juge unique reste discutée, on peut dire que dans l'ensemble elle a donné satisfaction, puisqu'on propose de déférer à ce juge unique toutes les affaires correctionnelles, jugées peu compliquées par la Chambre du Conseil. D'après la loi du 25 octobre 1919, un juge unique désigné par le Président de la Cour d'Appel, qui nomme en même temps un suppléant, connaît des affaires de la compétence de la Chambre du Conseil, des divorces, des pensions alimentaires, des flagrants délits, des actions en validité de saisie, des infractions concernant des récidivistes et l'avis du Ministère public était obligatoire dans chaque affaire. Cette réforme avait été faite à titre d'essai et ne devait durer que pour la période comprise entre le 1^{er} décembre 1919 et le 31 décembre 1921. Depuis cette époque, elle a été constamment prorogée et étendue considérablement indépendamment du projet dont nous avons parlé tout à l'heure. L'avis obligatoire du Ministère public a été supprimé et ainsi le procureur ou son représentant reprend le rôle muet qu'il a en France dans la plupart des affaires correctionnelles. D'autre part le juge unique peut connaître de toutes les affaires réservées à la Chambre du Conseil et de toutes les affaires qui lui sont déférées par le Président du Tribunal, soit d'office, soit à la demande des particuliers, à l'exception cependant des affaires civiles consécutives à des délits de presse et à des causes de divorce ou de séparation de corps, qui peuvent présenter un caractère politique ou intéresser l'honneur des familles. Comme nous le voyons, ce juge unique, qui connaît des affaires correctionnelles, est un juge non spécialisé, ce qui ne semble pas à première vue une garantie de compétence et, pourtant, les résultats peuvent sembler satisfaisants,

puisque ce juge a vu non seulement ses pouvoirs maintenus, alors qu'ils ne devaient être que temporaires, mais, en outre, augmentés dans des conditions considérables. Il ne faudrait cependant pas s'exagérer le succès de ce système, qui peut provenir non de l'excellence de la nouvelle institution, mais de l'impossibilité de fonctionner normalement de l'ancienne. L'unicité du juge permet ici à la collégialité de vivre en restreignant un peu sa compétence trop étendue. Cela peut simplement prouver que l'on avait eu tort d'exiger la collégialité dans de trop petites affaires, alors que cette juridiction d'un ordre supérieur aurait dû se réserver les causes les plus importantes et les plus délicates. Cette tendance semble même s'affirmer dans les critiques qui ont été faites à cette nouvelle organisation et qui semblent viser davantage la division de la compétence que le principe même de l'unicité de juge pour les petites affaires correctionnelles. On a trouvé avec juste raison que le juge unique ne semblait pas particulièrement indiqué pour connaître des affaires concernant les récidivistes, qui auraient dû être laissés à un tribunal plus nombreux et présentant plus de garanties de compétence et d'impartialité. Et pourtant, malgré ces imperfections, ce système semble avoir donné de bons résultats avec un juge non spécialisé. Comment ne pas penser alors qu'un juge spécialisé pourrait trouver une solution juridique et juste à tous les problèmes qui lui seraient posés, aussi difficiles soient-ils !

En Suisse, depuis la loi du 3 mai 1876, les affaires par défaut sont jugées par un juge unique, ainsi que les individus ayant fait des aveux.

En Autriche, la loi du 5 décembre 1918 a décidé que les infractions de peu d'importance, ayant une procédure peu compliquée, seraient portées devant un juge unique, si le Procureur l'exigeait, ou si la pénalité consistait en une

amende ou une peine de prison de moins d'un an, tandis que l'on conservait la collégialité pour les affaires plus importantes.

En Roumanie (1), il y a deux sortes de Tribunaux correctionnels : les tribunaux d'arrondissement où un seul juge connaît des affaires pénales les moins importantes et les moins compliquées et les tribunaux départementaux qui jugent en première instance les affaires correctionnelles les plus importantes et qui connaissent en appel des affaires jugées par les tribunaux d'arrondissement lorsque l'appel est prévu. Deux juges siègent au tribunal départemental et, en cas de divergence entre eux, un troisième magistrat est ajouté au tribunal pour les départager ; et d'après les hauts magistrats roumains que sont Messieurs Chiselitza, Apresco et Georges Clod, les roumains seraient tellement satisfaits de l'œuvre accomplie par le juge unique au tribunal d'arrondissement, que l'on penserait à introduire cette institution de l'unicité de juge au tribunal départemental fonctionnant comme juridiction de première instance.

Mieux encore, dans les colonies françaises, le juge unique remplace les Tribunaux correctionnels, ce qui semble le point le plus achevé de notre étude et le plus remarquable. Certains feront remarquer avec justesse que le juge unique a une compétence restreinte dans les colonies plus évoluées, alors qu'au contraire, elle est très étendue dans les colonies peu évoluées. On pourra en déduire un peu rapidement que la civilisation exige une justice collégiale, alors que les peuples encore barbares peuvent se contenter du juge unique. Cette opinion nous semble assez fausse et au contraire, nous pensons que c'est pour donner plus d'autorité et plus de force

(1) Congrès de Bucarest, *Revue internationale de droit pénal* 1929-30.

au juge des colonies les moins civilisées, qu'on a laissé à un homme seul cette lourde tâche de rendre la justice. Certains auraient pu penser que la France instituait dans ses colonies peu civilisées un juge unique, parce qu'elle estimait que la justice serait toujours suffisante pour des peuples barbares. Nous ne pouvons admettre que la France néglige à ce point son rôle d'éducatrice et nous pensons au contraire que ces juges uniques ont presque une valeur d'éducateurs et que c'est là seulement qu'il faut trouver la raison de leur unicité.

En Algérie, nous avons deux sortes de juges de paix en matière pénale. Le juge de paix à compétence ordinaire connaît seulement des affaires de simple police. Au contraire, le juge de paix à compétence étendue empiète d'une façon déjà considérable sur les attributions ordinaires du Tribunal correctionnel. Il connaît des contraventions de la compétence du Tribunal correctionnel commises ou constatées dans son ressort, des infractions aux lois sur la chasse et de tous les délits n'emportant pas une peine supérieure à 6 mois de prison ou 500 frs d'amende. Cette compétence étendue du juge de paix ressemble tout à fait à ce qu'on a voulu introduire en France par les décrets-lois de 1926.

Dans les dépendances de la Guadeloupe : Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Marie Galante, les Tribunaux correctionnels sont remplacés par des juges de paix à compétence étendue.

Dans les autres colonies, les attributions du Tribunal correctionnel, du Tribunal civil de 1^{re} instance et du Président du Tribunal sont confiées à un seul magistrat appelé juge-président. Ce magistrat exerce aussi les fonctions de juge d'instruction, à moins qu'il n'ait un suppléant, qui s'en charge sous le nom de lieutenant de juge. Les fonctions de juge-président et de juge de paix sont même remplies dans

les centres peu importants par un juge de paix à compétence étendue.

Nous voyons donc que le Tribunal correctionnel peut très bien fonctionner d'une façon correcte, ne prêtant pas à une critique acerbe, lorsqu'un seul juge remplace les trois magistrats que l'on a l'habitude de voir aux audiences métropolitaines. Ce juge unique n'a d'ailleurs pas à juger que des indigènes ; il connaît des délits de Français qui seraient de la compétence d'un tribunal de trois juges, s'ils étaient connus dans la métropole. D'ailleurs, il y a lieu de remarquer qu'une grande partie des indigènes peuvent se prévaloir de la qualité de Français. Aussi nous pouvons prétendre que la France n'avait pas le droit de donner une justice inférieure à ses colonies, si elle estimait ainsi le juge unique. Ne pouvant admettre cette idée, nous estimons, comme nous l'avons dit plus haut, que le rôle de juge est plus étendu dans les colonies, parce que ce magistrat n'est pas seulement chargé d'appliquer une justice répressive à des gens informés du mal social qu'ils commettent, mais parce qu'il doit, avant de les punir, chercher à leur faire comprendre le grand préjudice qu'ils causent à la société, pour un tout petit profit personnel, ce que lui, juge, est chargé de leur faire expier terriblement. Le juge unique doit compléter l'instruction civique de ce citoyen trop hâtivement formé, et c'est dans ce rôle d'éducateur qu'il doit être nécessairement seul. De même notre juge répressif, ayant pour but, dans son rôle de rééducateur, le relèvement moral de l'individu et son reclassement social, a besoin d'être un juge unique.

Inconvénients du juge unique

Cependant, avant de fixer définitivement notre choix sur le juge unique, il importe d'examiner pour quelles raisons la

plupart des Etats, après s'être décidés pour la collégialité des juges au Tribunal correctionnel, et, devant les défauts de cette institution, être revenus à l'unicité de juge, durent pourtant conserver la collégialité et n'ont fait au juge unique qu'une place restreinte. Nous devons nous demander quels sont les inconvénients, qui ont pu retarder la mise en application des théories nombreuses sur le juge unique et ne faire accorder à ce dernier qu'une compétence réduite, lorsqu'enfin, l'unicité de juge eût été admise à concourir avec la collégialité dans la noble mission de rendre la justice et de maintenir l'ordre. Il faut tenir compte que la pensée des législateurs, désireux d'établir une organisation judiciaire répressive, présentant les qualités de compétence et d'impartialité, était de lui donner pour but la protection de la société par un châtiment proportionné à la faute commise. Ils voulaient aussi un minimum d'individualisation de la peine pour protéger les droits de l'individu en tenant compte de sa responsabilité dans la commission de l'infraction. On devait donc attacher une considérable importance à l'impartialité. On pouvait craindre, si elle n'existait pas d'une façon absolue, des erreurs voulues, des acquittements de coupables ou des condamnations d'innocents. Nous avons vu que la collégialité assurait théoriquement l'impartialité. Nous devons nous demander si le juge unique n'est pas insuffisamment protégé contre la partialité et, de ce fait s'il n'existe pas, un véritable danger qui l'aurait fait, tout d'abord rejeter par nos prudents législateurs, toujours inquiets de l'influence que le Gouvernement peut prendre sur tout autre pouvoir. Et c'est bien là, en effet, le défaut principal du juge unique et la raison pour laquelle les différentes législations n'avaient pu admettre qu'un seul magistrat, susceptible d'obéir à certaines influences politiques, à certains préjugés,

à certains sentiments personnels, sans fondement moral et juridique, puisse condamner à des peines considérables un individu dont il aurait auparavant décidé de la culpabilité. C'était un pouvoir, qui semblait trop considérable, trop en dehors de l'humaine nature, pour le confier à un seul homme. Et c'est pour cela que les récentes législations qui ont introduit le juge unique pour connaître des affaires correctionnelles, ne l'ont fait que très timidement, se souvenant encore des dangers effroyables que peut soulever une justice partielle.

Un homme, appelé aux hautes fonctions de juger ses semblables, peut difficilement faire abstraction de ses sentiments personnels, de son milieu social, de ses croyances, de son éducation, de cet ensemble de qualités et de défauts qui le rendent différent des autres. En France, pour éviter l'affirmation d'une idée personnelle à travers la décision collégiale du tribunal qui devait être rendue conformément à une moyenne voulue et espérée, le législateur n'avait pas hésité à limiter les pouvoirs du juge dans des cadres extrêmement étroits. Lorsque les circonstances atténuantes furent créées pour donner plus d'indépendance au juge, on reculait, par cette liberté accordée au tribunal collégial, la possibilité de créer un juge unique en correctionnelle. On craint cet esprit particulier du juge unique, alors que l'on suppose l'impersonnalité de la sentence dans la collégialité et que cela suffit à rassurer l'opinion publique, même si on s'aperçoit que la justice rendue est mauvaise, même si on montre, si on prouve que cette collégialité est fictive et que la décision n'est que l'œuvre d'un seul magistrat. Au contraire, aussitôt qu'un magistrat est seul pour juger, l'opinion publique se sent alarmée de tout le poids de la volonté de cet homme, de la puissance extraordinaire que l'on a confiée à un seul citoyen. On s'inquiète de ce qu'il pourrait faire, s'il n'était pas

réellement impartial, ou s'il l'était seulement moins que ce que l'on pourrait espérer. On craint son caractère, ses habitudes, son esprit de classe, ses opinions politiques. On se dit aussi qu'il a trop de raisons pour être partial, pour qu'il ne le soit pas. Ruben de Couder ne disait-il pas du juge unique : « S'il est pauvre, on soupçonnera son désintéressement ; s'il est riche, on l'accusera d'ambition ; s'il est homme de mérite, on s'attaquera à ses ambitions légitimes. Il n'est pas d'honnêteté qui résiste au dénigrement et dans ce naufrage de l'homme... la justice ne tardera pas à voir sombrer sa propre considération ».

Nous voyons donc une sorte de choquante disproportion entre la faiblesse humaine et la toute puissance accordée au juge unique. Et, même si ce magistrat peut commander à ses sentiments, comment admettre qu'il pourra résister avec succès aux influences d'hommes politiques, capables de le faire avancer rapidement dans une carrière difficile, comment pourra-t-il éviter d'être faible devant les supplications des amis qui lui sont chers et qu'il aimerait à conserver et à aider dans le malheur ? Que viendra-t-il leur répondre, lorsque sa fermeté de magistrat lui aura dicté une décision contraire à leurs désirs ? Il n'y en a qu'un de responsable et ce ne peut être que lui. Aucune façon d'éviter cette responsabilité ! Et toujours sur cet homme trop puissant, la presse se déchaînera, le rendant responsable de ce qu'il fait, de ce qu'il laisse faire, de ce qu'il ne fait pas, attachant à ses décisions un caractère de partialité que le magistrat aura soigneusement évité, mais que chacun pensera découvrir dans chacun de ses actes. Ses opinions personnelles, laissées libres de s'exprimer dans toute leur injustice, ses amis, ses amitiés politiques entoureront sa fonction de juge d'une atmosphère de doute. Non seulement le juge unique pourrait faire

éprouver certaines craintes au sujet de son impartialité, mais sa compétence même pourrait être discutée. Il est certain, en effet, qu'un juge peut commettre une erreur de fait ou de droit, peut oublier une règle, ou ne pas remarquer un détail ou son importance. Ainsi sa compétence ne pourrait être que relative et, devant le fait à juger, elle ne serait plus aussi absolue qu'une bonne justice le désirerait.

En conséquence, disent les adversaires du juge unique, les risques d'erreurs sont beaucoup plus grands avec l'unicité de juge : d'une part, volontairement la décision peut chercher à favoriser, ou, au contraire, à atteindre trop sévèrement, certains individus rendus remarquables aux yeux du juge pour des raisons qui peuvent être d'ordres différents ; de l'autre, par suite d'une interprétation imparfaite d'un texte, d'une omission ou d'une raison quelconque, involontaire du juge, le jugement peut être faussé. Et ce sont ces raisons d'impartialité et de compétence, difficiles à trouver chez le juge unique, qui auraient limité sa compétence aux cas où l'honneur et la liberté des citoyens n'étaient pas en jeu, ou aux simples questions de fait, n'entraînant aucune sanction considérable pour le coupable.

Sans aucun doute, l'impartialité du juge unique dépendra de son recrutement et de la situation qui lui sera faite, tandis que sa compétence qui sera en rapport des connaissances exigées pour son entrée dans la magistrature, sera tout à fait variable suivant ce que l'on attendra de ce magistrat. Dans les systèmes actuels de justice répressive, on cherche encore à proportionner la sanction infligée au coupable à la faute commise et c'est là un rôle difficile à remplir à la satisfaction de tous. Peut-être doit-on estimer que le système de la moyenne, rigoureusement appliquée avec la collégialité, éloignera moins la décision prise de celle demandée par l'opinion

publique, que celle prise par un juge unique appliquant sa bonne volonté, son désir de bien faire, sa compétence et son expérience au cas présenté. Demander à un juge que sa sentence ne soit pas critiquée, dans des conditions semblables, peut sembler difficile. D'autant plus que dans la plupart des systèmes existants, le juge n'est même pas spécialisé, ce qui rend sa compétence assez illusoire et l'empêcherait certainement de tenir, à l'entière satisfaction de l'opinion publique, la fonction de juge unique dont il serait chargé. Il est, d'autre part, difficile d'admettre que les membres muets des tribunaux collégiaux puissent aisément occuper la place si délicate de juge unique. Il y aurait une trop grande disproportion entre leur rôle passé et celui que l'on exigerait d'eux subitement.

De plus comment les futurs juges uniques apprendraient-ils leur métier, puisqu'ils ne pourraient plus être les assesseurs d'un Président et suivre ainsi durant de longues années des cours payés. Comment l'opinion publique pourrait-elle accepter un seul juge où on l'aurait assurée qu'il était nécessaire d'en avoir trois, pour que la justice soit compétente et impartiale ? Comment admettre que ce juge unique, devant lequel se présenterait le coupable pour être jugé, soit un des membres de ces tribunaux collégiaux, qui avant cette réforme, réunissaient pour rendre une justice convenable une compagnie de trois magistrats ?

Nous voyons donc que les adversaires du juge unique critiquent en premier lieu la compétence et l'impartialité du juge unique et d'autre part, insistent sur les difficultés que rencontrerait une transformation du Tribunal correctionnel organisé en collégialité en une juridiction à juge unique.

Avantages et inconvénients du juge unique. — Discussion

Les partisans du juge unique semblent avoir répondu avec facilité aux objections soulevées par leurs adversaires, en ce qui concerne l'impartialité et la compétence, mais ont paru beaucoup plus gênés pour transformer en juges uniques des magistrats collégiaux. Nous trouvons représentés la plupart des avantages de l'unicité de juge dans le livre de Bentham « De l'organisation judiciaire ». Tout d'abord le juge unique aurait une plus grande conscience de sa valeur. Par suite de la puissance extraordinaire qui lui est donnée, il aurait une grande confiance en lui-même et pourrait ainsi tenir le rôle considérable qu'on lui a confié. Il aurait réellement l'impression que la sentence du tribunal est la sienne, qu'elle ne provient pas d'une combinaison, d'une moyenne d'opinions déformant sa pensée. Son jugement refléterait toute sa pensée, toute la bonne volonté dont il est animé avec le complément indispensable de son expérience et de sa compétence. Cette décision serait son œuvre à laquelle il apporterait d'autant plus de soins, que son jugement le jugerait, que la valeur de cette sentence prouverait la hauteur de celle du magistrat qui l'a faite. Le désir d'être égal à lui-même le pousserait à se dépasser, à rechercher avec fièvre les indices susceptibles de l'éclairer, lui donnerait l'envie légitime de montrer toute sa science et toute sa valeur. Et cette responsabilité devant ses chefs, devant l'opinion publique, lui donnerait la force suffisante pour mener sa tâche à bien, quelles que soient les difficultés qu'il pourrait rencontrer. Il saurait aussi que son travail, ses fatigues ne seraient pas inutiles, que, si l'irresponsabilité des décisions prises en collaboration ne le couvre plus, cela ne peut le gêner, puisqu'il est loyal, intègre et compétent. Cette responsabilité qui pèse sur ses épaules doit

marquer ses décisions de toute la sagacité, de toute la science qu'un homme instruit peut montrer quand il est digne de la fonction qui lui a été confiée. Et s'il ne l'était pas, si cet homme que l'on croyait au-dessus des autres par sa compétence et par son impartialité, se montrait indigne de sa situation, par sa nonchalance, par l'insuffisance de ses connaissances, par la médiocrité de son âme et de son esprit, ses chefs pourraient s'en apercevoir aussitôt et lui retirer cette mission qu'il est incapable de remplir. Il n'y a plus alors possibilité pour le magistrat médiocre, incapable de tenir honorablement sa fonction, de cacher son incompétence ou sa partialité qui, seule, pouvait excuser son avancement sous l'anonymat de la décision collective. Il faut montrer son vrai visage à ses chefs, à l'opinion publique qui peut critiquer et dénoncer la fausse valeur d'un juge. Ceux qui protègent pour être protégés à leur tour sont immédiatement découverts et punis en conséquence. Si le gouvernement ne veut ou ne peut les frapper, l'opinion publique les guette pour rappeler à temps voulu, la décision honteuse qui s'attache à eux. Le magistrat politicien dénoncé, l'incapable renvoyé, le corps de la magistrature se sentira fier de lui-même et digne du rôle important qu'il doit remplir, Si en effet on peut craindre la partialité du juge unique laissé seul devant une décision à prendre, il ne faut pas oublier que chacune de ses décisions peut être contrôlée et que si ses jugements sont trop bienveillants ou trop sévères selon le parti politique du coupable, une action rapide peut le déplacer.

D'ailleurs qui donc aurait l'audace de revêtir la robe de juge pour rendre une justice de partisans, alors qu'il saurait que ses intentions seraient rapidement découvertes et jugées et que la honte dont il se couvrirait devant l'opinion publique serait définitive? Le juge unique aurait plus de mal à se

défendre contre ses amis qui pourraient lui reprocher son attitude hostile rendue apparente par une décision indiquant sa volonté d'être impartial. Une telle idée montre dans quelle médiocrité est tombée la fonction de juge, puisqu'il est possible de supposer que des individus sans scrupules puissent compter sur l'amitié d'un juge pour obtenir des faveurs de la justice. Le jour où la justice sera rendue par une élite réellement digne de cette fonction, il ne viendra à personne la pensée de chercher dans l'amitié d'un magistrat la possibilité d'une impunité. — Les tendances personnelles du juge unique auraient pu aussi nuire à l'application d'une bonne justice aux délinquants. Il ne faudrait cependant pas considérer comme une honnête justice celle qui, dans des décisions moyennes, cherche l'expression d'un compromis entre les opinions des différents magistrats d'un tribunal collégial où l'on trouve par une tarification pratique le moyen d'éviter une discussion inutile et fatigante. Les décisions moyennes ont apporté les « courtes peines » qui, insuffisantes comme mesures répressives, ne réussissent, par la promiscuité des prisons, qu'à empêcher définitivement le relèvement moral du coupable. Elles déterminent aussi l'indifférence des juges pour une sentence anonyme à laquelle ils ne sont liés ni par l'opinion personnelle ni par la responsabilité. Si le juge unique, au contraire, devait rendre pour chaque affaire une décision particulière dans laquelle il fasse la part de la faute et celle du vice, dans laquelle il punisse, ayant réussi à comprendre toute la responsabilité de l'inculpé dans l'infraction, dans laquelle s'affirme sa conviction en l'innocence, la culpabilité ou la demi-culpabilité du délinquant, ce ne serait pas un mal de voir disparaître les décisions moyennes et ce pourrait être considéré comme l'apparition d'une justice convenable. Si, contrairement à ce que l'on pouvait

espérer, malgré le contrôle certain de l'opinion publique et de ses chefs, le juge unique, systématiquement, adoptait une position excessive en rendant une justice trop bienveillante ou trop sévère, il y aurait toujours la possibilité de lui retirer une fonction qu'il est incapable d'exercer avec la sérénité d'esprit nécessaire.

Et cette discussion sur l'impartialité nous conduit à la conviction qu'il est possible d'avoir un juge unique impartial en sachant bien le choisir et s'il répond bien à cette notion d'élite intellectuelle et morale qui semble contenue dans le titre de juge. L'impartialité obtenue à l'aide de faux fuyants, de décisions anonymes n'entraînant aucune responsabilité, ne peut couvrir une magistrature qu'en l'abaissant. Il est odieux de penser qu'il soit nécessaire de se cacher pour être impartial. Le juge unique, par sa décision, se montrera entièrement à l'opinion publique et ses actions ne pourront que le pousser au-dessus des passions humaines ou l'abaisser jusqu'aux louches combinaisons politiques. Ces juges ne pourront qu'être forts, puisqu'il ne leur sera plus permis d'être faibles, et le Corps de la Magistrature se sentira plus grand en face des autres pouvoirs concourant au bien-être de la Nation.

Pourtant, si le juge unique peut trouver en lui-même la force d'être toujours impartial, il semble indéniable que d'une part, sa compétence peut être prise en défaut, aussi savant qu'il puisse être, et que de l'autre, dans ses décisions, il y a une possibilité d'erreurs par suite de son estimation personnelle. La deuxième critique nous semble une mauvaise querelle, puisqu'il est absolument impossible de déterminer quelle est la quotité de la peine devant correspondre exactement à chaque infraction commise dans des conditions précises par un individu connu. D'ailleurs les décisions moyennes de la collégialité ne correspondent pas plus à une

véritable justice que les sentences d'un juge unique. La question de la compétence pose un problème plus délicat. La compétence du juge unique aura une très grande importance, car il ne pourra plus se reposer sur la science de ses collègues pour prendre ses décisions. S'il ne sait pas ce qu'il doit faire, personne ne pourra le lui dire. On pourra s'assurer de sa compétence par les diplômes exigés à l'entrée de la carrière, par un stage assez long dans les services de la Justice, par un concours au besoin, ou par un choix judiciaire qui semble préférable. Si le juge est professionnel et spécialisé dans les questions répressives, il y a tout lieu de croire qu'il ne sera pas inférieur aux juridictions collégiales actuelles. Aujourd'hui le Président de la plupart des Tribunaux correctionnels français est une sorte de juge unique qui a l'énorme avantage sur un juge unique ordinaire de voir sa décision personnelle qualifiée de collégiale et de jouir, grâce à cette heureuse dénomination, d'une irresponsabilité agréable à la médiocrité. Malheureusement quand c'est un bon magistrat, il a le grand ennui de ne pas être récompensé de ses efforts et de sa valeur. Le plus souvent il se tire de ses fonctions avec une médiocrité désespérante qui laisse indifférent le bon public et choque les criminalistes. C'est un juge non spécialisé et pourtant sa justice, sans être bonne, n'est pas assez mauvaise pour soulever la réprobation de l'opinion publique. Aussi peut-on espérer qu'un juge spécialisé aura la compétence nécessaire et une justice plus édifiante que celle qui ne connaît que les courtes peines, si déprimantes pour la morale, et si inutiles, quant à la valeur du châtement. De plus, même étant non spécialisé, le juge unique peut être préféré à la collégialité, puisque cette solution plus franche et plus nette oblige le magistrat à prêter grande attention à ses actes par crainte ou par désir du contrôle qui en sera fait.

D'ailleurs, il ne faut pas oublier que, avec le juge unique, les possibilités d'obtenir un bon recrutement de la magistrature et un relèvement sensible de la valeur des magistrats augmentent considérablement. Avec le juge unique, le personnel de nos tribunaux diminue dans la proportion du simple au triple et cela peut permettre d'éviter que, dans le corps de la magistrature, se glissent les médiocres. Un relèvement social des magistrats est possible, alors, par l'exigence de diplômes plus élevés. Les valeurs sociales, les hommes d'élite se dirigeront vers une magistrature honorée et puissante où le risque d'être traité d'égal à égal par un médiocre n'existera plus. En effet ce sont toujours les hommes les plus vulgaires qui, dans une fonction ou dans une profession, fixent la valeur de tout le corps ou de toute la corporation et c'est pour cela que les hommes de grande valeur n'aiment point porter les mêmes titres et exercer les mêmes fonctions que les médiocres.

Enfin, les traitements qui pourront être accordés seront d'autant plus considérables que le nombre des magistrats sera réduit. Et avec une rétribution plus en rapport avec la valeur exigée pour faire un bon juge, on peut espérer achever de retenir l'élite toujours tentée et sollicitée par les entreprises privées ou les fonctions libérales. L'honneur, attaché à une magistrature responsable et digne des qualités que l'opinion publique suppose en chacun de ses membres, et les possibilités d'une vie aisée, correspondant à la situation sociale occupée, doivent attirer les hommes d'élite. Les avantages de l'unicité de juges ne s'arrêteraient pas là et il est facile de montrer que le personnel restreint, demandé ainsi pour former un tribunal permettrait d'augmenter le nombre des tribunaux et, par cela même, d'éviter l'encombrement du rôle toujours néfaste pour les justiciables. D'autre part, il donne-

rait à chaque tribunal le temps nécessaire pour examiner plus soigneusement ses dossiers et, par conséquent, une garantie supplémentaire à la bonne marche de la justice. Le juge unigé n'aurait pas besoin de brusquer sa décision aux dépens de l'honneur et de la liberté des inculpés et chaque affaire serait étudiée avec toutes les précautions nécessaires pour éviter une injustice. De cette façon, la justice serait rendue certainement plus rapidement qu'avec le système de la collégialité conduisant à l'encombrement des rôles et aux jugements trop hâtifs, par suite du petit nombre des chambres au nombreux personnel. Bentham voyait même théoriquement une économie de temps réalisée par un juge unique, étudiant à fond son affaire et rendant ensuite une décision mûrement réfléchie, sur les juges collégiaux obligés de délibérer sur la culpabilité, puis sur la peine, avant de prendre une décision qui ne réussissait à satisfaire personne.

Enfin un dernier avantage, qui doit nous tenter spécialement, puisque nous avons admis que notre magistrat serait spécialisé dans les questions répressives, est la facilité d'établir une spécialisation. Il est, en effet, simple de faire, d'un seul juge, un spécialiste de certaines questions en exigeant de lui certaines connaissances spéciales qui peuvent paraître nécessaires pour le rendre parfaitement capable d'apprécier les affaires dont il devra connaître. Les juges collégiaux seront, au contraire, difficilement spécialisés par suite de l'important personnel, qu'il faudrait alors recruter et qui abaisserait d'une façon trop importante les traitements existants et déjà considérés comme insuffisants. Dans les grands tribunaux, cela ne serait pas une gêne, puisque certaines chambres sont uniquement correctionnelles, si les juges composant ces chambres n'y sont affectés que provisoirement. Dans les

petits tribunaux où certains jours, le tribunal devient correctionnel, après avoir été civil le restant de la semaine, combien de difficultés, d'impossibilités rencontrerait le législateur qui voudrait donner une justice éclairée aux justiciables ! Au contraire en admettant le juge unique, la plus petite division territoriale, prévue par l'organisation judiciaire, pourrait encore avoir un juge répressif et un juge civil. Cela ne ferait jamais que deux magistrats qui remplaceraient avantageusement la collégialité et ses trois juges ; d'autant plus que le ressort de nos juges pourrait être plus grand que celui attribué au tribunal collégial, rien n'empêchant nos juges uniques de devenir itinérants. D'autre part, il nous faut remarquer que la spécialisation du juge unique donne à celui-ci pour apprécier les affaires qui lui sont soumises une compétence plus grande, que l'expérience lui permet d'étendre et de développer progressivement. La pluralité de juges spéciaux, dans un même tribunal, ne pourra au contraire nullement augmenter leurs compétences qui se heurteront sans s'améliorer, chacun croyant savoir mieux que ses collègues. Et ainsi la durée des instances pendantes se prolongera par la politique des ajournements jusqu'au moment où le gonflement du rôle exigera, à nouveau et contre la volonté des magistrats, la pratique de la tarification et des courtes peines.

Au Congrès de Bucarest, Monsieur Jamutz Jamont (1), juge à la Cour Suprême de Pologne, a résumé les principaux avantages de l'unicité de juge : « une accélération du cours de la justice, la possibilité de réaliser des économies considérables en élevant les traitements, un accroissement du sentiment individuel de la responsabilité, l'obligation pour chaque juge d'approfondir chaque cause, sans avoir recours à

(1) Congrès de Bucarest, *Revue internationale de droit pénal* 1299-30.

l'aide de ses collègues, et de délibérer des jugements qui seraient l'expression indivise de sa conscience et non le résultat accidentel d'un vote, la possibilité de former une magistrature peu nombreuse, mais choisie ». Mais cet éminent juriste déclare ensuite que le juge unique ne sera possible que « lorsque le public aura une confiance absolue et illimitée en chaque juge particulier, lorsque le juge sera suffisamment indépendant pour connaître seul des causes, même les plus délicates sans avoir besoin de s'abriter derrière le secret du vote, par crainte de se compromettre vis-à-vis des autorités exécutives dont il dépend aujourd'hui de facto, lorsqu'on parviendra à supprimer définitivement les conditions anormales abaissant actuellement la magistrature et entravant l'accès de juristes éminents puisque, sans ceux-ci, le système des juges uniques serait pire que celui des cours collégiales ».

Cependant, nous avons vu tout à l'heure qu'un certain nombre de pays n'avaient pas hésité à donner une place plus ou moins limitée au juge unique, qui concourt maintenant avec la collégialité pour rendre la justice correctionnelle. L'idée de tous les législateurs et de tous les réformateurs est de faire cet essai pour montrer au peuple les qualités qu'il peut rencontrer chez le juge unique et lui donner confiance en la justice rendue par un seul magistrat. Progressivement, le juge unique connaîtra des affaires de plus en plus importantes. Les tribunaux à pluralité de magistrats verront leur rôle décroître jusqu'au moment où, leur nécessité ne se justifiant plus par suite de la confiance accordée au juge unique, toutes les causes répressives seront jugées par celui-ci. Il faut donc augmenter la confiance de l'opinion publique en un seul magistrat, jugeant dans un tribunal, pour que les affaires les plus compliquées et les plus délicates

soient laissées à son appréciation. Certaines éprouveront toujours une sorte de crainte à laisser un seul homme chargé de décider de l'honneur et de la liberté des citoyens, aussi éprouvé, aussi compétent que soit ce magistrat. Selon les pays, la répugnance sera plus ou moins grande et il est probable que les peuples latins où les individus ont une âme plus enflammée et des opinions plus violentes accepteront plus difficilement de laisser leurs droits à la disposition d'un homme à qui leur nature soupçonneuse refusera une confiance trop considérable. L'honneur et la liberté des hommes peuvent sembler des droits trop sacrés pour qu'un seul juge puisse décider de les retirer à ses semblables. Cette prudence est louable et nous comprenons fort bien que l'on hésite à généraliser le juge unique pour toutes les affaires correctionnelles, tant que le rôle du juge répressif sera essentiellement de proportionner la peine à la faute commise. Avec un tel but, le juge n'a qu'à condamner lorsqu'il sera convaincu d'avoir découvert le coupable de l'infraction commise et en condamnant, qu'à frapper ce coupable dans son honneur et dans sa liberté. Et il est aisé de comprendre l'idée de prudence retenant les législateurs avant de se prononcer définitivement pour un juge unique armé de tels pouvoirs.

Ayant donné un autre but à notre juge répressif, nous ne saurions rester insensible aux avantages du juge unique. N'ayant pas voulu faire de notre juge pénal un surhomme, chargé de dispenser les peines et de frapper dans leur honneur et dans leur liberté les coupables, nous pensons qu'il serait possible d'adopter sans danger pour les justiciables l'unicité de juge. Nous avons donné à notre juge un but élevé et éducateur qui cherche, non à abaisser les hommes ayant commis des délits, mais à leur appliquer des mesures de

sûreté capables de les relever moralement et de préparer leur reclassement social. Monsieur Magnol (1), professeur à l'Université de Toulouse, disait à ce sujet au Congrès de Bucarest, « N'y aurait-il pas dès lors avantage à faire décider de ces mesures par un juge unique, puisqu'elles n'ont rien de répressif, et qu'elles ne sont, pour la plupart, que des mesures de protection et d'assistance ? — Elles supposent une étude suivie de celui qui en a été l'objet pour connaître des effets à son égard de la mesure adoptée et pour savoir si elle doit être modifiée, supprimée ou au contraire prolongée au delà du terme primitivement fixé. Cette surveillance sera mieux assurée par un seul magistrat que par un collège de juges ».

Différentes raisons doivent nous obliger à préférer le juge unique à la pluralité de juges dans un tribunal ayant de tels buts. Il est, en effet, nécessaire d'avoir un personnel de choix pour mener à bien cette grande œuvre ; et il sera peut-être difficile de pourvoir convenablement chaque tribunal d'un magistrat compétent, sans encore réduire les possibilités d'atteindre une élite en allant chercher, avec la collégialité, une médiocrité assurée par le besoin d'un grand nombre de magistrats misérablement rétribués. Dans notre système la compétence, n'existant qu'avec la connaissance parfaite du coupable, est autrement importante, nécessaire et indispensable que l'impartialité. Pour avoir des hommes véritablement compétents, il est indispensable de recourir à l'unicité du juge pour choisir les compétences nécessaires parmi l'élite. D'autant plus que les mesures de sûreté, qui doivent être prises après une étude approfondie, éclairée par de nombreuses connaissances, que seule la spécialisation peut donner, ne pourraient supporter les délibérations de juges

(1) Congrès de Bucarest, *Revue internationale de droit pénal* 1929-30.

qui, non spécialisés, ne pourraient en connaître et spécialisés ne pourraient amener que des discussions inutiles. En effet, deux au moins des magistrats sur les trois composant le tribunal n'auraient pas les éléments nécessaires pour affirmer leur conviction, ni le temps indispensable pour étudier soigneusement l'affaire. Auraient-ils ce temps qu'ils se heurteraient sans profit réel pour le justiciable, chacun trouvant dans sa science les ressources nécessaires pour combattre la thèse de chacun de ses collègues. D'ailleurs nous avons vu les difficultés rencontrées pour avoir des juges véritablement spécialisés et compétents avec la collégialité et, au contraire, la facilité avec laquelle il était possible de concevoir un juge unique spécialisé. Dans ces conditions, il nous semble absolument nécessaire d'utiliser le juge unique pour donner à la justice les moyens de relever moralement les coupables et de préparer leur reclassement social. En effet, en donnant à la justice ce but de rééducation, la compétence du juge, faite de ses nombreuses qualités personnelles et des connaissances spéciales acquises pour remplir convenablement cette fonction, prend place avant l'impartialité que la collégialité prétendait particulièrement défendre. Peut-être, pour certains, les pouvoirs trop considérables du juge unique pourront lui faire prendre des mesures dommageables à l'activité des citoyens, puisque leur honneur ne saurait être mis en question dans la plupart des cas. Il peut y avoir de mauvais juges comme de mauvais médecins, mais le contrôle exercé sur eux devra les empêcher à jamais d'abuser des pouvoirs mis entre leurs mains par la crainte des sanctions que pourrait entraîner leur responsabilité.

Le rôle du juge répressif se limitera alors à apprécier la culpabilité de l'individu, les raisons qui l'ont poussé à commettre cette infraction et le traitement qui devra le corriger

et lui procurer les moyens de reprendre une place honorable dans la société. Notre juge unique, professionnel et spécialisé dans les affaires pénales, deviendra un homme de science et, dans quelques dizaines d'années, parler de son impartialité ne voudra plus rien dire, parce que la science existe en dehors de toute partialité et que la compétence exigée détournera de ces fonctions les hommes désireux de faire de la justice politique. Il ne sera plus question que d'une justice sociale rendue par un savant.

CHAPITRE V

Compétence du juge unique.

Il nous reste à déterminer avec précision la compétence de notre juge unique. Il semble, en effet, difficile d'admettre qu'il n'y ait qu'un seul juge en face de toutes les catégories d'infractions. Non que ce ne soit possible, puisque la compétence territoriale extrêmement limitée de notre juge répressif pourrait compenser l'exagération de sa compétence « *ratione materiæ* » ! Mais nous voulons un juge spécialisé dans les affaires répressives, désireux d'amender les coupables, ayant manifesté par des infractions une volonté dangereuse pour la société, et voulant les ramener par un traitement approprié à la vie sociale.

Limite inférieure : Magistrat inférieur.

Nous voyons immédiatement que les infractions commises sans intention coupable sortent de sa compétence et qu'il convient de les donner à un magistrat impartial, certes, mais qui ne sera pas obligé d'être spécialisé dans les affaires pénales et dont la compétence n'aura pas besoin d'être entourée d'autant de garanties que nous en avons exigées pour notre juge unique.

On peut se demander si les affaires soumises à ce magistrat sont véritablement pénales. Elles sont pénales en ce qu'il est nécessaire d'éviter leur répétition pour assurer l'ordre normal de la société. Le trouble causé est si petit quand il existe, l'intention coupable est si infime, qu'il est inutile de rechercher les raisons profondes de la commission d'une telle

infraction. Cette infraction résulte le plus souvent d'une ignorance, parfois d'un geste révélant plus souvent la nervosité ou l'état d'esprit spécial dans lequel se trouve durant quelques instants l'auteur de l'infraction. On ne peut pas combattre cette intention coupable efficacement. Elle révèle un moment précaire, une faiblesse d'un instant que l'on peut chercher à punir mais que le juge ne peut avoir la prétention de prévenir, parce qu'il n'existe aucune mesure de sûreté possible contre des individus normaux commettant une infraction sans grande gravité.

La mesure de sûreté est prise contre un individu qui par la commission d'un délit, fait grave, a montré une intention coupable permanente provenant de son état physique ou moral. On espère modifier l'esprit de cet individu, incapable tel qu'il est de vivre en société, en le réadaptant pour lui permettre une vie normale dans une société organisée. Au contraire, pour les infractions de peu d'importance, elles ne concernent le plus souvent que des gens normaux désireux d'éprouver un plaisir spécial à ne pas respecter un règlement ou une loi qui leur semble insignifiant. En outre, cela ne lèse personne ou si peu qu'il est difficile d'en faire état, sauf pour faire respecter la règle établie.

Des punitions doivent être prévues pour ces infractions. Elles ne peuvent pas être éducatives, puisque des gens commettant ces contraventions ne montrent nullement une intelligence dirigée délibérément contre la société.

Les peines doivent être alors purement répressives, ne cherchant pas à relever un individu, mais seulement à punir l'auteur d'une action préjudiciable à la société par l'esprit d'indiscipline qu'elle montre. Il faut un châtiment assez sévère pour inciter le coupable à ne pas recommencer et pour servir d'exemple aux autres par la crainte qu'il peut inspirer.

De plus, ces peines ne doivent, en aucun cas, porter atteinte à l'honneur du citoyen, puisque la pensée qui a présidé à cette action, quand il y en a une, n'implique pas une nature mauvaise et dangereuse. Peut-on aliéner la liberté du coupable pour ces sortes d'infractions sans gravité ? Il semble difficile de l'admettre, puisqu'en principe, il sera toujours possible de le punir autrement. Une amende, proportionnée à sa fortune ou aux revenus de son travail, nous semblerait plus juste et plus efficace. Ces coupables représentent généralement une certaine solvabilité, soit par leur capital, soit par leur travail, puisque ce sont des gens ayant une position normale dans la société et travaillant ou ayant une fortune suffisante pour vivre. Ainsi ils peuvent parfaitement être frappés dans leurs biens. L'avantage énorme est qu'il est possible de proportionner l'amende à la fortune du coupable. Au contraire, la liberté est un bien si précieux qu'il est difficile d'en laisser l'arbitraire à un juge dans un but purement répressif. Il est rare que la prison n'attaque pas l'honneur de l'individu qui y rentre pour une durée quelconque et aussi courte qu'elle soit. Aussi le législateur est obligé de limiter étrangement cette durée possible pour éviter que l'honneur du coupable ne soit atteint. Et comme il est toujours grave de toucher à l'honneur d'un individu même coupable, le juge hésitera à prononcer la peine de prison pour une faute peu grave. Or si le législateur intervient pour limiter la prison, il interviendra aussi pour fixer des limites à l'amende et à partir de ce moment, il est à craindre qu'il ne pense pas à indiquer la proportionnalité. Si une peine doit être certaine, c'est-à-dire si chacun doit être sûr qu'il y aura un châtiment à la suite de la commission de l'infraction, il est encore préférable que ce châtiment certain soit indéterminé quand il n'a pour but que de prévenir les infractions. La

crainte d'une peine que l'on ne peut pas estimer à l'avance, aura certainement une grande influence sur les audacieux. Les auteurs se plaisent à nous raconter qu'à la fin de l'Empire Romain, la valeur de l'amende fixe s'étant trouvée très diminuée par la baisse de la monnaie, certains chevaliers se promenaient dans les rues avec un esclave chargé de remettre 50 as aux personnes que leurs maîtres avaient giflées. Il y a peu de temps certains nobliaux se faisaient un plaisir de corriger, moyennant quelques francs, les gens qui leur déplaisaient. Il est pénible de penser que de telles scènes puissent se produire et il importe d'y remédier au moyen d'une amende variable et proportionnelle suivant la richesse du coupable. On arriverait ainsi à l'égalité des citoyens devant la justice répressive, en évitant de punir d'une égale sanction des riches, pour qui le sacrifice n'est rien, et des pauvres, qui devront faire un effort considérable pour payer cette amende.

S'il est facile de déterminer la peine convenant le mieux aux infractions sans intention coupable, il est assez délicat de trouver jusqu'où doit aller la compétence du magistrat inférieur et à quelles infractions doit commencer la compétence de notre juge répressif. Il serait simple de dire que, suivant que l'infraction sera commise ou non avec intention coupable, notre juge répressif en connaîtra ou au contraire s'en déchargera au profit du magistrat à compétence plus restreinte. Malheureusement, nous avons vu que, dans la plupart des infractions peu importantes, l'intention coupable existait déjà, mais qu'elle s'exerçait d'une façon si infime, que l'on ne pouvait réellement pas la considérer comme assez considérable pour chercher à relever moralement le coupable. D'autre part, le trouble apporté à l'ordre social est de peu d'importance et rien ne prouve que les manifestations de cette intention

coupable, à supposer qu'elle existe, se développeront jusqu'à devenir dangereuses. — Ce sera donc seulement lorsque les manifestations d'une intention coupable se révéleront comme apportant un trouble considérable à la société, que notre juge répressif interviendra pour chercher les mesures de sûreté capables de réduire cette volonté anti-sociale et de préparer le reclassement social du coupable.

S'il est à peu près impossible de déceler exactement la valeur et la force de l'intention présidant à une action, il est assez facile de concevoir à l'avance quel sera le trouble social, causé par la commission d'une infraction. Et c'est pour cela que presque tous les États ont classé les infractions d'après le trouble apporté par le coupable à l'ordre social. Lorsque le trouble est peu grave, la société fait agir le juge inférieur. Lorsque certains intérêts privés ou publics sont fortement en cause, elle réclame pour le coupable le tribunal de première instance. Lorsque l'ordre public est inquiété d'une façon dangereuse, la juridiction criminelle est seule compétente. En France, par exemple, le juge de simple police est compétent pour les contraventions ; les délits sont jugés par le Tribunal correctionnel et la Cour d'Assises connaît des crimes. On a dit ensuite que dans les contraventions il n'y avait pas l'intention coupable que l'on trouvait dans les délits et dans les crimes. Malheureusement, lorsque le législateur a voulu protéger quelqu'un ou quelque chose, il a eu tendance à faire franchir à l'infraction visée le niveau des contraventions pour lui donner la gravité d'un délit. — En France, il y était d'autant plus poussé que la protection, provenant des sanctions des contraventions, s'avérait inefficace par la faiblesse du châtement maximum. Il y a contravention lorsque la peine est au-dessous de 16 francs d'amende et de 6 jours de prison ! C'était trop peu et l'on assista à un gonfle-

ment exceptionnel du nombre des infractions considérées comme délits, alors qu'inversement les contraventions, qui auraient dû être fort nombreuses, restaient en petit nombre. Cela devait créer une grande confusion dans l'esprit des juges, toujours enclins à considérer les délits comme des faits graves. Pour arriver à ne pas punir de peines ridiculement faibles des actes qui n'indiquaient pas une volonté délictuelle bien précise, mais qu'il convenait de réprimer assez sévèrement, on fut obligé d'en faire des délits. — De plus, la classification en délits et contraventions fut trop nette, trop ordonnée pour correspondre avec quelque vraisemblance aux infractions avec ou sans intention coupable. Il est difficile d'admettre que l'intention coupable soit la même chez l'individu qui vole un objet à l'étalage d'un grand magasin et chez celui qui prend avec habileté un portefeuille dans la poche d'un passant. Elles sont de même qualité en ce sens que tous deux ont cherché à s'emparer du bien d'autrui, mais notre voleur du grand magasin n'a pas su résister à la tentation, faite pour l'amener à acheter et non à prendre sans payer, alors que le véritable voleur a cherché l'occasion de voler, sans que la malheureuse victime ait excité sa cupidité. — Si les circonstances atténuantes peuvent s'appliquer au coupable et abaisser la pénalité, il n'en reste pas moins certain que ces circonstances atténuantes devraient porter sur un délit plus faiblement sanctionné que le vol ordinaire. L'intention coupable du voleur d'un article à un rayon de grand magasin se résume dans le fait de ne pas avoir su résister à la tentation de se procurer un objet sans avoir de quoi le payer, ou, ayant l'argent nécessaire, d'avoir profité de l'absence du vendeur. On ne peut pas dire que ce soit une intention coupable tellement précise, qu'elle fasse courir un grave danger à la société. La sagesse de certains présidents amène parfois les

distinctions nécessaires, mais ce n'est pas toujours vrai, et la malheureuse femme de chambre qui a trouvé un billet de 50 fr chez son patron et se l'est appropriée, pourrait en faire la cruelle expérience. C'est un crime, heureusement correctionnalisé, pour la dignité de la justice et pour assurer une répression plus certaine. Mais le vieux proverbe « Qui vole un œuf vole un bœuf » risque de lui assurer un châtiment bien considérable pour ne pas avoir su résister à la tentation de conserver un objet trouvé, dont elle connaissait le propriétaire. La tentation sera encore plus grande et plus pressante lorsque l'objet trouvé n'aura que peu de valeur et que le propriétaire sera inconnu, et pourtant c'est encore un vol par rétention punissable d'un à cinq ans d'emprisonnement.

Nous pourrions citer à l'infini des exemples de ce genre, d'abord dans le cas particulier du vol et ensuite dans de nombreux autres délits. Il nous semblerait assez ridicule de supposer toujours l'intention coupable dans un délit de ce genre, mais il y aurait peut-être lieu de la supposer à priori en faisant faire des enquêtes sur la vie du coupable, et sur son état physique et mental.

Dans certains pays, on s'est rendu compte de la difficulté de la question de séparer la compétence de la juridiction inférieure de celle de première instance. Souvent les législations ont déclaré que le délit, portant sur une valeur inférieure à un chiffre assez bas, serait jugé par le magistrat inférieur. En Angleterre (1), les juridictions sommaires, cours de petites sessions à deux juges de paix ou cours de police à un magistrat, connaissent des vols n'excédant pas 2 livres sterlings, si l'inculpé accepte de comparaître devant cette juridiction. De plus un nombre considérable d'infrac-

(1) de Franqueville, *Le système judiciaire de la Grande-Bretagne*.

tions que nos lois ont classées parmi les délits sont jugées de cette façon. Il en est ainsi pour les voies de fait n'ayant pas entraîné de graves blessures, du vagabondage, des infractions aux lois sur la chasse et la pêche. Au Pérou (1), nous voyons que le juge de paix, élu pour un an, statue sur les matières pénales sans gravité et notamment sur les vols portant sur une valeur inférieure à 50 pesos. Aux Etats-Unis (2), le juge de paix connaît des petits délits pouvant être jugés sans jury, mais le nombre et la composition de ces délits sont trop variables suivant les Etats, pour que l'on puisse indiquer une limite précise. En Algérie, le juge de paix à compétence étendue juge tous les délits n'emportant pas une peine supérieure à six mois de prison et 500 frs d'amende.

Nous voyons donc que, dans de nombreux pays, les législations ont donné plus de pouvoir aux magistrats ne devant juger que les infractions sans intention coupable et que dans certains, comme l'Angleterre ou le Pérou, on a opéré des divisions de compétence dans certaines infractions ; au-dessus d'une certaine somme, l'infraction est jugée par la juridiction de première instance, alors que, au-dessous, le juge inférieur est compétent. Il est évident que les pénalités doivent varier en conséquence. En Angleterre, les condamnations pouvant être infligées par les juridictions sommaires vont jusqu'à six mois de prison, si l'accusé se reconnaît coupable et jusqu'à 3 mois lorsqu'il plaide non coupable. Aux Etats-Unis (2), selon les Etats, le maximum des pénalités varie de 7 dollars d'amende et 30 jours de détention jusqu'à 500 dollars et 1 an d'emprisonnement.

(1) Leroy, *Juge unique et réforme judiciaire*.

(2) Nerinx, *L'organisation judiciaire aux Etats-Unis*.

Cette organisation de la compétence nous semble déjà préférable puisqu'elle admet que l'intention coupable peut être considérée comme peu dangeureuse, malgré qu'elle ait conduit à la commission d'une infraction assez considérable quant à la forme du délit, mais minuscule quant à l'objet. Cependant, cette formule nous semble encore mauvaise. Nous avons condamné tout à l'heure la limitation des peines. Nous condamnons de même une limitation quelconque tenant soit à la qualité du délit, soit à la quotité. Il n'y a pas de quotité nette, précise, pouvant être déterminée à l'avance, à partir de laquelle l'intention coupable deviendra dangeureuse pour la société et sera susceptible de recevoir un traitement spécial pour l'annihiler définitivement. Il y a des individus commettant des infractions plus ou moins graves, qui montrent une intention coupable plus ou moins dangeureuse pour la société. Quelle que soit l'infraction, à moins qu'elle ne soit si grave qu'il ne puisse y avoir de doute sur sa valeur de crime ou, qu'au contraire, l'intention coupable soit si légère que l'on puisse l'écarter dès l'abord, le Parquet devra veiller à ce que tous les renseignements sur la vie de l'inculpé, sur son état moral et physique, puissent rapidement parvenir à notre magistrat répressif qui décidera de sa compétence. Lorsque l'intention coupable ne sera pas nettement établie ou paraîtra trop faible pour nécessiter des mesures de sûreté, l'affaire sera jugée par le magistrat inférieur. Notre juge répressif nous semble parfaitement qualifié pour découvrir si l'intention coupable est assez dangeureuse pour nuire véritablement à la société. La compétence pénale que nous exigerons de lui, son expérience lui feront aisément distinguer ce qui est préférable pour l'éducation du coupable et si cette volonté délictuelle est assez précisée pour constituer un danger pour l'ordre

social et pour l'individu lui-même. Nous voyons donc que la limite inférieure de la compétence de notre juge répressif ne sera pas aussi nette qu'on pouvait l'imaginer au début de ce chapitre, par suite de la grande relativité de cette intention coupable qui fixe l'étendue de sa compétence par rapport à celle du juge inférieur. D'autre part, il y a des infractions si importantes par le trouble social qu'elles provoquent, qu'il peut sembler nécessaire de donner à notre juge répressif l'appui de l'opinion publique pour prendre les mesures de sûreté extrêmement graves que l'importance de cette intention coupable nécessite.

Limite supérieure : Cour d'Assises

Nous trouvons dans l'étude des organisations judiciaires des différents pays, deux systèmes différents pour réprimer cette activité criminelle. Tout d'abord, le système de la Cour d'Assises comportant, d'une part, un jury composé d'individus d'origines sociales différentes, d'éducatons variées, de professions diverses et de l'autre, un ou plusieurs magistrats professionnels. Le jury est juge du fait, c'est-à-dire de la culpabilité de l'accusé. Les magistrats professionnels se réunissent au jury pour délibérer sur la peine à appliquer et votent en commun sur cette peine. Au contraire, l'échevinage, s'il comprend des éléments professionnels et des éléments non professionnels, n'admet pas une compétence différente pour le fait et le droit. La Cour est alors composée de quelques magistrats professionnels et d'un nombre au moins double d'échevins, qui délibèrent ensemble sur la culpabilité de l'accusé et sur la peine qu'il convient de lui infliger.

Avant d'examiner les avantages et les inconvénients des thèses de l'échevinage et du jury, il convient d'indiquer les

raisons qui ont poussé tous les Etats à admettre, en matière de crimes, la participation d'éléments non professionnels pour connaître de ces questions. D'une part, les actes, appelés crimes, sont des violations de la loi excessivement graves pour la société et il peut sembler nécessaire que des représentants du peuple jugent eux-mêmes ces questions, que l'on ne peut plus laisser aux délégués permanents que sont les magistrats, par suite du trouble social causé qui exige une flétrissure éclatante et semblant venir d'une émanation directe du peuple. D'autre part, cette participation des éléments non professionnels semble une garantie nécessaire pour sauvegarder les droits de l'accusé, qui sera mieux écouté et mieux compris par des juges d'occasion que par des magistrats. Enfin ces jurés ou ces échevins donneront aux magistrats l'appui de l'opinion publique pour prononcer les condamnations terribles réservées aux criminels. Ces peines sont si dures, si inhumaines que les législateurs ont désiré réserver, dans les pays à jury, la question de fait ou prononciation de la culpabilité aux seuls membres non professionnels de la Cour. Sans aucun doute, cette collaboration d'hommes du peuple avec des magistrats ne peut avoir qu'un but : faire entendre la voix de l'opinion publique sur des infractions intéressant l'ordre public et, par cet emprunt à la nation, permettre la libre défense de l'accusé et la prononciation des peines les plus graves lorsque la culpabilité sera reconnue.

Si l'on admet la nécessité de cet élément populaire pour rendre cette justice criminelle, il est absolument certain qu'il faut lui laisser son caractère d'émanation de la nation et ne pas chercher à embrigader ces représentants de l'opinion publique dans les rangs de magistrats professionnels. La distinction entre les délégués du peuple et les magistrats doit

en effet rester nette. Il est inadmissible que l'on propose des délibérations sur la culpabilité entre des gens aussi différents que des magistrats et de braves commerçants, employés, ouvriers, qui ne peuvent apporter que leur bonne volonté à comprendre ce que leur dit le président. La Cour d'Assises nous semble donc au premier abord préférable, puisque par sa distinction entre le fait et le droit, elle permet de laisser le jury entièrement maître de sa décision sur la culpabilité, qui semble être, purement, une question de fait. Ensuite les magistrats et les jurés réunis, ou seulement les magistrats, délibèrent sur la peine à appliquer au coupable. Il a semblé préférable d'admettre les jurés à délibérer avec les magistrats sur le droit, parce qu'il semble bien difficile de supposer que des hommes, ayant à répondre de la culpabilité d'un accusé, ne s'intéressent pas au résultat provoqué par leurs réponses et à la peine qu'ils pourront ainsi faire prononcer contre un coupable.

Les pays, qui avaient cru que les jurés pourraient répondre sur le fait sans s'occuper du droit, obtinrent des réponses du jury tellement contraires à la vérité pour éviter à un coupable un châtement, que les jurés estimaient injustement trop sévère, qu'il leur parut nécessaire d'admettre la collaboration du jury et des magistrats dans la décision sur la peine. La Belgique en 1919, la France en 1932 sentirent la nécessité de cette réforme. Certains crurent voir en ces réformes un pas décisif vers la collaboration de magistrats et d'éléments non professionnels et par conséquent vers l'échevinage. En fait, il n'en est rien : ce n'est pas une véritable collaboration que l'on a cherché. On avait laissé à l'opinion publique le soin de juger si l'accusé était véritablement coupable des faits qui lui étaient reprochés, on lui donne maintenant, en outre, la possibilité

de choisir la peine qui lui semble préférable. C'est un pouvoir nouveau qui est accordé aux représentants de la nation, c'est une compétence qui est retirée aux magistrats professionnels. Les jurés collaborent avec les magistrats sur l'application de la loi. Que peuvent-ils apporter aux magistrats ces braves gens ? Ils ne peuvent que leur indiquer leur conviction certaine qu'il est nécessaire de punir d'une certaine façon le coupable. Et le magistrat peut les éclairer de son expérience et de sa compétence. Il peut leur fournir les renseignements indispensables sur les questions de peines applicables, particulièrement délicates lorsque l'abaissement, provenant des circonstances atténuantes, se trouve compliqué de circonstances aggravantes. Il peut les documenter sur la gravité des peines qu'ils vont prononcer et sur les décisions précédemment rendues dans des cas semblables. Il est leur guide pour les aider à trouver le meilleur moyen d'exprimer leur volonté.

Pourtant, de nombreux auteurs ont cru, après cette réforme, pouvoir se demander si l'échevinage, collaboration parfaite des magistrats et d'éléments non professionnels, ne serait pas, dans la répression des crimes, supérieur au système d'un jury aidé de magistrats. La question fut soumise aux délibérations du Congrès de Palerme (1) de 1933, qui vota une résolution dont la conclusion était la suivante : « dans les pays qui jugent préférable de substituer au régime de la Cour d'Assises, fondé sur la séparation du fait et du droit, un système différent, celui-ci doit comporter l'institution d'un collège unique, formé d'un ou de plusieurs magistrats et de jurés. Ces derniers, au moins deux fois plus nombreux que les premiers, doivent être choisis dans

(1) Congrès de Palerme ; *Revue de droit pénal et de criminologie*.

toutes les catégories sociales et satisfaire aux conditions morales et intellectuelles nécessaires ». La question soumise semblait d'autant plus d'actualité que par un décret royal du 23 mars 1931 (1), l'Italie venait d'admettre l'échevinage pour la répression des crimes. La Cour d'Assises se compose maintenant en Italie d'éléments non professionnels associés à des magistrats. Les magistrats sont au nombre de deux. Le président est un conseiller de Cassation qui est président de Section de Cour d'Appel. Le magistrat désigné pour siéger à ses côtés est un conseiller de Cour d'Appel ou un président de Tribunal ou de section de Tribunal. Ce sont donc deux très hauts magistrats qui rendent la justice criminelle avec la collaboration de 5 assesseurs. Ces assesseurs sont des hommes choisis, appartenant à l'élite intellectuelle et sociale du pays. Les conditions nécessaires pour être assesseur sont développées dans l'article 4 du décret royal. — Il y a tout d'abord des qualités normales : être italien et jouir de ses droits civils et politiques, n'avoir pas moins de 30 ans, et pas plus de 65, être de conduite morale et politique (?) exemplaire et pure. Enfin dans un quatrième alinéa, le décret royal indique qu'il est nécessaire d'appartenir à certaines catégories de citoyens. Il n'y a pas moins de neuf catégories citées. On y trouve les hautes personnalités politiques, les membres de l'Académie, les hauts fonctionnaires, les auteurs d'œuvres scientifiques ou littéraires, les lauréats ou diplômés d'Université, les licenciés d'institut d'instruction moyenne s'ils remplissent certaines conditions de fortune, certains employés de l'Etat, les présidents et les secrétaires

(1) Sasserath ; Les Nouvelles Cours d'Assises en Italie. *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1931.

des grands groupements politiques et économiques. Enfin, il y a lieu de remarquer que les petites ou grosses personnalités politiques, qui peuvent devenir assesseurs lorsqu'elles occupent certaines fonctions, peuvent encore le devenir lorsqu'elles ont cessé de tenir ces charges. Des listes sont dressées par les podestats et au début de chaque session, le Président de Cour tire d'une urne 9 bulletins, dont les cinq premiers portent le nom des assesseurs qui collaborent avec les magistrats. Ces assesseurs participent avec les magistrats ordinaires à l'élaboration de la décision sur le fait et le droit. D'une part, le décret royal adopte l'unité de compétence et de l'autre, il nomme des capacités pour délibérer avec les magistrats. Ces échevins sont d'ailleurs indemnisés à raison de 50 liras par jour d'audience, ce qui est certainement une somme assez importante.

Les Italiens venus au Congrès de Palerme ont déclaré que les résultats étaient admirables et que l'échevinage était la forme moderne de la Cour d'Assises. D'après les rapporteurs du Congrès de Palerme sur la question, l'échevinage où travaillent en commun magistrats et éléments non professionnels, présenterait les avantages suivants : tout d'abord, les malentendus et les méfiances réciproques du jury et de la Cour, qui peuvent être une source de graves erreurs judiciaires, seraient supprimés ; un contact entre la justice criminelle et le sentiment populaire serait maintenu ; on pourrait arriver à réaliser l'individualisation de la peine ; enfin la collaboration de ces professionnels et de ces non professionnels préviendrait les graves méprises provenant de l'ignorance ou de la connaissance imparfaite de coutumes locales. — Pourtant avec l'échevinage, il nous semble que l'idée directrice ayant présidé à la formation de la Cour d'Assises, d'après laquelle des éléments non profes-

sionnels devaient décider de la culpabilité de l'accusé, disparaît complètement. Devant le forfait intéressant la nation entière, devant un châtiment terrible pouvant enlever au condamné la liberté d'une façon définitive, pouvant même lui retirer la vie, il était apparu indispensable de faire décider de la culpabilité de l'accusé par des représentants de la nation. De cette idée, belle et forte, il ne reste rien avec l'échevinage. Et c'est bien cette idée que l'on a voulu détruire, ainsi que le montre brutalement l'exposé des motifs du décret royal italien. « On ne doit pas, en fait, oublier que le jury est déprécié, non parce que le principe, considéré en lui-même, est discrédité, mais parce que l'institution est fondée sur *une notion fausse, celle de la souveraineté populaire*, qui attribue des pouvoirs illimités à des personnes souvent maladroitement choisies et toujours irresponsables ». Certains auraient pu penser à améliorer la composition du jury, si elle semblait mauvaise. Les Italiens écartent cette possibilité, remplacent le jury par des échevins, ayant des connaissances en droit, mais semblant surtout posséder des convictions politiques solidement affirmées.

D'ailleurs quels sont les Etats qui font usage de l'échevinage en matière criminelle ? L'Italie, l'Union des Républiques Soviétiques, la Yougo-Slavie ont réclamé à l'échevinage ce qu'elles ne pouvaient pas demander au Jury. Ces pays avaient besoin d'une politique criminelle, ils l'ont imposée ainsi. Certains criminalistes ont cru pouvoir approuver ce mouvement, parce qu'ils espéraient que l'échevinage ne serait qu'une étape sur le chemin conduisant à une Haute Cour Criminelle, composée uniquement de juges professionnels. Nous pensons que l'échevinage n'est pas une étape, mais un but, auquel désiraient arriver les Etats qui l'ont institué.

Nous devons pourtant examiner théoriquement cette organisation de la Cour d'Assises, dégagée du choix politique des échevins, et examiner si, par la collaboration des magistrats et des échevins, une bonne justice peut être rendue sur le fait et le droit. Si les échevins ne forcent pas la décision du magistrat, pour certaines raisons politiques, si ce sont des individus, choisis aussi impartialement que les jurés, ils n'auront certes pas grande opposition à formuler contre les avis du Président, qui les dominera de toute sa science, de toute son expérience, de tout son prestige de haut magistrat. Comme M. Sasserath l'a fort bien indiqué dans un article paru dans la « Revue de Droit pénal et de criminologie de 1930 sur « la Réforme de la Cour d'Assises », les échevins auront tendance à suivre le magistrat dans ses opinions. Ne sachant pas au juste quelles décisions prendre, ils seront tout prêts à accepter celle que leur soumettra le Président. De plus, sachant que le Président leur donnera son avis au cours de la délibération, n'auront-ils pas une certaine tendance à suivre distraitemment les débats, puisqu'un magistrat, expérimenté et compétent, leur proposera une solution qu'ils n'oseront pas discuter. En supposant même que l'échevin ait suivi avec grande attention les débats et qu'il ait eu le courage d'opposer une opinion à celle exprimée par le Président, cette lutte est d'avance inutile, puisque le magistrat est bien mieux informé que lui, ayant étudié le dossier de l'affaire durant plusieurs jours pour procéder à l'interrogatoire de l'accusé et des témoins. Lorsqu'on songe que l'avis de ce magistrat qui, certainement, décidera de la culpabilité, est formé, avant la première audience, dans le dossier de l'accusation, on peut être terrifié. Enfin reconnaître ou non la culpabilité d'un accusé est souvent

très simple, parce qu'il s'agit d'indiquer une impression, mais est très difficile à expliquer. Aussi, seul le magistrat semble capable de modifier l'impression produite par les débats sur les échevins, et de ce fait, la collaboration des échevins et des magistrats ne permet pas aux représentants du peuple d'indiquer en toute indépendance la culpabilité ou l'innocence de l'accusé.

Souvent pour montrer la valeur de l'échevinage, on rappelle les résultats obtenus dans les conseils de guerre par la collaboration d'un magistrat avec des officiers qui ne seraient qu'une catégorie spéciale d'échevins. Mr. Sasserath, dans son article sur « les Réformes de la Cour d'Assises », a indiqué combien cet argument semblait spécieux. Les officiers siégeant avec le magistrat ont une instruction générale au moins égale à celle de ce professionnel et connaissent mieux que lui les règlements ou les lois sur lesquels portent les infractions à juger, puisqu'ils les ont appris pour devenir officiers et les ont ensuite enseignés. De plus, la décision prise aura ses répercussions dans le monde de l'armée, que le magistrat connaît fort peu ou ignore. Le magistrat n'est même plus alors l'égal de ses échevins et on ne peut, en aucune façon, concevoir les résultats obtenus par les Conseils de guerre comme un argument en faveur de l'échevinage.

Malgré toutes ces bonnes raisons de ne pas recourir à l'échevinage, un certain nombre de criminalistes avaient jugé utile le remplacement du jury par des échevins. Il faut donc croire que le jury s'était révélé particulièrement néfaste en de nombreuses occasions. Différents reproches étaient, en effet, adressés au jury avant la réforme, effectuée dans ces tout derniers temps en admettant la délibération des jurés et des magistrats sur la pénalité à infliger au coupable. On remarquait que la distinction du fait et du droit était arti-

ficielle, parce qu'il était bien difficile de supposer que les jurés se prononceraient sur la culpabilité sans se préoccuper de la peine que leur décision ferait encourir au coupable. En faisant délibérer les jurés avec les magistrats sur le droit, on a restitué au jury sa pleine indépendance sur le fait. En brisant la diversité de la compétence des deux éléments composant la Cour d'Assises, on a restitué toute sa valeur à la distinction du fait et du droit. Malheureusement, certains se sont plaints de ce que les jurés, ayant à délibérer sur la culpabilité, ne comprennent pas exactement le sens des questions, ou que dans ces questions se trouvent des mots dont le sens courant est totalement différent du sens juridique, ignoré des jurés. Parfois des erreurs plus graves se produisaient lorsque le jury, accordant les circonstances atténuantes, oubliait d'indiquer, à qui il les accordait lorsqu'il y avait plusieurs criminels, ou pour quels crimes il les déclarait, quand le coupable avait commis plusieurs crimes. Ce furent ces raisons qui semblèrent suffisantes à certains criminalistes pour repousser le jury.

Nous avons vu que l'échevinage ne peut, en aucune façon, remplacer le jury et qu'il convient de conserver les jurés, d'une part, en améliorant leur recrutement, d'autre part, en les éclairant sur les expressions juridiques contenues dans les questions et en leur expliquant ce qu'ils doivent faire pour que leurs volontés puissent s'exécuter. Améliorer le recrutement est certainement utile, si cela ne doit pas composer le jury uniquement de jurés appartenant à certaines classes sociales. Comme il est impossible de trouver dans toutes les classes sociales des juristes ou des personnalités ayant des connaissances générales étendues, et qu'il est absolument nécessaire que toutes les classes de la société soient représentées dans le jury, pour qu'il puisse être une vivante image de

l'opinion publique, il faut se contenter d'exiger un âge minimum assez élevé, comme il a été prévu dans le décret italien, et un maximum n'atteignant pas la sénilité. On pourra aussi accorder une indemnité plus élevée aux jurés pour leur faire comprendre l'honneur et l'importance de leur fonction temporaire, et ne pas engager les capacités intellectuelles à se faire dispenser de ce devoir. Mais comme ces très modestes réformes ne nous donneraient pas un jury éclairé, il semble nécessaire d'adjoindre, ainsi que l'a fort justement indiqué M. Sasserath, un juriste à ces jurés sans formation juridique. Ce juriste, d'après M. Sasserath, pourrait être un avocat ou un magistrat qui serait le treizième juré et obligatoirement le chef du jury. Le chef du jury serait désigné par le président du Tribunal du siège des assises parmi les magistrats de 1^{re} instance. Lorsque ce serait un avocat, il serait choisi par le premier Président sur une liste de 5 avocats proposés par le bâtonnier et ayant au moins 10 ans d'inscription. Enfin M. Sasserath estime nécessaire que ce treizième juré ne prenne pas connaissance du dossier écrit ; il est préférable qu'il jure ne pas en avoir pris connaissance, indispensable qu'il ne siège pas en robe pour éviter toute différenciation avec les autres jurés, et favorable à cette institution de ne le laisser siéger qu'une session pour éviter de faire une fonction de la présidence du jury. — Il nous semble bon de suivre le système proposé par M. Sasserath, de donner ainsi au jury la possibilité d'être éclairé sur les points délicats, sans que son impartialité puisse être atteinte en quelque façon. Pour qu'en aucun cas cette impartialité ne puisse être discutée, il vaudrait mieux que ce soit un avocat qui soit choisi comme président du jury : d'abord parce qu'on pourrait choisir un bâtonnier, ayant une grande expérience et une compétence considérable, alors que le magistrat n'aurait peut-être que

des connaissances imprécises sur la question, et ensuite parce que la présence d'un magistrat au milieu des jurés ne donnera aux décisions de ce jury qu'une autorité discutable. Nous aurons ainsi une organisation pour la répression des crimes qui semblera pouvoir fonctionner normalement en conservant l'impartialité des représentants du peuple, éclairés par un légiste compétent.

Nous avons déjà précisé que notre organisation criminelle ne pouvait qu'être semblable à celle existant actuellement en y apportant tous les perfectionnements nécessaires. Il y a des criminels qui, par leurs méfaits, font courir un trop grave danger à l'ordre social, pour qu'il ne soit pas considéré comme indispensable d'avoir l'avis de l'opinion publique, soit pour essayer de les rééduquer, soit pour les écarter définitivement de la société en les privant des libertés essentielles auxquelles l'homme semble avoir un droit naturel en naissant. Pourtant nous estimons qu'un seul juge, notre juge répressif, pourrait suffire amplement à constituer la Cour délibérant sur la question de droit avec le jury. M. Sasserath estime que la Cour d'Assises perdrait de son prestige en ayant un seul magistrat pour présider les audiences et représenter l'élément professionnel. Nous pensons que le prestige de la Cour d'Assises s'acquiert plus par la valeur des décisions rendues que par le nombre du personnel employé. D'autre part, nous pensons que le jury pourrait être utilement réduit à cinq jurés, ce qui permettrait de déranger un moins grand nombre de citoyens pour le service de la justice. En comptant le président, ancien bâtonnier ou ancien membre du Conseil de l'Ordre, cela porterait à six jurés la composition de notre jury. Il faudrait alors que les décisions soient prises à quatre voix contre deux, ce qui donnerait une autorité plus grande aux verdicts du jury, sans cependant atteindre la difficulté

de l'unanimité, requise dans les cours anglaises ou américaines. Enfin, il nous semblerait nécessaire de poser au jury la question suivante : « Le coupable est-il susceptible d'un relèvement moral ? » Dans l'affirmative, le jury délibérerait avec le magistrat pour fixer la longueur des mesures de sûreté nécessaires avant d'espérer obtenir le reclassement social du coupable. Dans la négative, le jury se prononcerait seul après avoir entendu toutes les explications nécessaires du magistrat qui n'aurait alors qu'une voix consultative. Ainsi pourrait-on arriver à une justice criminelle véritablement efficace.

Il convient maintenant de fixer la compétence de cette Cour d'Assises pour délimiter celle de notre juge unique par le haut, comme nous avons déjà essayé de dégager le point de départ de sa compétence en séparant les infractions avec intention coupable de celles qui ne contenaient qu'une intention délictuelle insuffisamment caractérisée. A notre avis, il importe de fixer nominalement tous les crimes devant être portés devant la Cour d'Assises. Il y a des actions qui sont particulièrement dangereuses pour la société et que la loi peut facilement déterminer. Il appartient aux représentants du peuple d'indiquer si, malgré la gravité de l'infraction commise, la société accepte d'essayer contre les criminels des mesures de sûreté, pouvant dans un certain temps, permettre leur reclassement social. Aussi, il ne semble pas y avoir de danger à étendre la compétence de la Cour d'Assises à un certain nombre d'infractions que la législation française classait dans les délits. Pourraient être considérés comme crimes les escroqueries importantes et certains abus de confiance. De plus, il serait nécessaire d'éviter la correctionnalisation des crimes qui ne peut s'expliquer que par une mauvaise classification des crimes et

délits. Il y a certainement à opérer une très grande révision des infractions classées comme crimes dans la plupart des législations et en particulier en France. Un certain nombre de délits, malheureusement trop fréquents, doivent être considérés comme des crimes, alors que de nombreuses infractions ne devraient plus figurer dans la compétence des Cours d'Assises. Il peut sembler délicat et téméraire de procéder à une énumération, d'autant plus qu'il est nécessaire, pour que la Cour d'Assises soit intéressée à une infraction, que la commission de celle-ci fasse courir un véritable danger à la société. Si un Code peut aisément énumérer les infractions pouvant être assez dangereuses pour être considérées comme crimes, les législateurs ne peuvent pas assurer que ces actions seront toujours assez dangereuses pour en faire des crimes. Il y aurait une classification à établir d'après la valeur du préjudice causé et nous voyons que l'importance de ce préjudice pourrait transformer une action coupable et faire d'un délit un crime. Il y aura certainement une « zone d'incertitude », qui devra être de la compétence du jury qui aura toujours la possibilité de laisser au magistrat le soin de décider de la mesure de sûreté à appliquer, s'il n'est point sûr que la société ait couru un véritable danger par l'infraction commise.

Le domaine de notre juge répressif se précise alors et nous voyons que sa compétence correspond assez exactement à celle de nos Tribunaux correctionnels. Cependant la compétence de notre juge serait certainement moins étendue dans les infractions sans intention coupable que celle du tribunal répressif français. D'autre part, la Cour d'Assises, connaissant de beaucoup plus d'affaires qu'aujourd'hui, réduirait d'autant la compétence théorique de notre juge. Il en résulterait que notre magistrat ne connaîtrait pas d'un aussi grand nombre

d'affaires pénales que nos Tribunaux correctionnels français et qu'il pourrait se livrer avec plus de calme et moins de fièvre à l'étude nécessaire de chaque cas pour choisir à bon escient la mesure de sûreté la plus propre à relever l'individu et à préparer son reclassement social. Certains pourraient reprocher à ces magistrats de ne pas avoir assez de travail, puisqu'ils n'auraient que les audiences correctionnelles qui ne sont que fort peu nombreuses dans les petites villes de province. Il y a lieu de remarquer que ces juges répressifs auraient une compétence territoriale beaucoup plus étendue que celle de nos tribunaux correctionnels actuels, et que, d'autre part, le service des assises leur incomberait. Les magistrats qui n'auraient que peu d'infractions délictuelles commises dans leur ressort et par conséquent peu de délinquants à relever moralement, devraient siéger plus longtemps aux assises que les juges des grandes villes où les coupables à reclasser sont très nombreux. Une assemblée des magistrats répressifs fixerait chaque année la tenue des audiences d'assises en tenant compte du nombre d'affaires jugées par chaque juge dans l'année précédente. — D'autre part, il nous semblerait nécessaire de voir le juge répressif prononcer des peines indéterminées ou, tout au moins, susceptibles de révision. On pourrait admettre que le magistrat puisse statuer à nouveau tous les deux mois lorsque la mesure de sûreté, prise contre le coupable, aurait été primitivement prévue pour moins d'un an. Lorsque la peine dépasserait un an, le magistrat n'examinerait l'amélioration produite par le traitement infligé au coupable que tous les six mois, la pensée délictuelle du coupable devant être considérée comme dangereuse, puisque une mesure de sûreté de plus d'un an avait été prévue. Lorsque le coupable se serait amendé avant terme, il serait toujours possible au juge de le libérer sous

certaines conditions de travail et de domicile. Quand le magistrat verrait au contraire arriver la fin de la mesure de sûreté prise, sans qu'un amendement correspondant se soit développé chez le condamné, il pourrait prolonger les mesures prises de deux mois, si la première décision prévoyait un traitement de moins d'un an et de six mois, si le temps de la détention devait dépasser une année. Le juge aurait ainsi la faculté de prolonger les mesures de sûreté jusqu'à ce que le coupable soit resté trois ans en détention. Après ces trois ans, si l'individu ne s'était pas amendé, le juge répressif aurait la possibilité de le faire passer aux assises pour que des mesures définitives soient prises à son égard. En conséquence, le magistrat ne pourrait, en aucun cas, prononcer une mesure de sûreté quelconque, supérieure à trois ans, sans l'autorisation du jury. Nous pouvons donc déclarer que sa compétence portera sur toutes les infractions commises avec une intention coupable certaine, qui ne peut cependant pas être considérée comme un danger considérable pour la société puisqu'ent trois ans, des mesures appropriées pourront, après avoir provoqué le relèvement moral du coupable, permettre son reclassement social.

Exceptions : Juge des enfants

Cependant certaines infractions appartenant ordinairement à sa compétence échapperont encore à notre magistrat en raison de la qualité du coupable. Les enfants, en effet, ne doivent pas être jugés avec les autres coupables. Dans la plupart des pays, la majorité pénale, c'est-à-dire celle permettant d'être considérée comme un coupable ordinaire ne correspond pas à la majorité civile. On estime avec juste raison que la différence entre le bien et le mal doit pouvoir

être faite par l'adolescent, avant qu'il soit en âge de se servir avec efficacité de ses droits. On a tenu compte du développement probable de l'intelligence de l'enfant pour réprimer en lui les instincts mauvais découverts par les infractions commises. Certains pays, hautement civilisés ou dont la civilisation est en avance sur celle des autres, ont procédé à des essais de relèvement moral sur l'enfance coupable. Les résultats obtenus peuvent nous assurer que tous les pays feront, dans un temps plus ou moins long, l'effort d'organisation sociale nécessaire à une véritable civilisation et que dans un avenir prochain, ce qui aura été fait pour les enfants devra être appliqué aux adultes pour assurer une meilleure vie à tous les membres de la société. Dans la majorité des Etats, des mesures législatives ont été prises pour limiter la répression à l'égard de l'enfance coupable. Beaucoup se sont contentés d'utiliser certains de leurs organismes judiciaires pour rendre une justice moins sévère aux jeunes délinquants.

En France, le tribunal des enfants et adolescents a la compétence pour juger les infractions graves (délits ou crimes) commises par les mineurs de 13 à 16 ans. Il connaît aussi des délits commis par les mineurs de 16 à 18 ans. Des mesures d'éducation sont prises pour l'enfant ayant agi sans discernement. Malheureusement, parmi ces mesures d'éducation, nous voyons figurer l'internement dans une colonie pénitentiaire jusqu'à l'âge de 21 ans. Malheureusement, les patronages, à qui peuvent être confiés des enfants acquittés, ayant agi sans discernement, ne semblent pas toujours avoir compris le but moralisateur et éducateur qui convenait à l'œuvre entreprise. Enfin, il est regrettable de constater que le tribunal pour enfants et adolescents ressemble trop à un tribunal ordinaire et que les magistrats le composant n'ont pas assez oublié leurs anciennes fonctions pour donner à leurs sanc-

tions un caractère plus paternel que répressif. Cette institution d'un tribunal spécial jugeant les infractions commises par les enfants, avait deux buts distincts. On voulait éviter à l'enfance coupable le Tribunal correctionnel ou la Cour d'Assises qui auraient pu lui donner une fierté de son acte nuisible. On craignait les résultats de ce mauvais orgueil sur sa vie future. On désirait aussi le faire juger par un tribunal spécial, pouvant lui éviter la démoralisation résultant du fait de passer si jeune devant le tribunal répressif. D'autre part, on estimait qu'à une sévérité moins grande dans la sanction, qui n'était plus qu'une mesure d'éducation, devait correspondre un tribunal spécial. On pensait aussi que le roulement des magistrats permettrait au tribunal pour enfants et adolescents de faire la distinction entre les enfants qu'ils avaient à juger et les malfaiteurs qu'ils condamnaient sévèrement en correctionnelle. On croyait que les juges n'auraient pas le temps de se désintéresser de leur tâche ; on n'avait pas pensé qu'ils n'auraient pas le temps de s'y intéresser. Les résultats ne furent pas excellents, mais on peut estimer qu'ils sont aussi bons que ceux obtenus dans les autres pays, désireux d'encadrer la justice pour les enfants dans leur organisation judiciaire.

Assurer le relèvement moral de l'enfance coupable a semblé à certains législateurs trop négligeable pour toucher à la superbe ordonnance de l'organisation judiciaire de leur pays. En Angleterre (1) ce sont les juridictions sommaires qui punissent les enfants et encore si ceux-ci ne préfèrent pas la juridiction ordinaire. En Amérique (2), les Juveny Courts des Etats s'occupent des infractions commises par les

(1) Franqueville ; *Le système judiciaire de la Grande-Bretagne*.

(2) Nerincx ; *L'organisation judiciaire aux Etats-Unis*.

enfants, mais il n'y en a pas dans tous les Etats. Dans l'Union des Républiques soviétiques, un effort a été fait aussi. Le tribunal du peuple n'est plus composé que d'un magistrat pour connaître des crimes et délits des enfants. Le plus grand, le plus noble effort, couronné d'une heureuse réussite, a été entrepris en Belgique par la loi du 15 mai 1912. Tout d'abord, il n'y a qu'un juge, en face de l'enfant coupable et cela nous semble de beaucoup préférable à la collégialité de plusieurs magistrats qui, malgré la bienveillance du Président, donnera toujours à l'enfant la conviction que la Société l'écarte définitivement d'elle en le classant parmi les délinquants et les criminels. Il ne faut pas que le juge soit gêné par le cérémonial pour adopter vis-à-vis de l'enfant une sévérité extra paternelle, seule attitude que celui-ci puisse comprendre. Il ne faut pas que ce cérémonial glacé d'une magistrature sévère et rigide blesse un enfant qui, mieux conseillé, mieux guidé, pourrait faire un honnête citoyen. Des enquêtes très sérieuses doivent être faites pour que le juge puisse connaître l'enfant, son milieu social, ses parents, l'éducation qu'il a reçue, ses fréquentations, ses habitudes. Des enquêtes à peu près semblables sont assez bien faites en France, tout au moins à Paris grâce à la collaboration intelligente des patronages. Trop souvent, malheureusement, de cette foule de documents peut naître un doute dans l'esprit des magistrats sur l'état physique ou moral de l'enfant. En France, le juge ne peut alors qu'acquitter et prendre des mesures d'éducation. Dans un cas de ce genre, le juge des enfants en Belgique peut alors faire placer l'enfant dans un établissement d'observations. Il existe deux établissements de ce genre en Belgique, l'un à Moll pour les garçons, l'autre à Saint-Servais-le-Namur pour les filles. M. Alphonse Delaunay, chef de bureau à l'office de la Protection de l'Enfance, décrivait en ces termes

dans « la Revue de Droit pénal et de Criminologie », l'utilité de l'œuvre entreprise dans ces établissements : « La mise en observation permet de connaître les points d'appui que l'on peut trouver chez le mineur pour l'œuvre de relèvement, le régime éducatif qui semble le mieux adapté à l'état du mineur en vue de sa rééducation morale et de sa formation professionnelle ». Le juge des enfants peut ensuite prendre les mesures qui lui semblent les meilleures pour assurer la rééducation morale de l'enfant et pour opérer son reclassement social. Les mesures que le juge prend ne sont pas des peines, mais des mesures d'éducation et de préservation. Elles sont adaptées à l'état du mineur et le juge peut les modifier à tout moment selon les variations observées dans cet état. Le juge doit d'ailleurs réviser sa décision tous les trois ans tant que l'enfant se trouve sous une contrainte ou une surveillance. Généralement ces révisions sont faites dans le sens de la modération et pour assurer une plus grande liberté aux mineurs. — Ce juge des enfants (1), chargé d'une si haute mission, est un juge unique, parce qu'il a semblé que son rôle de rééducateur nécessitait qu'il prenne seul les décisions lui semblant les plus propres à préparer le reclassement social de l'enfant coupable. De plus, c'est un juge spécialisé qui « avance sur place ». Il peut avoir un grade très élevé dans la hiérarchie judiciaire, malgré qu'il ne soit que le juge des enfants. Ce principe nous semble excellent, permettant de ne pas détourner les vocations par le stupide et orgueilleux désir d'avancer en dépit du devoir de servir. Il est aussi pratiqué dans les Pays Bas où il donne de bons résultats. De même, en Belgique la réadaptation du coupable à la vie sociale a été poussée à un degré considérable, puis-

(1) Loi du 15 mai 1912.

qu'entre l'internat et la vie professionnelle se placent les « homes » de réadaptation ou de semi-liberté et les sections de semi-liberté des établissements d'éducation. Dans ces homes les mineurs sont autorisés à aller travailler au dehors, dans des ateliers choisis. Ils doivent prendre leurs repas et loger au home, dans lequel ils sont soumis à une discipline moins stricte que dans les établissements ordinaires. D'après M. Alphonse Delaunay « La semi-liberté est à la fois une récompense et un stage préparatoire à la libération complète ». Le juge a d'ailleurs les mêmes pouvoirs que notre Tribunal pour enfants et adolescents, puisqu'il peut confier l'enfant à un particulier, à une institution de charité ou d'enseignement privé ou publique, ou le placer dans une maison d'arrêt, ce qu'il ne fait que dans les cas d'absolue nécessité. Malheureusement, le juge des enfants ne connaît que des coupables de moins de 16 ans. Pour ceux qui ont plus de seize ans et moins de 18 ans, les Cours et Tribunaux peuvent les mettre à la disposition du gouvernement à l'expiration de leur peine, s'ils ont été condamnés à la prison. Dans ce cas, les rapports d'observation sont examinés par le Ministre de la Justice, qui décide de la suite à leur donner. Le Ministre a renoncé à l'exercice de ce droit et selon Mr A. Delaunay, lorsque le rapport tend à rendre l'enfant à sa famille, ou à le confier à une personne, à une société, à une institution ou à un établissement spécial privé, l'Office de la protection de l'Enfance communique ce rapport au juge des enfants et laisse à ce magistrat le soin de statuer sur les conclusions qui s'en dégagent. Les résultats ont été scientifiquement étudiés et on peut dire qu'ils sont satisfaisants dans l'ensemble, puisque près de 80 % des mineurs rééduqués n'ont pas commis de délits ou de crimes dans la période dangereuse de 21 à 26 ans.

Ce système nous satisfait pleinement, à condition d'étendre aux mineurs de 16 à 18 ans les mesures de protection, de garde et de rééducation accordées aux mineurs au-dessous de 16 ans. Le système français de la liberté surveillée complètera heureusement les méthodes scientifiques belges. L'enfant, lorsqu'il semble d'un bon naturel, peut être placé chez un particulier, où un « délégué » le surveille et ce délégué, personne charitable, appartenant à un patronage ou une société privée, peut demander au Tribunal pour enfants et adolescents de modifier la décision prise, si l'enfant se conduit mal, ou si, contrairement à ce que l'on pouvait attendre, le mineur est entre les mains de gens qui le brutalisent ou lui donnent de mauvais conseils. Le Tribunal des Enfants et Adolescents reste compétent des infractions commises par le mineur en liberté surveillée. Ainsi, il semble conserver une véritable surveillance sur le mineur et l'exerce, en fait, par l'intermédiaire du délégué. En perfectionnant un peu ce système des délégués, qui, malheureusement, dépend un peu trop de la bonne volonté de gens souvent incontrôlables, par la nomination de véritables fonctionnaires à ces postes, on arrivera à compléter efficacement la méthode belge.

Il peut sembler enfin que la femme ne serait nullement déplacée à cette place de juge des enfants et qu'elle remplirait cette fonction avec moins de sécheresse de cœur, plus d'à-propos et avec cette douceur féminine qui sait parler à l'enfant de son devoir sans le vexer. Si la femme a des devoirs à remplir dans la société, elle a certainement celui de conduire les enfants vers des buts moraux et de les préparer ainsi à devenir d'honnêtes citoyens dans la grande ruche sociale. Dans la famille, elle tient dignement ce rôle, pourquoi ne le tiendrait-elle pas avec autant de bonheur dans la société?

Avec le juge des enfants, nous terminons l'étude des infractions situées en dehors de la compétence de notre magistrat répressif et nous voyons maintenant avec plus de précision que notre juge unique ne connaît que des infractions commises par les adultes avec une intention coupable, susceptible de disparaître définitivement par une mesure de sûreté appropriée. Ayant étudié la connaissance « *ratione materiæ* » du juge unique, nous pouvons nous demander jusqu'à quel point seront définitives les décisions de ce magistrat, présentant une telle importance pour le condamné.

CHAPITRE VI

Recours contre les jugements du juge unique.

Ayant précisé quelle sorte de jugements notre juge représentatif allait rendre, il nous paraît nécessaire d'examiner maintenant les recours possibles contre ces décisions. — Un jugement est susceptible d'un certain nombre de recours : l'appel a lieu lorsqu'on estime que le juge a commis une erreur sur le fait ; il y a recours en cassation en cas de violation de la loi sur le fond ou dans la forme ; le pourvoi en révision se fait lorsque certains éléments nouveaux, inconnus au jour du procès et de la condamnation, peuvent faire naître un doute sérieux sur l'exactitude de la condamnation prononcée ; enfin la prise à partie est une voie de recours pour obtenir des dommages intérêts contre le magistrat qui a commis une faute lourde professionnelle, ou qui a abusé de son autorité. Nous voyons que les voies de recours que nous allons étudier devraient impliquer une responsabilité plus ou moins lourde pour le magistrat qui a rendu une décision susceptible de réformation. Nous allons étudier chacune de ses voies de recours dans les organisations répressives actuelles et examiner s'il est nécessaire de la maintenir dans notre système admettant un juge unique pour prononcer des mesures de sûreté capables de relever moralement le coupable et de préparer son reclassement social.

L'appel.

L'appel est une garantie donnée au justiciable condamné contre une erreur d'appréciation faite par le juge dans la déci-

sion prise à son égard. Le juge peut commettre deux sortes d'erreurs, ayant à se prononcer sur la culpabilité et ensuite sur la peine, s'il estime l'individu coupable. Il est normal, semble-t-il, de donner au condamné le moyen de prouver son innocence devant une juridiction plus élevée que celle qui vient de le juger coupable. Il peut sembler fâcheux pour le prétendu coupable et pour l'honneur de la magistrature qu'un innocent soit condamné à une peine atteignant son honneur et sa liberté d'honnête citoyen. Ce danger considérable pour l'ordre social a été évité grâce à l'appel. Mais on peut se demander si ce danger est bien réel et s'il ne dépend pas de l'infériorité des magistrats des juridictions d'instruction, d'accusation et de jugement. En France, avant d'arriver devant le Tribunal correctionnel, une affaire délictueuse est soigneusement étudiée par le service compétent du Parquet, qui peut prendre à son égard différentes solutions : classer, si la plainte ne lui semble pas fondée ; laisser suivre, si la plainte lui semble inopportune ou que les preuves ne lui semblent pas pertinentes, ce qui laisse au plaignant la faculté de citer directement devant la juridiction répressive ; renvoyer par citation directe devant le tribunal correctionnel, si les faits lui semblent suffisamment établis. Dans certains cas, il peut sembler nécessaire de faire une enquête approfondie, aussi un juge d'instruction est commis pour faire toutes les vérifications et constatations indispensables avec l'aide d'experts, au besoin, et pour procéder aux interrogatoires. Ce magistrat peut terminer son instruction par une ordonnance de non lieu, qui indique qu'en l'état de l'instruction, il ne peut trouver les éléments nécessaires à une inculpation ou par une ordonnance de renvoi devant le Tribunal correctionnel, s'il s'agit d'un délit. Dans ces conditions, lorsque l'affaire vient devant le Tribunal, la culpabilité est presque toujours établie.

D'autant plus que, dans la plupart de ces délits, il y a des aveux du coupable, ce qui peut enlever le dernier doute existant dans l'esprit du juge. Parfois les aveux sont complexes, c'est-à-dire qu'ils comportent en plus de l'affirmation de la culpabilité dans l'infraction commise, l'adjonction d'un certain nombre d'éléments pouvant amoindrir la peine encourue par l'admission des circonstances atténuantes. Lorsqu'il n'y aura pas aveu, le tribunal trouvera à la barre des témoignages pour soutenir sa conviction de la culpabilité de l'inculpé.

Il résulte de cet ensemble de circonstances, que le plus souvent ce n'est pas un condamné protestant de son innocence qui fait appel en France. Dans d'autres pays, la discussion serait certainement plus délicate. En Angleterre (1), l'appel ne peut être interjeté lorsque le condamné a plaidé « coupable » c'est-à-dire qu'il a reconnu le fait qui lui était reproché. On estime avec juste raison que le coupable ne peut pas se plaindre de la peine qui lui a été donnée par un Tribunal. Il est acceptable de donner au condamné, qui se prétend injustement frappé dans sa liberté et dans son honneur, les moyens de prouver son innocence, alors qu'il est inadmissible que le coupable, reconnaissant sa faute, puisse se plaindre du traitement qui lui est infligé par un tribunal ayant compétence et impartialité. D'ailleurs, l'appel n'existe en Angleterre que pour les cours de police ou pour les cours de petites sessions, c'est-à-dire pour les cours de juridiction sommaire, et il est porté devant les cours de sessions trimestrielles, qui fonctionnent avec l'aide d'un jury et jugent en premier et dernier ressort, tous les délits d'une certaine gravité et les crimes les moins importants, ainsi que la moitié des actes dits « indictable » qui ne peuvent être jugés par les juridictions sommaires.

(1) de Franqueville ; *Le système judiciaire de la Grande-Bretagne*.

Il y a lieu d'indiquer que, à part les actes « indictable », les juridictions sommaires jugent souvent, sur leur demande, les individus qui devraient passer devant les cours de sessions trimestrielles.

L'introduction du jury dans la juridiction de jugement entraîne dans tous les pays la suppression de l'appel, parce qu'on estime que la souveraineté du peuple, s'exerçant par des jurés, est l'expression la plus haute de la justice. Il existe cependant un pays, un des plus grands du monde, où cette règle n'est pas observée. Aux Etats-Unis (1), il y a appel des décisions rendues par les juridictions comportant un jury et certains auteurs ont même prétendu que le lynchage, pratiqué dans la Grande République, proviendrait de la lenteur de la justice répressive qui serait le résultat des facilités d'appel accordées au coupable condamné inutilement une première fois.

Nous voyons de toute façon que l'appel sur la culpabilité ne semble pas une nécessité, puisque dans la plupart des cas cette culpabilité ne fait aucun doute. D'ailleurs, comment pouvoir supposer qu'un tribunal, composé de magistrats impartiaux et compétents, condamne un inculpé, alors qu'un doute subsiste sur sa culpabilité. Il est nécessaire de reconnaître que l'appel n'est pas véritablement une garantie contre la non culpabilité de l'inculpé, mais semble plutôt protéger le condamné contre les sévérités excessives d'un tribunal. Dans beaucoup de cas d'appel, la peine donnée au coupable correspond bien aux limites fixées par le Code, mais néglige d'une façon trop considérable la proportion nécessaire entre la faute commise et le châtement infligé. Il est peut-être discutable de déclarer que l'honneur du coupable est plus

(1) Nerinx; *L'organisation judiciaire aux Etats Unis*.

sérieusement atteint par une peine plus forte, mais il est certain que la détention supplémentaire, qu'il va être obligé de faire, est contraire au principe même de la justice et lui causera un préjudice supérieur à celui qu'il aurait dû subir. Malheureusement il est bien difficile d'admettre qu'à chaque infraction commise, corresponde un châtiment précis. Le châtiment doit varier, en principe, suivant les magistrats composant le tribunal, dans d'étroites limites peut-être, mais en tout cas il ne semble pas qu'il puisse y avoir une proportion rigoureusement exacte entre la faute commise et le châtiment. En fait, par suite de la tarification existant dans nos tribunaux, le condamné peut s'estimer mal jugé, si on lui applique un tarif différent de celui employé ordinairement. Cependant, nous ne pouvons admettre que cela puisse avoir quelque rapport avec la véritable justice.

Ce recours contre la décision prise par les premiers juges peut se comprendre lorsqu'on songe au doute entourant une condamnation qui devrait être proportionnée à l'infraction commise et à la responsabilité du coupable et qui n'est, en fait, que l'application d'un tarif, et à la suspicion légitime accompagnant la décision d'un magistrat qui se couvre de la collégialité des trois juges composant le tribunal pour se déclarer irresponsable. L'appel est une nécessité contre une mauvaise justice, mais on peut se demander avec quelque inquiétude quels sont les justiciables qui se contenteront d'une mauvaise justice. S'il peut être fait appel devant une juridiction supérieure, comment pouvoir admettre que le tribunal inférieur puisse continuer à rendre une justice qui peut être déclarée mauvaise. C'est une situation paradoxale ! On oblige le condamné à accepter la première décision, non parce qu'elle est juste, mais parce que la décision de la Cour d'Appel peut être plus injuste encore. Et si l'on

suppose que la Cour d'Appel est composée d'aussi mauvais magistrats que le tribunal, il n'est pas impossible que, par une sévérité impitoyable, dépassant toujours celle de la juridiction inférieure, la Cour ne décourage les justiciables, désireux de faire appel à sa justice, et ne procure ainsi que des fatigues modérées aux magistrats de sa haute juridiction.

Enfin, en matière répressive, l'appel a toujours quelque chose de choquant, parce qu'il enlève une autorité nécessaire au tribunal inférieur. Il est judicieux de protéger le coupable contre une sévérité excessive, mais il est mauvais que cette garantie donnée au justiciable soit prise contre l'autorité du tribunal devant obligatoirement le juger. On ne peut admettre que le juge ou les juges d'un tribunal soient faillibles, d'abord parce que l'Etat doit assurer une bonne justice aux citoyens et surtout à cause des répercussions que cette vérité apporterait. Il est certain que le Tribunal correctionnel ne rendra pas une exacte justice au coupable qui se présentera devant lui, mais il n'y a pas de moyen humain d'assurer aux hommes une parfaite justice répressive et ce n'est pas la Cour d'Appel qui trouvera la décision exactement juste. Avec l'appel, le coupable n'aura pas la justice qu'il réclame, et le Tribunal correctionnel perdra de son autorité et de son prestige. En France, les magistrats des Cours d'Appel sont plus âgés ou plus expérimentés que ceux du tribunal et siégeaient jusqu'en 1934 au nombre de cinq, alors que la collégialité du tribunal ne comportait que trois magistrats. On espérait ainsi que la délibération serait mieux faite, que toutes les hypothèses seraient envisagées et que la solution admise serait meilleure que celle intervenue en correctionnelle. Il n'y a généralement pas assez d'opinions pouvant se soutenir dans une même affaire pour admettre

un collège de cinq juges pour en délibérer. Il est difficile d'admettre que la multiplication des magistrats composant une Cour puisse augmenter sensiblement la valeur de cette juridiction. La collégialité tire profit de la délibération de plusieurs juges, mais il ne faut pas que ceux-ci soient trop nombreux et nous fassent assister à des délibérations qui ne peuvent dégénérer qu'en discussion, si chacun veut bien s'intéresser à l'affaire dont il est fait appel. Heureusement l'âge d'une part, de l'autre, l'habitude de ne pas s'intéresser à ce qui se passe autour de lui, enfin le désir d'éviter pour avoir une carrière tranquille une discussion dangereuse par les inimitiés qu'elle peut faire naître, poussent le magistrat à se désintéresser d'une affaire qui l'ennuie. D'autant plus que, comme nous l'avons indiqué plus haut, la Cour d'Appel peut s'intéresser, contrairement à une bonne justice, à limiter le légitime désir du condamné de faire appel de la décision du Tribunal correctionnel.

Il ressort de cette étude que l'appel ne peut pas assurer l'individu condamné d'une justice meilleure et enlève au Tribunal de première instance une autorité nécessaire. Nous voyons le peu de profit que peut apporter cette voie de recours ordinaire à une justice répressive, qui s'est donnée pour but d'infliger une peine proportionnée à l'infraction commise. Pourtant il est possible d'admettre que certaines erreurs peuvent être redressées de cette façon et que, de toute manière, ce procédé permet d'exercer un certain contrôle sur les décisions prises par un tribunal irresponsable. Il est juste de dire que le contrôle est fait par une Cour irresponsable, mais c'est tout de même une forme de contrôle qui a une valeur non négligeable. En fait, l'appel, dans toutes les organisations judiciaires des différents Etats semble avoir le but utile de répondre aux différentes

critiques élevées contre les juridictions de première instance.

Pour notre juge répressif qui a une tâche bien différente de celle de ses prédécesseurs, l'appel semble tout à fait inutile et même absolument nuisible. Il doit prendre des mesures de sûreté pour relever moralement l'individu et lui permettre de se reclasser socialement. La liberté du coupable peut encore être atteinte par les mesures prises, mais ce n'est pas dans un but égoïste de la société, désireuse d'être délivrée pendant quelque temps d'un indésirable et de le punir sévèrement pour l'inciter par la crainte à ne plus recommencer. Au contraire, le juge cherche le traitement moral et physique qui peut faire du coupable à l'intention malfaisante un honnête citoyen tenant honorablement sa place dans la communauté sociale. La question de culpabilité a moins d'importance lorsque l'honneur de l'inculpé n'est pas discuté. Et comme ces mesures de sûreté nécessitent une surveillance du coupable pour adapter le régime aux améliorations successives de son état, il semble difficile de laisser une place quelconque à l'appel. Les peines indéterminées sont nécessaires pour ne pas prolonger outre mesure un traitement qui devient inutile à partir du moment où le résultat cherché est obtenu. Le justiciable semble mieux protégé par l'application intelligente de peines indéterminées qui peuvent suivre pas à pas son relèvement moral par des améliorations successives du régime infligé, que par un recours illusoire à une meilleure justice qui ne peut être qu'une copie plus ou moins servile de celle dont il vient se plaindre. L'appel ne peut en aucune façon trouver sa place dans une organisation judiciaire admettant un juge éducateur.

Pour les Cours d'Assises, il semble bien difficile d'insti-

tuer l'appel, puisque, à part les Etats-Unis, aucun pays ne l'admet lorsque les jurés, représentants du peuple, viennent par leurs réponses indiquer la pensée de l'opinion publique. On peut difficilement supposer que l'opinion publique de tout un peuple accepte de voir ses actes contrôlés par une cour supérieure de justice. Il y a des raisons trop sérieuses pour appeler des représentants du peuple à participer à la condamnation de l'accusé, dont ils ont déclaré la culpabilité pour que l'on puisse admettre que ces décisions puissent être contrôlées par une juridiction quelconque. La participation du peuple est une nécessité tellement considérable en matière criminelle qu'il ne saurait y avoir aucune force capable de limiter l'expression de sa conviction.

Si, dans les régimes répressifs actuels, où la punition du coupable est la seule fin désirée, l'appel peut être compris comme un contrôle utile lorsqu'il est porté devant une collégialité réduite à trois magistrats, nous devons le repousser d'une organisation judiciaire faite pour assurer le relèvement moral du condamné. En matière de crime, le but poursuivi étant toujours d'empêcher le coupable de nuire en l'éliminant de la société et la souveraineté du peuple devant intervenir pour enlever au condamné ses principaux droits, il semble impossible de justifier un appel qui ne peut s'adresser à une juridiction plus élevée que la Nation qui vient de le condamner.

Le recours en Cassation.

Alors que l'appel est un contrôle exercé par une juridiction supérieure sur les décisions d'un tribunal inférieur, le recours en Cassation est la protection donnée au justiciable pour qu'il soit jugé selon les formes prévues par la loi et avec application de pénalités admises dans le Code pour les

infractions commises. Le recours en Cassation s'exerce lorsque la forme exigée dans les différentes phases de la procédure se déroulant devant les tribunaux n'a pas été respectée, lorsque le juge n'a pas appliqué la loi dans le prononcé de la sanction. Cette protection nous semble absolument nécessaire, car le tribunal doit en toute occasion se conformer aux règles prescrites par la loi, qui est l'expression de la volonté populaire. Le recours en Cassation donne ainsi aux justiciables une garantie contre les actes du magistrat qui ne voudrait pas appliquer la forme indiquée par la loi, généralement respectueuse des droits de la défense, et contre la décision d'un tribunal, désireux de punir le coupable plus sévèrement que la volonté populaire, s'exprimant par la loi, ne le permet. La Cour de Cassation ne s'occupe jamais des questions de fait qui doivent être de la compétence des Tribunaux et des Cours d'Appel et ne connaît que des questions de droit. Ce recours nous semble absolument nécessaire pour assurer au justiciable toutes les garanties accordées par la loi.

Tous les Etats admettent une cour suprême de Justice et le recours en Cassation contre les décisions contraires aux lois. Selon les Etats, ce recours est plus ou moins facilement accordé et la Cour de Cassation est plus ou moins fortement organisée. En Angleterre (1), les arrêts définitifs ne peuvent être attaqués que pour violation de la loi, constatée par le « record ». Comme le « record » fait par un « clerk » très instruit ne mentionne jamais ces violations de la loi, le recours en Cassation pour la forme semble totalement illusoire. Pour le fond, il faut mentionner que tout juge d'une cour criminelle peut, lorsqu'une affaire soulève un point de

(1) de Franqueville, *Le système judiciaire de la Grande-Bretagne*.

droit lui semblant douteux, réserver la question et la soumettre à la Cour des Cas Réservés à la Couronne, qui n'est que la réunion des juges du Banc du Roi et qui fixe la jurisprudence en matière criminelle. La présence du Lord, chef justicier et celles de quatre juges, sont exigées par la loi, mais lorsqu'il y a divergence d'opinions entre les juges ou que la question est très importante, tous les magistrats de la section du Banc du Roi se réunissent pour rendre un arrêt fixant définitivement la jurisprudence. La section du Banc du Roi est celle pouvant lancer des « writts of error » ordonnant de lui transmettre les pièces d'une procédure afin d'examiner s'il n'y a pas violation de la loi, entraînant cassation de la décision rendue ou de la procédure faite. — Dans les Etats à forme fédérative comme les Etats-Unis ou l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, chaque Etat a sa Cour Suprême. — Aux Etats-Unis (1), lorsque les Etats n'ont pas de Cours d'Appel des Cours de Comtés et des Cours Supérieures, la Cour Suprême de l'Etat joue ce rôle et il y a une Cour d'Appel ou d'errors qui constitue un quatrième degré de juridiction, réservé aux vrais pourvois en Cassation contre les arrêts des Cours Suprêmes. Dans les Etats, où il y a des Cours d'Appel, des Cours Supérieures et des Cours de Comté, la Cour Suprême voit sa compétence restreinte aux « errors » c'est-à-dire aux violations de la loi amenant Cassation. — Dans l'Union des Républiques Soviétiques (2) chaque Etat a une Cour Supérieure siégeant à trois magistrats, qui peut modifier la peine des décisions criminelles portées devant elle, mais ne peut rechercher de nouvelles preuves, et doit se contenter de celles qui ont été faites. Si

(1) Nerincx, *L'organisation judiciaire aux Etats-Unis*,

(2) Renseignements fournis par M. Tchlenoff,

la décision, dont on demande revision, est mal faite, il y a Cassation et renvoi devant le tribunal devant juger en première instance et pouvant réunir les preuves nécessaires pour découvrir le coupable. Ce recours en revision, mélange d'appel et de cassation, est porté devant la juridiction supérieure au tribunal ayant pris la décision contestée. Le Tribunal de Province (Cour de Province jugeant en 1^{re} instance avec 4 magistrat et 2 échevins) juge les crimes et la Cour Suprême de la République connaît des revisions de ses décisions. Le Tribunal du Peuple a pour compétence les délits et ses jugements sont soumis à la revision de la Cour de Province jugeant avec trois magistrats. — Le système de la plupart des pays est plus simple, notamment celui de la France. Au-dessus des différentes juridictions se dresse une Cour de Cassation empêchant les violations de la loi en cassant les décisions contraires à la volonté du législateur. En France, il y a trois chambres à la Cour de Cassation : la Chambre Criminelle, la Chambre Civile et la Chambre des Requêtes, qui est aussi civile et n'est que l'antichambre nécessaire à la précédente. La Chambre Criminelle connaît de tous les pourvois portés contre des décisions de tribunaux répressifs lorsqu'elles sont rendues en dernier ressort, et contre les instructions et poursuites ayant précédé. Lorsque la Chambre Criminelle casse une décision, elle renvoie l'affaire devant une juridiction du même degré que celle ayant rendu le jugement ou l'arrêt précédent non conformément aux lois. Si cette nouvelle juridiction adoptait les mêmes errements et que pourvoi en soit porté, la Cour de Cassation, siégeant toutes Chambres réunies, renverrait à une troisième juridiction du même degré en l'obligeant à appliquer les principes de son interprétation de la loi.

Le système français nous semble excellent lorsqu'il laisse

à une même Chambre la compétence de toutes les violations de la loi en matière répressive, mais il nous semble discutable que cette Chambre Criminelle, en cassant la première décision et en renvoyant à une autre juridiction, ne fixe pas sa doctrine d'une façon définitive et indiscutable, évitant ainsi une nouvelle cassation et un nouveau renvoi. C'est encore à l'unité de la justice civile et de la justice pénale que nous devons la lenteur des décisions si préjudiciable aux intérêts des justiciables. Il nous semble nécessaire de confier à la seule Chambre Criminelle le soin de casser les décisions, de renvoyer l'affaire devant un nouveau tribunal, compétent pour juger du fait, et d'indiquer l'interprétation correcte des lois, en évitant ces pourvois successifs, ces doubles renvois qui font traîner en longueur certaines affaires. De plus, le nombre des magistrats composant les différentes Chambres de la Cour de Cassation peut sembler exagéré. La Chambre Criminelle comprend 16 magistrats du siège et exige la présence de 11 pour qu'une séance soit valable. Nous ne contestons pas la nécessité de la pluralité des magistrats dans des questions aussi graves que l'application respectueuse des lois par les tribunaux de droit commun et que l'interprétation correcte des textes législatifs. Nous pouvons cependant déplore que l'on ait pu croire à la nécessité d'un aussi nombreux personnel, qui ne peut que nuire à un travail intelligent par des discussions sans grande portée ou condamner la plus grande partie de ses membres à une position immuablement et inutilement silencieuse. La plupart des autres pays se sont contentés d'un nombre beaucoup moindre de magistrats. Alors que notre Cour de Cassation comprend 49 membres, dont un premier président et trois présidents, nous voyons en Grèce 8 magistrats, en Norvège 8 à 10 juges, à Genève 3 juges, au Portugal 6 conseillers, aux Pays-Bas 12 à 14 con-

seillers, dans l'Union des Républiques Soviétiques 3 juges pour la Cour Suprême de chaque république. Nous pensons que cinq magistrats suffiraient amplement à composer la Chambre Criminelle d'une Cour de Cassation ayant à examiner les pourvois portés contre les décisions d'assises. Chaque audience devrait obligatoirement compter trois juges au siège et un rapporteur, et cela nous semble entièrement suffisant pour le travail consistant à contrôler un juge répressif, qui ne peut prononcer que des mesures de sûreté qui nécessitent un pouvoir d'appréciation assez large, et une Cour d'assises, où les jurés sont doublement avertis et éclairés des conséquences de leurs actes.

Le pourvoi en Révision.

Un recours est encore possible contre les décisions des juridictions répressives connaissant des infractions commises avec intention coupable, lorsque certains faits nouveaux semblent indiquer que l'individu, considéré comme coupable : est innocent des faits qui lui avaient été reprochés et qui l'avaient fait condamner. Ce pourvoi en révision devait être limité quant aux faits pouvant le faire recevoir et quant aux condamnations, dont la modification ou l'annulation était demandée. Il était normal de ne faire porter la révision possible que sur les condamnations affectant l'honneur des citoyens. Aussi en France, le pourvoi en révision ne peut être utilisé contre les jugements de simple police qui n'affectent pas l'honneur du citoyen et ne peuvent toucher que très légèrement sa liberté. En France, l'article 443 du Code d'Instruction criminelle énumère trois sortes de faits précis qui peuvent faire accorder la révision d'une condamnation : lorsque des indices précis pourront faire croire à l'existence

de la prétendue victime d'un homicide ; lorsque deux arrêts ou jugements auront condamné pour le même fait deux individus différents sans que les deux décisions puissent se concilier ; lorsqu'un des témoins entendus aura, postérieurement à la condamnation, été condamné pour faux témoignage contre l'accusé ou le prévenu. La demande en révision, qui peut être faite par le Garde des Sceaux, le condamné, des parents de celui-ci ou les personnes en ayant reçu mission, est alors portée devant la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation qui peut rejeter le pourvoi ou, en annulant la décision judiciaire, prendre une des trois décisions suivantes : s'il est possible de procéder à de nouveaux débats, elle renvoie l'affaire devant une juridiction du même ordre que celle ayant statué précédemment, en précisant les questions devant être posées au nouveau juge ; s'il n'est pas possible de procéder à de nouveaux débats, la Chambre Criminelle déclare directement l'innocence du condamné ; dans le cas où l'annulation de la décision ne laisse rien subsister qui puisse être qualifié crime ou délit, la Chambre Criminelle statue aussi sans renvoyer à une autre juridiction.

L'article 443 du Code d'Instruction Criminelle prévoit aussi qu'il peut y avoir pourvoi en révision lorsque des faits nouveaux, de nature à établir l'innocence du coupable, se sont produits. Mais le pourvoi en révision pour faits nouveaux ne peut être transmis à la Chambre Criminelle que sur la demande du Garde des Sceaux, n'agissant qu'après avoir demandé l'avis des directeurs de son ministère et de trois magistrats de la Cour de Cassation.

La décision judiciaire proclamant l'innocence de l'ancien condamné est affichée dans divers lieux et publiée dans différents journaux. Sur la demande du condamné ou de certains de ses proches, en cas de décès de celui-ci, des

dommages-intérêts peuvent être accordés à la charge de l'Etat.

Ce pourvoi en révision semble, sans aucun doute, indispensable à une bonne justice, des erreurs pouvant toujours se produire, soit dans l'instruction, soit par suite de faux témoignages. On peut, cependant, penser que les formes de ce pourvoi en révision sont un peu trop solennelles dans un pays où l'instruction offre si peu de garantie et où les erreurs peuvent être nombreuses. Nous aimerions mieux que les faits nouveaux, pouvant faire casser une décision, soient jugés par des représentants du peuple, par des jurés, devant qui le demandeur condamné et le Ministère public soutiendraient leurs argumentations.

Dans certains pays comme l'Angleterre (1), le pourvoi en révision n'existe pas, car en face de l'omnipotence de la décision des jurés éclairés et impartiaux, le seul pouvoir pouvant agir est celui du roi qui, par la grâce, peut réparer des erreurs dangereuses pour l'ordre social, à cause de la belle idée, nette et précise, que les Anglais se font de la justice. Ce pourvoi en révision nous semble pourtant absolument nécessaire et la grâce ne peut avoir qu'une valeur de remplacement, n'ayant nullement l'importance de la proclamation d'innocence de l'ancien condamné. Il est nécessaire d'en limiter l'usage en dehors des cas précis où la non culpabilité du condamné se pose sans aucun doute, mais il ne faut pas que le mot « limiter » veuille dire impossibilité de s'en servir, ainsi que cela s'est produit dans de trop nombreuses affaires sous le couvert de raisons d'opportunité discutables. Dans ces conditions, nous pensons que le ministre ne devrait intervenir pour transmettre la demande à la Chambre criminelle que sur

(1) de Franqueville, *Le système juridique de la Grande-Bretagne*.

la décision affirmative d'un jury de cinq membres assisté d'un magistrat, qui dirigerait les débats.

Dans le système répressif actuel, les décisions correctionnelles et des Cours d'Assises peuvent être soumises au pourvoi en révision, parce que le but poursuivi dans les condamnations prononcées par ces juridictions est d'atteindre le prétendu coupable dans son honneur et dans le plus grand de ses droits, dans sa liberté, en lui faisant subir un châtement pénible. Au contraire, dans notre nouveau système, le juge répressif a pour tâche le relèvement moral et la réadaptation sociale d'un individu dont l'intention coupable a été découverte par l'infraction commise, mais dont l'état, tant moral que physique, exige des soins spéciaux pour lui donner toute possibilité de vivre convenablement dans la société. Notre juge s'occupe donc des moyens de relever l'inculpé, quelle que soit l'infraction commise et d'après son état moral et physique. Le juge répressif n'atteignant nullement l'honneur des individus, nous ne pensons pas nécessaire de maintenir la possibilité limitée du pourvoi en révision contre ses décisions, d'autant plus que, même à l'heure actuelle, où les décisions correctionnelles compromettant l'honneur des individus, les pourvois en révision des condamnations prononcées en Correctionnelle sont extrêmement rares. Pour les décisions des Cours d'Assises n'ayant plus pour but le relèvement moral du condamné, nous estimons que le pourvoi en révision doit être maintenu et élargi par le contrôle d'un jury ainsi, que nous l'avons exposé plus haut. Ainsi le pourvoi en révision sera susceptible de réparer les erreurs commises par les décisions de notre plus haute juridiction répressive et assurera à chacun la confiance dans une justice qui peut être trompée, mais ne peut se tromper.

La prise à partie

Une dernière voie de recours extraordinaire est accordée par la loi au condamné. Celle-ci n'est plus portée contre le jugement de condamnation, mais contre le juge qui l'a fait, lorsqu'il a abusé de son autorité ou lorsqu'il a commis une faute lourde professionnelle. Il était nécessaire évidemment de limiter ce recours qui aurait pu apporter des abus certains et empêché le libre cours de la justice, si toute liberté avait été laissée au justiciable. En France, la prise à partie peut être dirigée contre un magistrat ou contre la juridiction ayant rendu le jugement : lorsqu'il y a eu dol, fraude, concussion, certaines violations de la loi sur la liberté individuelle ou faute lourde professionnelle, c'est-à-dire commission d'une négligence ou erreur qu'il était possible d'éviter en faisant attention ; lorsque la prise à partie est expressément prononcée par la loi ; lorsque la loi déclare le juge responsable à peine de dommages-intérêts ; lorsqu'il y a demi justice.

Enfait, il sera possible d'user de la prise à partie contre un juge d'instruction, mais il sera très difficile de prendre à partie un magistrat, membre d'une juridiction collégiale qui reste toujours couvert par le secret de la délibération, ayant précédé la décision anonyme, et il faudra alors prendre à partie le tribunal entier, ce qui compliquera beaucoup l'action du demandeur.

Une requête, indiquant que la faute a été commise dans l'exercice des fonctions du magistrat et qu'un préjudice a été subi par le demandeur, doit être présentée au premier président de la Cour d'Appel, lorsque la prise à partie est faite contre un magistrat n'ayant pas un titre plus élevé que conseiller à la Cour d'Appel, au premier président de la

Cour de Cassation, lorsque c'est contre un magistrat d'un ordre plus élevé ou contre un tribunal ou une Cour que la prise à partie est demandée. Le président peut autoriser la prise à partie par une ordonnance qui ne sera pas motivée, alors qu'elle devral'être en cas de refus. Le rejet de la demande peut entraîner le demandeur à payer des dommages-intérêts aux parties, mais il y a un recours possible contre le rejet devant la Chambre des requêtes de la Cour de Cassation, qui statue en audience publique. Lorsque l'ordonnance autorisant la demande est prise par le premier président d'une Cour d'Appel, c'est la Cour d'Appel qui est compétente pour connaître de la prise à partie. Lorsque l'ordonnance vient du premier Président de la Cour de Cassation, c'est la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation qui statue sur la prise à partie.

L'arrêt déclarant fondée la prise à partie condamne le magistrat à payer des dommages-intérêts au demandeur pour l'acte illégal ou irrégulier ayant causé le préjudice invoqué et prononce en outre une amende civile de 50 fr, s'il s'agit d'une violation de la loi sur la liberté individuelle. De plus l'État est civilement responsable des condamnations en dommages-intérêts prononcées contre des magistrats à raison d'abus d'autorité ou de faute lourde, sauf son recours contre ceux-ci. Si le demandeur succombe, le magistrat a la possibilité par une demande reconventionnelle de lui réclamer des dommages-intérêts. M. Francisque Goyet estime que la garantie donnée au justiciable va limiter la liberté d'action du juge d'instruction et empêcher la découverte de la vérité nécessaire pour l'application de la justice. Cette prise à partie nous semble au contraire, tout à fait insuffisante; elle ne peut être une garantie que contre le juge d'instruction, dont la responsabilité peut être facilement découverte, ses décisions

n'étant pas couvertes par l'anonymat et par le secret des délibérations. Avec la loi du 7 février 1933, un progrès certain a été fait, puisque le magistrat devient responsable pratiquement de ses fautes lourdes ; malheureusement à part l'unique juge d'instruction et le modeste juge de paix, les magistrats ne peuvent être atteints par la prise à partie. Il est impossible en effet de découvrir la responsabilité d'un magistrat, membre d'un tribunal collégial, dans la décision anonyme qui a été prise. Quant à poursuivre un tribunal ou une Cour par ce procédé, il n'y faut point penser, car une telle prise à partie est certainement vouée à l'échec. Enfin, on ne saurait négliger que si la demande en prise à partie est rejetée ou si le demandeur est débouté devant la Cour, une condamnation en dommages-intérêts est prononcée à la demande du magistrat attaqué. Or, si le Président a, par une ordonnance, autorisé la demande en prise à partie, c'est que les arguments invoqués, les raisons présentées avaient une certaine valeur de vraisemblance impliquant la bonne foi du demandeur. Pourtant, si le magistrat n'est pas condamné, le demandeur devra lui payer des dommages-intérêts. De cette façon, sous le fallacieux prétexte d'écarter du magistrat toute poursuite injuste, on enlève au justiciable la possibilité de se servir de la prise à partie. D'autant plus que les magistrats qui vont connaître de cette prise à partie, peuvent difficilement passer pour impartiaux. Ils jugent des collègues qu'ils connaissent depuis longtemps, qu'ils apprécient presque toujours, et ils ne pourraient prendre qu'avec beaucoup de peine la responsabilité de les condamner. Une justice de classe est toujours discutable et nous aurions peur que cette justice soit discutée, si nous ne connaissions la sagesse du justiciable qui évitera avec soin d'utiliser une voie de recours aussi dangeureuse pour lui.

La prise à partie est une garantie nécessaire accordée au justiciable quand il s'agit des mesures d'instruction qui peuvent avoir de pénibles conséquences par la plus ou moins grande valeur du juge d'instruction. Il est donc nécessaire d'accorder au justiciable, qui n'est pas encore reconnu coupable et qui ne le sera peut-être jamais, des garanties spéciales lui donnant un recours personnel contre ce magistrat qui pourrait avoir pris contre lui des mesures préjudiciables. Pour cela, il conviendrait de laisser l'autorisation du premier Président de la Cour de Cassation uniquement pour écarter toutes les demandes injustifiées, en permettant dans ce cas la condamnation du demandeur à des dommages-intérêts, mais supprimer ce risque pour le demandeur, lorsque la requête aurait été autorisée par une ordonnance du premier président. En outre, il semble nécessaire que ce soit un jury de juristes : professeurs, avocats, avoués et magistrats, dans une proportion convenable, qui prenne la décision acceptant ou rejetant la prise à partie. Dans ces conditions, les intérêts du justiciable et ceux des magistrats seraient sauvegardés, d'autant plus que le recours en Cassation pourrait toujours être porté contre les décisions de ce jury spécial, alors que maintenant seules les décisions des Cours d'Appel peuvent être frappées par cette voie de recours. Pour les magistrats des juridictions collégiales, la prise à partie nous semble illusoire et ne devrait avoir lieu qu'administrativement devant le Ministre de la justice qui pourrait accorder ou refuser une indemnité à l'individu lésé après avis de deux membres de la Cour de Cassation, mais la demande devrait être adressée au Premier Président de la Cour de Cassation, qui ne la transmettrait que s'il le jugeait utile et pourrait condamner le demandeur à des dommages-intérêts envers les magistrats ou la juridiction indiqués, si le plaignant

ne semblait pas présenter la condition de bonne foi, indispensable pour utiliser cette voie de recours.

Cette prise à partie est la seule responsabilité civile encourue par le magistrat français et nous pouvons estimer que cette garantie, modifiée ainsi que nous l'avons expliqué plus haut, serait bien suffisante pour protéger actuellement le justiciable de tribunaux collégiaux.

En Angleterre (1), la prise à partie ne peut être exercée que contre les juges de paix qui sont des magistrats non rétribués et non professionnels, qui peuvent commettre de lourdes erreurs préjudiciables au justiciable et qui sont susceptibles d'être partiaux. Pour les magistrats ordinaires, la prise à partie n'est pas admise et l'individu lésé doit intenter une action en dommages-intérêts, si le juge est poursuivi pour un acte rentrant dans ses fonctions, en prouvant que ce dernier a agi par malice et sans cause raisonnable ou probable, ou faire annuler la décision par la section du Banc du Roi, si le magistrat a excédé sa juridiction, sans avoir besoin d'alléguer la malice ou le manque de raison valable. Les actions contre les magistrats sont portées devant un juge avec jury ou devant une Cour d'Assises d'un comté.

Les cas de prise à partie sont extrêmement rares de même qu'en France, mais les raisons de cette abstention des justiciables sont totalement différentes et tiennent à ce que les Anglais ont une plus haute idée de la justice que les peuples latins et qu'ils ont à cœur de ne pas abuser de l'autorité qui leur est confiée. Nous voyons que les Anglais n'hésitent pas à porter les actions en responsabilité civile des juges devant le jury, sans même exiger de grandes capacités de ces jurés. Nous n'hésitons pas à réclamer des capacités pour

(1) De Franqueville, *Le système judiciaire de la Grande-Bretagne*.

composer ce jury, mais il nous semble nécessaire de demander qu'il n'y ait pas que des magistrats pour connaître de la responsabilité d'un juge d'instruction, à raison de ses actes.

Quant à notre juge répressif, il nous semble inutile de pouvoir faire engager sa responsabilité en raison des actes qu'il a pu faire. Sa tâche est limitée à ordonner les mesures de sûreté capables d'opérer le relèvement moral d'un individu, dont l'état physique et moral peut être dangereux pour la société et s'est déjà révélé comme tel. On ne peut, en aucune façon, admettre une responsabilité civile de notre juge à raison de la mesure de sûreté prise par ce magistrat. Par la possibilité discutable d'une erreur malheureuse, on ne peut entraver définitivement l'action décisive entreprise par ce magistrat qui prépare le reclassement social d'individus coupables qui, sans cette réadaptation nécessaire, constitueraient un danger social par leurs forces mauvaises, désorganisatrices d'une société désormais en péril.

De cette façon, nous pensons que les fonctions des juridictions d'instruction seraient moins livrées à l'arbitraire de mesquineries trop fréquentes et que les juges de nos juridictions de jugement, dont la tâche de reclassement des coupables sera si délicate, ne seront pas obligés de descendre de leur tribunal pour justifier de leur conduite qui relèvera de la science et non de l'estimation arbitraire de l'homme.

CHAPITRE VII

Organisation de la fonction de juge

Ayant étudié les différentes voies de recours qui pourront être exercés contre les décisions de notre magistrat répressif et la responsabilité qu'il aurait pu encourir, nous devons maintenant nous demander dans un dernier chapitre comment il sera recruté, de quel ordre sera son traitement, et enfin les différentes charges qui pourront lui incomber en raison du nouveau rôle qu'il assume dans notre société.

Recrutement du juge.

Nous devons d'abord nous préoccuper d'obtenir le recrutement susceptible de donner le meilleur juge. Le juge vaudra évidemment selon sa compétence et son impartialité. Pour notre juge répressif, qui est un homme de science, chargé de relever moralement les coupables pour les réadapter à la vie sociale, l'impartialité est certainement une grande vertu, qui n'a nullement l'importance que l'on pouvait y attacher lorsque l'idée de punition proportionnelle à la faute commise était la base de la justice pénale. Ce qui compte et doit compter essentiellement, c'est la compétence. Le juge répressif doit être capable d'ordonner rapidement et utilement la mesure de sûreté capable d'assurer le relèvement moral du coupable. Pour remplir avec compétence sa tâche, le juge répressif doit avoir de nombreuses connaissances et une certaine expérience. Nous avons développé dans nos chapitres 2 et 3 les raisons nous faisant adopter un juge répressif professionnel

et spécialisé et cela nous permettra de préciser l'éducation que devra avoir reçue notre juge répressif.

Mr. Rafaël Fontecella Riquelma (1), au Congrès de Palerme, indiqua le programme de Dorado Montero portant sur les connaissances exigibles d'un bon juge répressif. « L'éducation qu'un magistrat pénal doit posséder en ce moment-ci, comme minimum, est la suivante : 1°) culture générale acquise pendant le premier enseignement commun à tous les individus, quelle que soit la profession qu'ils embrasseront plus tard : 2°) culture spéciale dans les matières déjà envisagées ci-dessus dans ses relations et applications à la direction de la conduite des hommes par les voies juridiques : biologie juridique, anthropologie juridique, la langue dans le droit, histoire générale du droit, sociologie juridique, économie, statistique juridique, études spéciales sur chacune des branches dont est composé le droit (privé ou civil, politique, pénal, etc...) autant dans tous les pays (législation comparée) que dans le sien (législation en vigueur) ; 3°) culture très spéciale dans les matières qui touchent de près la direction de la conduite des hommes sous le point de vue de ce qui s'appelle administration de la justice : pénale, anthropologie criminelle, histoire de la criminalité et de la pénalité, prévoyance pénale, sociologie criminelle, législation pénale comparée, législation pénale en vigueur, science pénitentiaire ».

Nous nous rallions entièrement à ce programme de Mr. Dorado Montero qui correspondait en France à la possession de diplômes suivants : baccalauréat, doctorat en droit, et diplôme de l'Institut de Criminologie. Il est certain que, dans ces conditions, les études des pénalistes seraient plus complètes et plus importantes que celles des civilistes, mais, pour

(1) Congrès de Palerme, *Revue internationale de droit pénal*, 1933.

éviter un avantage de ces derniers pour accéder à la fonction de juge on pourrait exiger d'eux la possession du Diplôme de l'Institut de Droit Comparé. — Des connaissances approfondies sont nécessaires pour être apte à remplir les fonctions délicates du magistrat pénal, mais il est indiscutable qu'aussi longues et aussi fructueuses que soient les études faites, une expérience de quelques années est indispensable pour les adapter aux problèmes à résoudre et être capable de les appliquer utilement et complètement.

Dans la plupart des pays, des diplômes ont été exigés des candidats magistrats, ainsi qu'un stage plus ou moins long dans les services de la justice pour leur donner l'expérience nécessaire pour utiliser au mieux leurs connaissances. En France, le diplôme de licencié en droit est exigé, ainsi qu'un stage de un an au Parquet et deux ans au barreau pour avoir le droit de se présenter à l'examen professionnel de la magistrature. En Italie, nous voyons un concours à l'entrée d'un stage de 18 mois, en tant qu'auditeur à un tribunal ou attaché au Parquet et un nouvel examen à la fin de ce stage avant de devenir magistrat. Le candidat magistrat en Allemagne passe un concours d'entrée, puis fait un très long stage dans les différentes juridictions, au Parquet et même chez un avoué plaidant.

Nous voyons que dans ce système, on a recruté les futurs magistrats parmi des individus assez jeunes, ayant quelques connaissances en droit certifiées par des diplômes. Pour les rendre aptes aux fonctions judiciaires, on les fait passer par un stage plus ou moins long, plus ou moins judicieux, dans certains organismes de la justice, pour y apprendre l'expérience nécessaire à l'application de leurs connaissances. Dans certains pays où la confiance attachée à un titre représentant des études théoriques plus ou moins poussées,

n'est pas très considérable, il semble préférable de ne pas chercher à faire application de connaissances plus ou moins précises par une expérience trop courte et de choisir comme magistrats des gens ayant une longue carrière dans les affaires juridiques. Les Anglais (1) choisissent leurs magistrats parmi les avocats réputés pour être sûrs de leurs connaissances et de leur expérience, et c'est un grand honneur et une fin de carrière très appréciée par un avocat que de devenir magistrat. — Aux Etats-Unis (2), les magistrats fédéraux sont recrutés de la même façon parmi des avocats qui se sont fait remarquer par leurs qualités professionnelles. — Ce mode de recrutement a rendu des résultats excellents dans les pays anglo-saxons, mais il ne nous semble pas applicable dans les pays latins où les avocats s'imaginent toujours représenter la défense et l'indépendance d'esprit en face d'une magistrature uniformément dressée en accusatrice. Les avocats ne sentiraient pas suffisamment l'honneur qui leur serait fait en les nommant magistrats et ces derniers se sentiraient humiliés, que l'on fasse appel à leurs adversaires de toujours pour les hautes places et les grands dignités, alors qu'ils se seraient efforcés de remplir en conscience leurs fonctions de toujours. Enfin, les traitements de ces magistrats, anciens avocats, ne seraient pas assez élevés pour ne pas leur faire regretter les honoraires que des clients fortunés laissaient entre leurs mains au temps où ils étaient indépendants. Pour ces multiples raisons, il nous semble impossible d'acclimater dans des pays latins ce mode de recrutement anglo-saxon, qui a pourtant fait les preuves de sa valeur en Angleterre, mais qui ne saurait se concevoir qu'avec la loyauté et le

(1) de Franqueville ; *Le système judiciaire de la Grande-Bretagne*.

(2) Nerinx ; *L'organisation judiciaire aux Etats-Unis*.

sens de la justice si profonds chez les insulaires.

Il nous faut donc chercher un moyen accessible à tous les peuples et nous ne nous déclarons pas satisfait du stage accompli dans les services de la magistrature par les futurs candidats aux fonctions répressives. — En Allemagne (1), ce stage est assez long et fait voir au futur magistrat un grand nombre de faits et de mécanismes juridiques et judiciaires intéressants pour sa carrière, mais il est encore possible de critiquer la longueur du stage, car le stage ne présente un véritable intérêt pour le candidat que lorsqu'il est court. Des stages trop longs ou trop répétés dans les juridictions inférieures ne présentent pas un intérêt professionnel considérable.

En France, le stage au Parquet n'apprend que des éléments trop spécialisés de droit pénal dans les grandes villes, tandis que dans les petites villes de province, il ne représente trop souvent qu'une inscription n'exigeant pas une présence suffisante pour s'instruire. Le stage est fâcheux, parce qu'il tend à faire du candidat, attaché à un service judiciaire, sous les ordres et la direction d'un magistrat, une sorte de sous magistrat peu considéré par celui qui l'utilise. Le candidat magistrat ne fait guère que des travaux secondaires, souvent peu intéressants pour sa carrière future, alors qu'il devrait apprendre la pratique du règlement des dossiers. Il est fâcheux de constater combien la collaboration entre avocats jeunes et anciens est plus grande, plus utile, plus intéressante pour les jeunes stagiaires que ces rapports hiérarchiques d'inférieurs à supérieurs qui séparent définitivement les candidats magistrats de leurs aînés. Il nous semble nécessaire d'établir une collaboration entre les magistrats

(1) Pigé; *Le juge unique et le statut de la magistrature*.

et les candidats aux fonctions répressives, pour que les juges en exercice cherchent à s'intéresser à leurs candidats et à développer les connaissances de ceux-ci. A l'heure actuelle le stage semble répondre insuffisamment à ce but, d'autant plus que les magistrats en exercice ne semblent pas toujours avoir compris le but de cette institution.

Pour devenir un juge répressif, tel que nous le désirons, la possession des diplômes, baccalauréat, doctorat en droit et institut de Criminologie nous semble absolument nécessaire pour donner la culture générale, la science juridique et les connaissances techniques suffisantes pour remplir convenablement le rôle que nous lui avons fixé. L'expérience doit être acquise par une collaboration du juge répressif en exercice et du candidat. Le candidat magistrat sera le secrétaire du juge répressif en exercice, l'aidant dans la compulsion des dossiers, lui préparant le travail et assistant au moins à une audience sur trois pour observer la valeur des témoignages dans l'appréciation de la culpabilité et pour examiner l'utilisation des mesures de sûreté dans des cas étudiés par lui. De cette façon, nous pensons que le futur magistrat pourra obtenir l'expérience nécessaire à l'application des connaissances, que ses longues études lui auront fournies, et qu'il sera en tout point digne de remplir ce rôle de juge répressif particulièrement délicat, qui exige d'être un homme de science en même temps qu'un juge.

Pour remplir convenablement cette fonction, il semble nécessaire de ne pas la confier à un homme trop jeune, toujours susceptible d'obéir à des réflexes sentimentaux, que la vie n'a pas encore usés ou tout au moins amoindris de façon à ne plus les rendre dangereux pour l'œuvre entreprise. Il est affligeant pour la dignité de la justice d'entendre des hommes trop jeunes requérir au nom de la Société ou

juger en vertu de la Loi. L'expérience ne s'acquiert que lentement et les connaissances ne sauraient la remplacer ; aussi les justiciables ne peuvent avoir grande confiance en la justice rendue par des jeunes gens qui connaissent la loi, mais ne savent pas l'appliquer. En France à 23 ans on peut être magistrat et l'inquiétude peut naître devant les pouvoirs confiés à un homme si jeune et si inexpérimenté. Quelle confiance peut inspirer une justice rendue par un adolescent ! Il nous semble que les fonctions judiciaires ne devraient pas pouvoir être exercées avant d'avoir atteint l'âge de 28 ans, qui devrait rester un minimum.

Des études théoriques jusqu'à 23 ou 24 ans pour acquérir les diplômes nécessaires à l'entrée dans cette carrière de magistrat répressif, puis pendant 4 ou 5 ans des études pratiques sous la direction bienveillante et paternelle d'un juge répressif, dont il sera le secrétaire dévoué, telles seront les étapes indispensables à la formation professionnelle de celui qui aura le louable désir de devenir un juge répressif, capable d'amener le relèvement moral des coupables et de préparer leur reclassement social. Différents procédés peuvent le faire choisir et désigner pour occuper un poste de magistrat à pourvoir. En effet dans la plupart des pays, il ne suffit pas de remplir les conditions exigées, diplômes et stage nécessaires, pour être magistrat : pour le devenir, il faut encore être nommé et cette nomination n'est faite qu'après un examen passé par le candidat, prouvant que les connaissances indiquées par le diplôme ne sont pas dues au hasard et que le temps passé dans les services judiciaires ne fut pas complètement perdu et a fait acquérir une pratique suffisante des affaires pour rendre une justice honorable et conforme aux lois. Cet examen qui, dans certains pays est devenu un véritable concours, permettant

de choisir les meilleurs des candidats, ne nous semble nullement satisfaisant.

Un examen permet de vérifier les connaissances théoriques et pratiques de ceux qui doivent devenir des magistrats ; cette vérification est nécessaire, parce que les candidats n'ont pas été continuellement sous la surveillance et l'autorité d'un même magistrat, ou parce que si le même attaché a toujours eu pour chef le même magistrat, celui-ci n'a jamais considéré son subordonné qu'en rapport du travail secondaire qu'il lui confiait. Au contraire, si le magistrat a toujours eu sous sa surveillance un secrétaire dont il ait fait un collaborateur, nul doute que le secrétaire peut devenir un bon magistrat, si tel est l'avis de celui qui le fait travailler depuis longtemps et qui a pu le juger à sa valeur durant une longue collaboration. Ce serait au magistrat de demander lui-même la nomination de son secrétaire au premier poste de juge répressif vacant, lorsque ce candidat remplirait les conditions d'âge et de diplômes.

Quant au concours, il nous semble néfaste, parce que, quelles que soient les garanties dont on l'entoure, cette recherche du meilleur ou du plus apte peut amener la nomination d'un préféré, ce qui risque d'entourer d'une suspicion légitime une carrière que l'honneur doit guider en toute circonstance. Il ne faudrait pas que la carrière d'un juge commençât par une injustice soit vis-à-vis de lui-même par une reconnaissance imparfaite de sa valeur, soit vis-à-vis des autres en lui attribuant une capacité supérieure à celle qu'il a réellement. Pour cette raison, le concours nous semble dangereux et peu favorable à l'honorabilité de la Magistrature. — Enfin le concours, à un degré plus considérable que l'examen, porte en lui l'arbitraire d'une unique consultation d'un candidat plus ou moins bien disposé, plus ou moins

chanceux. Il nous semble impossible de faire accéder des hommes à une fonction aussi importante que celle de magistrat sous prétexte qu'ils furent capables de répondre brillamment à un certain nombre de questions. On peut délivrer un diplôme après une consultation de cette sorte, mais on ne peut pas en faire l'unique raison de la nomination à une fonction aussi dangereuse pour les justiciables.

Il est donc nécessaire de recourir à la nomination par le Garde des Sceaux sur la proposition d'un magistrat en exercice, qui aura eu le candidat actuel sous sa surveillance durant 4 ou 5 ans en qualité de secrétaire. Ainsi l'effort fait par le futur magistrat répressif pourra trouver sa récompense, et son désir sera de justifier la confiance mise en lui en rendant une justice véritablement sociale.

On peut cependant se demander avec quelque inquiétude si beaucoup de jeunes gens, ayant acquis par leurs connaissances de nombreux diplômes, ne préféreront pas porter leur activité vers d'autres carrières n'exigeant pas un stage aussi long pour obtenir une honorable situation. Les fonctions judiciaires n'auront plus besoin d'un important personnel et cette carrière, qui sera ainsi ouverte à ceux ayant un certain nombre de diplômes et de connaissances pénales, intéressera une élite d'hommes jeunes, désireux de collaborer au relèvement moral des coupables et de purifier une société de ses éléments douteux. La grandeur de la tâche, la dignité de la fonction, qui sera la récompense certaine de l'effort considérable demandé au candidat dans sa fonction modeste de secrétaire, exerceront certainement une attraction sur l'élite des juristes. Une rémunération sera d'ailleurs accordée au secrétaire et sans être très élevée aura, sans aucun doute, l'importance relative de celle du juge suppléant français.

Nous pensons que dans ces conditions il sera possible de trouver un personnel de confiance pour garnir avec opportunité nos tribunaux répressifs.

Avancement et traitement du juge

Il nous faut maintenant nous occuper des conditions de vie de notre magistrat en exercice. Nous devons examiner quel sera son avancement, récompense de sa façon de travailler, et à combien s'élèvera son traitement, rémunération normale de son travail. Généralement les différentes fonctions de la magistrature sont liées entre elles par une hiérarchie rigoureuse que gravit, degré par degré, le magistrat selon son mérite et sa valeur. Cet avancement se combine avec une meilleure rémunération et, ainsi, le magistrat en s'élevant en en grade est mieux rétribué, ce qui peut permettre de le mal payer durant de longues années, dans l'espoir d'un traitement satisfaisant en fin de carrière. Seulement ce système présente le très grave défaut de faire aspirer tous les magistrats à un avancement rapide, non que certains se fassent illusion sur leur propre valeur, mais parce que leur manque de fortune personnelle ou les besoins d'une nombreuse famille les obligent à rechercher une situation leur assurant une meilleure rétribution. De plus, les postes bien rémunérés sont rares et si chacun les désire, soit parce qu'il se juge digne d'occuper une fonction aussi élevée, soit parce qu'il en a besoin pour assurer la vie de sa famille, une lutte complexe et terrible se livrera à chaque instant pour obtenir un avancement qui sera un rapprochement appréciable vers le poste convoité ou le traitement nécessaire.

L'avancement peut cependant sembler légitime, puisqu'il permet de donner une place à part au mérite et de récom-

penser de leurs loyaux services les magistrats moins doués. Cela donne aux magistrats un intérêt à leur travail et les oblige à surveiller les différents actes de leur fonction pour mériter cette récompense. Malheureusement, nous avons vu combien ce contrôle hiérarchique s'exprimant par des notes données aux magistrats, pouvait être mauvais avec la non spécialisation des juridictions de jugement, d'instruction et d'accusation et avec la collégialité dans les tribunaux. De plus, cet avancement fait dépendre le magistrat non seulement de son supérieur hiérarchique, mais encore du personnel politique gravitant autour du Ministre de la Justice qui fera la nomination à un poste plus élevé. Si le juge a véritablement le désir ou le besoin d'avancer, on peut se demander si le justiciable peut encore trouver chez lui toutes les garanties d'impartialité que l'on doit rencontrer chez un magistrat. Il faut éviter aux hommes, même s'ils sont magistrats et par conséquent doivent être capables de montrer beaucoup de fermeté, des tentations dangereuses pour leur honneur et pour la dignité du Corps de la Magistrature, dans lequel ils servent.

On a cru qu'en faisant désigner les magistrats par d'autres magistrats mieux placés comme des Conseillers à la Cour de Cassation, on rendrait à la justice la place à laquelle elle a droit dans ces avancements. C'était une erreur : la soumission aux chefs hiérarchiques demeurait et la présentation au ministre d'un nombre plus élevé de magistrats que de postes à pourvoir nécessitait toujours un appui pour obtenir l'avancement mérité. Cette recommandation pouvait être rappelée par la suite à la mémoire du magistrat pour solliciter un service qui n'était pas forcément conciliable avec l'esprit même de la justice.

L'avancement est un mal certain, mais c'est un mal obli-

gatoire avec la collégialité, qui exige un nombre important de jeunes magistrats qui, peu payés, n'accepteraient pas de remplir ces fonctions, s'ils n'avaient l'espoir d'une compensation future procurée par un avancement rapide. Au contraire, le petit nombre des magistrats professionnels en Angleterre (1) a permis de les rétribuer d'une façon satisfaisante pour la dignité de leur charge, et pour que cette fonction de juge puisse être considérée comme le couronnement de la carrière d'un grand avocat. Le nombre des magistrats est infime, puisque ce sont les magistrats de la section du Banc du Roi qui président les Cours d'Assises durant les sessions. — Le Lord chef justicier est payé 8.000 livres par an, les membres de la Cour Suprême reçoivent un traitement de 5.000 livres, plus une indemnité spéciale pour les tournées d'Assises s'élevant à 3.000 livres. Ces traitements semblent formidables, mais cependant le budget anglais de la justice est moins élevé que le nôtre, parce que, dans la justice répressive nous en trouvons plus ensuite, chez les Anglais que les juges des cours de police, comme magistrats rétribués. Il ne faut cependant pas oublier que la stabilisation de notre franc au cinquième de sa valeur nous fait encore grossir l'importance réelle de ces traitements ; il n'en est pas moins certain que ces rémunérations semblent extrêmement élevées à côté des sommes dérisoires allouées aux trois quarts de nos magistrats. L'avancement n'existe pas en Angleterre et ne semble nullement nécessaire aux Anglais, qui se félicitent au contraire de ne pas avoir à souffrir de ses bienfaits calamiteux et donnent à leurs juges des compensations qui ne sembleront peut-être pas négligeables à nos magistrats. Dans ces conditions, nous pensons, d'une part, nécessaire d'écarter

(1) de Franqueville : *Le système judiciaire de la Grande-Bretagne.*

l'avancement et, d'autre part, indispensable de donner à notre magistrat répressif un traitement digne de la lourde tâche de redressement moral et de reclassement social qui lui incombe. Nous sommes cependant partisan d'un traitement progressif avec les années de service ou de ce qu'on a appelé du vilain nom d'« avancement sur place ». Certains pourront penser que de cette façon, nous ne cherchons pas à récompenser le mérite et le travail à sa juste valeur. La valeur et le mérite peuvent exister en parts très inégales dans une magistrature collégiale exigeant un personnel nombreux dans les petits postes de débuts et n'ouvrant que des débouchés très étroits aux situations importantes, mais dans un système admettant le juge unique et lui confiant un rôle déterminé, qui le transforme en véritable homme de science, la différence des qualités entre les magistrats composant cette élite est trop minime pour justifier des distinctions dans la rémunération. Le juge incapable doit être renvoyé et non pas maintenu dans une situation inférieure, dans laquelle il serait chargé de rendre une justice à bas prix. Notre magistrat répressif verra donc son traitement s'élever selon le nombre de ses années de service. — D'autre part, le nombre restreint des conseillers à la Cour de Cassation ne permettrait pas de considérer la nomination à de telles fonctions comme un avancement normal, mais comme un honneur insigne réservé à un légiste possédant un ensemble de qualités difficiles à rencontrer chez un magistrat ordinaire. Pour bien préciser le caractère hors cadre des fonctions de conseillers à la Cour de Cassation, il nous semblerait nécessaire de ne jamais pouvoir procéder à la nomination de magistrats en service à ces hautes fonctions. De cette façon, il n'y aurait aucune possibilité de danger pour le justiciable, puisque le choix fait ne pourrait être guidé que par la compétence et les qualités particulièrement bril-

lantes de ces anciens magistrats. Il faudrait donc que la carrière d'un magistrat répressif ne durât pas trop longtemps, pour qu'il soit possible de faire de juges à la retraite, des conseillers à la Cour de Cassation, pouvant occuper pendant un temps appréciable ce poste de confiance. Il nous semble que les juges ne devraient pas dépasser 55 ans d'âge aux fonctions répressives ordinaires si importantes et si fatigantes. Ils pourraient demander une prolongation de service de 5 ans en renonçant évidemment à devenir conseiller durant ce temps. Les magistrats à la retraite pourraient être nommés à la Cour de Cassation de 55 à 67 ans, mais cette nomination n'aurait aucun rapport avec un avancement normal, auquel le magistrat pourrait avoir droit.

De cette façon, notre système ne comporterait aucun avancement et nous verrions dans notre organisation judiciaire : des juges inférieurs, jugeant les infractions sans intention coupable, qui seraient recrutés par un concours et nommés après un stage assez court ; nos juges répressifs, connaissant des infractions avec intention coupable, qui tiendraient le service des assises pour les crimes ; des juges pour enfants qui pourraient se contenter d'études spécialisées sur les questions relatives à l'enfance coupable et d'un stage de peu de durée et qui jugeraient les enfants coupables durant une carrière pouvant commencer à 23 ans et se terminer à 50 ans ; et enfin des Conseillers à la Cour de Cassation. Ainsi notre organisation judiciaire répressive pourra donner à notre juge pénal toute possibilité d'accomplir l'œuvre de redressement moral des coupables dont il est chargé. Il y aurait nécessité à charger notre juge répressif de la surveillance des établissements de rééducation, des asiles d'aliénés et des camps spéciaux, créés pour les relégués définitifs de la société. Dans certains pays, le soin de veiller au bon ordre de ces différents

établissements appartient au Ministère public. En donnant au juge répressif le devoir de suivre les modifications morales et physiques du coupable après sa condamnation, on lui donne nécessairement la surveillance des centres rééducatifs dans lesquels le condamné sera placé. — Ainsi se trouveront complétées les réformes indispensables pour permettre à notre juge unique en matière pénale de jouer le rôle de soutien moral de la société que nous lui avons confié. De l'œuvre de ce juge, la société doit être considérablement fortifiée et tout effort, en vue de redonner de la force à une société, essoufflée par un progrès incessant et ses répercussions fâcheuses, mérite une indulgence nécessaire pour l'expression d'une pensée nouvelle.

TITRE II

APPLICATION

A L'ORGANISATION PÉNALE FRANÇAISE

CHAPITRE PREMIER

Psychologie pénale du peuple français

Nous avons indiqué notre désir d'appliquer les résultats dégagés au cours de la longue étude précédente au cas concret de la France. Il est indéniable que chaque peuple a une façon spéciale de concevoir son organisation judiciaire d'après son développement intellectuel et social, d'après ses goûts, d'après son esprit et son caractère. Cette organisation judiciaire dépend aussi du degré moral auquel se trouve l'homme moyen du pays considéré. Le relèvement moral des coupables est toujours souhaitable, mais il faut pour cela que la plupart des hommes composant la société aient eux-mêmes un niveau moral assez élevé, sans cela la solution durement répressive est la seule qui puisse être considérée comme possible. Seule la peur d'un châtiment considérable réussit à maintenir un ordre social précaire. La recherche du relèvement moral d'un coupable, atteint d'une sorte de mal de siècle collectif, est inutile et nuisible pour une société qui ne peut donner une valeur à ses lois que par la crainte des sanctions. Il faut qu'un ordre strict existe, que la mora-

lité soit élevée chez les individus formant l'armature sociale du pays, pour qu'il puisse être question de redressement moral des coupables et d'une organisation capable d'assurer la réalisation d'une telle œuvre.

Nous devons nous demander si le Français se trouve actuellement dans une situation morale et sociale permettant l'organisation d'un pareil système. Autrefois, la France possédait une organisation sociale particulièrement solide. Les cadres de la société étaient nettement dessinés avec la base particulièrement ferme de la cellule familiale. Les crimes politiques, les crimes passionnels étaient les principales formes d'infractions soumises aux Assises. Les petits délits se présentaient fréquemment aux audiences correctionnelles pour subir une répression sévère que leur gravité ne justifiait point. Il y avait des crimes crapuleux commis presque toujours dans les plus basses classes de la société, et dans l'ensemble on peut dire que les tribunaux répressifs étaient réservés aux classes sociales inférieures. La prison représentait un châtiment terrible pour l'honnête homme, qui méprisait profondément ceux qui avaient été condamnés à des peines de détention. Malheureusement, le progrès d'une part, la guerre et ses répercussions de l'autre, allaient transformer dans des proportions considérables notre société et rendre nécessaire une répression sévère des infractions commises, pour maintenir un ordre social chancelant. Le relèvement moral des coupables ne pouvait plus être envisagé lorsque celui de la nation entière devenait indispensable.

On peut se demander quelles sont les causes de cet abaissement de la moralité générale. Nous avons cru pouvoir en distinguer deux sortes, les unes provoquées par la vie moderne et pouvant être considérées comme universelles, les autres provenant spécialement des Français et de leur

esprit particulier. Nous allons tout d'abord envisager les causes générales de la baisse de la moralité et de l'augmentation du nombre des infractions commises.

Avec la vie moderne, nous assistons à la concentration urbaine, dans laquelle l'homme est exposé à perdre toute personnalité, toute dignité nécessaire. L'homme est perdu dans la foule, ignoré de tous et ne se sent nul besoin de tenir un rang quelconque. Il a quelques amis, ou plus exactement quelques relations lorsqu'il occupe une certaine situation, mais cela ne suffit pas à lui donner le respect de sa personnalité. L'homme de la ville est dans la foule et comme personne ne s'intéresse à lui, ne l'observe, il a une tendance certaine à s'uniformiser inutilement à l'ensemble des individus qui l'entourent. Cette foule grise et morne, dans laquelle chaque individu vit pour lui-même égoïstement, ne permet-elle pas de croire à l'impunité possible dans ce monde où personne ne se connaît? N'empêche-t-elle pas toute résistance aux tentations provoquées par toutes les idées coupables qui n'attendent qu'une occasion pour s'imposer, lorsque l'abdication de toute dignité a réalisé chez les hommes une égale faiblesse morale? Des changements trop rapides dans les fortunes des individus ont accentué cette tendance vers l'égalité vestimentaire, vers l'égalité de la façon de vivre, vers l'égalité des besoins et des désirs, vers l'égalité dans un égoïsme impérieux et desséchant remplaçant tout autre idéal. Dans la ville, les hommes ont perdu toute personnalité qui pouvait leur donner le soutien moral nécessaire pour mener une existence médiocre et honnête; avec la vie moderne des hommes ont vu s'effondrer leurs fortunes, tandis que d'autres, qui n'étaient ni meilleurs ni plus mauvais, augmentaient les leurs et ces changements de richesses ont amené les gens à s'effacer de plus en plus dans

la foule anonyme. Les anciens riches désiraient cacher leur gêne subite, tandis que les nouveaux montraient avec discrétion une fortune qui ne devait pas toujours son importance au travail. Ces changements donnaient à ceux qui se trouvaient ainsi dépouillés, le sentiment d'une injustice causées par cette société, dans laquelle ils vivaient. Les rentiers de tous les pays se trouvèrent ruinés par la dépréciation des monnaies résultant des difficultés financières des différents Etats et le malaise moral en augmenta.

Ces habitants des villes, perdus dans la foule, ayant perdu tout désir de tenir le rang social auquel ils avaient droit, pouvaient avoir envie de satisfaire leurs désirs par des procédés malhonnêtes, s'ils espéraient trouver un refuge suffisant dans la masse anonyme qui les noyait à toute heure du jour. Lorsqu'ils s'estimaient lésés ou même dépouillés par des mesures législatives, ces individus, capables d'être des délinquants par leur état moral, pouvaient même découvrir des justifications à leur conduite honteuse devant leurs consciences. La plupart des individus trouvèrent en eux assez de force morale pour résister aux actions coupables qui se présentaient et cherchèrent dans le travail une autorité qui s'arrêtait à leur usine ou à leur service, mais qui leur apportait la satisfaction morale leur permettant de vivre correctement dans l'ordre de la société. Malheureusement, la crise économique survint, et les individus, après avoir perdu leur personnalité dans la ville, après avoir assisté à la disparition de leur fortune dans une fièvre de spéculation et de malhonnêteté, ne furent même plus certains de pouvoir travailler pour assurer leur vie et celle de leurs familles. Le chômage provoqué par la crise pouvait être la cause de nombreuses infractions commises par des individus ayant besoin de vivre. Le secours accordé aux chômeurs a empêché l'augmentation

des délinquants de cette espèce, mais la paresse, résultant de la vie sans travail, fut un autre danger qui atteignit sérieusement la moralité de tous ceux qui ne pouvaient plus demander au travail les subsides nécessaires à assurer leur existence.

Cet ensemble de faits particuliers à la vie actuelle a créé une mentalité spéciale à l'homme moderne, uniformisée par la ville, vivant au jour le jour, matérialiste dans ses désirs comme dans ses satisfactions, désireux de satisfaire ses besoins par tous les moyens. L'individu se trouvait par ses dispositions tout à fait apte à devenir délinquant et même criminel.

De plus, à toutes ces causes s'ajoutaient : l'influence du cinéma qui montrait trop souvent la réussite de l'intelligence immorale sur la morale bornée et ignorante ; le besoin d'argent d'autant plus intense que le goût du luxe se répandait, grâce au cinéma qui le révélait et aux industries qui en vivaient ; la mentalité particulière des anciens combattants qui croyaient avoir tous les droits, parce qu'ils s'étaient sacrifiés pour leur pays, et qui entendaient monnayer ce sacrifice, qu'ils avaient dû consentir au péril de leur vie ; enfin le discredit dans lequel tombaient les classes dirigeantes et le monde politique par les scandales nombreux révélant l'immoralité des classes supérieures, qui semblaient avoir le devoir de montrer l'exemple.

Dans certains Etats, une réaction assez vive se produisit pour enrayer cet abaissement de la moralité en trouvant un point d'appui dans la conviction politique des individus et en leur donnant un idéal collectif, écartant définitivement l'égoïsme, auquel semblait être conduit l'homme moderne. Dans la destinée de leur pays, dans la conviction d'un ordre social nouveau, les habitants de ces Etats ont trouvé une

nouvelle morale, qui admet l'injustice, mais qui prépare une justice possible et une morale certaine pour le moment où l'Etat sera définitivement organisé et où l'ordre social régnera d'une façon normale. Ces efforts peuvent être jugés sévèrement sur d'autres terrains que celui du droit pénal et, si certains crimes abominables, si certaines spoliations injustes furent commis, il n'en reste pas moins vrai que, malgré tous ces crimes, la conscience morale de l'ensemble des habitants de ces pays s'est relevée par la création d'un idéal nécessaire pour l'organisation sociale d'une société moderne, acculée à mourir de l'égoïsme des citoyens ou à vivre par leurs sacrifices.

La France n'a point encore connu cet élan et ne le connaît peut-être point, parce qu'elle a moins souffert que les autres pays des différentes causes de démoralisation. — Elle a souffert de ces maux, mais avec modération : d'abord la concentration dans les villes s'accorde assez bien avec les goûts modestes du Français et le manque de dignité entourant les hommes de mérite paraît pour beaucoup une liberté, dont s'accommode avec plaisir l'individualisme de nos nationaux ; ensuite la dévaluation, aussi considérable qu'elle fut, n'apporta que des changements relatifs dans la situation des fortunes et non la ruine comme dans d'autres pays ; enfin la crise fut moins terriblement sentie dans notre pays que dans les autres, ainsi que les statistiques sur le nombre des chômeurs tendent à le montrer.

Malheureusement un certain nombre de causes spéciales à la France ont augmenté l'abaissement de la moralité publique. La France était une société organisée sur la cellule familiale, ce qui donnait une force considérable à l'ordre social institué et la famille allait s'effriter lamentablement au contact de la vie moderne et de l'égoïsme en résultant. — La famille

comprenait autrefois, non seulement le père, la mère, les frères, les sœurs, mais encore les cousins, les neveux, les oncles, les grands parents, lorsque tout ce monde vivait dans la même localité. L'arrivée dans les grandes villes dispersa ces différents éléments et ne laissa plus que les parents, les frères et les sœurs, ce qui formait encore un noyau de solidarité assez puissant pour entretenir une vie morale suffisante. Avec le travail de la femme, nécessaire pour apporter le bien être au foyer, trop pauvre par le seul travail de l'homme, ou pour satisfaire aux goûts de luxe de la femme ou du ménage, la famille se désagrégea. Le foyer était vide, l'homme et la femme à leur travail, les enfants à l'école. Rien ne réunissait plus ces êtres, seul demeurait entre eux un intérêt discutable qui pouvait être moins fort qu'un autre intérêt surgissant. Les enfants devinrent rares dans les familles, soit parce que les parents ne désiraient pas s'encombrer d'une charge inutile, soit parce que le désir d'avoir des enfants se combinait chez les parents avec celui d'assurer leur avenir en leur laissant une petite fortune. Ces enfants vivaient dans un foyer désert sans cette affection maternelle si douce et si consolante aux premiers malheurs de l'enfant, sans cette netteté de vie qui donne aux enfants une morale nécessaire. La mère ne pouvant s'occuper d'eux, le père travaillant aussi, les enfants ne reçoivent aucune ligne de conduite pour les guider dans la vie. Ils ignorent la différence entre le bien et le mal et ne connaissent que les actes punis et ceux qu'il est possible de faire sans être corrigé. Parfois le père est inconnu, et l'enfant souffre sans comprendre du rire de ses camarades. Parfois le divorce est venu écarter l'enfant de toute espèce de foyer normal et sa jeunesse restera assombrie de tous les plaisirs qu'une famille heureuse procure et qu'il n'aura jamais sentis. Et malheureusement, le divorce a été rendu plus facile par le travail que la

femme peut trouver dans notre société moderne pour subvenir à son existence ou satisfaire ses goûts de luxe ou d'indépendance. La famille désorganisée a détruit le foyer, dans lequel l'homme pouvait chercher un refuge salutaire contre les malheurs occasionnels de la vie. Dans la foule considérable des habitants d'une ville, il n'est pas rare de rencontrer quelqu'un qui ne connaît pas une seule personne à qui confier sa peine.

L'enfant n'est pas mieux protégé et se trouve aussi isolé que ses parents dans la ville immense aux millions d'habitants. Et il n'a rien reçu de ce qu'il pouvait attendre. Sa famille n'a pu lui donner ni conseils, ni ligne de conduite, ni principe de morale. A l'école, au collège ou au lycée les quelques vagues notions de morale qui lui sont apprises ne sont que des leçons théoriques qui ne sauraient compenser : la loi de la force régnant en maîtresse dans les cours de récréation, les conversations ignobles où les fanfarons du vice font les beaux parleurs et les exemples trop nombreux d'une injustice qui surprend l'enfant et le révolte avant qu'il ne cherche à s'en servir. On a supprimé la religion et ce ne fut peut-être pas un mal ; mais cette religion donnait une morale à l'enfant et, maintenant qu'elle n'existe plus, l'enfant ne comprend plus la valeur des notions de bien et de mal dans une société organisée. Il ne suit plus qu'une loi naturelle, celle de son intérêt personnel et il la suivra toute sa vie. Sur le plan moral, se trouve réalisé maintenant cet « homo economicus » cherchant uniquement son intérêt dans toutes les manifestations de la vie économique. — Dans la famille, à l'école une instruction morale insuffisante ne réussit pas à donner à l'enfant une ligne de conduite à tenir durant toute sa vie. De plus, l'école unique permettant d'atteindre toutes les situations, en dehors du cadre social des familles, procure, en théorie, la

satisfaction de toutes les ambitions proportionnées au mérite et à l'intelligence, mais apporte, en fait, toutes les rancœurs et toutes les déceptions aux plus nombreux qui ne peuvent accepter la vie médiocre qui leur est proposée, maintenant que leur orgueil s'est enflé d'une instruction diplômée. L'école unique a voulu supprimer l'inégalité de fortune, mais elle l'a remplacée par l'inégalité des mérites et des intelligences que l'homme se refuse toujours à accepter dans son idée orgueilleuse de lui-même.

Au service militaire, le jeune homme apprend une morale négative de toutes façons. Comment faire admettre à un jeune paysan que celui qui vole un objet militaire n'est pas puni, alors que celui qui est volé se voit infliger une punition sévère ! On aura beau lui expliquer, ce qui est improbable, que l'on a confié cet objet à celui qui se l'est fait voler, et qu'on le punit pour ne pas en avoir eu soin ou pour l'avoir perdu. Quant au coupable, on ne le connaît pas, on ne fait rien pour le découvrir. Malgré ces discours, qui ne seront pas faits, mais qui pourraient être faits, le paysan pensera que le volé est puni pendant que le voleur ne subit aucune sanction pour son acte frauduleux. De plus, il verra parfois des jeunes intellectuels, traités durement par des sous-officiers sachant à peine le français et ignorant l'orthographe. Enfin la prison, qui pour la plupart des jeunes gens était une peine réservée aux individus dangereux, aux délinquants haïssables, sera distribuée avec générosité par des officiers désireux de faire régner une sévère discipline, même si le sens moral du soldat peut être choqué par le manque de proportion entre la faute commise et la sanction infligée.

Et l'adolescent, devenu homme, trop tôt souvent grâce à l'influence néfaste du cinéma, où l'enfant peut voir les films les plus licencieux, sans qu'on le préserve d'un tel spectacle

par cette pancarte affichée dans les cinémas belges « interdit aux enfants », pourra résumer la morale apprise durant son adolescence en deux ou trois phrases indiquant l'intérêt d'éviter certains châtiments et les moyens divers pour parvenir à ce but louable. S'il a fait des études, ses lectures pourront lui enseigner la morale que les humains ont été incapables de lui apprendre. Malheureusement avec le concours, imposé à l'entrée de chaque carrière, il verra disparaître toutes les bonnes idées apprises chez les différents auteurs qui ont fait la grandeur de la France.

Le trop grand nombre de jeunes gens, possesseurs de diplômes, a amené les concours d'entrée aux différentes administrations qui seules pouvaient offrir un refuge commode à ceux qui n'avaient pas la fortune nécessaire pour tenter les hasardeuses carrières libérales. Les administrations n'ont pas réussi à placer dans leurs cadres un assez grand nombre de jeunes diplômés, pour que les élus ne soient pas considérés comme des favorisés par les malheureux refusés, qui ont trop de connaissances pour accepter un travail manuel ou un travail tout à fait inférieur et pas assez pour imposer leur emploi pour un travail supérieur. Il en résulte une course à la situation dangereuse, où la haine du concurrent finit par s'implanter en chacun et où le sens moral disparaît. Un nombre considérable de jeunes aigris, sans morale et poursuivant uniquement la satisfaction de leurs égoïsmes exacerbés, forment une masse nombreuse de délinquants probables et de criminels possibles. Si nous ajoutons à ce tableau peu brillant que le nombre des individus atteints de maladies mentales, occasionnées par la vie moderne et par la moindre résistance du corps humain aux réactions nerveuses, a augmenté et fait accroître dans des proportions inquiétantes le nombre des crimes les plus

odieux, nous aurons une assez exacte vue de tous les dangers résidant dans l'ordre social actuel.

Seule une répression particulièrement sévère a pu empêcher l'augmentation considérable des délits et des crimes, mais il y a lieu cependant de remarquer que toutes les classes sociales maintenant se retrouvent sur les bancs de la Correctionnelle ou de la Cour d'Assises.

Dans ces conditions, il semble difficile d'admettre une réforme considérable de notre organisation judiciaire pour obtenir un relèvement moral du coupable, qui ne correspondrait à rien dans la société actuelle et qui ne se traduirait que par un adoucissement des pénalités, dangereux pour la société, uniquement protégée par la crainte de la répression. Déjà la Correctionnelle a perdu toute sa signification honnête, déjà l'emprisonnement n'entraîne plus le mépris par suite des trop nombreuses mesures législatives, qui ont cru pouvoir l'utiliser pour la répression de faits correspondants à des sentiments ou à des soucis de bonne gestion d'une entreprise. Trop de faits sont punis correctionnellement : infractions aux lois sur le travail ; infractions à certains décrets ; abandons de famille ; infractions aux lois sur les chemins de fer, pour que le Tribunal correctionnel puisse conserver un caractère infâmant à la peine qui frappe les coupables. La prison est prévue trop facilement dans nos textes législatifs pour que son action répressive conserve une valeur considérable. Et cela n'empêche évidemment pas l'effet démoralisant de la promiscuité dans les prisons. Les courtes peines d'emprisonnement prononcées si aisément par le Tribunal correctionnel, transforment par la promiscuité fâcheuse de ceux qui pourraient être honnêtes et des mauvais sujets, les délinquants d'occasion en délinquants d'habitude.

Dans une société aussi dangereusement constituée, où tant d'individus ne se sentent retenus par aucun sentiment moral, la seule sauvegarde de l'organisation existant encore est la crainte d'une répression sévère. Le relèvement moral du coupable n'est pas à envisager avant que celui de la société n'ait été effectué.

CHAPITRE II

La justice devant l'opinion française

Nous pouvons nous demander si cette œuvre de relèvement moral pourrait être comprise à l'heure actuelle par les Français avec leur mentalité et leur esprit. De toute façon, nous allons voir combien leur opinion sur la justice les empêche, pour l'instant, de confier le sort de leur honneur et de leur liberté à la décision d'un seul magistrat et combien difficile et restreinte pourra être l'institution d'un juge unique en France.

L'homme moderne aurait tendance à l'égoïsme et à l'arrivisme. Il se rend compte que la vie est limitée, qu'elle ne peut donner qu'un petit nombre de satisfactions et qu'il importe de se dépêcher, si on a le désir de les saisir toutes. Tout effort tenté en dehors de l'intérêt personnel est inutile, parce qu'il ne sert à rien et peut paraître nuisible, parce qu'il empêche la réalisation d'une satisfaction immédiate. L'homme doit se tourner entièrement vers son but en brisant tous les obstacles qu'il peut rencontrer sur la route qu'il s'est donné pour mission de parcourir. Toutes ses actions doivent être dirigées vers sa satisfaction personnelle.

Le Français, en contre partie de ses qualités, a le défaut d'être égoïste. Ce fut longtemps un égoïsme bourgeois, mais ce défaut sut s'infiltrer aussi dans les classes supérieures et dans les inférieures. Cet égoïsme fut longtemps familial et, en cela, s'il ne créait pas un pays particulièrement fort, il donnait cependant une grande fermeté à l'organisation sociale. Avec le progrès et l'abaissement de la moralité qui

en résulta, le Français sacrifia la famille à son ambition personnelle et si la famille est encore souvent le support de l'homme, l'homme n'est plus depuis longtemps le support de la famille. Cet égoïsme existe d'autant plus facilement chez le Français qu'il a une confiance illimitée en sa valeur et en son intelligence. Le Français, généralement d'une intelligence moyenne, est doué d'un sens critique aigü, et demeure un créateur chimérique ou insuffisant. Sur cette intelligence qu'il connaît, il fonde son égoïsme et sa confiance en lui-même. Trop souvent, la Française, par ses tendances trop marquées au dévouement pour un seul individu ou pour une œuvre, favorise le développement de ces défauts. Pourtant, depuis quelques années, certaines jeunes filles en faisant des études, ont su acquérir un égoïsme certain qu'on a élégamment baptisé « indépendance » et ceci semble un danger de plus pour la moralité ou le reste de moralité demeurant en France. Beaucoup de foyers ne réussissaient à se maintenir que par le dévouement de la femme ; lorsque ce dévouement disparaîtra, il est à craindre que la famille ne soit bien près de se désagréger complètement, entraînant dans sa chute la société établie.

Cet égoïsme de l'homme, provenant en partie de son intelligence, a été porté au paroxysme par l'orgueil latin. Par suite de cet ensemble de défauts et de qualités, le Français désire les plus hautes situations, les plus hautes dignités, quels que soient les moyens pour y parvenir. Il veut asseoir son orgueil sur la satisfaction de ses désirs, et son ambition est toujours considérable. — L'insuccès ne peut provenir que des manœuvres des autres et non de son insuffisance — Dans ces conditions le Français orgueilleux et égoïste ne peut s'intéresser en aucune façon au relèvement moral des coupables. D'une part, il estime que le relèvement moral des

coupables ne peut avoir aucune influence sur ses intérêts personnels et qu'en conséquence, il n'a pas de raisons de s'en préoccuper. D'autre part, il ne peut admettre qu'il puisse être coupable, son intelligence trouvant toujours des raisons pour excuser ses actions les plus critiquables.

Le relèvement moral des coupables ne pourrait donc être tenté pour l'instant en France où il se heurterait à l'incompréhension générale. Il y a certes beaucoup trop de gens dignes d'intérêt, dont personne ne s'occupe et ne veut s'occuper, pour que l'on puisse songer sérieusement au relèvement moral des coupables et à leur reclassement social. Quant à appliquer le principe du juge unique sans l'œuvre de relèvement moral, qui semble en être le complément nécessaire et la condition, il n'y faut point songer en France ou tout au moins, il faut n'en faire qu'un essai timide et sans grandes conséquences possibles à cause de l'aspect dangereux qu'il présentera pour le justiciable.

Nous avons remarqué tout à l'heure l'esprit critique du Français et nous pouvons nous demander avec quelque inquiétude comment réagira ce sens critique devant cette réforme discutable. D'autre part, si le Français a une grande confiance en lui-même, il n'en a pas beaucoup dans les autres. Il est un fait certain que les places d'autorité, qui semblent convenir au Français d'après son tempérament autoritaire, sont en fait le plus souvent fort mal occupées par lui à cause de son caractère excessif, de son manque de bon sens et de sa nature soupçonneuse. Il a une tendance marquée à abuser de son autorité par suite d'un manque d'expérience parfois, et beaucoup plus souvent, par fierté naturelle. Dans ces conditions, le poste de magistrat ne peut lui être confié qu'avec une prudence extrême par crainte qu'il n'en abuse par orgueil de sa puissance.

Difficultés d'une institution du juge unique.

Le juge unique semble donc difficilement acceptable en France. Le Français n'ayant pas grande confiance dans son semblable, acceptera difficilement d'être condamné par un juge unique, dont il soupçonnera l'incompétence et la partialité. Des doctrinaires de haut mérite ont si souvent répété que la délibération était une nécessité absolue pour la reconnaissance de la culpabilité et l'application de la peine, qu'il est maintenant difficile de faire admettre à un peuple d'un naturel méfiant, qu'un seul juge peut suffire à accomplir une tâche qui nécessitait auparavant le travail de trois magistrats. La compétence du Tribunal correctionnel s'expliquait par la délibération de trois juges, qui donnait à ses décisions un caractère raisonné et raisonnable. Si ce tribunal n'était pas complètement infaillible, c'est que le Français admet difficilement la décision indiscutable, quand elle ne vient pas de lui. L'appel répondait à ce sentiment, et si la Cour d'Appel était plus nombreuse que le tribunal, ce n'était pas spécialement pour rendre une meilleure justice, mais pour indiquer l'importance de cette juridiction. Cette compétence d'un seul juge pourrait être d'autant plus discutée que ce serait un juge non professionnel qui occuperait la place de trois magistrats, non spécialisés aussi, mais qui, par la délibération, pouvaient s'éclairer mutuellement sur la culpabilité de l'individu et sur la peine à lui infliger. Comme il ne peut être question de renvoyer tous les magistrats en exercice pour les remplacer par de nouveaux plus instruits et plus spécialisés, il faut bien admettre que ce seront les anciens juges des juridictions collégiales qui siégeront comme juge unique. Comment supposer, dans ces conditions, que ce magistrat puisse juger avec compétence les inculpés qui se présenteront devant lui et comment

admettre qu'il puisse décider de leur honneur et de leur liberté, alors que, peu de temps auparavant, il avait besoin de l'assistance de deux de ses collègues pour prendre une décision ? Quant à l'impartialité, il est à prévoir que le juge unique sera suspecté dans toutes ses décisions de vouloir servir les intérêts de quelqu'un, dans l'espoir d'une reconnaissance susceptible d'aider à un avancement rapide. Et il est bien difficile d'admettre un magistrat répressif, qui n'aurait plus l'autorité nécessaire pour protéger la société contre les délinquants et les criminels, lorsque l'opinion publique n'aurait qu'une confiance insuffisante dans sa compétence et son impartialité. De plus un juge unique serait obligatoirement contrôlé et responsable du préjudice causé par ses décisions injustes, ce qui ne faciliterait nullement le recrutement des magistrats qui, ainsi que tous les Français, ont horreur de toute responsabilité.

Dans ces conditions, l'institution du juge unique, remplaçant la collégialité des magistrats en exercice actuellement dans nos tribunaux, ne nous semble nullement possible en France pour l'instant. Ce qui ne veut pas dire que le Français ne puisse accepter un juge unique à un tribunal. Il ne peut accepter le remplacement du Tribunal correctionnel à forme collégiale, par une juridiction à un seul magistrat, parce qu'il estime que la délibération est une garantie considérable pour le justiciable et que, même si elle n'existe pas dans l'application de la loi par la pratique fâcheuse de la tarification des peines, la discussion sur la culpabilité est une protection certaine contre des jugements hâtifs et sans portée.

Le Français a accepté depuis longtemps le juge unique de simple police en matière pénale et sans aucun doute, il admettrait volontiers la possibilité d'une discrimination dans la compétence du Tribunal correctionnel, permettant de faire

juger facilement par un juge unique les affaires très simples que le législateur a placées parmi les délits, pour que la sanction puisse être plus élevée que les infimes peines prévues pour les contraventions. Mais il lui semble logique de donner au justiciable, toutes les garanties de la collégialité, lorsqu'il s'agit de peines particulièrement graves touchant à l'honneur et à la liberté des justiciables, surtout quand un doute quelconque subsiste sur la culpabilité de l'inculpé.

C'est donc la méfiance naturelle de l'homme et son manque de confiance dans son semblable qui le pousse à refuser l'institution d'un juge unique en remplacement de la collégialité. Pourtant le Français se rend compte des défauts considérables de cette pluralité des juges au même tribunal et il accepterait volontiers de laisser à un juge unique le soin de connaître les affaires simples, sans trop grande gravité et ne faisant aucun doute quant à la culpabilité de l'inculpé. Sa méfiance serait d'ailleurs apaisée en partie par la possibilité de l'appel, et si cette institution du juge unique permettait un meilleur fonctionnement de la collégialité du Tribunal correctionnel, il ne pourrait que se rallier au principe d'une telle réforme qui satisferait sa logique incontestable. Nous étudierons dans un chapitre ultérieur la possibilité de cette création d'un juge unique, complément nécessaire d'un Tribunal correctionnel collégial, surchargé d'affaires dans les grands centres, où sa compétence trop étendue alourdit considérablement les rôles.

De même, le Français ne se montrerait nullement hostile à ce que les idées belges sur le relèvement moral de l'enfance coupable fussent appliquées d'une manière plus précise par notre tribunal pour enfants et adolescents, qui pourrait être réduit à un seul juge, plus apte et plus qualifié pour diriger une rééducation. En France, les enfants jouissent d'une

grande sympathie, leur relèvement moral ne gênerait personne et ne présenterait pas les dangers que l'on peut craindre avec l'application d'un tel principe aux adultes. L'œuvre a été commencée en 1912, elle peut être aisément continuée, d'autant plus que l'opinion publique est très favorable à tout ce qui peut donner une amélioration morale et physique aux enfants. Le juge unique pourrait donc être institué pour connaître des infractions commises par les enfants et nous étudierons tout à l'heure l'aspect de ce problème et sa réalisation possible.

Nous voyons donc que si le principe du juge unique en matière pénale ne peut renverser en France celui de la collégialité, il peut du moins vivre à ses côtés. Tantôt ce sera une manière d'appliquer plus scrupuleusement la collégialité dans les affaires délicates, sans chercher à modifier la politique répressive actuelle ; tantôt ce sera, au contraire, dans la lutte contre l'enfance coupable, le moyen de parvenir à un relèvement moral efficace et permettant le reclassement social en remplaçant le Tribunal pour enfants et adolescents par une juridiction à juge unique. Nous voyons donc que même en France, où la collégialité est de règle depuis fort longtemps et où les idées de relèvement moral n'ont pris de force qu'en faveur de l'enfance coupable, une place est déjà possible pour le juge unique. Cette place est restreinte, de second ordre, mais la méfiance française ne peut accorder plus à une institution nouvelle lorsqu'il s'agit de l'honneur et de la liberté des justiciables.

Possibilité d'une spécialisation des juridictions de jugement, d'instruction et d'accusation

Seulement, il nous semble difficilement acceptable de concevoir le Français aussi méfiant quant à la composition

numérique du tribunal et aussi peu prudent lorsqu'il s'agit du recrutement des différents personnels composant les juridictions de jugement, d'instruction et les magistrats de l'accusation. On pourrait s'imaginer que l'honneur et la liberté des citoyens sont toujours aussi importants aux yeux de l'opinion publique et que toute notre organisation judiciaire a été dirigée pour répondre à ce but louable. Malheureusement, il n'en est rien et la confusion du personnel des différentes juridictions ne présente que des dangers pour le justiciable, ainsi que nous l'avons vu dans notre étude générale. La collégialité s'explique ou se défend par la nécessité de donner aux justiciables toute garantie pour défendre leur honneur et leur liberté. La confusion des personnels ne s'explique que par le désir légitime des magistrats d'avancer le plus rapidement possible dans une carrière encombrée. Mais cette confusion des personnels est tout à fait préjudiciable au justiciable par suite de l'incompétence générale des magistrats en place. Aussitôt qu'ils se sont mis au courant de leurs fonctions, un changement heureux dans leur situation se produit et les envoie s'instruire à une place plus élevée sans que l'on ait le temps de se servir de l'expérience qu'ils viennent d'acquérir. D'autres défauts encore plus importants ont été déjà développés suffisamment dans le Chapitre III de notre titre I, pour que nous revenions sur cette organisation défectueuse.

On peut s'étonner à juste titre de ce que le Français d'un naturel méfiant, accepte une institution aussi dangereuse pour le justiciable. Différentes raisons peuvent être trouvées à cette abstention de critique. Le Français est critique, mais il ne critique évidemment que ce qu'il voit et que ce qu'il comprend. S'il peut comprendre aisément la raison qui a fait admettre trois magistrats pour décider des inculpés passant en Correctionnelle, s'il peut distinguer assez facilement quels

seront les inconvénients certains qui accompagneront l'institution d'un juge unique, il n'est pas obligé de connaître quelle est la carrière de chacun des magistrats qui vont le juger; il ne saura même pas, le plus souvent, que le juge, avant de rendre des jugements, a dirigé des instructions ou prononcé des réquisitoires. L'ignorance de l'organisation de notre système judiciaire est certainement une des raisons principales de l'absence de critique. Et même, si beaucoup connaissent assez exactement notre organisation judiciaire, entraînant la confusion du personnel des différentes juridictions, peu s'en étonnent par suite de leur ignorance complète des systèmes étrangers et notamment des systèmes anglais et américain, faisant une très large place aux garanties nécessaires au justiciable pour défendre son honneur et sa liberté. Enfin les lois protégeant les magistrats et le Corps de la Magistrature ne permettent guère que des critiques scientifiques qui n'atteignent pas la masse et ne peuvent émouvoir l'opinion publique. De plus, il faut tenir compte de la routine française, tendant à conserver les institutions du passé quand leurs vices et leurs dangers n'apparaissent pas immédiatement, la critique et la méfiance s'adressant aux nouvelles institutions qui n'ont pas un passé pour les protéger et des intérêts pour les sauvegarder.

Malgré cet ensemble d'éléments favorables à la conservation de la confusion des personnels des juridictions d'instruction, de jugement et d'accusation, un revirement semble s'être produit, non pas dans l'opinion publique mal avertie, mais chez nos législateurs. La loi sur la liberté individuelle de 1933, si elle n'apporte pas la spécialisation souhaitée, et même s'en éloigne, fixe cependant des limites sévères au pouvoir omnipotent du juge d'instruction, ce qui pourrait diminuer l'inconvénient résultant de la confusion des per-

sonnels. D'autre part, M. Cathala dans un projet de réforme qui vient d'être déposé, envisage la possibilité de créer un corps de magistrats instructeurs spécialisés. Il nous semble nécessaire de persévérer dans cette voie, de façon à ce que le justiciable se trouve toujours devant un juge ayant l'habitude de juger, ayant l'expérience de sa fonction et non devant un magistrat interchangeable, hier substitut, aujourd'hui juge, demain juge d'instruction. Le recrutement des magistrats sera peut-être plus délicat, plus difficile, mais l'honneur et la liberté des justiciables méritent les soins de magistrats expérimentés.

Il est probable que l'avancement sera considérablement retardé par des mesures de ce genre et qu'il sera nécessaire d'augmenter les traitements de début pour permettre aux jeunes magistrats de tenir dignement leurs places. L'avancement se faisant normalement dans les juridictions de jugement et d'accusation jusqu'aux postes les plus élevés dans la hiérarchie judiciaire française, il n'y aurait aucun inconvénient à procéder ainsi à la séparation des magistrats juges, qui auraient dans le premier Président à la Cour de Cassation leur chef le plus élevé, et des représentants du Ministère public qui dépendraient du Procureur Général à la Cour de Cassation. Quant aux juges d'instruction, ils pourraient faire l'objet d'un recrutement spécial, inférieur à celui des autres magistrats et on aurait alors la possibilité d'admettre que leurs fins de carrière les plus brillantes seraient les places de juges d'instruction à Paris. Dans le cas où le législateur ne désirerait pas faire un trop grand nombre de distinctions parmi les magistrats, tout au moins pour le recrutement, il serait possible de leur laisser un certain nombre de sièges de conseillers de Cour d'Appel, qui leur permettraient de prendre place dans la magistrature assise,

où les possibilités d'avancement seraient plus nombreuses que dans la magistrature debout. Il y aurait peut-être lieu de réserver aux anciens juges d'instruction les places de conseillers rapporteurs et, en tout cas, il semble absolument nécessaire de les empêcher de présider les Assises, où les habitudes professionnelles de leur ancienne fonction peuvent reparaître trop facilement en exerçant une présidence qui exige toutes les garanties d'impartialité.

Difficultés d'une spécialisation des juridictions répressives de jugement.

Autant cette réforme nous paraît réalisable par le peu de changement qu'elle apporterait dans le personnel de notre magistrature, autant difficile et même impossible nous apparaît la spécialisation et la séparation des magistrats des juridictions de jugement en juges spécialisés pour les questions civiles et en juges répressifs. — Il est difficile d'admettre une spécialisation aussi nette de nos juges, non que nous estimions cette formation mauvaise et que nous pensions qu'il soit nécessaire d'apporter un dérivatif, par les affaires civiles, au juge trop longtemps occupé en correctionnelle, qui pourrait se laisser gagner par une sécheresse de cœur et une sévérité professionnelle contraires aux intérêts du justiciable, mais parce que notre organisation judiciaire actuelle ne s'accommoderait que très difficilement de ce changement. D'une part, la collégialité des Tribunaux correctionnels des toutes petites villes, n'ayant qu'un nombre très minime d'affaires, reviendrait extrêmement chère aux contribuables, si ces tribunaux ne devaient plus connaître que des affaires correctionnelles. De plus, le nombre d'affaires ne pouvant pas les occuper suffisamment, il faudrait agrandir dans des

proportions considérables leur compétence territoriale, ce qui rendrait itinérants les magistrats pour éviter aux justiciables de grandes distances à parcourir pour obtenir justice ou recevoir le châtiement qu'ils auraient mérité. Il faudrait alors modifier entièrement la compétence territoriale de nos tribunaux, apporter des changements à des habitudes prises, ce qui ne plaît pas beaucoup aux Français et n'aiderait certainement pas au succès de la réforme envisagée.

D'autre part, comment ferions-nous pour opérer cette spécialisation parmi un personnel qui ne connaît à fond ni les questions civiles ni les questions pénales ? Encore pour les questions civiles, pourrait-on trouver de véritables spécialistes en raison de la faveur qui semble accompagner la science du droit civil chez nos juges. Malheureusement pour les juridictions pénales, il serait difficile de trouver un personnel spécialisé, par suite du petit nombre de magistrats ayant fait des études criminelles approfondies. Les éléments de droit pénal donnés en licence sont insuffisants et ne sont souvent complétés que par la pratique de l'audience. Peu de magistrats, possédant le doctorat, ont approfondi les questions pénales et un nombre infime a suivi les cours de l'Institut de Criminologie. On peut évidemment se demander si ces connaissances sont bien nécessaires au juge répressif actuel ? Nous sommes bien obligés de l'admettre, car, sans cela, la spécialisation pénale consistera à réunir comme juges répressifs les magistrats, dont les connaissances en droit civil sont insuffisantes, ce qui sera plus que fâcheux et ne saura être une garantie de quelque valeur pour le justiciable. Notre magistrature, à cause de son insuffisance dans les matières pénales, ne peut être spécialisée et, d'autre part, peut-on admettre un seul instant l'idée de sacrifier les magistrats en exercice pour les remplacer par de nouveaux venus pourvus

de diplômes suffisants ? Cela semblerait profondément injuste à l'égard de juges qui peuvent avoir rempli dignement leurs fonctions, malgré qu'ils ne se soient pas préoccupés d'apprendre ce qu'on ne leur demandait pas de savoir, lorsqu'ils étaient candidats à la magistrature. L'injustice n'étant pas supportée par les Français, il est peu probable qu'une pareille réforme puisse se faire avant de longues années, qui auront permis aux magistrats de se spécialiser eux-mêmes.

Si une pareille réforme est à repousser comme dangereuse et inapplicable, peut-être serait-il possible dans les tribunaux des grandes villes, comportant un personnel spécial pour les Tribunaux correctionnels, de choisir comme juges de ces tribunaux répressifs les magistrats ayant des connaissances pénales approfondies et affirmées par des travaux scientifiques ou par des diplômes comme celui de l'Institut de Criminologie. Cela donnerait à nos Tribunaux correctionnels une connaissance plus grande de l'importance de leur tâche et leur ferait éviter de recourir à des moyens fâcheux accélérant le cours de la justice au détriment des justiciables. La politique pénale des courtes peines disparaîtrait et cela éviterait sans aucun doute la transformation de délinquants d'occasion en délinquants d'habitude et ainsi un abaissement de la moralité générale. Cela impliquerait la suppression du roulement des magistrats des Chambres civiles aux Chambres pénales et celle de tous les fâcheux effets que nous avons signalés dans notre première partie.

La spécialisation pénale devrait s'arrêter là et ne pas chercher, plus avant, des modifications qui obligeraient à une refonte totale de notre organisation judiciaire, qui risqueraient d'être mal comprises par l'opinion publique et par les magistrats, et qui, loin d'affermir un ordre social précaire, diminueraient la résistance d'une société toujours apte à critiquer,

acceptant difficilement des changements à ses habitudes prises et n'ayant goût à construire que dans la théorie.

Pour nous résumer, nous dirons : que la collégialité est une nécessité à cause de la méfiance du Français et une garantie certaine contre les mauvais magistrats et qu'il est possible d'en améliorer le fonctionnement, mais non de la supprimer pour l'instant ; que la séparation des différents personnels des juridictions d'accusation, d'instruction et de jugement est indispensable pour que la magistrature française puisse conserver une impartialité certaine ; et que la spécialisation des juges au civil ou au pénal semble possible, en tant que tendance dans les tribunaux de grandes villes à nombreux personnels, mais irréalisable sur un plan général, qui ne pourrait s'accorder avec l'ensemble de notre organisation judiciaire.

CHAPITRE III

Juridictions inférieures et de première instance.

Tribunal de simple police.

Nous avons indiqué dans le chapitre précédent que certaines réformes pourraient être opérées dans nos différentes juridictions, notamment par l'institution d'un juge unique pour certaines affaires correctionnelles de peu d'importance et par la transformation de la juridiction collégiale du Tribunal pour enfants et adolescents en une juridiction à juge unique. Il convient d'examiner le Tribunal de simple police, juridiction à juge unique, connaissant des infractions sans gravité et commises sans intention coupable. Cette juridiction qui, d'abord, avait été prévue comme collégiale et élective, fut très rapidement convertie à l'unicité de juge en raison du peu d'importance d'une délibération sur des affaires très simples, n'admettant qu'une solution de bon sens et de l'absence trop fréquente de cette délibération par suite de la confiance des assesseurs dans le juge de paix, qui les avait choisis parmi les quatre notables élus à ces fonctions. Sa compétence est très réduite au point de vue répressif, puisqu'elle ne connaît que des infractions entraînant un maximum de cinq jours de prison ou une amende inférieure à 16 f. Cette compétence infime a eu pour résultat de donner une compétence pléthorique au Tribunal correctionnel qui connaît alors de toutes les infractions punies d'un emprisonnement de 6 jours à 5 ans ou d'une amende de 16 f. au minimum. Il est bien évident que, parmi toutes les infractions

que l'on a cherché à punir d'une sanction plus efficace que les faibles pénalités de la compétence du Tribunal de simple police, il y en avait beaucoup qui ne comportaient pas d'intention coupable ou qui révélaient une pensée délictuelle si faible qu'elle en était négligeable.

Dans ces conditions, on pouvait fort bien penser à étendre la compétence des juges de paix en matière pénale jusqu'à ces délits, qui n'étaient en fait que des contraventions punies d'une façon délictuelle. On avait même trouvé le nom de « délit contraventionnel » pour désigner ces infractions créées par le législateur pour protéger certains droits qui lui semblaient particulièrement intéressants. Étendre la compétence des juges de paix pouvait sembler un procédé particulièrement habile pour décharger le rôle trop long des Tribunaux correctionnels des grandes villes. Ainsi, la juridiction répressive de première instance aurait pu s'occuper plus sérieusement des affaires qui lui étaient soumises. Les affaires étant moins nombreuses par suite de cette compétence étendue du juge de paix, connaissant des petites affaires contraventionnelles punies correctionnellement, le Tribunal de première instance aurait eu plus de temps pour approfondir les affaires restant de sa compétence et, mettant moins de hâte dans ses décisions, aurait pu atteindre une justice plus exacte pour le justiciable. D'autre part, cette extension de la compétence des juges de paix réduisant le nombre des affaires réglées par les Tribunaux correctionnels, ceux-ci auraient pu être ramenés à un chiffre plus restreint, en faisant disparaître ceux ne jugeant qu'un tout petit nombre d'affaires et dont l'existence ne semblait plus nécessaire et en augmentant la compétence territoriale de ceux restant en fonction. Dans ces conditions cette extension de compétence du juge de paix ne semblait présenter que des avantages, puisque, d'une part, en réduisant

la longueur du rôle des tribunaux des grandes villes, elle augmentait la valeur et la sagesse des décisions de ces tribunaux par la possibilité d'une délibération moins hâtive, et que, d'autre part, elle permettait la suppression de tribunaux sans travail suffisant pour occuper leur personnel de magistrats.

Cette réforme présentait tant d'avantages qu'elle fut réalisée par les décrets-lois du 1^{er} janvier 1926 qui prévoyaient une nouvelle compétence pour le Tribunal de simple police. Il connaissait d'infractions délictuelles, ne comportant pas de peines d'emprisonnement et seulement au cas où il n'y avait pas récidive. Les infractions prévues étaient celles relatives à la police de la chasse, des chemins de fer, à la loi du 8 août 1893, aux lois sur le séjour des étrangers en France, au Code du Travail, à la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires, à la loi du 8 octobre 1919 sur le défaut de carte d'identité du voyageur de commerce. Le juge de paix a su tenir avec dignité et honneur la nouvelle tâche qui lui était confiée.

Il est vrai qu'une pareille augmentation de la compétence « *ratione materiæ* » du juge de paix exigeait un meilleur recrutement de ce magistrat pour être certain que ses connaissances lui permettraient de juger sans difficulté les différentes affaires qui lui seraient soumises. On exigeait du juge de paix d'être licencié en droit, d'avoir accompli un stage de 2 ans au moins au barreau, chez un avoué ou un notaire ou dans un greffe, et enfin d'avoir réussi à passer un concours spécial prévu à cet effet. Des conditions moins sévères étaient faites à un certain nombre de personnes qui pouvaient être nommées directement. Cette précaution n'était pas inutile, car la carrière de juge de paix devenait d'autant moins intéressante que les conditions pour devenir juge

suppléant n'étaient guère différentes et que la plupart des jeunes gens se destinant à la carrière de juge de paix n'avaient pas les grades universitaires brusquement exigés.

Les juges de paix réussirent sans grand mal à répondre à la nouvelle compétence qui leur était donnée et pourtant, en 1929, une loi rétablit le régime précédent rendant la compétence des délits contraventionnels aux Tribunaux correctionnels et réinstallant les juridictions supprimées. La raison de la suppression de cette réforme louable est toute politique. Beaucoup de petites villes, autrefois d'une certaine importance, maintenant réduite à une vie précaire, trouvaient des raisons d'existence dans le Tribunal de première instance, qui leur apportait une vie artificielle absolument indispensable pour que la cité ne devienne pas complètement déserte. Les plaideurs, les magistrats, les auxiliaires de la justice, faisaient vivre le commerce et retenaient dans la ville déshéritée un certain nombre d'habitants qui ne tiraient leurs ressources que des dépenses faites par ces clients forcés. Lorsque le tribunal fut supprimé en 1926, la gêne, puis la ruine, s'installèrent dans la petite ville qui ne pouvait pas subsister par elle-même et qui n'avait plus aucune ressource après la disparition de ce seul courant d'activité commerciale. Les habitants de ces villes, les auxiliaires de la justice des juridictions supprimées, mécontents des mesures prises à leur égard, qui ne les dédommageaient pas suffisamment, firent pression sur leurs députés qui supprimèrent une réforme gênante pour les électeurs des petites villes. — Ainsi une réforme judiciaire a été supprimée par la prédominance de l'intérêt particulier sur l'intérêt général.

D'autre part, on a pensé à faire du juge de paix une sorte de magistrat inférieur, pouvant au besoin jouer le rôle d'assesseur dans un Tribunal de première instance pour

assurer la collégialité en diminuant les dépenses du budget de la justice. Ce procédé nous semble extrêmement critiquable, du point de vue pénal. Le juge de paix a une compétence spécialisée, puisqu'il ne s'occupe que des infractions ayant été commises avec une intention coupable et son expérience n'a pu se développer que sur le genre particulier des contraventions. Le placer au siège d'un assesseur, c'est supprimer la collégialité à trois pour la remplacer par une pluralité de deux magistrats, ou même par l'unicité de juge. On conserve une collégialité de façade en empêchant son fonctionnement par une inégalité telle des membres du tribunal qu'aucune délibération utile et profitable ne peut avoir lieu. Le juge de paix est non seulement d'une compétence très douteuse, mais il est en plus inexpérimenté et une sorte d'intrus, qui ne peut se faire pardonner d'occuper une fonction à laquelle son rang ne lui donne pas droit, qu'en faisant oublier sa présence par un silence prudent. Lui faire compléter les Tribunaux d'arrondissement est une mesure infiniment blâmable, mais vouloir l'installer à cette place de magistrat d'une façon définitive est presque odieux pour les magistrats, ayant régulièrement passé l'examen de la magistrature et montré ainsi leur aptitude aux fonctions auxquelles ils prétendent ; cela constitue un grave danger pour les justiciables qui s'imaginent avoir pour les juger un véritable tribunal collégial, alors qu'ils n'ont en face d'eux que des magistrats d'origine et de compétences diverses entre lesquels aucune délibération n'est possible. On peut se demander, en effet, pourquoi ces juges de paix n'ont pas passé l'examen professionnel de la magistrature, s'ils en étaient capables, puisqu'il faut la même durée de stage et les mêmes diplômes pour se présenter à cet examen ou pour être reçu au concours des juges de paix. Il est nécessaire de dresser une barrière

entre les fonctions pénales du juge de paix et celles du Tribunal correctionnel, pour sauvegarder l'honneur et la liberté du justiciable, qui sont en cause devant le Tribunal de première instance, alors que le Tribunal de simple police n'a pas à s'en occuper. Vouloir confondre leurs pouvoirs est dangereux pour l'ordre social, car les principaux droits du citoyen demandent à être défendus par de véritables garanties et non par une simple façade. Ainsi que M. Dupeyron écrivait dans sa thèse : « On avait supprimé le fonctionnaire, mais en vertu du principe de la trinité des juges, on avait conservé la fonction ».

De même, nous nous montrons tout à fait opposé à ce que le juge d'un Tribunal de première instance de 3^e classe exerce les fonctions de juge de paix, ainsi qu'il en a été décidé par le décret du 28 mars 1934. Pour les matières pénales, il y a un tel fossé entre la compétence du Tribunal de simple police et celle du Tribunal correctionnel, que nous ne pouvons admettre qu'un même magistrat inférieur ou supérieur exerce ces deux fonctions à la fois sans que les justiciables n'en subissent un préjudice considérable. Il est curieux de constater l'opposition des tendances des doctrinaires et des législateurs. Alors que les législateurs cherchent à mêler le plus possible les fonctions judiciaires et à faire un type de magistrat passe-partout, la doctrine estime nécessaire la spécialisation du juge répressif pour le rendre plus apte à juger avec compétence de la culpabilité réelle du coupable et plus capable d'individualiser la peine à l'infraction commise par le délinquant. Malheureusement pour notre société, les hommes de science cherchent les meilleurs moyens d'arriver à une justice satisfaisante, tandis que les législateurs ne cherchent que des économies.

On a pensé dans plusieurs projets à faire de la fonction de

juge de paix, le grade le plus bas de la carrière judiciaire. Il est certain que le rapprochement des conditions, demandées au futur juge de paix et au futur magistrat, peut permettre une confusion obligeant le futur magistrat à rester un certain temps comme juge de paix, après avoir satisfait à son concours ou à son examen. Nous pensons cependant que les fonctions pénales du juge de paix s'accommoderaient mieux d'un juge spécialisé. En effet, cette préparation en qualité de juge de paix ne pourrait que lui être nuisible pour son futur rôle de juge répressif au Tribunal correctionnel. Pour les matières civiles, la discussion est possible par suite des problèmes assez délicats et complexes que le juge de paix peut avoir à résoudre et qui peuvent le préparer efficacement à son rôle futur de juge du Tribunal de première instance. Il serait peut-être possible d'admettre la spécialisation des juges avec un tel point de départ. Les juges civils n'auraient besoin que de la licence en droit et débuteraient comme juges de paix, alors que les juges du pénal devraient avoir le doctorat et le diplôme de l'Institut de Criminologie, ou seulement l'un des deux, et débuteraient comme juges assesseurs dans les Tribunaux correctionnels. Seulement cette réforme nous semble assez impraticable par les modifications de compétence territoriale qu'elle entraînerait et par la refonte complète que devrait subir notre organisation judiciaire.

De toute façon, il nous semblera toujours illogique de faire débiter un jeune magistrat comme juge unique avant de l'envoyer juger dans une juridiction collégiale quand il aura acquis une certaine expérience. Il nous paraît donc nécessaire de conserver notre juge de simple police comme magistrat inférieur, connaissant spécialement en matière pénale des infractions commises sans intention coupable. La satisfaction procurée pendant plus d'un siècle par cette institution qui

a rendu de réels services au pays, l'exemple de la plupart des pays étrangers, doivent nous conduire à conserver cette institution judiciaire, sans chercher par des économies ridicules à la modifier en la rendant inutilisable. Qu'on agrandisse la compétence territoriale du juge de paix pour faire des économies louables, mais qu'on ne change pas inutilement et d'une façon nuisible aux intérêts des justiciables, l'ordre et la valeur des différentes fonctions judiciaires.

Tribunal correctionnel

Il est certain que le projet de réforme précédent était venu à l'esprit des législateurs en considérant le manque de travail du personnel des Tribunaux de première instance dans les petites villes de province. On avait pensé alors utiliser les juges de paix pour compléter ces tribunaux, afin de réduire au strict minimum le personnel des magistrats siégeant et résidant dans ces trop petites localités. On avait songé aussi à la réunion de plusieurs magistrats siégeant dans différentes petites localités pour former les tribunaux nécessaires pour rendre la justice dans ces petites villes. Ce serait probablement le moyen d'obtenir un meilleur rendement du personnel judiciaire par une utilisation meilleure, mais il est à craindre que par cette non spécialisation du juge résident, ce soit là une tâche trop considérable pour les jeunes magistrats. Quant à leur donner la place de juge de paix à cumuler avec leur fonction de juge au Tribunal de première instance, il n'y faut point penser, ainsi que nous l'avons expliqué plus haut. L'organisation de notre justice est faite pour un peuple riche, et il est impossible d'avoir des institutions n'apportant qu'une charge infime au budget de l'Etat, en conservant les principes qui ont présidé à l'élabo-

ration de notre organisation judiciaire. Il est toujours possible de réduire les frais d'un personnel, mais il est à craindre que la valeur de la justice rendue ne puisse plus satisfaire les justiciables et que l'ordre social en soit dangereusement troublé.

Si, dans les petites villes, le Tribunal de première instance, qui est à la fois Tribunal correctionnel et Tribunal civil par la pénurie d'affaires, ne justifie pas le nombreux personnel affecté à rendre la justice, dans les grandes villes, malgré un très grand nombre de magistrats, les rôles des Chambres correctionnelles se sont trouvés encombrés dans des proportions tellement considérables qu'il a semblé nécessaire, dans l'intérêt de la justice, de chercher des palliatifs à cette situation. Il faut trois juges par Chambre correctionnelle et cela augmente considérablement le nombre de magistrats sans apporter une solution plus rapide aux affaires soumises à leur appréciation. De plus, les affaires pénales sont d'autant plus nombreuses dans les grandes villes que les habitants semblent plus capables de devenir des délinquants par la vie citadine et par suite des textes législatifs à tendance sociale, qui ne peuvent être appliqués avec efficacité que dans ces agglomérations. Le nombre des affaires surchargeant le rôle de chaque Chambre correctionnelle, il est nécessaire de les juger très rapidement. Les affaires peu importantes sont à peine entendues qu'elles sont jugées, les magistrats étant obligés de se réserver un peu de temps pour examiner, avec le minimum de soins nécessaires, les affaires délicates. Ainsi, les flagrants délits, les délits contraventionnels, les affaires dans lesquelles les inculpés ont avoué, ne sont pas jugées avec la réflexion et la délibération pouvant seules apporter une bonne justice. Malgré cette hâte préjudiciable au justiciable dans les affaires de peu d'import-

tance, il faut aller très vite aussi pour prendre une décision dans les affaires délicates et il est à peu près certain que les intérêts du justiciable ne sont pas entièrement sauvegardés, tellement précieux est le temps du tribunal et écrasante la tâche des magistrats. Et en dépit de tous ces efforts, de cette hâte injurieuse pour la justice, de tous ces intérêts sacrifiés à un gain de quelques minutes, le rôle est de plus en plus chargé par cette compétence extraordinairement étendue du Tribunal correctionnel.

Cette situation n'est pas nouvelle, elle existe depuis longtemps et faisait l'objet en 1905 d'une conférence de M. Garçon (1) à la Société Générale des Prisons le 20 décembre 1905. Depuis la guerre, cette compétence du Tribunal correctionnel a encore augmenté par des textes législatifs portant sur le Code du Travail, les Assurances Sociales, les abandons de famille et par la misère générale, qui pousse les honnêtes gens à devenir des délinquants occasionnels.

Ainsi le problème de donner au Tribunal correctionnel les moyens de rendre une justice égale pour tous, ne sacrifiant les intérêts de personne, se pose avec encore plus d'acuité. Pour décongestionner le rôle des Chambres correctionnelles des grandes villes, deux procédés se présentent. Tout d'abord et très simplement, on peut augmenter le nombre de ces Chambres correctionnelles de façon à ce que les affaires à juger soient divisées par un plus grand nombre de juridictions de jugement, et qu'ainsi, la part des dossiers à régler par chaque Chambre se réduise dans de notables proportions. Malheureusement ce procédé est trop simple pour ne pas comporter de graves inconvénients et c'est sans doute

(1) *Bulletin de la Société Générale des Prisons* 1906, Séance de la Société du 20 décembre 1905.

pour cela qu'il n'a pas été utilisé plus rapidement. En effet, chaque fois que le Tribunal de première instance est augmenté d'une Chambre correctionnelle, il est nécessaire de trouver un local pour placer cette dernière, ce qui n'est pas toujours très simple, et d'augmenter le nombre des magistrats du Tribunal de quatre nouveaux membres : un président, deux assesseurs et un substitut. Cela se traduit par des frais considérables présents et futurs, puisque les magistrats nommés à ces postes trouvent un avancement plus rapide que celui auquel ils avaient droit et que leurs traitements présents et futurs se trouvent augmentés d'autant. Nous avons vu que la préoccupation des hommes d'État est de réduire les frais de justice et non de les augmenter. Nous pouvons donc en conclure que cette réforme est impossible. Doit-on pourtant refuser aux justiciables, qui n'ont commis que des délits sans gravité, le temps d'examiner les circonstances atténuantes que leur cas peut présenter ? Ce serait certainement injuste et contraire au maintien de l'ordre social, puisque l'on refuserait aux petits délinquants occasionnels des garanties pour sauvegarder leur honneur et leur liberté, alors qu'on les accorderait aux délinquants d'habitude sous le prétexte étrange qu'ils font courir un danger à la société. La justice ne serait alors applicable qu'aux dangereux repris de justice ou aux délinquants ayant commis des infractions graves. Pour les petits délinquants, qui ne présentent aucun danger pour l'ordre social, la défense ne serait plus qu'un simulacre inutile et vain. Il est inadmissible qu'une pareille organisation puisse continuer d'exister et il est absolument nécessaire de trouver un moyen pour assurer au moins la même justice aux petits délinquants, qui ont droit à l'indulgence et ne peuvent même pas se défendre, et aux délinquants d'habitude, qui seuls conservent

le droit de présenter leur défense dans ses développements nécessaires avant de s'entendre condamner. — Comment admettre, d'autre part, que les habitants des grandes villes n'aient point droit aux mêmes protections que ceux des localités de province ! Devant les petits tribunaux de province, le petit délinquant peut se défendre, se justifier ; à Paris, dans les grandes villes il n'en a pas le temps. Est-ce parce que les habitants des grandes agglomérations urbaines ont plus de tentations, plus de raisons de se laisser aller à la commission d'un délit, qu'ils n'ont pas les mêmes possibilités de se défendre que les gens des campagnes ?

Il ne semble y avoir qu'une solution à ce problème si délicat et c'est le deuxième procédé à envisager, puisqu'il n'est pas possible d'augmenter le nombre de ces Chambres correctionnelles, par suite de l'impossibilité de charger de nouveaux frais le budget de la justice, il faut, par une réforme quelconque, trouver le moyen d'enlever au Tribunal correctionnel une partie de cette compétence pléthorique qui l'accable.

Nous avons déjà indiqué que, parmi les affaires qui sont soumises à ses délibérations et à son jugement, un certain nombre d'infractions, qui sont jugées trop rapidement pour qu'une défense sérieuse puisse se produire et qu'un examen attentif des faits délictueux et de la personnalité du coupable intervienne, n'entraînent pas de peines importantes et n'exigent pas une délibération par suite de leur peu de complexité. L'inutilité d'une délibération ne signifie pas qu'il est inutile d'examiner attentivement et prudemment le dossier d'une petite infraction, mais exprime, l'idée que d'un examen scrupuleux du dossier et des explications de l'inculpé, doit se former la conviction du tribunal sur la culpabilité et sur la peine à appliquer, sans qu'il soit nécessaire pour cela qu'une délibération de magistrats, désireux de s'éclairer les uns les

autres, intervienne. Ainsi sont les infractions aux lois sur le travail, les outrages aux agents, les infractions aux lois sur la chasse, sur la police du roulage, sur le vagabondage, sur la mendicité, sur l'abandon de famille, ainsi que la plupart des infractions qui avaient été rattachées par les décrets de 1926 à la compétence des juges de paix. Ce sont pour la plupart des délits qui ne sont punis que de peines d'amende et qui n'entachent pas gravement l'honneur des condamnés. Dans ces conditions, il serait possible, ainsi que le proposait M. Garçon à une séance de 1905 de la Société Générale des Prisons, de confier le soin de juger toutes ces petites infractions, qui ne sont classées parmi les délits que pour montrer leur importance sociale et non pour assurer un châtiment sévère du coupable, à un magistrat jugeant seul de la culpabilité de l'inculpé et de la sanction à lui infliger. Ce magistrat ne devrait pas être un juge de paix, à cause de la différence fondamentale existant entre le rôle pénal du juge de paix et celui du Tribunal correctionnel. D'autre part, il nous semble un peu pénible de tomber de la compétence d'un tribunal collégial, composé de magistrats reconnus compétents et impartiaux, à celle d'un tribunal inférieur comportant un magistrat unique, ne présentant pas les mêmes garanties de compétence et d'impartialité qu'un seul des trois magistrats formant la collégialité du Tribunal correctionnel précédemment compétent. Aussi, il nous semble préférable de confier ce rôle de juge unique à un magistrat ayant au moins les mêmes titres et le même grade que ceux possédés par les juges collégiaux connaissant autrefois de ces infractions. Il est normal de laisser à un juge unique le soin de décider de la culpabilité et de la condamnation à intervenir, puisque la délibération est sans utilité pratique pour obtenir une bonne justice, mais il est nuisible d'abaisser la qualité du juge en

même temps que l'on supprime la collégialité, même si cette pluralité des juges n'était qu'une façade n'abritant aucune délibération. Le justiciable, devant cette diminution trop importante de la qualité du tribunal, peut légitimement se montrer inquiet de la façon dont son honneur et sa liberté sont protégés et se demander si à l'abaissement de la valeur du juge ne correspond pas une augmentation de l'injustice. Au contraire, nous ne pensons pas que l'institution d'un juge unique, magistrat ordinaire connaissant des petites infractions simples, se heurte à des objections aussi graves de la part du justiciable. L'inculpé pourra soutenir sa défense avec les développements nécessaires pour la rendre efficace et même s'il est condamné, il ne pourra pas penser que son châtimement est le résultat d'une étude insuffisante de son dossier.

Sans aucun doute, d'autres infractions pourraient être ajoutées à la compétence que nous avons déjà donnée à ce juge unique. Des infractions, dans lesquelles l'inculpé a avoué sa faute, ne comportent plus de délibération sur la culpabilité et n'ont pas toujours besoin d'une délibération sur la pénalité à prononcer par suite des habitudes prises par le tribunal et de la difficulté d'individualiser la peine dans les délits sans gravité. Elles pourraient être confiées sans inconvénient à notre juge unique, qui serait un magistrat averti des affaires pénales par une longue expérience au Tribunal correctionnel comme assesseur du président. On pourrait même admettre que le poste de ce juge unique soit la fonction intermédiaire et nécessaire entre celle d'un assesseur et celle du président de chambre du tribunal. En raison de ces connaissances et de son expérience, nous ne verrions que des avantages à lui confier la compétence des flagrants délits. Il serait, sans aucun doute, nécessaire de fixer par la loi la limite maxima des condamnations qu'il pourra prononcer.

D'ailleurs, ainsi que M. Garçon l'indiquait, il y aurait lieu de faire deux sortes de réserves à cette compétence du juge unique. D'une part, ce magistrat pourrait renvoyer l'affaire devant le Tribunal correctionnel, lorsqu'elle lui semblerait trop complexe pour être jugée sans délibération d'un collège de magistrats. De l'autre, le Ministère public ou le prévenu « *in limine litis* », pourrait demander le renvoi devant le Tribunal correctionnel. Il serait absurde de supposer que la plupart des inculpés demanderaient à être jugés par la juridiction collégiale qui, loin de s'être montrée favorable aux coupables, semble au contraire avoir puisé dans une sévérité inutile la pratique des courtes peines préjudiciables aux délinquants d'occasion. Il est d'ailleurs malheureusement probable que la justice collégiale se montrera presque toujours plus sévère que le juge unique, ce qui raréfiera les recours de l'inculpé au Tribunal correctionnel. Quant au Ministère public, il semble inutile d'indiquer qu'il faudra des raisons sérieuses pour réclamer le renvoi devant la juridiction collégiale.

Dans ces conditions, le juge unique pourra suppléer dans de notables proportions le Tribunal correctionnel. M. Garçon estimait qu'avec le juge unique un tiers des délits serait enlevé à la juridiction collégiale. Après la législation considérable de l'après guerre, nous pensons qu'avec l'aide de ce juge unique, la moitié des délits disparaîtrait du rôle du Tribunal correctionnel, qui pourrait ainsi consacrer tout son temps à l'examen sérieux des délits restant de sa compétence et n'aurait plus aucune excuse pour limiter la délibération à quelques mots indiquant des opinions sans les préciser et les discuter ainsi qu'il devrait être fait. Le juge unique siègerait comme Tribunal de première instance en toutes les matières où s'étendrait sa compétence et l'appel de ses décisions serait porté devant la Cour d'Appel. Il serait en effet

inutile de choisir un juge compétent et expérimenté comme juge unique pour renvoyer ses décisions devant le Tribunal correctionnel. Celui-ci ne pourrait alors qu'approuver la décision prise, par suite du gonflement de son rôle provenant, cette fois-ci, des appels des jugements du magistrat unique et de sa nouvelle obligation de recourir à une justice rapide et mal pesée. L'institution du juge unique deviendrait alors néfaste pour le justiciable, qui verrait pratiquement disparaître sa possibilité de faire appel de la décision rendue par ce Tribunal à unicité de juge, tandis que le délinquant dangereux ne trouverait pas une amélioration de la justice devant le Tribunal correctionnel. Pour que tous les délinquants puissent, après avoir fait entendre convenablement leur défense, faire usage du droit d'appel qui leur est accordé, il est nécessaire que les décisions du juge unique soient portées devant la Cour d'Appel. Ainsi, tous les délinquants pourront faire entendre leurs bonnes ou mauvaises raisons et jouir de la plénitude des droits qui sont accordés aux justiciables se présentant devant les tribunaux français.

Nous voyons donc qu'il est nécessaire de traiter par des moyens différents le malaise régnant dans les audiences correctionnelles, selon que le Tribunal de première instance est trop occupé ou ne l'est pas assez par les affaires qui sont soumises à ses délibérations. Il est difficile de supposer que la même mesure législative pourra à la fois augmenter le nombre des affaires figurant sur le rôle d'un tribunal provincial et diminuer le gonflement excessif du nombre des dossiers à régler dans une audience correctionnelle de Paris ou d'une autre grande ville. Seul le tribunal itinérant peut être la solution capable de régler la question des petits tribunaux aux audiences trop creuses et les derniers décrets parus semblent s'être inspirés de cette idée malgré quelques errements

fâcheux. Pour liquider la question des audiences surchargées des grandes villes, seul le système préconisé dans cette thèse nous semble capable de résoudre cette délicate question en tenant compte des intérêts des justiciables.

Tribunal pour enfants et adolescents

Il nous reste à examiner le tribunal pour enfants et adolescents pour terminer ce chapitre relatif aux juridictions répressives de première instance. Cette juridiction spécialisée dans les affaires relatives à l'enfance coupable devrait subir d'importantes réformes. En effet, c'est seulement une chambre spéciale du Tribunal correctionnel, qui est actuellement désignée pour remplir ce rôle du tribunal pour enfants et adolescents. Or, une immense différence sépare le but général des juridictions répressives actuelles de celui de ce tribunal pour enfants. Dans les premières, les juges doivent proportionner la sanction prévue par le Code à l'infraction commise par le coupable, en essayant de tenir compte le plus possible de la personnalité du délinquant, alors que la juridiction s'occupant de l'enfance coupable doit s'efforcer, par des mesures appropriées, assez différentes selon les mineurs, de relever moralement l'enfant et de préparer son reclassement social. On a voulu tenir compte de ce que l'enfant coupable n'est généralement pas responsable des infractions qu'il a pu commettre, et que, souvent, le milieu dans lequel il vit, l'instruction qui lui a été donnée, ont une grande influence sur son esprit qui, mieux dirigé, aurait pu faire de lui un enfant normal. On a pensé, d'autre part, que, même si l'esprit de l'enfance dénotait une tendance délictuelle dangereuse, il était facile de lui donner des principes d'une saine morale par un traitement spécial, qui ne serait pas

entièrement répressif et qui aurait surtout pour but de le soustraire à ses mauvais penchants par une discipline sévère, et de préparer ainsi son reclassement social. Pour remplir un tel but, il semble inutile de conserver une juridiction collégiale qui peut être considérée comme une nécessité pour sauvegarder, par la réflexion de plusieurs magistrats expérimentés, la liberté et l'honneur des citoyens, mais qui n'est nullement nécessaire lorsque le rôle du tribunal est de préserver l'enfant contre lui-même et non de le frapper dans ses droits les plus sacrés. Malheureusement, l'internement dans une colonie pénitentiaire pouvait passer, avec juste raison, pour une mesure répressive. Peut-être, par suite de cette possibilité de frapper sévèrement le mineur, a-t-on voulu assurer les garanties de la collégialité, lorsqu'il se présenterait devant la juridiction chargée de le juger ? On aurait alors voulu laisser à l'enfance coupable les mêmes garanties qu'aux délinquants majeurs. De plus, est-ce la difficulté de nommer un juge unique qui aurait été spécialisé dans les grandes villes, et qui n'aurait pas pu l'être dans les petites localités, qui a empêché la spécialisation et l'unicité du juge des enfants ? A-t-on craint l'inégalité créée entre la campagne et la ville dans les garanties qui seraient données aux enfants coupables par la présence d'un juge non spécialisé ? Nous constatons que la collégialité était sans aucun doute le plus mauvais choix qui pouvait être fait, et que la plupart des législations qui se sont occupées de donner à l'enfance coupable un tribunal spécial ont organisé cette juridiction avec un juge unique qui a été spécialisé.

Nous pensons que l'internement dans une colonie pénitentiaire ayant, malgré son aspect répressif assez accusé, une tendance à relever moralement l'enfant coupable pour lui permettre de prendre place honorablement dans la société,

il y aurait lieu de tenir compte de cette idée de relèvement, et de considérer que les droits et l'honneur du mineur n'étant pas discutés, une condamnation à une telle peine ne nécessite pas l'intervention d'une collégialité inexpérimentée, mais plutôt la science d'un magistrat capable de décider avec compétence la mesure la plus propre à relever efficacement la moralité de l'enfant coupable.

D'autre part, l'enfant sera toujours impressionné par le tribunal collégial qui lui présentera l'aspect particulièrement sévère de la justice, alors que justement on cherche à ne pas le considérer comme un inculpé ordinaire et à lui éviter l'impression pénible que ressent le délinquant en s'asseyant au banc de l'infamie. L'enfant coupable est celui des délinquants qui comprend le moins les raisons de sa condamnation et la présence de ces membres muets du tribunal lui paraîtra toujours un danger concrétisé par sa condamnation, au lieu d'être une garantie. Le but poursuivi exige un juge unique spécialisé dans les questions de l'enfance coupable, et nous en demandons avec insistance l'institution.

Il est nécessaire que ce magistrat, en raison du but poursuivi par cette juridiction, reste longtemps dans cette fonction de juge des enfants pour qu'il puisse y faire réellement œuvre utile. Ce magistrat ne saurait, pour cette raison, renoncer à un avancement qui est la juste récompense de son mérite et des services rendus à la société. Certains présidents du tribunal des enfants n'hésiterent pas à sacrifier leur carrière, pour assurer à l'enfance coupable l'expérience acquise durant de longues années d'observations. Il est injuste que l'avancement ne puisse atteindre le juge des enfants et, puisque sa spécialisation l'oblige à occuper durant de longues années les mêmes fonctions, il est nécessaire qu'il puisse avancer sur place et que son dévouement à la société

soit récompensé au moins par la conservation de son droit à l'avancement. Cette nouvelle organisation du tribunal pour enfants nous semble indispensable, malgré la difficulté du recrutement, signalée fort justement par M. Maas Geeteramus. Cette difficulté ne nous semble cependant pas insurmontable, puisque de nombreux pays ont su trouver les magistrats compétents pour occuper ces fonctions, malgré qu'ils aient admis le juge unique pour connaître de l'enfance coupable.

L'organisation de la forme du tribunal pour enfants et adolescents nous a semblé modifiable et malheureusement il serait aussi nécessaire de changer ses pouvoirs et attributions. Le contrôle du magistrat sur les délégués, opérant en cas de liberté surveillée, devrait être plus efficace. Il semble que toute mesure répressive devrait être supprimée jusqu'à l'âge de 16 ans et que l'internement dans une colonie pénitentiaire ne devrait être prononcé qu'à partir de cet âge. De même, faire passer et juger aux Assises ou en Correctionnelle des mineurs de 13 à 16 ans, sous prétexte qu'ils ont des complices majeurs, semble particulièrement discutable et les punir comme des majeurs, en cas de réponse affirmative à la question de discernement, nous paraît extrêmement fâcheux. Enfin l'internement dans les colonies pénitentiaires pourrait avoir un but répressif moins poussé, et une tendance éducative plus précise. S'inspirer des méthodes belges serait une nécessité pour donner une formation morale aux mineurs ayant commis des infractions et pour préparer efficacement leur reclassement social. De même, pour guider le juge des enfants dans la meilleure mesure à prendre à l'égard de l'enfant coupable, la mise en observation peut être considérée comme indispensable. Malheureusement, de nombreuses réformes sont à faire en France pour arriver à des résultats véritablement intéressants pour la société. Elles ne se feront

peut-être que successivement, mais certes l'intérêt que chacun porte en France à tout ce qui concerne l'enfance donnera un sérieux appui à leur réalisation, qui ne saurait plus longtemps se faire attendre dans l'intérêt même de la Nation entière.

Avec ces projets de réforme nous avons épuisé l'exposé des modifications pouvant apporter une meilleure justice dans les différentes enceintes des juridictions de première instance.

CHAPITRE IV

Les juridictions supérieures

Il convient d'examiner maintenant les juridictions supérieures : Cour d'Appel, Cour d'Assises et Cour de Cassation, pour en relever les principaux défauts et chercher à y remédier. La Cour d'Appel et la Cour d'Assises viennent d'être l'objet d'importantes réformes et il nous appartient de les étudier de façon à voir s'il ne serait pas possible de les compléter pour rendre le fonctionnement de la justice aussi satisfaisant que possible.

Cour d'Appel

En matière répressive la Cour d'Appel a pour but de contrôler les jugements rendus par les Tribunaux de première instance sur la demande du justiciable, pour modifier les décisions prises par les premiers juges, si une condamnation trop forte lui semble avoir été prononcée. Le Ministère public peut se pourvoir aussi en appel devant la Cour, s'il estime qu'il n'y a pas proportion entre la sanction et la faute commise et que la société doit être mieux protégée que le Tribunal ne l'a estimé. En fait, l'appel peut porter sur deux points : la culpabilité de l'inculpé et la gravité de la faute prononcée. Les cas où l'appel porte sur la culpabilité de l'inculpé sont peu fréquents, car le tribunal a la sagesse de ne pas condamner lorsqu'il n'est pas certain de la culpabilité de l'individu qu'on lui présente comme coupable. Lorsqu'il y a des doutes, le Tribunal résout la question en condamnant à des peines avec sursis, ce qui ne vaut certes pas une proclamation d'innocence, mais permet

une réhabilitation de droit au bout de cinq ans et n'entraîne généralement pas appel de la part du condamné, même s'il est innocent. Le Parquet et les juges d'instruction n'ont laissé à la connaissance du Tribunal correctionnel que des affaires où la culpabilité est sinon prouvée, ce qui est le cas le plus fréquent, du moins certaine. En conséquence, lorsque le condamné fait appel, c'est le plus souvent pour demander une diminution de la peine qu'il n'estime pas en proportion avec l'infraction commise. Le Ministère public fait appel « *a minima* » lorsqu'il estime que la condamnation est insuffisante et doit être considérée comme le minimum de ce qui peut être infligé pour une telle infraction. L'appel étant spécial en France et ne bénéficiant qu'à celui qui le porte, le Ministère public est toujours obligé de faire appel lorsque le condamné utilise sa possibilité de recours devant la juridiction supérieure, pour que cette Cour d'Appel ait la possibilité d'augmenter ou de diminuer la peine prononcée. En conséquence, la juridiction supérieure juge une seconde fois l'affaire, mais ne s'occupe le plus souvent que de modifier la peine. Dans ces conditions, s'il semble nécessaire que les magistrats, siégeant à la Cour d'Appel, aient plus d'expérience dans les affaires soumises à leur délibération que les premiers juges qui ont connu précédemment de l'infraction commise, il ne paraît nullement indispensable que pour rendre ce contrôle efficace, un plus grand nombre de magistrats soient dans l'obligation d'assister à l'audience et de donner leur avis.

On peut estimer que le contrôle de la décision dont il est fait appel, est exercé d'une façon satisfaisante par des magistrats plus âgés, plus élevés en grades, ayant par conséquent l'expérience, le bon sens, le sang-froid et la fermeté qu'une carrière plus longue et un âge plus avancé ne peuvent manquer d'apporter à des hommes instruits. Un plus grand nom-

bre de magistrats à la Cour d'Appel qu'au Tribunal est au contraire une garantie négative, une garantie de facade, qui doit faire dire au justiciable : « On est mieux jugé en Cour d'Appel, parce qu'il y a cinq juges ». La collégialité est nécessaire avec le tempérament méfiant du Français, mais son intelligence lui permet aisément de comprendre qu'une petite collégialité permet une véritable délibération, alors qu'une collégialité trop nombreuse ne peut amener que des discussions trop longues ou un manque d'intérêt trop considérable de la part de certains magistrats, détruisant ainsi la collégialité ou la réduisant à un nombre suffisant pour qu'il y ait délibération et non discussions infinies et sans intérêt. Pour examiner si une peine est proportionnée à l'infraction commise, il n'est pas nécessaire de réunir un grand nombre de magistrats expérimentés et particulièrement compétents. Il semble suffisant de maintenir la collégialité ordinaire pour assurer une délibération permettant la discussion des différentes opinions des juges. Il est d'ailleurs anormal de faire juger à nouveau des décisions, qui n'ont demandé que trois juges en première instance et qui auraient pu être définitives, si appels n'en avaient été portés, par un collège de magistrats plus nombreux, alors qu'ils sont déjà plus expérimentés et présentent beaucoup plus de garanties d'impartialité et de compétence pour le justiciable que les premiers juges. Autrefois, les Cours d'Appel devaient siéger avec sept juges ; puis le chiffre de cinq fut admis. Enfin maintenant, avec le décret du 25/26 juin 1934, nous semblons avoir atteint le chiffre normal de trois. En effet, l'art 2 s'exprime ainsi : « En toute matière, les arrêts de Cours d'Appel sont rendus par des magistrats délibérant en nombre impair. Lorsque les membres d'une Cour, siégeant dans une affaire, seront en nombre pair, le dernier dans l'ordre du tableau devra s'abstenir. Les arrêts sont rendus

par trois magistrats au moins, président compris. Pour le jugement des causes qui doivent être portées en audience solennelle, les arrêts sont rendus par cinq magistrats au moins, président compris. Le tout à peine de nullité ».

Cette réforme fut sans aucun doute dictée pour des raisons d'économie budgétaire qui n'ont que peu de rapport avec l'intérêt de la justice, mais cependant nous devons nous féliciter de cette réforme qui, tant du point de vue du justiciable que de celui du contribuable, nous semble favorable. Réaliser une économie en rendant la justice meilleure ou en lui permettant de l'être, nous paraît une victoire appréciable pour la nation entière et l'ordre social. Peut-être serait-il souhaitable encore de chercher à spécialiser les Chambres pénales de la Cour d'Appel, en évitant le roulement et en faisant siéger de préférence les conseillers ayant fait leur carrière dans les Tribunaux correctionnels. Il nous paraît en effet plus facile de tenir compte des tendances et de l'expérience de chacun en spécialisant les fonctions civiles et pénales à partir du moment où le personnel nombreux permet de pourvoir d'une façon distincte les Chambres civiles et correctionnelles.

Ainsi la compétence des juges sera plus forte et la garantie donnée au justiciable plus considérable.

Cour d'Assises

Après avoir étudié les réformes susceptibles d'améliorer les Cours d'Appel, il convient d'examiner les Cours d'Assises qui connaissent des crimes en première et dernière instance, par suite de la compétence réservée aux représentants du peuple qui donnent une souveraineté exceptionnelle aux décisions prises par cette juridiction. Jusqu'à la loi du 5 mars 1932, les

jurés ne connaissaient que de la question de fait, c'est-à-dire de la culpabilité, la question de droit ou la pénalité infligée au coupable, dépendait de la Cour, composée de trois magistrats. Nous avons vu dans notre partie générale comment cette loi avait eu pour but d'assurer l'indépendance des jurés répondant aux questions de fait, en les faisant participer aux questions de droit. Maintenant les jurés décident du fait en toute indépendance puisque, dans la salle des délibérations, aucun magistrat ne peut les influencer et ils connaissent du droit avec la collaboration de la Cour. Si les magistrats ne jouissaient pas du prestige de leurs fonctions, de leur expérience et de leur éloquence, les jurés connaîtraient la pleine indépendance pour juger de la question de droit, puisque c'est seulement dans les cas incertains que les trois voix de la Cour pourraient fixer la majorité.

Malheureusement, non seulement les jurés peuvent être influencés par la parole du Président, mais encore ils peuvent s'entendre par un vote de sept voix contre cinq pour laisser à la Cour le soin de décider de la pénalité applicable. Il est nécessaire, dans l'intérêt de la justice, que ce calcul ne puisse se faire et, pour cela, nous croyons nécessaire de décider la suppression des deux assesseurs qui font partie du décor grandiose de la Cour d'Assises. Ils ne sont là que pour donner des conseils au Président dans les cas graves, où une cause de nullité est en train de se faire et où la Cour a difficilement le temps de lever la séance pour délibérer sur ce point particulier. Mais, ou le cas de nullité vient de se produire et il est trop tard pour l'empêcher, ou il va se produire et l'assesseur ne suit pas avec assez d'intérêt l'audience pour l'indiquer au Président. Lorsque se produisent des manifestations ou des querelles d'avocats trop bruyantes, toute délibération de la Cour devrait être interprétée comme un manque d'autorité du

Président, qui doit prendre sur lui de lever la séance et n'a nul besoin de l'avis de ses assesseurs pour cela. Dans ces conditions le rôle des assesseurs semble tout à fait réduit, surtout d'après l'esprit de la loi du 3 mars 1932 qui est de laisser aux jurés, éclairés par la science du Président, le soin de décider de la peine à infliger au criminel. Il y aurait donc lieu de les supprimer et de laisser au seul Président la représentation de la Cour. En Angleterre et aux États-Unis, les Cours d'Assises sont présidées depuis très longtemps par un seul magistrat et comme lui seul semble avoir un rôle, nous ne croyons pas que les Français puissent se choquer en quelque façon de cette réforme.

Pour éviter que, par un vote de six voix contre six, ce ne soit encore le Président des Assises qui fasse pencher la balance dans un sens ou dans l'autre, on pourrait admettre que la peine soit décidée par huit voix contre cinq, ce qui donnerait un plus grand poids aux condamnations de la Cour d'Assises et permettrait d'éviter les peines trop considérables dans les cas douteux. Avec ce système de la Cour participant aux délibérations du jury dans la fixation de la peine, on peut être certain que les jurés seront avertis d'une façon convenable sur leurs devoirs et sur les sanctions correspondant à leurs réponses sur la culpabilité. Malheureusement les jurés ne sont pas très instruits des termes juridiques placés dans les questions sur la culpabilité et personne n'est là pour les renseigner sur les points qu'ils ignorent. On a bien pensé à faire appel à des capacités, c'est-à-dire à des jurés ayant des connaissances en droit, leur permettant de répondre selon leur désir au questionnaire, mais cela présenterait le grave défaut d'écarter les classes populaires de la composition des jurys et de constituer des jurys de classe reflétant imparfaitement l'opinion publique. Mr. Sasserath préfère à ce système dangereux

l'adjonction aux douze jurés ordinaires d'un membre éclairé : magistrat ou avocat, qui serait obligatoirement le chef du jury. En désignant un avocat présentant toute garantie de compétence et d'impartialité comme le bâtonnier ou un membre du conseil de l'ordre ; il nous semble que ce système est assez près de réaliser l'indépendance et la compétence du jury. On peut, en effet, fort bien admettre qu'un seul membre du jury ait des connaissances techniques suffisantes pour renseigner les autres jurés sur les difficultés juridiques des questions posées. Il n'est pas nécessaire que tous les jurés connaissent du droit, il suffit seulement que quelqu'un de compétent puisse les renseigner de façon à ce qu'ils expriment dans leurs réponses le sens exact de leurs convictions.

Cependant un grave défaut nous semble demeurer dans le système de Mr. Sasserath, que nous avons expliqué d'une façon complète dans notre partie générale. Les jurés seront alors treize et depuis très longtemps le peuple a l'habitude de voir douze de ses représentants décider de la culpabilité de l'accusé.

Deux moyens existent pour tourner cette difficulté réelle qui choquera l'opinion publique par la possibilité de déclarer un individu coupable à la majorité d'une voix et qui gênera certainement le législateur pour décider du quorum nécessaire pour accorder les circonstances atténuantes. Tout d'abord, il serait possible d'admettre que ce chef du jury n'aurait qu'une voix délibérative et que par conséquent, les règles établies par le Code d'Instruction Criminelle pourraient rester en vigueur. Si on préférerait laisser au jury son chef pour aller délibérer sur la peine à appliquer, on pourrait encore admettre que cet avocat choisi spécialement pour faire partie du jury à cause de ses connaissances juridiques, soit de droit le premier juré et que seulement onze jurés soient désignés par tirage au sort. Ainsi

tous les jurés participeraient au vote et les règles actuelles, qui ont fait leurs preuves, pourraient demeurer. A part cette modification importante, nous admettrions le système de Mr. Sasserath, ainsi que les règles devant régler cette fonction spéciale de chef de jury, qui ont déjà été étudiées dans notre première partie. Ainsi la Cour d'Assises pourra fonctionner d'une façon satisfaisante et refléter à peu près exactement l'opinion publique qu'elle doit représenter.

Cependant il est indispensable, à notre avis, d'admettre le plus rapidement possible les femmes aux fonctions de jurés. D'une part, elles ont souvent les capacités théoriques qui manquent aux hommes, les études juridiques étant celles qui ont leur faveur, et de l'autre, il est difficile de leur refuser un droit que la presque totalité du monde leur a reconnu. La femme française, non seulement mérite par son intelligence, par sa culture, par son rôle familial, de participer à cette opinion publique, qui fixe les condamnations en Cour d'Assises, mais encore doit faire partie du jury pour éviter une trop grande sévérité à des criminelles dont les mobiles féminins échappent parfois au sens commun des hommes.

La loi du 5 mars 1932, si claire dans sa minutieuse description des opérations du vote sur la pénalité par le jury et la Cour, a cependant laissé quelques points dans l'ombre. Notamment on a pu se demander si le coupable pouvait toujours bénéficier du double degré d'abaissement de la peine comme lorsque le fait était réservé au jury et le droit à la Cour, et que chacune de ces juridictions accordait les circonstances atténuantes. Il s'agirait seulement de savoir si le criminel peut avoir droit à une double mesure d'indulgence ou si au contraire, cette faculté ne provenait que des circonstances spéciales dans lesquelles se décidaient, d'une part, sa culpabilité et, de l'autre, le châtiment qui lui était réservé.

Dans le premier cas, nul doute que le criminel puisse bénéficier deux fois des circonstances atténuantes, alors que dans le dernier on ne saurait l'admettre, puisque maintenant le jury décide à la fois de la culpabilité et de la peine. Il serait nécessaire d'utiliser une fois cette double atténuation en Cour d'Assises pour connaître la position de la Cour de Cassation sur cette question. D'autre part (1), il ne semble pas possible aux jurés de prononcer une peine contraire à la loi, après les déclarations qu'ils ont faites sur la culpabilité. D'après l'esprit de la loi du 5 mars 1932, il semble peu probable que l'article 352 du Code d'Instruction Criminelle puisse encore s'appliquer et que la Cour ait encore la faculté, un verdict de culpabilité étant rendu, de surseoir au jugement et de renvoyer l'affaire à une session suivante. De plus, la loi ne faisant aucune exception, il est probable que le prononcé de la condamnation à mort ou de la peine des travaux forcés à perpétuité doit être précédé d'une délibération de la Cour et du Jury réunis. Enfin, il serait souhaitable de modifier l'article 370 du Code d'Instruction Criminelle et de ne plus obliger les chefs de jury à signer à une heure tardive l'arrêt de condamnation, que le président et le greffier ne peuvent établir qu'avec temps et réflexion. Il serait certainement plus simple et plus pratique de transcrire en quelques lignes le prononcé de la condamnation en bas et suite du verdict, et de faire apposer la signature du chef du jury en dessous de ce prononcé qui pourrait être fait immédiatement. Ainsi l'arrêt de condamnation serait fait, sans aucun doute, dans de meilleures conditions.

Nous voyons donc qu'un certain nombre de réformes sont encore nécessaires pour donner à la Cour d'Assises le moyen

(1) Note de P. Rentenauer et Fayolle : *Lois Nouvelles* 1932 et 1933.

de faire bonne justice et de respecter la volonté de l'opinion publique et pourtant un gros effort a déjà été fait pour la réformer, ce qui nous fait croire que les législateurs ne s'arrêteront pas en si bonne voie et que l'espoir d'obtenir une saine organisation de la Cour d'Assises n'est pas entièrement vain.

Cour de Cassation

Il nous reste à examiner la Cour de Cassation pour terminer notre étude des juridictions supérieures et des modifications susceptibles d'assurer une meilleure justice. La Cour de Cassation a pour but de contrôler l'application et l'interprétation des lois par les tribunaux. Ce rôle important et indispensable dans une bonne organisation judiciaire appelle un certain nombre de remarques. Tout d'abord il était normal d'admettre une distinction nécessaire entre le pénal et le Civil et d'avoir un personnel spécial pour chacune des Chambres. La Cour de Cassation se divise en trois chambres : la Chambre criminelle, la Chambre des Requêtes civiles et la Chambre civile. La Chambre criminelle s'occupe seule des questions répressives et il serait peut-être nécessaire de choisir pour siéger dans cette Chambre des magistrats ayant eu à s'occuper essentiellement de questions répressives. Il est à remarquer que les magistrats de toutes les juridictions de jugement, d'accusation et d'instruction peuvent accéder sans aucune difficulté aux fonctions de conseillers à la Cour de Cassation et que cela peut être considéré comme normal, puisque cette juridiction supérieure ne connaît que du droit et non du fait. En conséquence, le manque de spécialisation des différentes juridictions ne peut être considéré comme fâcheux, à condition que l'on choisisse dans cette Chambre criminelle des Conseillers avertis des questions répressives, ce qui n'est pas toujours la réalité.

Les décisions, prises toutes chambres réunies, devraient être supprimées, car il est difficile d'admettre que la Chambre criminelle, partie spécialisée de la Cour de Cassation dans les questions pénales, n'ait pas la possibilité d'indiquer son interprétation de la loi et d'obliger la Cour d'Appel ou le Tribunal correctionnel à suivre cette interprétation, et qu'il ne soit possible de préciser cette interprétation et de l'imposer aux Juridictions du fait, qu'en adjoignant les Chambres civiles dans une audience solennelle. La Chambre criminelle de la Cour de Cassation devrait être considérée comme la Cour de Cassation criminelle et devrait ainsi avoir la possibilité d'imposer sa décision sans avoir besoin d'une audience, toutes chambres réunies, qui exige une procédure fort longue : un recours en cassation suivi d'un arrêt de Cassation et d'un renvoi à une juridiction, qui fait un arrêt ou un jugement, frappé d'un nouveau recours en Cassation. C'est seulement à ce moment là que la Cour de Cassation peut imposer sa volonté et il nous semble que la Chambre criminelle devrait avoir le droit d'imposer son interprétation sans avoir besoin de l'aval des Chambres civiles pour éviter des lenteurs préjudiciables aux justiciables. D'autre part, le personnel de cette Chambre criminelle pourrait certainement être réduit dans des proportions considérables, puisque chaque Chambre comprend 16 membres, dont un Président et que la présence de 11 magistrats du siège est nécessaire pour qu'une audience soit valable. Réduire la Chambre criminelle à la simple collégialité serait certainement exagéré à l'heure actuelle, où les règles imposées aux magistrats sont si nombreuses et si compliquées pour protéger un justiciable, que n'arrive pas à rassurer cet ensemble législatif. Il y a de nombreux points de détail particulièrement délicats, qui ne peuvent être

traités complètement que si un grand nombre de magistrats les étudient et les clarifient de leurs connaissances et de leurs expériences. Le rapport fait par un conseiller est d'une grande utilité, mais suffit-il à éclairer définitivement la question de droit soumise aux délibérations de la Chambre criminelle ?

Cependant, sans aucun doute, une réduction pourrait être faite dans ce nombreux personnel sans que les garanties entourant l'application de la loi et son interprétation soient diminuées en quelque façon. Il est difficile d'indiquer le quantum de cette réduction et il appartiendrait aux magistrats de la Cour de Cassation de l'indiquer eux-mêmes, comprenant la nécessité qu'il y a pour l'Etat à économiser ses ressources en diminuant les dépenses des services judiciaires sans réduire la valeur de la justice. Cette façon de procéder donnerait toute confiance au justiciable dans une réforme de la Cour de Cassation. On ne saurait oublier, en effet, que si la Cour de Cassation est si nombreuse, c'est que les pouvoirs qui lui sont confiés n'ont pas été au début considérés comme essentiellement judiciaires et que l'on a cru nécessaire de nommer des représentants du peuple pour interpréter la loi et empêcher les violations de cette loi.

La France fut alors divisée en deux groupes de départements qui devaient élire, chacun à leur tour, tous les quatre ans, les membres de ce Tribunal de Cassation. On arrivait ainsi à 42 membres pour les représentants du premier groupe et à 41 pour ceux du deuxième. Après qu'un décret du 5 vendémiaire an IV eut porté ce nombre à 50, la constitution du 27 ventôse an VIII le réduisit à 48 seulement et organisa la répartition des membres du Tribunal en 3 sections de 16 membres chacune. Enfin une ordonnance du 13 février 1815 augmenta le nombre des membres du Tribunal d'une unité en

le portant à 49 parmi lesquels se trouvaient un premier président et trois présidents de chambre. Nous voyons donc d'après la genèse même de la Cour de Cassation, qu'il serait sans aucun doute possible de procéder à des réductions du personnel. Il semble aussi possible de réduire la limite d'âge qui allant jusqu'à 75 ans, fait siéger des magistrats qui ne sont plus guère en âge que de se reposer et ne peuvent donner aux justiciables que des idées fâcheuses sur la façon dont la justice est rendue. Ces réformes sont évidemment délicates, mais nous espérons que la sagesse des magistrats aidera le législateur dans cette œuvre difficile.

Ainsi se trouve terminé l'examen des différentes juridictions que nous avons entrepris pour découvrir les modifications susceptibles d'améliorer la justice rendue dans nos cours et tribunaux répressifs. Les réformes proposées ne sont peut-être pas aussi nettes que certains auraient pu l'espérer, mais lorsque la justice intéresse l'honneur et la liberté des citoyens, il est nécessaire d'être prudent et de tenir compte de l'opinion publique et de ses habitudes.

CHAPITRE V

Conditions de la fonction de juge

Recrutement

Il nous semble nécessaire d'étudier maintenant avant de terminer cette thèse, les conditions du recrutement du magistrat, son traitement et son avancement. Pour devenir magistrat, un certain nombre de conditions sont exigées. Tout d'abord, il est nécessaire d'avoir atteint l'âge de 23 ans et d'avoir accompli son service militaire pour être nommé magistrat. Cet âge permet la nomination d'hommes trop jeunes pour tenir avec dignité les fonctions judiciaires. Nous verrions avec satisfaction cette limite reculée à 25 ans, ce qui procurerait aux candidats des loisirs pour compléter une éducation théorique qui laisse trop souvent à désirer. D'autre part, il faut être licencié en droit, avoir fait un stage de deux ans au barreau et d'un an au Parquet et avoir été déclaré apte à la fonction de magistrat en ayant été reçu à l'examen professionnel de la magistrature. Ces différentes conditions doivent être examinées sérieusement pour apprécier la valeur théorique et pratique du magistrat français. Le titre de licencié est certainement la preuve de certaines connaissances juridiques, mais il nous semble un peu insuffisant pour constituer l'ensemble de la science théorique d'un magistrat. Il y a trop de licenciés à l'heure actuelle pour que l'on puisse accorder une valeur considérable à un tel diplôme. Il serait nécessaire d'exiger au moins le doctorat pour le candidat magistrat, ce qui indiquerait une connaissance plus approfondie et plus complète de la science juridique qu'il pourrait ensuite développer

par l'expérience. Un certain minimum de connaissances juridiques est absolument nécessaire pour que le stage puisse prendre une importance quelconque sur la formation professionnelle du futur magistrat. Le droit pénal, appris en licence, est totalement insuffisant pour être la base possible d'un développement futur. Les notions sont trop peu nombreuses, trop superficielles pour qu'une valeur quelconque soit donnée à ce seul titre de licencié. Il est nécessaire que le futur magistrat pousse plus loin ses investigations scientifiques et que sa documentation lui ait au moins permis de passer le diplôme d'études supérieures de droit privé avec le droit pénal comme matière spéciale et un autre diplôme qui lui donnera une vue juridique plus étendue par un ensemble de connaissances moins spécialisées. La thèse lui apprendra l'art de rédiger et d'exprimer clairement sa pensée et cela est très utile à la formation du magistrat. Approfondir sa pensée est aussi nécessaire à celui qui veut juger des individus poursuivis pour des infractions quelconques. Dans ces conditions, il nous semble indispensable d'exiger le doctorat du futur magistrat, pour lui assurer une position supérieure dans une société instruite.

Certains pourront penser qu'ainsi les fonctions judiciaires seront fermées à des jeunes gens ayant une grande valeur, mais n'ayant pas la fortune nécessaire pour entreprendre les études coûteuses du doctorat. Les traitements des magistrats ne sont pas très élevés et il nous semble assez favorable à la fonction de magistrat que les candidats soient dans une honnête aisance. L'opinion publique y voit une sorte de garantie d'indépendance dans la justice rendue et ne semble pas se tromper beaucoup. Les fonctions judiciaires ne doivent pas être réservées à une élite, mais simplement à des hommes ayant des connaissances suffisantes pour les exercer.

Le titre de licencié ne semble pas une garantie de compétence suffisante pour le justiciable et c'est pour cela que nous réclamons la possession du diplôme de docteur en droit pour devenir magistrat. D'ailleurs, depuis que le titre de licencié en droit est exigé pour devenir juge de paix, il peut sembler tout à fait normal de réclamer le diplôme de docteur pour les magistrats. De plus, le stage au barreau ne semble nullement nécessaire, la plupart des candidats faisant ce stage en le combinant avec celui du Parquet et ne suivant que les exercices obligatoires et les conférences. Il en résulte que de ce côté là, aucune expérience ne pourra être acquise et que le stage au barreau n'aura été qu'une formalité reculant de deux ans la possibilité de se présenter à l'examen professionnel de la magistrature après avoir acquis le titre de licencié.

Depuis le décret du 11 mai 1934, les docteurs ou licenciés en droit, désirant prendre part à l'examen, doivent justifier d'un stage d'un an au Ministère de la Justice ou au Parquet de la Cour de Cassation ou à celui d'un tribunal de 1^{re} classe ou de 2^e. Autrefois ils avaient la faculté de remplacer ce stage au Parquet par un stage chez un avoué. On leur retire cette faculté probablement parce qu'on estime que les connaissances, apportées par leur travail quotidien dans un Parquet sous la direction d'un magistrat expérimenté, seront plus importantes et plus intéressantes que celles procurées par le stage dans une étude d'avoué où le désir du principal sera de faire rendre à la nouvelle recrue un travail productif pour l'étude et non pour le clerc. D'autre part, il arrivait parfois que des stages de complaisance se faisaient dans les études d'avoué et tout cela peut fort bien justifier la mesure prise. Malheureusement nous ne croyons pas que cette obligation soit imposée au candidat dans son intérêt, mais nous pensons que les services de la Justice utilisant ce personnel d'attachés

pour les tâches inférieures, à peine supérieures à celles d'un secrétaire, ne se soient trouvés gênés par le trop petit nombre de jeunes gens acceptant d'être attachés au Parquet. Beaucoup préféreraient le stage chez un avoué, qui les payait peu, mais n'exigeait pas un travail entièrement non rémunéré. Probablement est-ce pour faciliter l'accès de la magistrature aux classes pauvres que les candidats sont obligés de vivre sur leurs ressources pendant près de 18 mois, qui est le temps nécessaire pour qu'une rétribution soit libre ! Il est vrai qu'il est possible théoriquement d'être payé, après un an de stage au barreau et six mois de service au Parquet. La plupart des attachés, se faisant inscrire en même temps au barreau et au Parquet, n'ont plus qu'à attendre un an pour prendre rang sur la liste des attachés rétribuables non rétribués. Encore 6 à 7 mois et si l'attaché n'a pas eu le malheur de trop déplaire, il recevra près de 1100 francs par mois. Il est curieux de remarquer que, d'une part, on n'exige pas le doctorat, en ayant l'air de le considérer comme une étude de luxe et pour ne pas favoriser les jeunes gens appartenant aux classes riches, et que, d'autre part, on oblige les futurs magistrats à faire un stage coûteux, puisqu'ils ne peuvent le faire que s'ils ont des parents assez riches pour les nourrir à ne rien gagner en travaillant. — Si ce stage pouvait être considéré comme utile pour la formation professionnelle du candidat, il n'y aurait jamais qu'une contradiction dans les conditions exigées, ce qui pourrait être négligeable après tout. Mais la valeur de ce stage est bien différente selon les Parquets dans lesquels il se fait. Dans les tribunaux de 1^{re} classe ou de 2^e, les attachés se trouvent en contact permanent avec les magistrats et sont des collaborateurs pour leurs chefs. Le stage est d'autant plus profitable que les attachés sont peu nombreux et que les affaires étudiées sont très différentes.

Pourtant dans certains Parquets de province des stages presque fictifs ont été remarqués, mais on doit les considérer comme des exceptions. Au contraire, à Paris, le stage prend un caractère de fonctionnarisme étrange ; chacun a sa petite tâche qui ne varie pas, qui apprend quelques éléments très précis, mais qui ne peut pousser plus loin la connaissance et l'expérience de l'attaché. Les magistrats ont dans l'ensemble peu de considération pour des jeunes gens qui travaillent pour l'honneur et dans le désir de compléter leurs connaissances pour tenir dignement la place qu'ils doivent occuper plus tard. Ils ne se préoccupent pas de leur formation professionnelle, mais du travail que les attachés peuvent leur fournir et qui allégera d'autant la besogne qu'ils devaient faire.

Ayant des occupations supérieures à celles des secrétaires, les attachés ont cependant une rémunération toujours inférieure, s'ils ont le bonheur d'obtenir une rétribution pour prix de leurs efforts. Il nous semble d'autre part qu'ainsi que le faisait remarquer M. Pigé dans sa thèse sur le juge unique, il doit être considéré comme mauvais de placer le futur magistrat dans les Parquets où la hiérarchie est beaucoup trop nette, ce qui ne peut donner qu'une fâcheuse formation au futur juge, et comme encore plus néfaste d'attacher ce candidat au Ministère de la justice où il n'a rien à apprendre. Nous sommes loin de considérer ce stage comme inutile, mais nous voudrions qu'il soit un véritable stage, c'est-à-dire dirigé réellement vers une formation professionnelle du futur magistrat. Il serait nécessaire de faire passer des candidats dans les différentes sections du Parquet pour qu'ils puissent compléter et développer par l'expérience leurs connaissances théoriques souvent insuffisantes. Leur présence aux audiences devrait être exigée plusieurs fois par semaine et pour les

rendre plus profitables, il nous semblerait utile d'exiger que les candidats ne soient attachés que dans les sièges de Cours d'Appel, pour que, par le rapport du magistrat, ils puissent mieux comprendre l'affaire soumise aux délibérations de la Cour. Ils pourraient ainsi par leur présence aux audiences civiles et correctionnelles du Tribunal et de la Cour, par leur travail au Parquet du Tribunal et de la Cour, acquérir une véritable formation professionnelle. Les questions civiles ne seraient pas aussi entièrement négligées qu'elles le sont actuellement. Nous savons fort bien que le candidat est particulièrement faible sur les questions pénales par l'insuffisance de ses études et qu'il convient surtout de soigner sa formation pénale, mais puisque le stage au barreau ne représente qu'une présence à certaines manifestations oratoires ou à certaines conférences sur la profession d'avocat, il serait peut-être utile de ne pas négliger la formation civile, notre magistrature n'étant malheureusement pas spécialisée. Des cours faits par des magistrats en exercice pourraient d'ailleurs compléter ce système. Grâce à la collaboration dévouée de certains magistrats, des cours existent déjà dans deux ou trois grands centres ; il serait nécessaire qu'il y en ait partout et qu'ils soient obligatoires. Ainsi le futur magistrat, surtout s'il est docteur en droit, ainsi que nous le désirons, aurait une formation professionnelle qui ne serait pas négligeable.

L'examen professionnel se passe lorsque les conditions de stage sont remplies par le candidat. Cet examen est passé devant un jury de magistrats composé d'un conseiller à la Cour de Cassation, d'un avocat général de la Cour d'appel de Paris et de deux substituts du Parquet de la Seine. Il comprend trois séries d'épreuves : une question pratique portant sur le droit civil, le droit pénal ou la procédure pénale, qui est cotée sur 40, deux interrogations orales : la première sur le

droit civil, la procédure civile ou le droit commercial et l'autre sur le droit pénal, la procédure pénale et les lois spéciales, qui sont cotées chacune sur 30 et enfin un exposé oral de 10 minutes portant sur une question comprise dans les matières précédentes, coté lui aussi sur 40. Il faut avoir 70 points pour être reçu. Un certain nombre d'éclaircissements sont nécessaires pour reconstituer la véritable atmosphère de cet examen. Tout d'abord, il y a lieu de remarquer que cet examen se transforme automatiquement en concours, du fait même que la Chancellerie indique au jury le nombre de candidats à déclarer aptes aux fonctions judiciaires et que, dans ces conditions, le chiffre de 70 ne signifie plus grand chose, puisque les candidats ne seront acceptés que dans les proportions indiquées par la Chancellerie. D'autre part, les candidats ne sont jamais reçus avec moins de 71 points, on ne sait pas exactement pour quelle raison, mais cela confirme le peu de signification des notes données. Les membres du jury se divisent en deux groupes et, dans chaque groupe, un magistrat interroge en civil, tandis que l'autre pose des questions en pénal. Il est normal de penser que les examinateurs interrogent les candidats sur les matières qu'ils connaissent le mieux, et ce qui peut donner une pleine valeur à cette idée, c'est que ces examinateurs, interrogeant à plusieurs concours, se sont toujours limités aux mêmes spécialités. Ceci nous semble excellent, mais le système devient très mauvais lorsque l'exposé oral se passe devant le jury entier et lorsque les notes sont données après délibération de ce jury, dans lequel se trouvent des membres qui semblent avoir une compétence discutable, puisqu'ils se sont eux-mêmes spécialisés dans les matières où ils désiraient interroger. Ne vaudrait-il pas mieux faire deux jurys de deux membres spécialisés : Le premier entendrait les exposés oraux portant sur les questions de

droit civil, de procédure civile et de droit commercial, tandis que le second n'écouterait que ce qui se rapporterait au droit pénal, à la procédure pénale et aux lois spéciales.

A part cela, le principe même du concours nous semble excellent ainsi que sa forme, lorsqu'il s'agit de recruter une nombreuse magistrature pour remplir les cadres d'une organisation judiciaire collégiale. Cependant un certain nombre de réformes heureuses pourraient être faites, tout d'abord au sujet de bonifications de points à raison des diplômes possédés. Nous sommes d'avis d'exiger des candidats le titre de docteur, mais il serait possible, pour ne pas gêner les candidats peu fortunés, d'admettre seulement deux diplômes d'études supérieures comprenant obligatoirement celui de privé. La thèse, le diplôme de l'Institut de droit comparé, le diplôme de l'Institut de Criminologie apporteraient seuls des points supplémentaires.

A l'heure actuelle, les bonifications sont accordées d'une façon extravagante. Il faut avoir sa thèse pour avoir droit à cinq points, si on a le diplôme de privé ou celui d'histoire du droit dans les deux certificats nécessaires, à 10 points si les deux certificats sont ceux de droit privé et d'histoire du droit, et à aucun point d'avance dans le cas où les certificats passés avant la thèse sont ceux d'économie politique et de droit public. De plus, les diplômes de l'Institut de droit comparé et de l'Institut de Criminologie n'apportent aucune bonification, ce qui peut sembler étrange. En supposant que le titre de licencié soit laissé comme condition suffisante avec les stages exigés pour avoir le droit de se présenter au concours de la magistrature, il nous semble inadmissible de mettre sur un pied d'égalité le candidat ayant deux certificats de doctorat et le simple licencié. Il nous paraît injuste aussi de considérer comme

égaux un licencié et un docteur ayant les diplômes d'études supérieures d'économie politique et de droit public. D'ailleurs les sciences économiques peuvent être considérées comme aussi importantes que l'histoire du droit ou le droit romain pour la formation théorique du candidat. Comment comprendre le Code du travail, les Assurances sociales sans avoir fait de législation industrielle, comment réaliser la gravité des infractions financières commises sans avoir étudié le droit commercial et l'économie politique d'une façon approfondie? Ce sont des sciences actuelles indispensables, alors que la connaissance du droit civil peut paraître plus éclairée par l'étude de la jurisprudence que par le droit romain et l'histoire du droit.

Il nous semble nécessaire d'opérer une révision générale des bonifications accordées au concours suivant la valeur réelle des diplômes et nous proposons : 5 points pour l'Institut de Criminologie, 5 points pour l'Institut de droit comparé, 10 points pour la thèse de doctorat si le certificat de droit privé a été passé, 5 points dans les autres cas, 4 points pour les certificats de droit privé et d'histoire du droit ou de droit privé et d'économique, 3 lorsque le candidat a deux certificats sans avoir celui de privé.

Enfin il est certainement critiquable de faire passer un examen pratique à un candidat magistrat pour le nommer ensuite juge suppléant, de façon à ce qu'il apprenne son métier. Ou il connaît son métier et étant reçu à l'examen pratique, il doit être nommé à la place normale de magistrat à laquelle il semble avoir droit, ou il ne le connaît pas et ne mérite pas d'être reçu à un examen pratique. Dans ces conditions il nous semblerait normal de nommer comme juge, juge d'instruction ou substitut le jeune magistrat déclaré apte. Ces modifications nous semblent essentielles

pour assouplir ce prétendu examen de la magistrature aux formes trop rigides.

Il n'en est pas moins certain qu'un grave défaut resterait à cette organisation. Le jeune étudiant commençant son stage ne manquerait pas d'éprouver la crainte considérable de se trouver sans situation après ce stage d'une durée de deux ans. L'examen à la fin du stage est nécessaire, mais il est bien délicat d'avoir accepté les services d'un jeune homme durant si longtemps pour s'apercevoir, après deux ans, qu'il ne peut pas tenir la fonction à laquelle il se destinait. Deux années perdues ne se regagnent pas facilement entre vingt et trente ans et on peut se demander s'il n'y aurait pas moyen de remédier à cet inconvénient fâcheux de l'examen professionnel de la magistrature. Il nous semblerait possible de scinder l'examen d'aptitude en deux, la partie théorique se passerait avant le stage, la partie pratique après. La partie théorique comprendrait : un examen écrit sur le droit pénal ou sur le droit civil et deux interrogations l'une sur le droit pénal, la procédure pénale et les lois spéciales, l'autre sur le droit civil, la procédure civile et le droit commercial. La Chancellerie s'arrangerait pour qu'il n'y ait pas plus d'attachés reçus à cet examen que de places à pourvoir dans deux ans, ou qu'enfin il y ait une correspondance entre les deux nombres. Le candidat devrait posséder deux certificats d'études supérieures. S'il n'est pas reçu, de nombreuses carrières peuvent encore occuper ses connaissances sans qu'il ait perdu deux années à un stage inutile. S'il est reçu attaché, il accomplit son stage dans les conditions que nous avons indiquées plus haut et poursuit en même temps ses études qui lui donneront des points d'avance pour le concours d'entrée à la magistrature. Ce concours sera passé par l'attaché au bout de deux ans de

stage et ceux qui ne seront pas reçus devront accomplir un stage supplémentaire de douze mois au bout duquel ils seront obligatoirement admis aux fonctions de magistrat. Ce concours comprendra des conclusions de Ministère public ou un jugement à rédiger sur une question pratique de droit civil ou de droit pénal et un exposé oral sur une question pratique de droit civil ou sur un dossier correctionnel ou criminel. Le rang de sortie pourra avantager les premiers et permettre aux suivants de choisir leur poste par préférence. Ainsi nous pensons que le futur magistrat aura reçu et prouvé une formation professionnelle capable de le rendre apte aux délicates fonctions qu'il aura à remplir. Il devra évidemment recevoir une rémunération durant son stage, car tout travail mérite salaire, même dans les services de la Justice. Cette rémunération sera faible de l'ordre de 1000 frs par mois et n'aura aucun rapport avec le traitement des magistrats qu'il nous paraît nécessaire d'examiner maintenant que nous avons étudié la délicate question du recrutement normal de la magistrature. Quant au recrutement exceptionnel, par la nomination d'anciens avoués ou avocats aux postes de magistrats, répondant surtout à des pressions politiques, nous ne pouvons qu'en déplorer la fréquence, qui augmente les difficultés d'une jeunesse studieuse à trouver des situations honorables et ne peut qu'abaisser inutilement le prestige de la magistrature.

Avancement et traitement

Les magistrats de notre pays ne se plaignent pas de leur traitement, mais sont généralement plaints par les théoriciens, qui déclarent que les fonctions judiciaires étant à classer parmi les plus hautes de l'Etat, devraient être parti-

culièrement bien rémunérées. Il est malheureux de constater que l'opinion publique française ne semble pas du tout suivre cette idée et qu'au contraire, elle trouverait plutôt exagérés les traitements des hauts fonctionnaires de la magistrature. Cependant, il convient d'indiquer que les postes de début sont insuffisamment rémunérés. Nous ne parlons pas des juges suppléants, qui ne devraient plus exister, ainsi que leur traitement de famine qui ne peut en aucune façon leur permettre de se marier et de vivre d'une façon digne, mais des magistrats de 3^e classe qui devraient commencer à 25.000 frs pour pouvoir tenir le rang social de leur fonction. En compensation, il serait possible de réduire les hauts traitements à 100.000 frs. Le budget de la justice sera certainement encore trop élevé, puisque, loin de proposer des économies, nous demandons des dépenses supplémentaires. Il est vrai qu'il serait possible de remédier à ce système onéreux en supprimant les classes des tribunaux et en permettant aux jeunes magistrats de commencer plus tôt dans les grandes villes. L'avancement en grade et traitement se ferait à l'ancienneté et ainsi serait supprimé le système actuel du tableau d'avancement et de la nomination du Ministre sur présentation d'un nombre de magistrats triple de celui des places à pourvoir. Pourtant le tableau d'avancement devrait être rétabli pour les magistrats particulièrement méritants, mais, chaque année, il ne pourrait être présenté par le Procureur Général et le Premier Président de la Cour d'Appel plus d'un magistrat sur 100 occupés dans le ressort. De plus, le magistrat ayant bénéficié d'un tel avancement exceptionnel ne pourrait être inscrit à nouveau au tableau d'avancement avant qu'un délai de dix ans se soit écoulé depuis sa dernière inscription. A part les magistrats bénéficiant de cette faveur exceptionnelle et rare, il serait néces-

saire d'avoir deux ans d'âge dans un poste judiciaire pour avancer à son tour d'ancienneté et recevoir une augmentation proportionnelle de traitement.

Ces mesures nous semblent nécessaires, mais non indispensables. La presse mal informée, mal renseignée, a attaqué d'abord les magistrats, puis certaines institutions sans se préoccuper de connaître les vices réels d'une organisation judiciaire trop compliquée dans sa simplicité. L'avancement a semblé particulièrement défectueux, par suite des tractations possibles dans les antichambres du Ministère, par suite de la carrière trop rapide de certains magistrats, par suite de celle trop longue de magistrats aimés de l'opinion publique et mal notés de leurs supérieurs. Malgré l'exactitude de ces critiques, il n'en reste pas moins vrai que l'avancement semble avoir le plus souvent favorisé le talent et le mérite. Quant aux hommes politiques, qui auraient fondé sur l'avancement procuré à un magistrat, une reconnaissance possible, il ne semble pas que l'on en ait rencontré beaucoup. La plupart des hommes politiques agissent dans l'intérêt de la justice par ce qu'ils croient réellement au talent ou au mérite de celui qu'ils nomment, ou alors dans le désir de faire plaisir à un ami ou à un ancien ami pour faire étalage de leur orgueilleuse puissance. La reconnaissance ne se réclame pas au magistrat ; on peut l'obliger à obéir, mais on ne peut le forcer à se souvenir. La magistrature actuelle, contrairement à l'opinion émise par une presse avide de scandales, n'a pas démerité. Les scandales dans le corps judiciaire sont rares et plus souvent l'opinion publique a été soulevée par la disgrâce d'un magistrat voulant faire son devoir que par la honte d'un magistrat qui avait vendu sa conscience. Les magistrats ne forment pas une élite et ont pu montrer de grands défauts dans leur façon de rendre la justice, mais leur honneur reste inattaquable. Ils ont pu mon-

trer un dangereux esprit de caste dans la répression, une inutile sévérité, une incompréhension presque totale des hommes et des sentiments, ils ont pu se tromper, mais ils n'ont pas eu la honte de se vendre à la faveur ou à la puissance d'argent. Ils ont certainement abaissé la carrière judiciaire par leurs vues étroites jusqu'à en faire un simple métier, et il convient seulement de relever cette fonction judiciaire, qui ne doit pas être confondue avec une situation quelconque, qui permet de vivre en travaillant, de façon à ce qu'on ne puisse plus écrire « Il y a des gens qui aiment la gloire et n'aiment pas le risque ; ceux-là sont des magistrats nés ».

CONCLUSIONS

L'étude générale et détaillée qui précède montre combien est difficile et délicate la réforme de notre organisation judiciaire française. Il est nécessaire d'agir avec prudence pour ne pas donner à l'opinion publique l'occasion de s'émouvoir de modifications préjudiciables aux intérêts les plus sacrés des citoyens et pour ne pas laisser aux magistrats la pénible impression d'avoir été insuffisants dans la haute mission qui leur avait été confiée. Des réformes législatives considérables sont indispensables pour redonner une vie nouvelle et une autorité incontestable à une collégialité que les temps modernes ont déformée et rendue inutilisable. L'opinion publique, dont la méfiance est toujours en éveil, tient à conserver cette institution de la pluralité des juges, qui assure la sagesse du raisonnement et limite la partialité dans les décisions judiciaires. D'autre part, l'Etat, dont les ressources s'épuisent par le paiement continu de nouveaux fonctionnaires, réclame des économies et cherche dans une réorganisation des services publics, une limite à ses dépenses. Il faut donc conserver en général la collégialité en lui redonnant toute sa valeur et en cherchant à diminuer les frais qu'elle entraîne ; c'est à cela que tendent les améliorations que nous avons indiquées.

L'institution d'un juge unique, dans les cas indiqués dans cette thèse, sera la solution désirable, si on sait suffisamment

limiter la compétence d'un tel magistrat pour ne pas la rendre dangereuse pour les justiciables. Ainsi, une justice répressive utile pourra donner une solidité plus grande à l'édifice social et avec un Etat plus fort, se produira peut-être le relèvement moral de la Nation entière, qui permettra enfin une justice véritablement humaine et sociale.

Vu : le Doyen
E. ALLIX

Vu : Le Président de la Thèse
H. DONNEDIEU DE VABRES

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris
S. CHARLÉTY,

BIBLIOGRAPHIE

1°. — Ouvrages

- BENTHAM. — *De l'organisation judiciaire* (1828).
H. DONNEDIEU DE VABRES. — *La justice pénale d'aujourd'hui* (1929).
DE FRANQUEVILLE. — *Le système judiciaire de la Grande-Bretagne* (1899).
R. GARRAUD. — *Précis de droit criminel*, revu par P. GARRAUD (1934).
MAAS GEESTERANUS. — *La spécialisation du juge pénal* (1933).
E. GLASSON. — *Droit et institutions de l'Angleterre* T. 6 (1893).
FRANCISQUE GOYET. — *Le Ministère public en matière civile et en matière répressive et l'exercice de l'action publique* (1926).
L. LABAUD. — *Le droit public de l'Empire Allemand* T. 4 (1904).
E. LAMBERT. — *Le gouvernement des juges et la lutte contre la législation sociale aux Etats-Unis* (1924).
A. DE MONZIE. — *Grandeur et Servitude judiciaire* (1931).
NERINCX. — *L'organisation judiciaire aux Etats-Unis* (1909).
VAN SWINDEREN. — *Esquisse sur le droit pénal actuel*, T. 1 et T. 2.
DE TOCQUEVILLE. — *De la Démocratie en Amérique* T. 1 et T. 2.

2°. — Thèses

- DUPEYRON HENRY. — *Le juge unique et la réforme judiciaire* (Province 1927).
GAUTHIER. — *Théorie des deux degrés de juridiction* (Paris 1897).
LEROY. — *Juge unique et réforme judiciaire* (Paris 1907).
MICHEL JULES. — *Juge non professionnel dans la juridiction civile pénale, administrative* (Paris 1920).
PIGÉ BERNARD. — *Le juge unique et le statut de la magistrature en France* (Paris 1925).
ROUTIN. — *L'élection des juges* (Paris 1908).

3°. — Publications et documents divers

- SASSERATH. — *Réformes de la Cour d'Assises*. Revue de droit pénal et de criminologie (1930).
- SASSERATH. — *Les nouvelles Cours d'Assises en Italie*. Revue de Droit pénal et de Criminologie (1934).
- Congrès de Palerme. — *Revue Internationale de droit pénal* (1933).
- Congrès de Palerme. — *Revue de droit pénal et de criminologie* (1933).
- Congrès de Bucarest. — *Revue Internationale de droit pénal* (1929-1930).
- FRANCISQUE GOYET. — *Commentaire de la loi du 7 février 1933 sur les garanties de la liberté individuelle*. Lois nouvelles (1933).
- JULES SIMON. — *De quelles manières pourrait-on obtenir une meilleure spécialisation du juge pénal*. Revue de droit pénal et de criminologie (1931).
- MORIZOT-THIBAUT. — *Application possible en France des idées anglaises sur le juge unique en matière pénale*. Bulletin de la Société Générale des Prisons (1905).
- RENTENAUER. — *Loi du 5 mars (1932)*. Lois Nouvelles (1932-1933).
- FAYOLLE. — *Loi du 5 mars (1932)*. Lois Nouvelles (1933).
- MITTERMAIER W. — *Le jury et l'échevinage*. Revue pénitentiaire (1920).
- DELANNOY A. — *Application de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance de 1920 à 1931*. Revue du droit pénal et de criminologie.
- DORY. — *Le régime progressif 4^e degré*. Revue de droit pénal et de criminologie (1931).
- CRUPPI. — *Séance de la Société Générale des Prisons*. Bulletin de la Société Générale des Prisons (1889-1900).
- Renseignements sur l'organisation judiciaire de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes*, fournis par M. TCHLEBOFF, jurisconsulte de l'Ambassade Soviétique à Paris.
-

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	Pages 5
------------------------	------------

TITRE I

Etude et recherches générales.

CHAPITRE I. — Rôle et qualités essentielles du magistrat répressif	15
Rôle du magistrat répressif.	15
Qualités essentielles du magistrat répressif	21
CHAPITRE II. — Juge professionnel ou non professionnel	28
Juge professionnel.	29
Juge professionnel collaborant avec de non professionnels.	36
Exceptions	44
CHAPITRE III. — Juge spécialisé ou non spécialisé	48
Juge non spécialisé	49
Spécialisation des juridictions d'instruction, de jugement et d'accusation	54
Spécialisation des juridictions répressives de jugement.	58
CHAPITRE IV — Juge unique ou pluralité de juges.	65
Avantages de la collégialité.	66
Inconvénients de la collégialité	70
Le juge unique	86
Inconvénients du juge unique	94
Discussion des inconvénients du juge unique et avantages de ce système	101
CHAPITRE V. — Compétence du juge unique	114
Limite inférieure : Magistrat inférieur	114
Limite supérieure : Cour d'assises	123
Exception : Juge des enfants	138
CHAPITRE VI. — Recours contre les jugements du juge unique	146
L'appel	146
Le recours en cassation	154
Le pourvoi en révision	159
La prise à partie	163

	Pages
CHAPITRE VII. — Organisation de la fonction de juge . . .	169
Recrutement du juge.	169
Avancement et traitement du juge	178

TITRE II

Application à l'organisation pénale française.

CHAPITRE I. — Psychologie pénale du peuple français . . .	185
CHAPITRE II. — La justice devant l'opinion française . . .	197
Difficultés d'une institution du juge unique.	200
Possibilité d'une spécialisation des juridictions de jugement, d'instruction et d'accusation	203
Difficultés d'une spécialisation des juridictions répressives de jugement	207
CHAPITRE III. — Juridictions inférieures et de première instance.	211
Tribunal de simple police	211
Tribunal correctionnel	218
Tribunal pour enfants et adolescents	227
CHAPITRE IV. — Les juridictions supérieures	232
Cour d'Appel	232
Cour d'Assises	235
Cour de Cassation.	241
CHAPITRE V. — Conditions de la fonction de juge.	245
Recrutement	245
Avancement et traitement	255
CONCLUSIONS.	259
BIBLIOGRAPHIE	261

